



BIBLIOTECA NAZ.

XVII

B

42

NAPOLI



BIBLIOTECA NAZ.
Vittorio Emanuele III

XVII

B

42

NAPOLI









2

ACTES
ET
MEMOIRES
DES
NEGOTIATIONS
DE LA
PAIX
DE NIMEGUE.

Seconde Edition revuë corrigée & augmentée.

TOME QUATRIÈME.

Partie II.
PAR LE SIEUR DE S. DISPIER.



A AMSTERDAM
Chez ABRAHAM WOLFF
Et à la Haye,
Chez ADRIAEN MOETJENS.
M D C LXXX





Des Memoires &
NEGOTIATIONS
de Nimegue, & de la Haye.

A D V E R T I S S E M E N T.

Pendant qu'on traitoit de l'Armistice, le Ministre Plenipotentiaire de Son Altesse l'Evêque de Munster conclut sa Paix avec la France & la Suede, en la maniere qui suit.

T R A I T E' de P A I X.

Entre Sa Majesté Tres-Chrestienne & Monsieur l'Evêque de Munster & de Paderborn, Conclu & signé à Nimegue le 29. Mars, 1679.

SOit notoire à tous & un chacun, que comme la Paix generale de toute la Chrestienté est depuis long-temps l'unique objet de toutes les actions de Sa Majesté Tres-Chrétienne, & qu'elle employe incessamment tous les moyens, qu'il a plu à Dieu luy mettre en main, pour estendre celle, qui a esté signée à Nimegue le 5. Fevrier dernier, à tous les Princes, qui n'y avoient pas encore donné leur consentement, Elle auroit appris avec joye que Mr. l'Evêque de Munster & de Paderborn, n'ayant pas moins de desir d'y contribuer de sa part, & de rentrer dans les bonnes graces de sa Majesté, qu'elle en a de donner à ce Prince toutes les marques possibles de l'estime & de l'affection, qu'elle a toujourns eue pour luy, auroit resolu de preferer le bien de la Paix à tout autre avantage, & de concourir au rétablissement du

re-

repos de l'Empire, par celuy des Traitez de Westphalie, C'est pour ce sujet que Sa Majesté a commis le Sr. Comte d'Estrades, Chevalier de ses Ordres & Marechal de France, Et le Sr. Colbert Marquis de Croissy, Conseiller Ordinaire en son Conseil d'Etat, pour traiter & conclure non seulement de sa part avec ledit Prince, mais aussi pour faciliter son accommodement avec le Roy & la Couronne de Suede; & ledit Prince Evêque de Munster & de Paderborn, ayant aussi commis de sa part le Sr. Zurmühlen, son Conseiller intime d'Etat, & Vice-Chancelier de son Evêché de Munster. Ils ont en vertu de leur pouvoir, dont copie est cy-dessous transcrite, arresté, conclu & signé, tant au nom de Sa Majesté que dudit Prince Evêque, les Articles & conditions qui suivent.

I.

Ledit Prince Evêque de Munster & de Paderborn se desiste dès à present de tous les engagements, que son Predecesseur avoit pris tant contre sa M. T. C. que contre le Roy & la Couronne de Suede, & promet de demeurer dans une exacte Neutralité pendant le cours de la guerre presente, sans pouvoir assister directement ny indirectement les ennemis, qui restent en guerre contre la France & contre la Suede.

II.

Ledit Prince Evêque s'oblige de retirer de bonne foy toutes les troupes, que son Predecesseur avoit & que ledit Prince peut encore avoir presentement, soit au service du Roy de Dannemarc, soit dans celuy de l'Electeur de Brandebourg, & pour cet effet de faire toutes les diligences & instances, que Sa Majesté pourra desirer de luy.

III.

Ledit Prince Evêque promet de garder inviolable-

lablement toutes les Conditions auxquelles sont obligez tous les Princes & Etats de l'Empire, compris dans le Traité de Paix signé à Nimegue le 5. Fevrier dernier, & Sa Majesté T. C. s'oblige aussi de faire jouir ledit Prince Evêque de tout ce qui a esté reciproquement stipulé par ledit Traité en faveur desdits Princes & Etats de l'Empire.

IV.

Le Traité, qui a esté fait & signé aujourd'hui au nom du Roy de Suede & dudit Prince Evêque de Munster & de Paderborn, sera censé compris dans le présent, comme si ce n'estoit qu'un même Traité, & aura la même force, que s'il estoit inferé de mot à mot dans celui-cy.

V.

Sa Majesté voulant aussi donner d'autant plus de marques de son estime & de son amitié audit Prince Evêque, & contribuer aux moyens de pourvoir à la seureté de ses Etats, luy fera payer incontinent après la Ratification du present Traité la somme de Escus à Amsterdam ou à Hambourg en argent de Banque.

VI.

S. M. T. C. promet pareillement, que si Elle est obligée de porter ses armes au de là du Rhin, Elle conservera les Evêchés de Munster & de Paderborn, & n'y pretendra aucun passage pour ses troupes, sans une nécessité indispensable, auquel cas Elle pourvoira au payement des frais nécessaires, en sorte que les habitans n'en recoivent aucun dommage suivant les Constitutions de l'Empire, & au surplus Sadite Majesté ne fera prendre dans lesdits Pais aucuns quartiers & logemens pour sesdites troupes, ny levera aucunes Contributions,

butions, & procurera la même chose pour le bien desdits Evêchez à l'égard de ses Alliez.

VII.

Ledit Seigneur Roy Tres-Chrétien promet encore & s'oblige, au cas que ledit Prince & Evêque de Munster & de Paderborn vienne à estre attaqué, ou inquieté par qui que ce soit à cause du present Traité, de l'assister ou de le protéger & garentir par la force de ses armes contre toute attaque & insulte, sans pouvoir former de prétentions contre ledit Prince & ses Etats à cause des frais, que Sa Majesté pourroit estre obligée de faire pour cet effet.

VIII.

Il est aussi convenu, que l'Abbaye de Corvey, les Comtez de Bentheim, Tecklenbourg, Ritberg, & la Seigneurie de Rhede jouiront de l'effet du present Traité.

IX.

S. M. T. C. meüe du zele qu'elle a tousjours eu pour le maintien de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & des instantes prieres dudit Prince Evêque, promet aussi d'employer ses pressans offices auprès du Roy de Suede, pour porter ce Prince à laisser ladite Religion Catholique dans l'Etat où Elle se trouvera, lorsque ledit Prince & Evêque de Munster restituera les Pais qu'il occupe à la Couronne de Suede, & en celuy qu'elle estoit en l'année 1624. dans lesdits Pais suivant les Traités de Westphalie.

X.

Le present Traité sera ratifié de Sa M. T. C. & dudit Prince Evêque de Munster & de Paderborn
& les

& les Ratifications échangées à Nimegue dans trois semaines à conter du jour de la signature, ou plûtost si faire se peut. En Foy dequoy nous Ambassadeurs & Plénipotentiaires susdits avons signé le present Traité & à iceluy fait apposer les Cachets de nos armes.

Fait à Nimegue ce 29. jour de Mars, 1679.

(L. S.) Le Maréchal d'ESTRADES.

(L. S.) COLBERT.

(L. S.) ZURMÜHLEN.

P L E N A P O T E N T I A

Episcopi Monasteriensis ad componendam Pacem
cum Legatis Galliz.

NOs Ferdinandus Dei & Apostolicæ Sedis Gratiâ Episcopus Monasteriensis & Paderbornensis, Burggravius Strombergensis, S. R. I. Princeps, Comes Pyrmontanus & Dominus in Borckolo, &c. Notum testatumque facimus, quòd cum nihil ardentius exoptemus, quàm ut præsens bellum, quo Christianus Orbis affligitur, in equam & honestam Pacem quanto-
ciùs converti queat, atque præterea grato acceperimus animo, Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britannia Regis laudabili curâ & Mediatione eò perventum esse, ut Partium hinc inde consensu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi instituerentur, ideò quicquid in Nobis est, ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, confisi prudentiâ, experienciâ & fide honorabilis & Clarissimi Consilarii Nostri intimi & Vice-Cancellarii, sincerè Nobis dilecti & fidelis Werneri Zurmühlen Jurium Doctoris, Eum nominavimus, elegimus, eligimus &
con-

constituimus Nostrum Plenipotentiarium ad dictos Con-
ventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos, re-
servando Nobis libertatem, illum postmodum pro lubitu
principe Legationis Characterē insigniendi, cui proin-
de committimus & specialiter mandamus, ut se ad
dictam Urbem conferat, ibique Pacis colloquia, siue
directè siue interveniente operâ respectivè hinc inde
receptorum Mediatorum, instituat cum Serenissimi &
Potentissimi Principis Domini Ludovici XIV. Gallia-
rum Regis Christianissimi, &c. Ejusque Confedera-
torum Legatis, Deputatis & Commissariis, sufficienti
Mandato ad præsens bellum terminandum, Controver-
siasque quæ eò spectant componendas munitis. Damus
quoque plenam & absolutam potestatem cum omni
authoritate & mandato ad id necessariis supradicto Ple-
nipotentiarario Nostro Pacis Tractatum pro Nobis No-
stroque nomine ineundi, concludendi & signandi, inter
Nos & prædictum Sereniss. & Potentiss. Regem ejus-
que Fæderatos, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum
finem requiri possint, conficiendi, expediendi, extra-
dendi, adeoque in universum agendi, promittendi, sti-
pulandi, concludendi & signandi, acta, declaratio-
nes, pacta-conventa commutandi, aliaque omnia, quæ
ad dictum Pacis negotium pertineant faciendi; æquè
liberè ac ample ac ipsi præsentēs id faceremus vel fa-
cere possemus, quantumvis mandato adhuc specialiori
& expressiori, quàm quod hisce præsentibus contine-
tur opus esse visum fuerit: Promittimus præterea &
declaramus fide & verbo Principis, Nos acceptum &
gratum, firmum & ratum habituros, quæcunque per
dictum Plenipotentiarium Nostrum acta, conclusa,
signata, extradita & commutata fuerint, Nos obstrin-
gentes hisce præsentibus ad expediendum Ratificatio-
num Nostrarum diplomata, in decenti & solenni for-
mâ, intraque tempus prout convenerit. In cujus rei
fidem majorem hæc manu Nostrâ subscripsimus, &
sigillo Nostro communiri jussimus. Dabantur in arce

*Nostra Neuhusana, die decimo mensis Novembris,
anno supra millesimum sexcentesium septuagesimo
octavo.*

FERDINANDUS.

(L. S.)

TRADUCTION.

PLEIN POUVOIR

*de Monsieur l'Evêque de Munster pour traiter avec les
Ambassadeurs de France.*

Nous Ferdinand par la grace de Dieu & du
S. Siege Apostolique Evêque de Munster &
de Paderborne, Bourgrave de Stormberg, Prin-
ce du St. Empire, Comte de Pyrmont, & Sei-
gneur de Borekulo, sçavoir faisons que dans
le desir tres-ardent que nous avons, que la pre-
sente guerre, dont la Chrestienté est affligée
soit au plustost terminée, & changée en une équi-
table & honneste Paix, & qu'ayant de plus appris a-
vec grand plaisir, que par les soins tres-louables &
par la mediation du Serenissime & tres-puissant
Roy de la Grande Bretagne les choses estoient
avancées à un point, que du consentement mu-
tuel de toutes les Parties interessées, l'on estoit
convenu de proceder à des Conferences, & à des
Traitez de Paix en la ville de Nimegue, desirans
pour ce sujet contribuer de très-bon cœur & de
tout nostre pouvoir à donner le repos à la Chre-
stienté, sur la confiance, que nous avons en la
prudence, experience & fidelité d'honorable
homme nostre feal & bien-amié Werner Zur-
mühlen, l'un de nos Conseillers secrets, & nostre
Vice-Chancelier, docteur en droict, nous l'a-
vons nommé, choisy, choisissons & établissons
nostre Plenipotentiaire pour se trouver à ladite

Assemblée, & Traité de Paix à Nimegue, nous reservant la liberté ensuite de luy donner la qualité & le caractère d'Ambassadeur suivant la volonté des Princes ; auquel pour cet effet nous ordonnons & commandons particulièrement, qu'il ait à se transporter à ladite Ville, afin d'y faire directement ou par l'entremise des Mediateurs, acceptez respectivement de part & d'autre, des pour-parlers de Paix avec les Ambassadeurs Deputez & Commissaires du Serenissime, Tres-Chretien & Très puissant Louis XIV. Roy de France & de ses Alliez, auxquels un commandement & ordre suffisant ont esté donnez de terminer la presente guerre, & d'accommoder leurs differens qui y ont donné lieu. En vûe de quoy nous luy donnons un plein & absolu pouvoir avec toute l'autorité necessaire à ces fins, & le commettons nostre Plenipotentiaire, pour passer, conclure & designer, pour nous & en nostre nom, le Traité de Paix, entre Nous & le Serenissime & tres-puissant Roy Tres-Chretien & ses Alliez, & de passer, expedier, & delivrer tous les actes & instrumens, qui seront necessaires pour cette fin, & ainsi promettre, stipuler, conclure, signer, & faire generalement tous actes, declarations, pactes, conventions d'échanges, & toutes les autres choses, qui concerneront cet ouvrage de la Paix, comme aussi d'agir aussi librement & amplement, comme nous ferions ou pourrions faire nous mêmes, si nous y estions presens, nonobstant qu'on puisse alleguer & pretendre un ordre encore plus particulier & plus exprés, que celuy qui est contenu dans ces presentes. Nous promettons aussi & declarons en foy & parole de Prince, que nous accepterons, aurons pour agreable, & tiendrons pour ferme & constant tout ce qui sera fait, conclu, signé, delivré, & ce dont il sera fait

échange

échange par nostre-dit Plenipotentiaire. Nous obligeans par ces presentes de faire expedier les lettres de nostre Ratification en bonne & tres-authentique forme, dans le temps qu'il faudra. Pour plus grande foy de ce que dessus, nous avons signé les presentes, & y avons fait mettre nostre sceau. Donné en nostre Chasteau de Neuveuse le 10. du Mois de Novembre 1678.

F E R D I N A N D.

(L.S.)

R A T I F I C A T I O N.

*de Sa Majesté Tres Chrestienne, du Traité de Paix
fait avec Monsieur l'Evêque de Munster le
29 Mars 1679. & échangé le 15 Avril.*

L O U I S, par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre &c. à Tous ceux, qui ces presentes lettres verront Salut, Comme nostre tres-cher & bien-amié Cousin le Sr. Comte d'Estrades, Marechal de France & Chevalier de Nos Ordres; & Nôtre bien-amié & Feal le Sr. Colbert, Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en nostre Conseil d'Estat; Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en vertu du Plein-pouvoir, que Nous leur en avions donné, avoient conclu, arresté & signé le vingt neuvième jour du Mois dernier, avec le Sr. Zurmühlen, Conseiller intime d'Estat de Nostre tres-cher & tres-amié Cousin l'Evesque & Prince de Munster & de Paderborn, & Vice-Chancelier en son Eveché de Munster, pareillement muni du plein-pouvoir, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

N O U S ayans agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun des points, qui y sont

contenus & declarés, avons iceux tant pour nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries, & sujets accepté, ratifié, & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions, confirmons & le promettons en foy & parole de Roy, sous l'obligation & hypothèque de tous & chacun de nos biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ny venir au-contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit, En tesmoin dequoy Nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à St. Germain en Laye le huitiesme jour d'Avril, l'An de Grace mil six cens soixante dix-neuf, & de nostre Regne le trente fixiesme.

L O U I S.

par le Roy

ARNAULD.

R A T I F I C A T I O N

*de Monsieur l'Evesque de Munster du Trakté de Paix
fait avec sa Majesté Tres-Chrestienne le 29. Mars
1679. échangée le 15. Avril.*

Ferdinand par la grace de Dieu Evesque de Munster & Paderborne, Bourgrave de Stromberg, Prince de l'Empire, Comte de Pyrimont, & Seigneur de Borckulo, &c. faisons sçavoir par ces presentes, qu'ayant donné pleinpouvoir, commission, & mandement special, à nostre Conseiller d'Estat & Vice-Chancelier Werner Zurmühlen, d'arrester, conclure, & signer avec Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Majesté Tres-Chrestienne pour la Paix,

Paix, munis d'un pareil pouvoir de la part de sadite Majesté suivant le Traité, ainsi qu'il est cy-dessous transcrit de mot à mot.

Fiat insertio.

Nous avons vû & examiné tous les Articles dudit Traité & les ayant trouvés entiere-ment conformes à nostre intention, nous avons agréé & approuvé, ainsi que nous aggreons, approuvons, & ratifions le susdit Traité en la meilleure forme qu'il est possible, promettant en foy, & parole de Prince d'observer, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce qu'il contient, sans y contrevenir jamais, ny permettre qu'il y soit contrevenu de nostre part, sous quelque pretexte, que ce puisse estre. En foy dequoy nous avons signé les presentes, & fait contresigner par nostre Conseiller d'Estat & Vice-Chancelier susdit & y apposer le Scel de nostre Secretaire fait à Nostre Chasteau de Neuhaus le 15. jour d'Avril, mil six cens soixante & dix-neuf.

F E R D I N A N D.
(L. S.)

INSTRUMENTVM PACIS

Succico - Monasteriense, conclusum & subscriptum Neomagi die $\frac{12}{29}$ Martii 1677.

*In nomine Sanctissimæ & Individuæ
Trinitatis.*

N^Otum sit omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest, quandoquidem Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus Dominus Carolus, Suecorum, Gothorum, Vandalorum-que Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ,

*Esthonia, Livonia, Carelia, Brema, Verda, Ste-
 tini, Pomerania, Cassubia & Vandalia, Princeps Ru-
 gia, Dominus Ingria & Wismaria, nec non Comes Pa-
 latinus Rheni, Bavaria, Juliaci, Clivia & Mon-
 tium Dux, nihil magis in votis habeat, quam ut
 Pax, quæ cum Sacra Casarea Majestate & Imperio,
 Neomagi die ²⁶ Ianuarii ⁵ Februarii anni currentis sancita est,
 etiam ad residuas, & in dictæ Pacis articulo 5. nomi-
 natas partes extendi possit, imprimis verò ut omnes in
 Imperio motus eorumque occasiones quantocius & peni-
 tus tollantur, & Reverendissimus & Celsissimus Prin-
 cept, Dominus Ferdinandus, Episcopus Monasterien-
 sis & Paderbornensis, Burggravius Strombergensis,
 Sacri Romani Imperii Princeps, Comes in Pyrmont, &
 Dominus in Borckelo à sua etiam parte testatum velit,
 quâ promptitudine feratur ad conformandum se suæque
 consilia cum Imperii capite, totoque corpore, adeoque
 ad dissidia illa sopienda, quæ inter Sacram Regiam
 Majestatem Sueciæ & suæ Celsitudinis Prædecessorem,
 quondam Reverendissimum & Celsissimum Principem,
 Dominum Christophorum Bernhardum, Episcopum
 Monasteriensem, Administratorem Corbejensem, Burg-
 gravium Strombergensem, Sacri Romani Imperii
 Principem, & Dominum in Borckelo occasione nupero-
 rum motuum exorta fuerunt, factum proinde esse,
 Divinâ amveniente Gratia, & laudabili Serenissimi &
 Potentissimi Principis & Domini Domini Caroli Secun-
 di, Magnæ Britannia Regis mediatione adlabôrante, ut
 constituti à parte Serenissimæ Regiæ Majestatis Sueciæ
 Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Illustrissi-
 mi & Excellentissimi Domini, Dominus Benedictus
 Oxenstierna, Comes in Korsholm & Wasa, Liber
 Baro in Möhrby & Lindholm, Dominus in Kapuriâ
 & Cattilâ, Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ
 Senator, ac Præses in Summo quod Wismariæ est Tribu-
 nali, ut & Supremus Ingriæ Legifer & Kexholmia;*

Et Dominus Joannes Paulin Olivenkrans, Dominus in Ulfhāl Et Hofmansdorp, Serenissimæ Regiæ Majestatis Sueciæ Consiliarius Cancellariæ, Secretarius Status, Et Judex Ordinarius territorii Widboënsis, à parte verò Reverendissimi Et Celsissimi Episcopi Et Principis Monasteriensis Et Paderbornensis Ablegatus Extraord. Et Minister Plenipotentarius Dominus Zurmuhlen, Juris Consultus, Celsitudinis suæ Consiliarius intimus Et Vice-Cancellarius, Neomagi ad negotia Pacis convenerint, ibique commutatis reciproce Plenipotentiarum Tabulis in mutuas Pacis Et amicitiae leges consenserint tenore sequenti.

I.

Sit Pax Christiana Et perpetua, sinceraque amicitia inter Sacram Regiam Majestatem, ejus Heredes Et Successores, Reges Regnumque Sueciæ ab una, Et suam Celsitudinem Et Episcopum Monasteriens. Et Paderbornensem, ejusque Successores ab altera parte, ita ut statim cessent omnes cujuscunque generis hostilitatum actus, ubi vis locorum, inter omnes Et singulos utriusque partis subditos Et incolas, cujuscunque fuerint conditionis, adeoque altera Pars alteri nihil posthac inimicitiae aut damni clam aut palam, directe vel indirecte, per suos vel per alios inferat vel inferri faciat, sed utrinque potius honori Et commodis mutuis studeant, Et omnia amicitiae bonaque viciniae officia praestent.

II.

Sit utrinque perpetua oblivio Et amnestia omnium eorum quæ quocunque loco modoque ab una vel altera Parte hætenus hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum nec ullius alterius rei causa vel pretextu alter alteri quicquam hostilitatis aut molestiae, specie juris aut viâ facti, inferat vel inferri faciat vel patiat, sed omnes Et singula hinc inde, tam ante bellum, quam in bello, verbis, scriptis, aut factis illatae injuriæ, violentiæ, hostilitates, præjudicia, damna, expensæ absque omni per-

sonarum rerumve respectu ita penitus abolita sint, ut quicquid eo nomine una pars adversus alteram prætere-
dere possit, perpetuâ oblivione sit sepultum; Gaudeant-
que pariter eadem amnestiâ ejusque beneficio & effecta
omnes & singuli utriusque partis vasalli ac subditi,
ita ut nemini noxæ damnove sit aut præjudicio, has vel
illas partes secutum esse, quò minus pristino, in quo
ante bellum immediate fuit, statui, quoad honores &
bona, plene restituatur.

III.

Recipitur utrinque Pax Westphalica Osnabrugis
die $\frac{14}{24}$ Octobris Anno 1648. sancita, pro firmâ basi
& omnimodâ normâ hujus Pacificationis, ita ut in
omnibus suis articulis plenum & pristinum vigorem
obteneat, & utrique parti exinde obligatio incumbat
omnia ea conferendi & præstandi, quæ ad dictâ Pacis
conservationem & integritatem facere possint.

IV.

Quævis loca munita vel non munita, atque adeo
omne id, quod tempore horum motuum in Ducatibus
Bremenſi & Verdenſi, & terris, vigore Instrumenti
Pacis Westphalicæ, ad Sacram Regiam Majestatem
Regnumque Sueciæ pertinentibus, armis Monasterien-
sibus occupatum fuit, iisdemque adhuc tenetur, Sa-
cræ Regiæ Majestati Regnoque Sueciæ, omni meliori
quo fieri potest modo, restituantur, ita ut munitionum
præsentium nulla fiat demolitio vel deterioratio, sed in
statu præsentis, cum omnibus tormentis bellicis ad Re-
giam Majestatem Sueciæ antehac pertinentibus, & in
iisdem munitionibus nunc existentibus, ceteroque ap-
paratu militari, relinquantur integræ, unâ cum qui-
buscunque Archivis & literariis Documentis ad Duca-
tum Bremenſem & Verdenſem vel eorundem civitates
& incolæ spectantibus, fiatque horum locorum eva-
cuatio & traditio eo tempore, quo post ratificationem hunc

Traëtatum Sacra Regia Majestas eam sibi faciendam postula-verit. Maneatque Dominus Episcopus interea in possessione, eamque contra quosvis defendet, ita tamen ut nihil hostile à suis patrari, nec urbibus, agris, sylvisque quicquam detrimenti inferri sinat, verùm erga incolas quosvis se moderate gerat, eosque novis & inusitatis exactionibus non gravet, aliis tamen obventionibus & emolumentis, tam ordinariis quàm extraordinariis sine contradictione & impedimento gaudeat & fruatur, nec ulla eorum quæ hætenus exacta sunt, vel usque ad deoccupationem supradictò modo obvenient, repetitio locum habeat.

V..

Cùm Partes hïc constituerint hanc suam Pacificationem Paci cum Cesare & Imperio conclusæ, in omnibus conformem reddere, ideo speciatiim hïc inter se utrinque recipiunt obligationem omnium eorum quæ articulo quarto dictæ Pacis de mutuis hostibus non juvandis expressa sunt, non secus ac si totus articulus de verbo ad verbum hïc repetitus esset. Et proinde Dominus Episcopus statim bona fide revocabit, sibi que reddi curabit, omnes & singulos officiales & milites equestres & pedestres, quos Sux Celsitudinis Prædecessor Regi Daniæ concessit.

VI.

Ut autem Dominus Episcopus eorum, quæ vigore hujus Traëtatus præstanda in se recepit, necnon impensarum in munitionibus, tam reparatis quàm sumtuosè exstructis, nunc autem restituendis, factarum aliquam habeat compensationem, Sacra Regia Majestas, Celsitudini suæ, aut ejus Successori centum millia Thalerorum Imperialium de banco Hamburgi numerari curabit: in cujus solutionis majorem securitatem Eidem & Episcopatui Monasteriensi in firmam hypothecam relinquit & constituit Præfecturam Wildhausen, ab omni onere æris

alieni liberam, cum omni jure superioritatis & territoriali, omnibusque appertinentiis & dependentiis ac redditibus quibuscunque ad dictam Præfecturam pertinentibus, plane prout à Regibus Regnoque Sueciæ possessa fuit, aut vi Pacis Westphaliæ possideri potuit, ita ut Dominus Episcopus Monasteriensis ejusque in Episcopatu Successores dictâ hypothecâ, omni meliori modo jureque antichreseos, sine ullâ reductione aut onere reddendarum rationum, libere absque ullâ turbatione & impedimento, uti frui possint, usque ad ejusdem hypothecæ exolutionem, Summâ prædictâ 100. millium Thalerorum Imperii faciendam.

V.II.

Hi Pacis articuli Instrumento Pacis Cæsareo-Suecico comprehensi intelligantur, non secus ac si specificè eidem inserti essent & ratihabeantur à Sacrà Regiâ Majestate ab unâ, & Reverendissimo Domino Episcopo, ut & Capitulo Monasteriensi Cathedrali ab alterâ Parte, intra octo septimanarum spatium, vel citiùs si fieri possit. In quorum omnium fidem & majus robur, hanc Conventionem, tam Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, quàm suæ Celsitudinis Ablegatus Extraordinarius & Minister Plenipotentarius nominum subscriptionibus sigillisque propriis munierunt.

Actum Neomagi, die $\frac{12}{29}$ Martii 1679.

(L.S.) BENEDICT. OXENSTIERNA.

(L.S.) J. PAULIN OLIVENKRANS.

(L.S.) W. ZURMUELEN.

TRADUCTION.

T R A I T É

*de Paix entre sa Majesté le Roy de Suede, & Monsieur
l'Evêque de Munster, conclu & signé à
Nimegue le 12 Mars 1679.*

*Au nom de la tres-Sainte, & indivisible
Trinité.*

SOit notoire à tous & à ceux à qui il appartient, ou peut appartenir en quelque maniere que ce soit. Que comme le Serenissime & tres-Puissant Prince, & Seigneur Charles Roy des Suedois, Goths & Wandalcs, Grand Prince de Finlande, Duc de Schonen, Esthonie, Livonie, Carolie, Brene, Verhde, Stettin, Pomeranie, Casubie, & Wandalen, Prince de Rugen, Seigneur d'Ingrie, Wismar, & Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, Juliers, Cleves & Mons, n'a rien tant à cœur que de voir que la Paix, qui a esté faite à Nimegue le ^{26 Janvier} _{5 Fevrier} de l'année presente avec sa Sacrée Majesté Imperiale & l'Empire, se puisse aussi étendre aux autres Parties, dont il est fait mention dans l'Article 5. de ladite Paix, sur tout que tous les troubles de l'Empire, & tous leurs pretextes de differens soient entierement & au plustost ostez, & que le Reverendissime & tres-Haut Prince Ferdinand Evêque de Munster & de Padeborn, Burggrave de Stromberg, Prince du St. Empire, Comte de Pyrmont & Seigneur de Borckelo, aussi témoinne de son costé, combien il estoit disposé & passionné de conformer sa personne & sa conduite au Chef & à tout le corps del'Empire, & par consequent d'étouffer les differens, qui estoient

survenus à l'occasion des dernières guerres entre sa Sacrée Majesté le Roy de Suede, & le Prédecesseur de son Altesse le Reverendissime & tres-Haut Prince Christophle Bernard Evêque de Munster, Administrateur de Corbie, Burggrave de Stromberg, Prince du St. Empire & Seigneur de Borckulo, il estoit heureusement arrivé par un effet de la bonté divine, & par la tres-louable & tres-obligeante mediation du Serenissime & tres-Puissant Prince Charles II. Roy de la Grande Bretagne, que les Ambassadeurs Extraord. & Plenip. de la part de sa Sacrée Majesté le Roy de Suede, leurs Excellences Messieurs Benoît Oxenstiern Comte de Korsholm & Wasa, Libre Baron de Morhby & Lindholm, Seigneur de Caprure & de Catill; Conseiller de sa Sacrée Majesté le Roy de Suede, President du Supreme Tribunal de Wismar & Intendant de Justice en Ingrie & en Kexholm; & Monsieur Jean Paulin Olivenkrans, Seigneur de Ulffhal & d'Hofmansdorp, Conseiller de la Chancellerie de sa Sacrée Majesté le Roy de Suede, Secrétaire d'Etat, & Juge ordinaire de la Contrée ou Territoire de Widboë; & de la part du Reverendissime & tres-Haut Evêque & Prince de Munster & de Paderborn l'Envoyé Extraord. & Ministre Plenipotentiaire, Monsieur Zurmühlen Docteur es loix, Conseiller Secret de son Altesse, & son Vice-Chancelier, il estoit disje arrivé, que les susdits Ambassadeurs, & Envoyé s'estoient assemblez à Nimegue pour les affaires de la Paix, où après avoir fait échange entr'eux des Patentés de leurs Commissions de Plenipotentiaires, & que leursdits Pouvoirs ont été reconnus de part & d'autre pour suffisans, ont accordé établi & arresté pour affermir une Paix & amitié mutuelle entr'eux, les Articles qui suivent.

I.

Qu'il y ait une Paix Chrétienne & perpetuelle, & une sincere amitié entre sa Sacrée Maj. le Roy de Suede, ses Heritiers & Successeurs Roys, & le Royaume de Suede d'une part, & entre son Altesse Evêque de Munster & de Paderborn, & ses Successeurs d'autre part, en sorte que tous Actes d'hostilité viennent à cesser en tous lieux, entre tous & chacun des sujets & habitans de l'un & de l'autre party, de quelque Condition qu'ils puissent estre; ainsi que l'une des Parties ne fasse d'orênavant à l'autre, ny souffre faire aucun tort ou dommage, directement ou indirectement, ouvertement ny en cachette, par soy on par autrui, mais que plutôt chaque Partie tasche de procurer l'honneur & l'avantage de l'autre, & de luy rendre tous les offices d'amy & de bon voisin.

I I.

Qu'il y ait de part & d'autre un perpetuel oubly & amnistie ou pardon, de tout ce qui a esté fait cy-devant, en quelque maniere & en quelque lieu que les hostilités ayent esté exercées, de sorte que ny pour aucune de ces choses, ny sous aucun autre pretexte que ce soit, on ne fasse l'un à l'autre, ny ne souffre estre fait aucun acte d'hostilité, ou aucun déplaisir, sous couleur de droit, ny par voye de fait; mais que toutes & chacune des injures qu'on a receuës de part & d'autre, soit devant, soit pendant la guerre, en paroles, écrits, actions, & que les violences, hostilités, prejudices, dommages & depenses, sans avoir aucun égard aux personnes & aux choses, soient entierement abolies, de maniere que tout ce que l'un pourroit demander, & pretendre sur l'autre de ce costé-là, soit entierement oublié; & que tous & chacun des vassaux,

& sujets de l'une & de l'autre Partie, profitent de la même amnistie, de son benefice & de son effet, de sorte que personne ne soit traité comme coupable, & ne souffre aucun dommage ny deplaisir d'avoir suivy un party plustost que l'autre, & que cela n'empêche pas qu'il ne soit rétably aux mêmes honneurs & facultez dont il jouissoit avant la guerre.

III.

L'une & l'autre des Parties reçoit la Paix de Westphalie & d'Osnabrug, conclüe & arrestée le ¹⁴₂₄ Octobre 1648, comme le fondement & la regle en toutes manieres de ce Traité de Paix, en sorte qu'elle subsiste en tous ses points & Articles dans son entiere & ancienne vigueur, & que d'orénavant chaque Partie soit obligée de contribuer, & de faire de son costé tout ce qui pourra servir à la conserver dans son entier, & sans y rien alterer.

I V.

Toutes les Places fortifiées ou non fortifiées, & tout ce qui a esté occupé pendant ces troubles, & est encore maintenant, par les armes de Munster dans les Duchez de Breme & de Verde, & dans les Terres qui en vertu de l'Instrument de la Paix de Westphalie appartiennent à sa Sacrée Majesté le Roy & le Royaume de Suede, soient restituées de la meilleure maniere qu'il se pourra à sa Sacrée Majesté le Roy & le Royaume de Suede, en sorte qu'on ne fasse aucune demolition ou degast des fortifications presentes; mais qu'on les laisse dans leur entier avec toutes les pièces d'artillerie, appartenantes auparavant à sa Majesté le Roy de Suede, & qui sont encore en nature dans les fortifications, & avec tout le reste de l'attirail de
guerre,

guerre, comme aussi avec tous leurs archives & documens, concernans le Duché de Breme & de Verde, ou leurs Villes & habitans, & que ces Places soient evacuées, & delivrées à sa Sacrée Majesté le Roy de Suede dans le temps, auquel après la Ratification du present Traité, sadite Majesté les demandera. Et que cependant Monsieur l'Evêque demeure en possession, dans laquelle il se pourra maintenir & defendre contre tous, en sorte toutefois qu'il ne souffre pas, que ses gens commettent aucune hostilité, & causent aucun dommage dans les Villes, dans les Champs, & dans les Forests; mais qu'il use de moderation envers toute sorte d'habitans, & qu'il ne les foule pas de nouvelles & non accoustumées exactions, & que neanmoins il jouisse & profite des autres aubaines & emoluments tant ordinaires qu'extraordinaires, sans contradiction & empêchement: & on n'aura pas lieu de redemander ce qui se trouvera exigé cy-devant, ou les choses qui seront survenues de la maniere susdite, avant qu'on soit sorti, & qu'on ait fait la restitution de ces Places.

V.

Attendu, que les Parties ont arresté de rendre conforme en tout & par tout le Traité, qu'elles font icy presentement entr'elles, à la Paix conclüe avec l'Empereur & l'Empire, & qu'ainsi ils prennent sur eux l'obligation speciale, & s'engagent reciproquement à tout ce qui est contenu en l'article 4. de ladite Paix, de ne pas donner secours & assistance aux ennemis des uns & des autres, ny plus ny moins que si cet Article eut esté icy repeté & couche mot à mot, & partant Monsieur l'Evêque rappellera d'abord de bonne foy,

foy, & fera enforte qu'on luy renvoye tous & chacun des Officiers, Cavaliers & fantassins que le Prédecesseur de sadite Altesse avoit octroyé au Roy de Dannemarc.

V I.

Or afin que Monsieur l'Evêque reçoive quelque compensation des choses, qu'il s'est chargé d'effectuer en vertu de ce Traité, & des frais qu'il a faits, soit pour reparer des Fortifications, soit pour les faire avec somptuosité, lesquelles maintenant il faut qu'il restituë, sa Sacrée Majesté le Roy de Suede fera conter & payer à son Altesse, ou à son Successeur cent mille Thalers ou Rixdalers de la banque de Hambourg: Et pour la seureté de ce paiement, il luy laisse & abandonne, & à l'Evêché de Munster, en hypothèque solide & assurée, la Préfecture ou Gouvernement de Wildhausen, quitte & exempt de toutes debtes, avec tous droits de Seigneurie & de son terroir, & toutes ses appartenances, dependances, & revenus quelconques, appartenans audit Gouvernement, bien entendu de la maniere que les Roys & le Royaume de Suede ont possédé, ou pû posséder en vertu de la Paix de Westphalie; & qu'ainsi Monsieur l'Evêque de Munster, & ses Successeurs en l'Eveché puissent profiter, & jouir librement, sans trouble aucun ny empeschement de ladite hypothèque, en la maniere la plus utile & profitable, ainsi qu'un Pere de famille de son propre bien, sans réserve ny obligation de rendre compte des fruits & revenus, jusques au temps limité, pour mettre fin à ladite hypothèque, qui sera lors du paiement de la susdite somme de cent mille Thalers.

VII.

Ces Articles de Paix seront reputez compris dans l'Instrument de la Paix de l'Empereur & de la Suede, ny plus ny moins que s'il y estoient inferez de mot à mot, & sans changement aucun, & seront ratifiez par sa Sacrée Majesté le Roy de Suede d'une part, & par Monsieur le Reverendissime Evêque, comme aussi par le Chapitre de l'Eglise Cathedrale de Munster d'autre part, dans le terme de huit semaines, ou plutost si faire se peut. En foy de tout ce que dessus, & pour plus grande assurance, tant les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Sacrée Majesté le Roy de Suede, que l'Envoyé Extraordinaire & Ministre Plenipotentiaire de son Altesse, ont signé ce present Accord, & y ont fait mettre leur sceau.

Fait à Nimegue le $\frac{12}{29}$ Mars 1679.

(L.S.) BENOIST OKENSTIERN.

(L.S.) J. PAULIN OLIVENKRANS.

(L.S.) W. ZURMÜHLEN.

PLENAPOTENTIA

Legatorum Sueciæ.

NOs Carolus Dei gratiâ Suecorum, Gothorum Wandalarumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Estoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Vehræ, Stettini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Wandaliæ; Princeps Rugiæ; Dominus Ingriæ & Wismariæ; necnon Comes Palatinus Rheni, Bavariciæ, Juliaci, Clivici & Montium Dux. Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse

teresse poterit ; quòd cum occasione belli hujus, quod jam flagrat , motus etiam Nos inter & quondam Reverendissimum ac Illustrissimum Principem Dominum Christophorum Bernardum Episcopum Monasteriensem, &c. oborti, à morte ejus Nos inter & Reverendissimum ac Illustrissimum Principem Dominum Ferdinandum Episcopum Monasteriensem & Paderbornensem, &c. adhuc continuentur, Nosque non solum nihil in optatis magis habeamus, quàm ut Pax, cujus spes leta, laudabili curâ ac mediatione Serenissimi ac Potentissimi Magnæ Britanniae Regis, affulgere capit, Orbi Christiano quantocyus restituatur ; sed & ut dicti quoque armorum motus feliciter componi possint, quicquid in Nobis est, lubenter conferre velimus ; nos idcirco nostris ad Pacis Tractatus Neomagi institutis Legatis Extraordinariis ac Plenipotentariis, nostro Regnique nostri Senatori ac Præsidi in summo, quod Wismariæ est, Tribunali, ut & Supremo Legifero Ingriæ & Kexholmiae ; Illustri, nobis sincere fideli Domino Benedicto Oxenstierna, Comiti in Korsholm & Wasâ, Libero Baroni in Möhrby & Lindtholm, Domino in Kapuriâ & Kattilâ ; sicut & nostro Consiliario Cancellariæ, Secretario Status & Judici Ordinario Widboënsi, Generoso ac Nobili, nobis sincere fideli Johanni Paulin Olivekrantz, Domino in Ulffhâl & Hoffmansorp, specialiter in mandatis dare voluerimus, ut etiam Pacis Colloquia sive directè, sive interveniente operâ respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituant cum prænominati Principis Legatis sufficienti mandato ad armorum Motus ac controversias, nos inter sive separatim sive conjunctim cum Fœderatis ejus, per bonam & firmam Pacem componendas munitis.

Damus itaque plenam & absolutam potestatem cum omni auctoritate & mandato ad id necessario supradictis Legatis nostris Extraordinariis & Plenipotentariis, sive duobus conjunctim, sive uni eorum soli, altero absente vel aliter impedito, Pacis Tractatum Con-

troversiarumque compositionem pro nobis nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi inter nos & prædictum Principem, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possint, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliæque omnia, quæ ad dictum Pacis Negotium pertineant, faciendi, æquè libere ac amplè ac ipsi præsentibus id faceremus vel facere possemus, quantumvis mandato adhuc specialiori & expressiori, quàm quod hisce præsentibus continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Regio, nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros quæcunque per dictos nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, siue binos conjunctim siue unum, eorum altero absente vel aliter impedito, acta, conclusa, signata, extradita, & commutata fuerint, nos obstringentes hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata, in decenti & solemnè formâ, intraque tempus prout convenierit. In quorum omnium fidem præsentibus manus nostrâ subscriptas, sigillo nostro Regio communiri jussimus.

Dedimus in Castris nostris ad Liungby die 3. Decembris Anno 1678.

C A R O L U S.

(L. S.)

J. L. HOGHUSEN,

T R A D U C T I O N.

P L E I N P O U V O I R

des Ambassadeurs de Suede.

NOus Charles Roy des Suedois, des Goths & Wandales, Grand Prince de Finlande, Duc de Schonen, d'Estonie, Livonie, Carelie, Bre-me, Vehrde, Stettin, Pomeranie. Cassubie, & Wandelen, Prince de Rugen, Seigneur d'Ingrie, de Wismar, & Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, Juliers, Cleves, & Monts &c. sçavoir faisons à tous & à chacun à qui il appartient ou pourra appartenir, que comme au sujet de la Guerre allumée, les troubles fuscitez entre nous & entre feu le Reverendissime & Illustrissime Prince Christophle Bernard, Evesque de Munster, &c. continuant encore depuis sa mort entre nous & le tres-Reverend & tres-Illustre Prince le Sieur Ferdinand, Evesque de Munster, de Paderborn, &c. Et que nous n'ayant rien tant à cœur, que de voir la Paix (pour laquelle nous avons conceu une grande esperance, à cause des loüables soins & de la Mediation du Serenissime & tres-Puissant Roy de la Grande Bretagne,) rétablie au-plustost en la Chrestienté, & que nous ne veuillions rien oublier de tout ce qui est en nostre pouvoir, afin que ces troubles & ces desordres de la guerre, soient heureusement assoupis. C'est pourquoy nous avons donné ordre & commandement exprés aux Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, que nous avons nommez pour les Traitez de la Paix de Nimegue, sçavoir à nostre Conseiller & du Royaume, President supreme de la Cour du Tribunal de Wismar, & Intendant de Justice d'Ingrie & de Kexholm, nostre bien amé & feal le

Sieur

Sieur Benoît Oxenstiern, Comte de Korsholm & de Wafa, Libre Baron de Möhrby & de Linds-holm, Seigneur de Capurs & de Cattill; comme aussi à nostre Conseiller de nostre Chancellerie, Secretaire d'Etat & Juge ordinaire de Widboë, sçavoir, le Genereux & Noble homme, nostre feal Jean Paulin Olivenkrans Seigneur de Ulffhal & d'Hoffmanstorp, d'entrer en pour-parler de Paix, soit directement soit par l'entremise respective des Mediateurs, acceptez de part & d'autre, afin d'ajuster & de terminer ces troubles de la guerre & tous ces differens, par le moyen d'une bonne & solide Paix entre nous, soit que ce doive estre separément ou conjointement avec ses Alliez, ayans un ordre suffisant du Prince cy-devant mentionné pour ce faire.

Si donnons un plein & absolu pouvoir avec toutel'autorité & le commandement necessaire à nos susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, soit à tous deux ensemble, soit à un seul d'entr'eux deux, en l'absence ou empêchement de l'autre, de passer, conclure, & signer pour nous, & en nostre nom, un Traité de Paix, & accord des differens, qui sont entre nous & le Prince susnommé, & de dresser, expedier & delivrer tous Actes, & Instrumens, qui seront necessaires pour cette fin, & par ainsi de faire en general, promettre, stipuler, conclure & signer les actes, declarations, pactes, conventions pour échanges, & de faire avec la même liberté, & aussi étendue, toutes les autres choses, concernans cette grande affaire de la Paix, tout ainsi que nous ferions ou pourrions faire nous-même, si nous estions presens, quoy qu'on pût alleguer que cet ordre & commandement eut pû estre plus special & plus exprés, qu'il ne paroît estre contenu dans les presentes. Davantage nous promettons,

&c

& declarons sur la foy & parole de Roy, que nous recevrons, aurons pour agreable, confirmerons, & ratifierons tout ce qui sera fait, conclu, signé, delivré, & donné en échange par nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, soit que deux interviennent, soit qu'il n'y en ait qu'un seul, en cas d'absence ou d'empêchement de l'autre: nous obligeans par ces présentes, de faire expedier les Lettres patentes de nostre Ratification en bonne & deuë forme, dans le temps dont l'on sera convenu. En foy de quoy nous avons signé les presentes, & y avons fait mettre nostre sceau Royal.

Donné dans nostre Camp de Lvingby le 3. Decembre 1678.

C H A R L E S,

(L. S.)

I. L. HOGHUSEN.

R A T I F I C A T I O

Suecico-Monasteriensis.

NOs Carolus Dei gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Estoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verde, Stettini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandalis, Dominus Ingriæ & Wismaris, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavaris, Juliaci, Clivis & Montium Dux, &c. Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, quadoquidem nos inter & Reverendissimum ac Illustrissimum Principem, amicum nostrum charissimum, Dominum Ferdinandum, Episcopum Monasteriensem & Paderbornensem, Burggravium Strombergensem, Sacri Romani Imperii Principem, Comitem in
Pyr-

Pyrmont & Dominum in Borckelo, &c. per Legatos nostros Extraordinarios & altememorati Episcopi ad id constitutum Plenipotentiarium, remotâ omni, quæ hætenus in detrimentum publici boni nos intercessit, disensione, Pax & amicitia pristina sit reducta modo & tenore sequenti.

Inseratur Tractatus.

Cum igitur hæc omnia & singula per Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios nostro præscitu, & mandato, præfatum in modum peracta & conventa sint, rata & firma esse & fore virtute præsentium declaramus; ita & verbo nostro Regio promittimus & spondemus, pro nobis nostrisque & Regni nostri Successoribus, Nos omnes & singulos suprascriptos Articulos, adeoque totam hanc Conventionem firmiter & inviolabiliter servaturos atque Executioni mandaturos, nullâque ratione vel per nos vel per alios ullo unquam tempore contraventuros, aut ut per alios contraveniatur passuros. In horum omnium Testimonium & fidem Sigillum nostrum Regium huic Diplomatici manu nostrâ subscripto appendi fecimus. Datum in Castris nostris ad Liungby die duodecimâ Mensis Aprilis, Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

CAROLUS.

(L. S.)

F. J. ORNSTEDT.

TRA-

T R A D U C T I O N .

R A T I F I C A T I O N

*de la Suede du Traité de Paix , fait avec Monsieur
l'Evêque de Munster.*

NOus Charles par la grace de Dieu Roy des Suedois , des Goths & Wandalés , Grand Prince de Finlande , Duc de Schonen , Estonie , Livonie , Carelie , Breme , Vehrde , Stettin , Pomeranie , Cassubie & Wandalen ; Seigneur d'Ingrie , de Wismar ; & Comte Palatin du Rhin ; Duc de Baviere , Juliers , Cleves , & Monts , &c. sçavoir faisons à tous & chacun , à qui il appartient ou appartiendra. Comme ainsi soit qu'entre nous , & entre le tres-Reverend & tres-Illustre Prince , nostre tres-cher amy , le Sieur Ferdinand Evesque de Munster & de Paderborn , Bourgrave de Stromberg , Prince du saint Empire , Comte de Pyrmont , & Seigneur de Borculo , &c. par le moyen de nos Ambassadeurs Extraordinaires , & du Plenipotentiaire étably pour cette fin du Sieur Evesque cy-devant nommé , après que toute la desunion & la dissension , qui avoient esté jusques-icy entre nous , au grand préjudice du bien public , ont esté entierement ostées , la Paix & l'amitié precedente ont esté rétablies , de la maniere & dans les termes qui s'ensuivent ,

La Place du Traité.

Toutes & chacune de ces choses , de nostre certaine connoissance & par nostre ordre & commandement , ayant donc esté passées & accordées en la maniere susdite par nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires , nous
decla-

declaronz qu'elles sont & seront ratifiées & confirmées par ces presentes, comme aussi nous promettons & assurons sur nostre foy & sur la parole de Roy pour nous, & pour nos Successeurs, & nostre Royaume, que nous observerons constamment & inviolablement, & mettrons à execution tous & chacun des Articles écrits cy-dessus, & par conséquent tout cet Accord, & que nous n'y contreviendrons jamais par nous ny par autrui, ny ne souffrirons y estre jamais contrevenu. En foy & témoignage de quoy nous avons fait mettre nostre sceau Royal à ces Lettres Patentes, signées de nostre main.

Donné en nostre Camp de Liungby le douzième jour du Mois d'Avril l'an de nostre Seigneur mil six cens soixante dix-neuf.

C H A R L E S,

(L.S.) F. J. ORNSTEDT.

R A T I F I C A T I O

Episcopi Monasteriensis Pacis cum
Rege Sueciæ initæ.

NOs Ferdinandus Dei gratiâ Episcopus Monasteriensis & Paderbornensis, Burggravius Strömbergensis, Sacri Romani Imperii Princeps, Comites in Pyrmont & Dominus in Borckulo, &c. Notum facimus per præsentés posteaquam ad restringendum, quod ante aliquot annos exarsit, bellum, Congressus Neomagi Geldrorum institutus fuerit, Divina favente Clementiâ factum esse, ut inter infranominatos Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ ad dictum Congressum destinatos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, nec non nostrum ad eundem Congressum Ablegatum Extraordinarium & Ministrum Plenipotentiarium Pax & amicitia tandem conclusa sit formâ, modo & tenore sequenti.

In nomine, &c.

CUm igitur hæc omnia & singula prout hîc verbotenus inserta & descripta leguntur, nostro præscitu, jussu & mandato gesta & conventa sint, nos eadem & singula approbamus, ratificamus & confirmamus, rataque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo & fide Principis promittimus, nos omnes & singulos supradiçtos Articulos & quidquid hac Conventione continetur, firmiter & inviolabiliter servaturos atque executioni mandatuos, nullaque ratione contraventuros, aut, ut per alios ex parte nostrâ contraveniatur, passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In quorum omnium testimonium ac fidem Sigillum nostrum huic Diplomati manu nostrâ subscripto appendi fecimus. Datum in arce nostrâ Sassenbergensi die decimâ Octavâ Mensis Maji Anno 1679.

F E R D I N A N D U S.

*Confirmatio Capituli Cathedralis
Monasteriensis.*

NOs, Decanus, Senior, & Capitulum Cathedralis Ecclesiæ Monasteriensis in Westphaliâ, superscriptos Pacis Articulos omnes & singulos approbavimus & ratos habuimus, prout tenore præsentium approbamus & ratos habemus, in cujus rei fidem ac testimonium Sigillum nostrum Capitulare majus huic paginæ appendendum duximus. Anno millesimo sexcentesimo septuagesimo nono die decimâ nonâ mensis Maji.

T R A D U C T I O N.

R A T I F I C A T I O N

*de Monsieur l'Evêque de Munster du Traité de Paix ,
fait avec le Roy & la Couronne de Suede.*

NOus Ferdinand par la grace de Dieu Evêque de Munster & de Paderborn, Bourggrave de Stromberg, Prince du saint Empire, Comte de Pyrmont & Seigneur de Borckulo. Sçavoir faisons par ces Presentes, que l'Assemblée ayant esté assignée à Nimegue au Duché de Gueldres, pour éteindre le feu de la guerre, allumé depuis quelques années, il est arrivé par un effet de la bonté divine, qu'entre les Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires de sa Sacrée Majesté le Roy de Suede, destinez pour cette Assemblée, & entre nostre Envoyé Extraordinaire & Ministre Plenipotentiaire en la même Assemblée, la Paix & l'amitié ont enfin esté arrestées & conclues de la maniere qui suit.

Au nom, &c.

Comme donc toutes & chacune de ces choses, ainsi qu'elles sont icy couchées & transcrites de mot à mot, ont esté faites & accordées de nostre certaine connoissance, & de nostre ordre & commandement, Nous les approuvons, ratifions & confirmons toutes en general & en particulier, & declarons, qu'elles sont & seront ratifiées par ces Presentes. Comme aussi promettons en foy & parole de Prince, que nous observerons constamment & inviolablement, & mettrons à execution tous & chacun des Articles écrits cy-dessus, & tout ce qui est contenu dans cet Accord, & que nous n'y contreviendrons en aucune maniere, &

ne souffrions pas , qu'il y soit contrevenu par d'autres , & de nostre part ; en quelque maniere que la chose puisse arriver , rejetant toute fraude & supercherie. En foy & témoignage de tout ce que dessus , nous avons fait mettre nostre sceau aux Presentes signées de nostre main , donné en nostre Chasteau de Sassenberg le 18. jour du Mois de May 1679.

(L.S.) FERDINAND.

Confirmation du Chapitre de l'Eglise Cathedrale de Munster.

NOUS Doyen , ancien & Chapître de l'Eglise Cathedrale de Munster en Westphalie avons approuvé & ratifié ; ainsi que nous approuvons & ratifions par ces presentes , tous & chacun des Articles de Paix écrits cy-dessus. En foy & témoignage de quoy nous avons fait attacher nostre grand sceau du Chapître à ces presentes. Le 19. May 1679.

C A U S Æ

& Rationes, cur ad promovendam Pacem universalem Gallia Electori Brandenburgico plus satisfactionis, quàm, illâ mediante, Ducibus Brunsvigo-Luneburgicis obtigit, procurare meritò debeat, cum demonstratione, cur Pomerania ipsi eo nomine relinquenda sit, & quomodo Sueciæ satisfieri possit.

I.

Elector Brandenburgicus bello à Sueciâ laceffitus ; jure tam Naturæ quàm Gentium & Publico Imperii Romano Germanici, vim vi repulit.

Duces Brunswigo-Lunenburgerici non nisi mandato ab Imperatore, consensu Imperii, ipsis dato auxilium, contra

tra vin Suecicam non sibi sed Electori Brandenburgico illatam, ferentes, ad bellum hoc accesserunt.

II.

Electoris Brandenburgici Marchionatus Brandenburgicus Ducatusque cum Pomerania & Prussia, tum Clivia hostibus inundati oppressique fuerunt.

In Ducum Brunsvigo-Lunenburgerum Regionem hostis durante hoc bello ne pedem quidem intulit.

III.

Electori Brandenburgicus immensa in predictis Ditionibus ab hostibus accepit detrimenta damnaque, quae aliquot millena millia Thalerorum excedunt.

Ducum Brunsvigo-Lunenburgerum regiones plane intactae mansere.

IV.

Electori Brandenburgico praeter illa damna bellum diuturnum sui & Imperii defendendi causa propriis potissimum sumptibus gestum, maximi constitit.

Duces Brunsvigo-Lunenburgerici bello contra Sueciam una cum Sociis brevi temporis spatio confecto, & pecunia Foederatorum & Hybernis partim à Caesare assignatis, partim propria auctoritate occupatis valde sublevati fuerunt.

V.

Electori Brandenburgicus felici armorum successu Patrimonium avitum olim à Suecia vi sibi praereptum recuperavit.

Ducum Brunsvigo-Lunenburgerum, quae occupare, nunquam antehac fuerunt.

VI.

Electori Brandenburgico, antequam à Suecia invaderetur, ab Imperio Romano-Germanico contra quoscunque aggressores garantia promissa, & postquam ab eadem impetitus esset, satisfactio adjudicata fuit.

Ducibus Brunsvigo-Lunenburgericis nil nisi executio

illius Sententia ab Imperatore, consentiente Imperio, demandata fuit.

Cum itaque ex modo dictis rationibus evidentissime eluceat, causam Electoris Brandenburgici Ducum Brunsvigo-Lunenburgicorum causam rationibus præcellere longè præstantioribus, atque ideò satisfactionem illi deberi majorem, quàm quæ ab his postulari potuit; Spes est, Galliam, quæ Pacis promovendæ causâ, autor fuit, ut Ducibus Brunsvigo-Lunenburgicis magna pars Ducatum Bremensis & Verdensis, nimirum Præfectura Teddinghausen & Terra omnis inter Visurgim & Allerum Fluvios sita, omnesque redditus, quos Ducatum Bremensis & Verdensis Domini ad bellum novissimum usque, ex Ditionibus Ducum Brunsvigo-Lunenburgicorum perceperunt, qui quidem singulis annis ad Thalerorum . . . summam ascendunt, adhuc ingens pecuniæ summa relinqueretur & promitteretur; Spes inquam est, Galliam ratione proportionis habitâ Electori Brandenburgico convenientem satisfactionem procuraturam, operamque daturam esse, ut ea, quam justis Armis & immensis sumptibus recuperavit, Pomerania pars ipsi relinquatur, maxime, quòd.

I.

Satisfactio ista in proportionem ad illam, quæ Ducibus Brunsvigo-Lunenburgicis obtigit, spectata, minor hæc sit.

II.

Quòd annui redditus ex supradictâ Pomerania parte nunquam dimidiam partem usurarum, quas Elector Brandenburgicus ex iis, quas in Bellum hoc impendere ipsum oportuit, pecuniæ summis percipere potuisset, æquaverint.

III.

Quòd ad tranquillitatem tam publicam Imperii, quàm Fœderatorum Sueciæ pariter atque Electoris Brandenburgici conservandam, necesse sit ut tota Pomerania uni tantum relinquatur Possessori, quia.

IV. Si

I V.

Si Suecia in partem ejus rediret, diffidentia & discordia, quibus diversi unius Regionis Possessores raro vacui esse solent, facile resuscitatae, novam belli materiam suggesturæ essent.

V.

Quòd si Suecia Pomeraniæ iterum particeps fieret, Elector Brandenburgicus, ejusque Successores minùs in posterum à Suecicâ injuriâ securi futuri sint, quàm olim fuerunt.

V I.

Quòd Regi Sueciæ non minùs quàm Electori Brandenburgico ob mutuam diffidentiam & metum, ne alter alterum imparatum pro lubitu aggredi & obruere velit, exercitus, numerosaque Urbium præsidia alenda sustentandaque erunt, quæ utrique pluris constabunt, quàm quotannis ex ista Pomeraniæ parte proveniet.

Unde apparet, Galliam, ut Electori Brandenburgico satisfiat, & Pax firma inter Sueciam & ipsum reducatur, restauretur ac corroboretur amicitia, bono publico meliùs consulere non posse, quàm si eò incumbat, ut dicta Pomeraniæ pars Electori Brandenburgico relinquatur; ut verò Gallia, cujus causâ Suecia bellum Electori Brandenburgico intulit, ab obligatione, quâ Sueciam indemnem præstare tenetur, ita liberetur, ut Sueciæ simul omnis de ea re querendi materia subtrahatur. hoc pacto Sueciæ prospici posset.

I.

Ut Electore & Linea ejus deficiente, tota Pomerania ad Sueciam revertatur, & transferatur eodem modo, quo nunc ab Electore tenetur, ab eâ in perpetuum possidendâ.

I I.

Ut interea antequam casus ille existat, Sueciæ tanti redditus, quantos ante bellum ex supradictâ Pomeraniæ parte percepit, aut percipere potuit, aliunde procurarentur.

III.

Ut ad constituendos illos redditus Gallia, quæ durante bello Sueciæ quotannis octo centum millia Thalerorum ad belli usum suppeditat, Pace quoque factâ & durante, bonam ejus partem ipsi quotannis largiatur.

IV.

Ut non solum Imperium Romano-Germanicum, quod Electori Brandenburgico satisfactionem promissit, & olim quoque Pacis Osnabrugensis promovendæ causâ Sueciæ quinque millena millia Thalerorum dedit, sed &

V.

Fæderati, qui Electorem Brandenburgicum indemnem præstare fædere obstricti sunt, Sueciæ æquivalens procurare annitantur, ut salubre Pacis opus tantò citiùs absolvatur. Denique

VI.

Ut ipsamet Suecia aliquid Paci & tranquillitati publicæ condonet & sacrificet, quò Christiani Sanguinis effusio, & ulterior Orbis Christiani, præsertim Regionum in Imperio sitarum desolatio & ruinæ sistantur, atque tot myriades Christianorum sub belli & calamitatum onere adhuc gementium, aliâ Pace quantocyùs recreentur.

T R A D U C T I O N.

M O T I F S

pour lesquels, pour l'avancement de la Paix generale, la France doit procurer à l'Electeur de Brandebourg plus de satisfaction, que les Ducs de Bronsvic-Lunebourg n'en ont reçu ; & pourquoi la Partie de la Pomeranie, qu'il a recouvrée par les armes, lui doit demeurer, & comment on peut contenter la Suede.

I.

L'Electeur de Brandebourg, ayant été attaqué par les armes de la Suede, a usé du droit Naturel & des Gens, & du droit mesme de l'Empire, en repoussant la force par la force.

Les Ducs de Bronsvic-Lunebourg n'ont eu de part à cette guerre, que par un Mandement de l'Empereur, & du consentement de l'Empire, en vertu dequoi ils ont pris les armes, non pour eux-mesmes ; mais pour l'Electeur de Brandebourg, contre les armes des Suedois.

II.

Le Marquisat de Brandebourg & les Duchés de Pomeranie, de Prusse & de Cleves, ont été inondés & abîmés par un torrent d'ennemis.

Mais pour le Duché de Lunebourg, il n'y a pas eu un soldat des Troupes ennemies, qui pendant le cours de cette guerre y ait seulement mis le pié.

III.

Les Troupes ennemies ont causé à l'Electeur de Brandebourg de tres-grands préjudices, par les ravages qu'elles ont faits dans ses susdits domaines. Ce qui se monte à plusieurs millions.

Au lieu que les Terres de Lunebourg n'ont souffert aucun prejudice.

I V.

Il a coûté des sommes immenses à l'Electeur de Brandebourg, pour soutenir une longue guerre, tant pour sa defense, que pour celle de l'Empire.

Les Ducs de Bronsvic-Lunebourg en ont été quittes à meilleur marche, car outre que la guerre qu'ils ont soutenue avec les Alliés contre les Suédois, a été bien-tôt terminée, ils ont tiré de l'argent des Alliés, & de plus occupé de bons quartiers d'hiver, partie du consentement de l'Empereur, partie de leurs propre autorité.

V.

Le Ciel a tellement beni les armes de l'Electeur de Brandebourg, qu'il a tiré des mains de la Suede le Patrimoine de ses Peres.

Ce que les Ducs de Bronsvic-Lunebourg ont occupé, n'avoit & n'a jamais été à eux auparavant.

V I.

Avant que l'Electeur de Brandebourg eût été attaqué par la Suede, l'Empire lui avoit promis garentie contre toutes sortes d'ennemis, & depuis qu'il a eu leurs armes sur les bras, il a été jugé qu'on lui en feroit satisfaction.

Les Ducs de Bronsvic-Lunebourg, n'ont reçu qu'une execution de cette Sentence du consentement de l'Empire.

N'y ayant donc rien de plus évident, que la cause de l'Electeur de Brandebourg est fondée sur des raisons infiniment meilleures, que celle du Duc de Bronsvic-Lunebourg, & par consequent qu'il merite mieux que lui d'être satisfait; on espere que la France, qui en vûe de l'avancement de la Paix

Paix a souhaité, qu'on donnât aux Ducs de Bronsvic-Lunebourg une grande Partie du Duché de Breme & de Verde, sçavoir le district de Teddinghaufe, & tout ce qui se trouve entre les rivières du Weser & d'Aller, & tous les revenus que les Seigneurs des Duchés de Breme & de Verde ont perçus des Domaines des Ducs de Bronsvic-Lunebourg, jusques à la dernière guerre lesquels revenus passent tous les ans la somme de & outre cela une grande somme d'argent; on espère dis-je, que la France procurera sur ce pié à l'Electeur de Brandebourg une satisfaction raisonnable, & qu'Elle fera, en sorte que cette Partie de la Pomeranie qu'il a prise de bonne guerre, & qui lui a tant coûté à recouvrer, lui demeurera sur tout, parceque.

I.

Cette satisfaction est fort inferieure à celle qui a été faite aux Ducs de Bronsvic Lunebourg.

II.

Parce qu'il est impossible, que les revenus annuels de cette Partie de la Pomeranie égale la moitié de ce qu'il a coûté dans cette guerre à l'Electeur de Brandebourg.

III.

Parce qu'il importe au repos public de l'Empire & des Alliez même de la Suede & de l'Electeur de Brandebourg, que toute la Pomeranie ne soit possédée que par un seul Maître, la raison est,

IV.

Que si la Suede remettoit le pié dans cette Partie, la défiance & la discorde qui regnent d'ordinaire entre les Possesseurs d'un même Pais, lors

qu'ils sont plusieurs, ne seroient pas long-temps à se réveiller, ni par conséquent sans servir de nouveau prétexte à la guerre.

V.

Parce que si la Suede revenoit au partage de la Pomeranie, il est certain que l'Electeur de Brandebourg & ses Successeurs y seroient moins désormais en repos du côté de la Suede, qu'ils n'ont jamais été.

V I.

Parce qu'en vûë des Troupes & des grandes garnisons, que la Suede & l'Electeur de Brandebourg seront obligez de tenir sur pié, de peur d'être pris au dépourvû l'un par l'autre, leur coûteront beaucoup plus, qu'ils ne retirent annuellement de cette Partie de la Pomeranie.

D'où l'on infere, que la France pour satisfaire à l'Electeur de Brandebourg, & pour fonder une bonne Paix entre la Suede & Lui, & Les remettre en bonne intelligence par une amitié ferme & solide, ne peut le faire plus équitablement, & plus favorablement pour les deux Parties, qu'en faisant, en sorte que cette Partie de la Pomeranie demeure à l'Electeur de Brandebourg. Et afin que la France, pour les interets de laquelle la Suede a pris les armes contre l'Electeur de Brandebourg, réponde à cette obligation en indemnifiant ladite Suede, si-bien qu'elle n'ait nul sujet de plainte, voici ce qu'il y a à faire.

I.

Qu'en cas que l'Electeur meure sans Lignée toute la Pomeranie retourne à la Suede, & lui soit transférée pour en jouir à perpetuité, de la maniere que l'Electeur la possède presentement.

II. Que

I I.

Que cependant on donne d'ailleurs à la Suede autant de revenus, qu'il en retiroit de cette Partie avant la guerre.

I I I.

Que pour faire lesdits revenus, la France qui durant la guerre donnoit tous les ans à la Suede pour les frais de la guerre cent mille Thalers, lui fasse toucher tout les ans pendant la Paix une bonne partie de la même somme.

I V.

Que non seulement l'Empire Romain, en vertu de la promesse qu'il a faite de satisfaire l'Electeur de Brandebourg, & qui a promis autrefois à la Suede cinq mille Thalers pour avancer la Paix d'Osnabrug; mais.

V.

Les Alliés mesmes, qui se sont obligés par alliance d'indemniser l'Electeur de Brandebourg, tâchent de fournir à la Suede quelque chose d'équivalent, pour contribuer d'autant plutôt à la conclusion de la Paix; enfin.

V I.

Que la Suede mesme de son côté sacrifie quelque chose à la Paix & à la tranquillité publique, pour arrester l'effusion du sang Chrestien, & empêcher la desolation de la Chrestienté, & principalement des Païs situés dans l'Empire, & contribué enfin à la tranquillité de tant de milliers de Chrestiens, qui gémissent encore sous le poids des calamitez de la guerre.

L E T T R E

d'un Ministre d'Etat de la Serenissime Maison de Brunswic & Lünebourg, à un Conseiller d'Etat de son S. A. E. de Brandebourg, écrite au sujet du Memoire présenté par le Sieur Blaspiel le 6. d'Avril.

L'Amitié dont vous m'avez de tout temps honoré, & le desir que j'ay que la bonne intelligence entre nos Serenissimes Maitres puisse subsister, me font prendre la hardiesse de vous donner part, suivant ma franchise ordinaire, des sentimens que j'ay sur le sujet d'un certain Memoire, dont vous trouverez la Copie cy-jointe, que le Ministre de son Alt. Electorale à Nimegue y a présenté, sachant que vous ne les expliquerez, que comme des marques de mon zele, pour la conservation de l'amitié entr'Elle & Messieurs les Ducs mes Maitres. Je m'y vois d'autant plus fortement animé, puis que je ne scaurois vous celer, Monsieur, que ledit Memoire pourroit aisément apporter de l'alteration à cette amitié, ayant remarqué qu'on n'en est pas peu scandalisé aux Cours de Messieurs les Princes de la Serenissime Maison, & qu'on y a esté fort surpris de voir, qu'après que de leur costé on n'avoit épargné ny le sang de leurs sujets, ny des sommes immenses pour la prise des Places, qui ont mis son A. E. en possession de la Pomeranie, & consequemment en état d'obtenir une Paix glorieuse & utile, un de vos Ministres combatte la Paix, que leurs Alt. Serenissimes ont faite, & fasse tout ce qu'il peut pour leur faire perdre les avantages qu'elles y ont acquis, n'ayant pas pû empescher qu'ils ne leur ayent esté donnez. En effet qu'y a t-il de plus offensant pour lesdits Seigneurs Princes, que de voir, que le Ministre susmentionné fasse tout son possible,

pour

pour détruire la justice de leurs armes , pour raval-
ler leur cause, & pour pour prouver qu'on ne leur
devoit point de satisfaction ? Qu'avoit il besoin
pour soutenir la cause de son Alt. Elect. de vouloir
renverser celle de leurs A. Serenissimes ? Il rend
bien ruineuse celle de son Maître, en taschant de
la bastir sur les ruines de nostre droit, & d'en faire
ses fondemens. Il ne prend pas garde, qu'il l'a de-
credité par là, puis qu'il pourroit faire croire au
monde, en l'établissant toute entiere sur l'inju-
stice d'autrui, que mondit Seigneur Electeur n'a
pas tant de droit de demander satisfaction, que
plustost il est un peu moins mal-fondé d'en exiger,
que les Ducs de Lunebourg suivant la supposition
de mondit Sieur Blaspiel, ne l'ont esté. Aussi pa-
roist-il par tout ce qu'il dit dans son Memoire,
qu'il a plustost dessein de combattre la cause de
leurs A. Serenissimes, que de soutenir celle de son
Maître, & que son principal dessein est de leur
faire du mal, sans se soucier s'il fait par là du bien
à son A. E. C'est en cette veuë qu'il n'employe
que des argumens, qui ne peuvent estre aucune-
ment de mise à l'égard de la Couronne de France,
à laquelle il les adresse pourtant, & qui bien sou-
vent font autant & plus pour la Suede, que pour
son Maître. Mais c'est à quoy il ne regarde pas,
pourvû qu'il y trouve de l'opposition à faire entre
son A. E. & la Maison de Lunebourg, & ne se sou-
cie point de mettre les armes aux mains des Enne-
mis de Monseigneur l'Electeur, pourvû qu'il en
ait premierement combattu ladite Maison, com-
me il ne me fera pas moins aisé de le faire voir,
que de mettre en evidence le tort qu'il fait par ses
paralleles à leurs A. Serenissimes. J'en feray ici la
deduction autant que le peu de temps, que mes
autres occupations me laissent, le pourra permet-
tre, esperant que vous aurez la bonté de vous en
servir,

servir, pour porter d'autant plustost son A.E. à des-
 avouer un écrit, qui ne sçauroit en aucune ma-
 niere servir au bien de ses affaires; mais seulement
 porter prejudice aux nostres auprès de ceux, qui
 ne ne sont pas informez du veritable état des
 choses. L'Animosité de Monsieur Blaspiel con-
 tre la Serenissime Maison de Lunebourg paroist
 dans le 1. Article de ses oppositions, où disant
 que son Altesse Elect. a fait la guerre en vertu du
 droit de la Nature & des Gens, il nie consequem-
 ment par la nature des contraires, & suivant la
 methode qu'il observe dans son Memoire, que
 les armes de mesdits Seigneurs soient autorisées
 par le mesme droit : car faisant dans son Me-
 moire une opposition des raisons & des titres,
 que son Altesse Elect. & lesdits Seigneurs Ducs
 ont eus, & alleguant en chaque Article de ce pa-
 rallele des raisons pour Monseigneur l'Electeur,
 qu'il croit ne se trouver point du costé de Mes-
 seigneurs les Ducs ; il conste evidemment qu'il
 dépouille leurs armes de l'appui du droit des Gens
 & de la Nature, en y fondant celles de son
 Altesse Elect. privativement ; par où il oste à la
 Serenissime Maison tout ce qui peut justifier ses
 armes, puisque c'est de ce droit que toute la
 Justice des guerres se derive. Et comme les con-
 quêtes, qu'on fait dans une guerre illegitime &
 injuste, portent avec elles l'obligation de les resti-
 tuer gratuitement, il les condamne par là à les ren-
 dre sans aucune compensation ou satisfaction.
 Dans le 2. membre de cet Article, sur tout
 quand on le combine avec les deux du 6. Ar-
 ticle, il soutient que leurs AltesSES Serenif-
 simes n'ont eu que le droit d'assister mondit
 Seigneur l'Electeur dans la presente guerre. Je
 m'étonne qu'il n'avance point, que ce qu'elles
 y ont pris, elles ne l'ont pû prendre que pour
 lui

lui ; & qu'il ne demande pas à la France qu'elle les oblige de le mettre entre les mains dudit Seigneur Electeur ; ou qu'il ne l'offre pas aux Suedois, pour les dedommager de la Pomeranie. Mais afin que le Seigneur Blalpiel ne fasse un jour cette demande , & qu'il ne dise que pour cette fois il n'avoit pas encore voulu s'en servir, mais la garder pour la pièce de reserve, & au pis aller, lorsque son Maistre ne pourroit pas trouver sa satisfaction en Pomeranie. Je vous supplie, Monsieur, de luy vouloit faire donner information de la veritable cause, qui a fait entrer leurs A. Serenissimes mes Maistres en guerre contre la Suede, & du droit qui justifie leurs armes. Vous sçavez, que nous en avons plusieurs fois discoursu ensemble, & que je vous ay deduit, que c'est le Traité d'Alliance qu'elles firent avec sa Majesté Imperiale, le Roy d'Espagne, & les Etats Generaux des Provinces Unies l'an 1674. dont le 2. Article obligeoit leurs A. Serenissimes de les assister, non seulement contre leurs Ennemis presens, mais aussi contre ceux qu'ils pourroient avoir à l'avenir. Et comme le Roy de Suede devint ennemi desdites Puissances, & se fut déclaré l'année suivante, leurs A. Serenissimes pour satisfaire à leurs engagements, se troverent obligées indispensablement, de prendre part à la guerre que l'on faisoit à cette Couronne, & furent suffisamment fondées de faire la guerre à celuy qui la faisoit à leurs Alliez. Mais si mesme mesdits Seigneurs les Princes n'avoient pas eu cette Alliance, & s'ils ne s'estoient point vûs attaquez dans la personne de leurs Confederez, leurs armes n'auroient pourtant pas esté depourvûës de justice : l'infraction de la Paix de Westphalie, (dans laquelle leurs A. Serenissimes sont interessées notoirement, & dont elles sont Garantes,) commise par les Suedois, les autori-

fant

fant suffisamment , & suivant la disposition de cette Paix mesme , de prendre les armes contre eux. Cependant pour prouver que ce n'est pas l'obligation d'assister son A. E. qui a fait entrer leurs A. Serenissimes dans la guerre contre la Couronne de Suede , je n'ay qu'à alleguer trois raisons qui feront clairement voir , que ny son A. E. ny l'Empire , aussi peu que les Alliez & lesdits Seigneurs Princes , n'ont jamais reconnu cette obligation , & qu'elle ne se fonde sur aucun devoir ou raison. Car premierement on sçait, que lorsque son A. Electorale entra en guerre avec les Suedois, il n'y avoit nul engagement & nulle Alliance entr'elle & lesdits Seigneurs Princes , qui les eussent pû obliger de l'assister , & que les Decrets de l'Empire , posé mesme qu'ils soient tels, comme Monsieur Blaspiel le soutient , n'eussent pu imposer autre devoir à leurs Alt. Serenissimes , qu'à l'assister avec leur quote portée dans la Matricule de l'Empire ; laquelle assistance n'auroit pas beaucoup contribué aux conquestes, que Monseigneur l'Electeur a faites en Pomeranie. Mais l'on sçait mesme , que l'Empire n'avoit pas destiné ladite quote de leurs A. Serenissimes au secours de Son A. Electorale : mais il la demandoit pour l'opposer aux forces de la France , comme plus grandes & plus puissantes que celles de Suede : plusieurs lettres de l'Empereur, que nous avons dans nos Archives , qui demandent au nom de l'Empire , qu'elle soit jointe à l'armée de l'Empire, commandée par le Marquis de Dourlac , qui agissoit contre la France, font foy de cette verité ; de sorte que ce ne sont , ny le devoir d'une Alliance particuliere , ny les Decrets de l'Empire , qui ayent pu engager leurs A. Serenissimes à assister son A. E. Aussi a-t-on vû en second lieu, que lorsque sadite A. E. entra en guerre avec le Roy de Suede , leurs A. Sere-

nissi-

nissimes, mesme après les mandemens & Decrets de l'Empire, faits en faveur de Monsieur l'Electeur, ne luy envoyerent point leurs troupes pour l'assister, mais elles les envoyerent avec approbation de l'Empire, non moins que des Alliez devant Treves contre les François, & quand elles commencerent à agir contre la Couronne de Suede, ce n'estoit pas en Pomeranie pour y assister l'Electeur, comme elles devoient faire necessairement, si elles n'estoient entrées en guerre contre les Suedois, & n'avoient pû la leur faire que pour le secours de son A. E. Au contraire c'estoit au Pais de Breme qu'elles firent marcher leurs Troupes, où son A. E. n'avoit pas besoin de leur assistance, desorte qu'il est étonnant, que Monsieur Blaspiel ose soutenir, que Messieurs les Ducs n'ont esté qu'auxiliaires de son Maistre en cette guerre, dont pourtant son A. E. a si bien elle-mesme reconnu le contraire, & que leurs Alteſſes Serenissimes n'estoient obligées par aucun devoir de l'assister dans la presente guerre, (car la quote, avec laquelle elles auroient esté obligées à le faire, estoit destinée, comme il a esté dit cy-dessus, pour le secours de ceux qui estoient opprimez par la France;) qu'elle a jugé necessaire de faire un Traité particulier avec elles pour en avoir du secours, qui fut fait au Mois d'Aoust ou de Septembre 1676. ce qu'elle n'auroit pas eu besoin de faire, si Leurs Alt. Serenissimes n'avoient esté en guerre avec eux, que pour l'assister, & si elles y avoient esté obligées en vertu de Decrets de l'Empire, puisqu'en ce cas elle auroit pû simplement se contenter de sommer là-dessus lesdits Princes pour les faire venir avec toutes leurs forces à son secours: Ce que j'ay dû alleguer comme une troisieme raison pour faire voir, que Monsieur Blaspiel se trompe en ce qu'il dit au sujet du droit

droit de la Guerre de Leurs A. Serenissimes mes Maîtres.

La deuxiême raison, alleguée par ledit Memoire pour son A. E. & contre la Maison de Lunebourg, paroist si forte à Monsieur Blaspiel, qu'il en fait aussi la 3. étant clair qu'il y est contenu la même chose; mais enoncée simplement en d'autres termes. Elle se fonde sur le dommage, que Monfr. l'Electeur avoit souffert dans ses Etats par les armes de la Suede, & que Leurs A. Serenissimes au contraire n'en avoient point esté endommagées dans les leurs. Mais qui ne voit, que cette raison peut encore moins servir son A. E. qu'elle ne peut estre alleguée avec fondement contre Leurs A. Serenissimes: car elle fait autant pour les Suedois, que pour Mr. l'Electeur, lesquels n'ont pas esté moins incommodez dans leurs Etats par ses armes, que les siens l'ont esté par les Leurs. Vous voyez par là la verité de ce que j'ay dit cy-dessus, que l'auteur du Memoire dans le soin qu'il a d'amaasser, où il y a de l'opposition à faire contre Leurs A. Serenissimes & son Maistre, prend en main toutes celles qu'il rencontre, ne se fouchant point, que du reste elles luy puissent faire du bien, pourvû qu'elles nous puissent estre objectées.

Le 4. Article est injurieux à leurs A. Serenissimes, & ne peut servir que de preuve de l'animosité de Monsieur Blaspiel contr'elles, & nullement qu'il soit dû une plus grande satisfaction à mondit Seigneur l'Electeur, qu'à la Maison de Lunebourg. Il dit que Monsieur l'Electeur a fait la guerre pour l'Empire, comme si leurs A. Serenissimes ne l'avoient pas faite pour luy; qu'il avoit faite long-temps, comme si celle de leurs A. Serenissimes avoit esté trop courte; qu'il l'avoit faite principalement à ses depens, comme si ce que leurs A. Serenissimes y avoient mis du leur, avoit

avoit esté le moins de ce qu'elles y avoient depensé. Voila les consequences qui suivent naturellement du 4. Article selon la nature des oppositions. Celles, qu'il exprime dans le 2. membre de cette 4. antithese, sont que les Ducs de Lunebourg conjointement avec leurs Allicz, avoient achevé dans peu de temps la guerre contre la Suede, qu'ils y avoient esté fort soulagez par les subsides & les quartiers d'hyver, qui leur avoient esté en partie assignez par l'Empereur, ou qu'ils avoient occupez de leur propre autorité. Je ne doute point, Monsieur, que quand vous aurez vû cet article, vous ne condamnerez l'emportement de celuy qui l'a fait, & ne voyez par là combien sa passion l'a veuglé ; puisqu'il ne s'est pas apperçu, qu'il n'y a personne qui ne decouvre de soy-même le peu de fondement de cet article. Toute l'Europe ne sçait-elle pas, que leurs A. Serenissimes ont non seulement fait la guerre pour l'Empire de mesme que Monseigneur l'Electeur ; mais qu'elles l'ont faite mesme plus long-temps que luy : l'armée de leurs A. Serenissimes avoit déjà esté plus de deux Mois en Campagne, & avoit combattu en bataille rangée auprès d'Ensisheim en Alsace contre celle de France, commandée par le Marechal de Turenne, lorsque celle de Monsieur l'Electeur n'estoit pas encore arrivée en Alsace. Il faut nier, que la guerre que l'Empire a solennellement declarée à la France, ait esté une guerre de l'Empire, pour ne rien dire de celle contre la Suede, à laquelle leurs A. Serenissimes ont aussi eu part, pour nier qu'elles n'ayent fait la guerre pour l'Empire, & qu'elles ne l'ayent faite mesme plus long-temps que son A. E. On ne veut pas mettre en doute, que celle de son A. E. contre les Suedois n'en merite le nom, & je veux aussi peu luy oster le merite & la gloire qu'elle s'est acquise, en y defendant avec tant de

vaieur

valeur ses Etats & l'Empire. Mais je crois qu'on
sçauroit aussi peu contester, que leurs A. Serenissi-
mes ayant eu l'avantage de trouver des occasions
dans lesquelles elles pouvoient faire voir, qu'elles
faisoient la guerre principalement pour l'Empire,
comme entr'autres dans le siege de Treves, & dans
la Bataille qu'ils livrerent à Monsieur de Crequi,
par laquelle ils ne chassoient pas l'Ennemy de leurs
propres Etats, ny ne prennoient pas des Villes pour
Eux, mais seulement pour l'Empire, ne meritent
pas pour cela moins de recompense. Et si l'Em-
pire estoit le Juge, qui pût decider de la preference
au fait de la satisfaction, peut-estre trouveroit-il,
dans ce que Monsieur Blaspiel a allegué contre
leurs A. Serenissimes, une raison de prononcer
pour elles. La gloire de Monseigneur l'Electeur
est trop solidement établie, & son merite trop con-
nu, pour qu'ils ayent besoin, que ceux des autres
soyent eclipsés, afin qu'ils puissent paroistre, & ils
conserveront de l'éclat auprès de tous autres. C'est
ce qu'on auroit souhaitté, que Monsieur Blaspiel
eust voulu considerer, puisque cela l'auroit dé-
tourné d'attaquer le merite, que les Serenissimes
Ducs de Lunebourg ont acquis envers l'Empire
dans la presente guerre, & dans lequel elles consti-
tuent leur plus grande gloire. Pour le temps qu'on
a fait la guerre pour l'Empire, j'ay déjà fait voir
que mes Maîtres y sont entrez plutost que son A.
E. & on sçait qu'ils ont fait leur paix en mesme
temps que l'Empire a fait la sienne, & qu'ils ne
sont sortis de la guerre qu'avec luy. Or ne vois-je
pas comment ils l'ayent pu faire plus long-temps;
car de pretendre qu'on pust la faire pour l'Empire,
après qu'il a fait la Paix c'est une chose tellement
eloignée de toute apparence, que je ne sçaurois
croire que Monsieur Blaspiel mesme le veuille
soutenir. Quant à ce qui est des subsides qu'il
nous

nous objecte, je souhaitterois de tout mon cœur que nous meritassions ses reproches. Mais je laisse à Messieurs les Etats & à la Cour de Brusseles le soin de nous en justifier : & je suis au moins seur, que lesdits Etats ont encore mieux payé les subsides de son A. E. que les nostres. Ce qu'il marque des quartiers d'hyver, prouve d'autant plus son animosité contre lesdits Seigneurs Ducs, puisque hors de toute necessité, & mesme avec assés d'incongruité, il leur objecte, qu'ils en ayent pris de leur propre chef. Veritablement c'est une chose qu'il importe fort à la France de sçavoir, pour juger de la satisfaction qui est due à son A. E. que leurs Alt. Serenissimes ont pris des quartiers de leur propre autorité, comme il dit ; & il contribuera beaucoup à porter les Suedois à ceder la Pameranie à son A. E. quand ils scauront avec quoy on leur a fait la guerre, & d'où la Maison de Lunebourg a eu le moyen de leur oster le Pais de Breme. Je ne veux m'étendre icy en de longues deductions, sous quels titres leurs A. Serenissimes de Zell & de Wolfenbuttel ont possédé leurs quartiers d'hyver, puisquis cette matiere n'est pas de ce lieu-cy, & que j'ay trop peu de temps, pour m'enfoncer dans une affaire de si grande étendue, de mesme comme je sçay aussi, que le vôtre vous est trop precieux pour l'employer à le lire, outre que le Decret du Cercle de la Basse Saxe, de mesme que les alliances que leurs A. Serenissimes ont faites avec les Etats de ce Cercle, en vertu desquelles elles ont jouy desdits quartiers, sont trop notoires, pour qu'il soit besoin d'en faire une ample deduction, c'est à cause de la brieveté du temps, aussi bien que par le profond respect, que j'ay pour son A. E. de Brandebourg, que je ne veux point examiner, si elle n'a point pris des quartiers de sa propre autorité & contre la volonté de ceux, qui estoient obligez de les donner

ner, comme aussi si elle a eu plus de droit à ses quartiers que leurs A. Serenissimes, ou si elle en a eu plus ou moins, & si la guerre luy a plus coûté qu'à ces Princes. Vous sçavez, Monsieur, les fréquentes plaintes, qu'on a faites de vos quartiers, & vous vous souvenez tres-bien de ce qui se passa l'année 1676. dans le fort de Recklinghausen, & dans Eichsfeld : pour qu'il soit besoin de vous en rafraichir la memoire, afin de reconnoistre le tort, que Monsieur Blaspiel a de deterrer des choses, qui ne sont nullement de celles dont il a la direction, & qui ne regardent rien moins que la Paix : Aussi devoit-on d'autant moins s'attendre à de pareils reproches de sa part, puisque les plaintes que le Ministre de Cologne fait à Nimegue mesme des quartiers, que les troupes de Brandebourg ont pris dans l'Archeveché de Cologne, au sujet desquels les Ambassadeurs de l'Empereur ont passé leur office auprès dudit Sieur Blaspiel mesme, ne luy permettoient pas d'ignorer, que son A. E. n'a pas eu tous les siens en vertu des assignations de l'Empereur, ou du consentement des Etats. Vous connoissez tout de mesme les quartiers qu'on a eu de part & d'autre, & vous ignorez tout aussi peu ce qu'on en a tiré des deux costez : & quand on voudra venir à ce detail, on verra que nos quartiers n'ont pas esté les plus profitables. Au reste pour juger, qui des deux costez a fait les plus grandes depenses pour la guerre, je crois qu'il faut faire reflexion, que les troupes de son A. E. ont toujours tant tiré de leurs quartiers d'hiver, que tout l'Esté elles ont pû subsister sans recevoir un seul Mois de gage ; ce qui estoit un grand soulagement pour les Finances de son A. E. là ou leurs A. Serenissimes estant obligées de payer les leurs regulierement, n'ont pû qu'y depenser des sommes immenses.

Le 5. article m'a d'autant plus surpris, puis-que l'Instrument de la Paix d'Osnabrug fait mention en termes exprés que la Serenissime Maison de Lunebourg a eu le Coadjutorat de l'Evesché de Breme: desorte qu'on ne peut pas dire si nuement, comme Monsieur Blaspiel fait, que ladite maison n'a jamais eu auparavant ce qu'elle avoit conquis dans la presente guerre. Mais en cas mesme que sa proposition fust fondée ainsi, je ne vois pas quel avantage il en pourroit tirer pour la cause de Monsieur l'Electeur, qu'on sçait avoir esté recompensé par la Paix de Westphalie de la cession de la Pomeranie, & y avoir renoncé au droit qu'il y pouvoit avoir, de sorte que ce Pais-là est aussi étranger à son egard, que le Duché de Breme l'est à celui de leurs A. Serenissimes.

Le 6. article se trouve refuté par ce qui a esté dit au sujet du premier, où j'ay fait voir que Leurs A. A. S. S. n'estoient pas entrées dans cette guerre simplement pour assister son A. E. Elles ont beaucoup de joye de ce que ce, qui a esté fait de leur part, ait tourné à son service & à l'avancement de ses affaires; mais elles n'en sont pas moins persuadées, que son A. E. est trop genereuse elle-même pour pretendre, comme Monsieur Blaspiel, qu'elles n'y ayent esté que pour l'amour d'elle & pour ses interests. Je ne dois pas oublier de marquer icy, pour preuve de ce qui a esté dit au commencement de la passion de Monsieur Blaspiel contre la Serenissime Maison, qui luy fait compiler tout ce qui peut estre dit contr'elle, sans qu'il fasse pour son A. E. & qu'ainsi il l'offence hors de toute necessité; que la garantie de l'Empire pour Monseigneur l'Electeur, & sa promesse de luy procurer satisfaction, que Leurs A. A. S. S. n'ont point eu de leur costé, ne peuvent rien faire dans le point de question, ny pour luy ny con-

tr'elles, & ne ſçauroient ſervir d'argument auprès des ennemis de Monſeigneur l'Electeur pour luy accorder ce qu'il ſouhaitte : n'eſtant nullement à eux de ſatisfaire aux promeſſes d'autrui, & ſi celles que l'Empire a faites à ſon A. E. & la garentie qu'on luy à prêtée devoient obliger les Suedois à y ſatisfaire, & que ce qui a eſté fait *inter alios*, & meſme contre des ennemis, pouvoit lier ceux contre leſquels il avoit eſté fait, ils pourroient prétendre en vertu de la garentie, que la France leur a promiſe, & de l'engagement de cette Couronne de leur faire recouvrer ce qu'ils pourroient perdre dans la preſente guerre, que ſon A. E. & les autres Alliez leur duſſent auſſi tout reſtituer. L'exageration qu'il fait enſuite de ce parallele, des avantages que la Sereniſſime Maiſon a obtenus par la Paix, eſt extremément odieuſe ; & d'autant plus hiperbolique, qu'il dit qu'elle eſt plus grande à l'égard de ce qui eſt dû à la Sereniſſime Maiſon de Lunebourg & de ſon droit, que n'eſt toute la Pomeranie en conſideration de celui de Monſieur l'Electeur. Je ne veux point parler icy de la qualité des avantages que nous avons eus par la Paix, comme Leurs A. A. S. S. n'ont point fait la guerre pour y faire des conqueſtes, & que l'amitié des Leurs Majeſtés les Roys de France & de Suede, qu'elles eſperent avoir obtenuë par-là, de même que la ſatisfaction de contribuer par ce moyen au repos de l'Empire, leur paroïſſent au deſſus de tout prix, elles ont lieu d'eſtre ſatisfaites de leur Traité, & ſouhaittent de tout leur cœur, que ſon A. E. le puiſſe eſtre autant de celui qu'elle fera. Je ne veux pas examiner non plus, lequel de nos Maîtres merite la preference au fait de la ſatisfaction : c'eſt un point fort problematique, & dans lequel on ne manqueroit pas de raiſons du coſté de la Sereniſſime Maiſon, eſtant certain,

que.

que soit qu'on considere le nombre des Troupes avec lequel on a agi pour la cause commune, soit qu'on regarde à celuy des exploicts qui ont esté faits dans cette guerre, & entr'autres ce que les Troupes de cette Maison ont fait en pomeranie; on trouvera qu'elle n'a pas moins fait dans celle contre les Suedois, que son A. E. ayant pris non seulement une partie des places qui sont au Pais de Breme; mais aussi ayant eu part à la reduction de celles de la Pomeranie, pour ne rien dire de ce qui s'est fait contre les François. Je puis aussi d'autant plus aisement me dispenser de m'étendre sur ce point, puisque mesdits Seigneurs les Ducs n'y ont jamais fait reflexion, ni songé à rendre la satisfaction de son A. E. moindre que la leur. Je ne parleray pas du reste du Memoire de Monsieur Blaspiel, comme mon dessein n'est pas d'écrire contre luy; mais seulement pour mes Maistres, & que c'est un Ministre, dont le zele pour le service du sien est à louer, je n'ay garde de le combattre, que lors qu'il le porte à se declarer contre les miens. Aussi suis-je persuadé, que son A. E. bien loin de luy avoir ordonné de parler, dans les termes qu'il fait, de la satisfaction de Leurs A. A. S. S. mes Maistres, le desavoüera au-contraire hautement; estant aussi peu compatible avec la generosité de ce grand Prince qu'avec sa justice, qu'elle puisse trouver bon, que ses Ministres témoignent de l'envie des avantages, que Messieurs les Ducs ont tirés d'une guerre, dans laquelle ils luy ont prêté des assistances si utiles, & si nécessaires pour l'avancement de ses interets. Il est impossible, que son A. E. qui a fait connoistre entr'autres par les graces toutes particulieres, qu'elle a faites à leurs Officiers après la prise de Stettin, combien elle avoit d'obligation à Leurs A. A. S. S. du secours qu'elles luy avoient donné, & qui d'ailleurs a la

gloire, de passer pour le Prince du monde le plus reconnoissant, puisse ne se souvenir plus, combien elles ont contribué à la réduction de la Poméranie, & de la part que leurs Troupes ont eues à celle des villes Demmin, Stettin, & Stralsund, & à l'occupation de d'Isle de Rugen. Aussi y a-t-il d'autant moins de lieu de croire, que mondit Sr. l'Electeur ait voulu donner ordre à Monsieur Blaspiel, de prendre tellement à tasche le Traité de la Maison de Lunebourg, puisque tant s'en faut, qu'il puisse estre allegué pour luy faire obtenir toute la Poméranie, que plutôt la Suede s'en pourroit servir comme d'un prejugué pour ne luy en ceder pas une petite partie. On sçait que les Duchés de Breme & de Verden sont départis en 51. Bailliages, Chastellenies, Prevostez & Communautez, dont le Bailliage de Tedinghausen est un, & le petit coin de terre qui est entre l'Aller & le Weser, & dont Monfr. Blaspiel parle, comme si c'estoit un district de l'étendue du Pais entre la Meuse & le Rhin, fait peut-estre la 4. partie du Bailliage de Verden, de sorte que si mesme on vouloit dire, (ce qui ne sauroit estre soutenu,) qu'il estoit dû encore une fois autant de satisfaction à Mr. l'Electeur qu'à Leurs A. A. S. S. il ne s'ensuivroit autre chose, si non que la Suede est obligée de donner à son A. E. 2 Bailliages en Poméranie, & du reste des conditions le tout deux fois autant, ce qui seroit encore bien loin de la Poméranie toute entiere. C'est cette raison aussi-bien que plusieurs autres, qui me font esperer, que son A. E. voudra ordonner audit Sr. Blaspiel de se contenter à l'avenir à bien faire son Traité, sans se mettre en peine de celui de Leurs A. A. S. S. Je suis avec passion &c.

R E S P O N S E

Ou plutôt avertissement à l'Auteur d'un certain Libelle, dont la rubrique est: Lettre d'un Ministre de la Serenissime Maison de Brunswik & Lunebourg à un Conseiller d'Etat de son A. E. de Brandebourg, écrite au sujet du Memoire, présenté par le Sieur Blaspiel le 6. d'Avril.

M O N S I E U R,

V Ostre écrit qui se debite en divers endroits, est aussi à la fin tombé entre mes mains, qui suis Sujet de l'Electeur de Brandebourg, & comme le jugement que j'en ay oui faire est bien different, la curiosité m'a pris de le lire. J'y ay vû d'abord, que vous n'y avez point mis Vostre Nom, & m'en suis tout incontinent douté, si vous ne l'avez laissé à dessein, soit par honte d'exposer vostre Nom au public, ou de peur, si l'on sçavoit qui vous estes, d'estre chastié de vostre temerité. Il me suffit que vous vous dites Ministre de Brunswik pour sçavoir à qui m'adresser; mais vous deviez pour le moins avoir nommé celui des Conseillers de l'Electeur de Brandebourg, à qui vous dites avoir dirigé vòtre écrit. Ou est-ce qu'on vous a informé, que parmy tous ceux qui sont du Conseil de cet Electeur, il ny a pas un qui l'auroit souffert, que vous luy eussiez envoyé cette piece, & qu'ils sont tous trop gens de bien, pour avoir aucun commerce avec ceux, qui se meslent de former & de debiter des libelles de cette nature. J'ay hésité quelque temps sans sçavoir si j'aurois à vous avertir ou non, de ce qu'on juge de vous & de vostre écrit. J'ay à la fin resolu de le faire, dans l'esperance que vous vous corrigerez, & que vous

reconnoîtrez, comme je le souhaite de tout mon cœur, que le métier de faire tels écrits ne vaut rien; & que jamais vous ne passerez pour honneste homme, si vous y continuez? Il paroist de la Rubrique, aussi bien que du contenu de vostre écrit, que c'est l'Ambassadeur de Brandebourg à qui vous en voulez. Mais de grace que vous a-t-il fait? Je le connois & ne puis point m'imaginer, qu'il vous ait jamais donné aucun sujet d'offense; & encore qu'il vous en eust donné quelqu'un, vous ne deviez pas avoir meslé vostre regard particulier avec le public, vous ne deviez pas avoir étendu vostre colere jusques-là que de l'outrager, & de luy offer mesme le Caractere d'Ambassadeur qu'il porte, là ou à vostre Cour on le reconnoit pour tel. Ou bien est-ce que vous estes envieux de n'estre point aussi Ambassadeur? Vous n'avez en tout cas qu'à l'imputer à vos Maistres, qui peut-estre vous en ont jugé indigne, ou se sont voulu contenter, que vous fissiez seulement la figure d'un Ambassadeur. Vous ne devriez point vouloir pour cela de mal audit Ambassadeur, qui ne se soucie de rien moins que de cela, & à qui il est bien indifferent, si vous estes Ambassadeur, ou non. Je vous dois avertir, que je l'ay ouï parler de vostre écrit, mais avec beaucoup de retenue, & avec beaucoup d'indifference. Il a temoigné seulement d'avoir pitié de vostre esprit foible, & croit que c'est faute de jugement, que vous avez interpreté si sinistrement les remonstrances, qu'il a faites pour l'interest de son Maistre, & que c'est avec autant d'imprudence que de malice, que vous avez voulu le charger des impositions dont tout le monde le juge innocent. Il est persuadé, que les Ducs vos Maistres sont trop bien informez du respect & de la veneration qu'il a toujours eus & conservé pour eux, pour croire vos calomnies, & que jamais vous ne luy

auriez

auriez pû faire moins de mal, que de l'avoir voulu attaquer par cet endroit. Il croit que tous ceux qui le connoissent, luy rendront ce temoignage, qu'il est de vos Maistres assés bon serviteur, & peut estre meilleur que vous-mesmes. Il semble estre aucunement de l'opinion (dont il y en a plusieurs) à sçavoir que vos Maistres ne sont pas trop bien servis, & quelques uns de leurs gens, qui s'imaginent estre bien raffinez & grands politiques, ne sont par leurs méchantes maximes, que de les brouiller avec leurs voisins & mesme avec l'Empire, en suscitant entr'eux toute sorte de discordes. Si l'on considere seulement vostre écrit, il en paroist assés que cela est fondé; & qu'on ne vous feroit point tort, de dire que vous estes un, & peutestre le principal, de ces boute-feux. Vous croyez possible, que j'en juge & parle passionnément & avec partialité. Je l'avouë, que j'ay esté scandalisé de vous voir si estourdi, que d'oser attaquer si malicieusement l'Ambassadeur de mon Maître, là où il ne fait que seconder les vœux de tous les honnestes gens, qui souhaitent si fort la Paix generale; à quoy celle del'Electeur mon Maître, pour laquelle il travaille, est si necessaire, & là où les Etats & sujets de vos Maistres en patiront aussi-bien que ceux de mon Maître, si cette Paix avec l'Electeur ne se fait pas bientost, de-sorte que vous ne devez nullement trouver étrange, si à cet égard je vous suis contraire, & si je condamne vostre conduite. Mais quand vous considererez, ce que d'autres, qui ne sont nullement attachez ny à vos Maistres ny au mien, jugent de vostre écrit & de l'affaire mesme; vous reconnoitrez, qu'ils ne vous sont gueres plus favorables que je le suis, & qu'ils n'ont de vous une opinion nullement meilleure. Ils disent, qu'après que les Ducs vos Maistres ont fait un Traité de Paix, dont ils ont raison

d'estre faitisfaits, (comme vous l'avoués,) que c'est bien une grande envie & malveillance de ne pouvoir souffrir, que l'Ambassadeur de Brandebourg travaille, pour faire obtenir aussi-bien à son Maître la satisfaction qui luy est due. Ils jugent avec cela, que les argumens que ledit Ambassadeur a employez pour cette fin-là, ne sont ny contraires à vos Maistres, si on en éloigne la sophisterie, ny foibles, si on a seulement du bon sens pour en connoistre la force. Ils ont examiné d'assés près le Memoire dudit Ambassadeur & vostre écrit, & jugent premierement, que du 1. argument dudit Memoire il ne s'ensuit nullement ce que vous en avez voulu tirer, mais qu'au contraire ledit Ambassadeur en y assurant, que les Ducs de Lunebourg ont fait la guerre à la Suede en vertu des Decrets de l'Empire & par ordre de l'Empereur, autorise par là & justifie assés la bonne cause, les bons exploits, & la pretension de vos Maistres pour en demander recompense, & que d'ailleurs ceux, qui ne font la guerre que par l'ordre de leur superieur, n'agissent pas par le droit de la Nature & des Gens, de la façon comme l'a fait l'Electeur mon Maistre; en quoy ils s'appuyent sur *Hugo Grotius de jure belli & pacis l. 1. c. 3. §. 5.* dont apparemment vous ne disconviendrez pas. Ils ajoutent, qu'il seroit bien aisé de verifier, que vos Maistres n'auroient point eu droit de se mesler de la guerre contre la Suede, si ce n'eust esté par ordre de l'Empire.

2. Que les actes d'hostilité ont des degrés, & qu'il y a bien de la difference entre une simple invasion ou attaque, & entre la ruine des Provinces entieres, epuisees par le séjour d'une armée ennemie de 7. Mois, & par des exactions immenses faites en l'absence du Maistre, comme il est arrivé à l'Electeur.

3. Qu'il faut faire distinction entre l'Offensé

& l'Agresseur , & que celui cy est obligé par le droit de la Nature à faire reparation des dommages qu'il a injustement causez à l'Agressé, sans se pouvoir prendre qu'à soy mesme des dommages, qu'il a soufferts par une vigoureuse resistance, comme le même Grotius le montre *l. 3. c. 10. § 3.*

4. Que l'Ambassadeur de Brandebourg n'a point parlé, de ce que la guerre contre la France a cousté à vos Maîtres , & qu'il est evident, que la guerre qu'ils ont faite à la Suede, ayant esté bien-tost finie, leur doit avoir cousté bien moins qu'à l'Electeur la sienne ; que c'est aussi une chose notoire que l'Electeur, pour avoir été occupé & presque toujours en action contre la Suede, n'a pû agir pendant le cours de cette guerre qu'avec peu de troupes contre la France, & que par consequent il n'a pû esperer des Alliés un si prompt payement, comme les Ducs vos Maîtres.

5. Que des biens autrefois Ecclesiastiques, comme ont esté Breme & Vehrden, n'ont jamais pû estre le Patrimoine de vos Maîtres.

6. Que les argumens que l'Ambassadeur de Brandebourg a employez dans son Memoire, pour faciliter la satisfaction due à son Maître, n'ostent rien aux Ducs, & qu'ils ne regardent pas tant la France, que ceux qui sont obligez de concourir à la faire obtenir à l'Electeur, & que le Mediateur, à qui ledit Ambassadeur a adressé & présenté son Memoire, ne manque pas de discernement, pour se servir de ces raisons & motifs, & pour les appliquer là où il conviendra.

Ils disent à la fin, que tous les raisonnemens, que vous avez amassez, sont bien fades, & sentent plutost son pedant que son Ministre, & que vous avez fait tort à vos Maîtres, & honte au Caractere de Ministre, de les avoir ainsi produit & debité. Tachez de vous en corriger si vous estes corri-

gible : si non , je plaindray toujours la peine perduë de vous avoir donné cet avertissement.

L E T T R E

*D'un Sujet de la Serenissime Maison de Lunembourg,
écrite à l'Auteur de l'écrit , fait au sujet de la lettre
d'un Ministre de ladite Maison à un Conseiller de son
A. E. de Brandebourg.*

M O N S I E U R ,

E Stant né Sujet de la Serenissime Maison de Lunebourg , & ayant lû la Lettre qui a esté écrite sons le nom d'un de ses Ministres à un Conseiller d'Etat de son Alt. E. de Brandebourg, touchant le Memoire , présenté par le Seign. Blaspiel le 6. Avril , la part que je prends à tout ce qui regarde son interest, qui fait le sujet de ladite lettre, & la curiosité de voir ce qu'on auroit pu repliquer à cette piece , & les argumens qu'on a pû produire pour soutenir ceux du Memoire , qui avoient receu un si grand echec , m'ont porté à lire vostre écrit. Et non-obstant que le titre fasse voir , que vous pretendez combattre ladite lettre par des injures, puisque vous luy donnez le nom de Libelle, je m'imaginay néanmoins, qu'ayant jetté ce premier feu vous seriez rentré dans vostre bon sens, & auriez defendu par des raisons ce qu'on n'a combattu que par des raisons. Au-moins m'estois-je flatté, que vous feriez voir en quoy ladite lettre ressemble à un Libelle . & par où elle merite un titre, qui suivant le jugement de toutes les personnes , qui en ont, luy convient si peu. On y parle avec respect de son A. E. & on luy garde toute la veneration , qui est due à un si grand Prince : on s'y tient simplement dans les termes de la defence, que,

que, suivant l'aveu de M. Blaspiel mesme dans son Memoire, le droit de la Nature rend legitime. On n'y combat point celuy de M. M. l'Electeur, & on repousse seulement les coups, que ce Ministre porte à celuy de mes Serenissimes Maistres. Cependant l'opinion où j'estois, que peutestre par vos lumieres extraordinaires vous auriez pu avoir decouvert dans la lettre des choses, que personne n'y avoit vuës, m'a obligé de lire vostre Ecrit avec plus d'attention qu'il ne merite, & j'ay eu bien de l'impatience de voir de quelle maniere vous vous prendriez à soutenir le nom de Libelle, que vous donnez à la lettre. Mais je me suis apperceu aussitost, qu'en la voulant faire passer pour un Libelle, vous en composiez un vous-mesme, & donniez dans le crime que vous imposez à autrui; je ne puis aussi m'empescher de vous avouer, qu'il me semble, que vous n'eussiez pu donner une preuve plus convaincante de la force de l'écrit, qui vous cause une si grande colere, qu'en luy cherchant un auteur sur lequel vous la puissiez decharger. Vous faites croire par là, que vous ne trouvez comment combattre assés ladite lettre par elle mesme, puisque vous pretendez l'attaquer par la personne de celuy, que vous croyez l'avoir faite. Et comme vous accusés la conduite de l'auteur, c'est une marque infallible, que vous ne sçavez rien repliquer avec fondement à l'écrit mesme. Car pourquoy prendriez vous autrement ce detour, & pour quelle raison vous donneriez vous une peine, qui dans le fond ne vous peut servir de rien? La question n'est point, qui est l'Auteur de la lettre, ny quelle reputation il a dans le monde. On veut sçavoir si les argumens de la lettre sont bons ou concluans, & c'est de quoy on ne sçauroit juger que par eux mesmes, le merite ou la reputation de l'Auteur n'y faisant rien: La solution d'un argument par

cette raison, la reputation de celuy qui l'a fait n'est pas bonne; dont l'argument ne vaut rien, & merite la risée & le mepris de toutes les personnes qui sçavent raisonner. Il n'y en a point, qui ne sachent, qu'un tres-honnête homme peut faire un tres-méchant écrit; comme d'autre costé un homme, dont la conduite ne seroit pas la meilleure, en fait quelquefois un excellent, de sorte, que si toutes les calomnies & toutes les injures, qu'il y a dans le vôtre contre celuy que vous croyés l'Auteur de la lettre, estoient veritables, vous n'en tireriez aucun avantage, vû que tous les gens d'esprit jugeroient toujours des raisons de la lettre par elle-mesme, & non par son Auteur. Mais il ne faut pas trouver étrange, que vous renversiez l'ordre naturel des choses, & que vous fassiez tout à rebours, le soin, que vous prenez d'imiter le Memoire dont vous vous erigez en defendeur, vous y oblige necessairement; & c'est un modele, sur lequel il est impossible de faire d'autres copies. Pour vous épargner la peine de le relire, afin d'y en trouver des exemples, je vous en citeray un qui est tres-considerable. Le Ministre de Brandebourg pretend, que la France doit procurer satisfaction à Monsieur l'Electeur, elle que tout le monde sçait estre engagée envers la Suede, de luy en faire obtenir; & il veut au mesme temps que les Alliez s'acquittent envers la couronne de Suede du dedommagement qu'ils ont promis audit Seigneur Electeur; de sorte que ce Ministre veut que la France fasse envers Monsieur l'Electeur contre le Roy de Suede ce que cette Couronne luy a promis de faire contre son A.E. & que les Alliez fassent pour ledit Seigneur Roy ce qu'ils ont pris sur eux en faveur de sadite A.E. contre sa Majesté Suedoise. Cet exemple est si fort, que vous pourrez hardiment commettre toutes les irregularitez qui vous tomberont dans l'esprit, dans

dans l'assurance que vous les pourrez justifier avec celles-là. Il est vray, que le succez n'en fera pas different, & que les vostres auront aussi peu d'effet que celles du Memoire a eüe, sur tout n'en pourront elles avoir qu'un tres-préjudiciable pour vous, lorsqu'elles seront fondées sur des faussetés aussi grandes, que sont celles que vous dites du Ministre, que vous attaquez d'une façon si injurieuse. Il me seroit fort aisé de les mettre en evidence, & de justifier sa conduite: mais outre que vous paroissez trop en colere pour persuader, & que plusieurs honnestes gens la connoissent, je veux m'épargner une peine inutile, & ne point combattre des impositions qui ne seront reçues de personne. Aussi tout le monde tombera-t-il d'accord avec moy, qu'il auroit été plus honneste & plus conforme à la maniere, dont on a usé à l'égard du Memoire, de n'attaquer la lettre que par la lettre même, & de ne point recourir à des choses étrangères pour la refuter. Mais c'est à quoi vous avez cru ne pas trouver vostre compte, & un rayon de jugement, qui vous est demeuré malgré vostre colere, vous a fait appercevoir, que c'est inutilement que vous porteriez vos coups à cette piece & qu'ils n'y feroient que blanchir. C'est en cette vüe que vous vous formez un autre ennemi, contre lequel (comme il a esté dit cy-dessus) vous puissiez exercer vostre valeur, dans l'esperance sans doute que les injures, dont vous avez rempli votre écrit, luy feroient perdre la reputation, que vous ne voyez aucun moyen de recouvrer pour vous. On ne scauroit douter que vous n'ayez ce sentiment, quand on considere, combien vous aimez à vous flatter, cette passion vous étant si naturelle, que vous vous imaginez, que c'est la honte qui a empesché l'Auteur de mettre son nom à la lettre. C'est une opiniõ dont vous estes seul capable, & qui ne scauroit

tomber dans un esprit moins chimerique que le vostre. Mais vous pouvez estre assuré, que si l'Auteur avoit eu de la honte, elle luy seroit passée infailliblement après avoir vû vostre réponse, & qu'elle lui auroit dû inspirer la resolution de mettre son nom à la lettre, puisqu'il n'y a pas peu de gloire d'estre l'Auteur d'une piece, à laquelle vous n'avez pas pu opposer une seule raison solide : & avez si peu pu defendre le Memoire contr'elle, qu'il vous a falu avoir recours à des injures, qui font autant à sa réfutation, que les raisons du Ministre de Brandebourg font à soutenir la prétention de son A.E. son Maistre. Ne vous flattez point que je veuille avancer ceci sans preuve, comme vous faites à l'égard de ce que vous dites de celuy de Lunebourg, (qui n'est coupable, que parce que vous croyez qu'il a fait une Piece, par laquelle il auroit defendu le droit de ses Maistres, & fait voir, que le Ministre de Brandebourg soutient mal celuy du sien,). & des raisonnemens contenus dans ladite piece, dont vous vous contentez de dire que ce sont des sophismes & qu'ils sont fades, sans marquer en quoy consistent leur foiblesse & leur sophisterie. Je vous promets, que j'agiray plus honnestement avec vous, & que je feray si clairement voir ce que je dis de vos raisons, que tout le monde reconnoistra, que je vous ay fait bonne justice, que j'ay examiné de bien près vostre piece, & que je ne vous ay pas condamné sans connoissance de cause. Pour ce qui est de la crainte, que vous vous imaginez que l'Auteur de la lettre a, elle vous est commune avec tous les poltrons, qui lorsqu'ils veulent avoir du cœur, font tout ce qu'ils peuvent pour se flatter que leur Ennemi n'en a point. On pourroit vous avertir que vous devriez avoir peur à plus juste raison : Mais il y a certaines gens auxquels on pardonne tout, & un homme à
qui

qui la colere a fait perdre le jugement & le sens commun, n'a rien à apprehender, tout ce qu'il fait, servant plustost à faire rire ou à exciter de la pitié qu'un desir de vengeance. On voudroit bien sçavoir, quelle raison vous avez, de vous imaginer que le Ministre, qui est de la part de la Serenissime Maison à Nimegué, est l'auteur de la piece qui vous tient tant au cœur. Est-il peut-estre le seul Ministre qu'elle a, que ce nom vous le doit faire choisir necessairement ? Il faudroit, que vous eussiez d'autres raisons que celles-là pour entrer dans ce sentiment, si vous vouliez en estre assuré. Mais c'est dequoy vous ne vous mettez pas en peine. Il vous suffit d'avoir quelqu'un à qui vous adresser, & à qui dire des injures, non-obstant que comme vous avouéz vous mesme, on ne sache pas au vray qui est l'auteur de la lettre ; desorte que c'est une estrange malice, & l'effet d'une violente haine, que vous devez avoir contre ledit Ministre, de l'outrager de la maniere que vous faites, ne sachant pas seulement de certitude s'il a fait la lettre, pour ne rien dire de ce qu'elle n'est point couchée d'une maniere, qui puisse donner lieu à une réponse, si pleine d'aigreur & si malicieuse. Ce que vous dites de la repugnance que ceux du Conseil de son A. E. auroient eu de recevoir la lettre, qui vous desplaist-tant, est aussi ridicule qu'il est paradoxé : car seroit-il possible que vous pussiez faire croire au monde, que les Conseillers de Monseigneur l'Electeur ayent juré fidelité à l'Auteur du Memoire, & qu'ils n'oseroient lire un écrit dans lequel on fait voir qu'il se trompe, & y a fait plus de tort aux interets de son Maistre, qu'il ne luy a apporté d'avantage ? Croyez moy, mon bon Monsieur, ils ne sont pas si scrupuleux que vous, & ses Collegues sont persuadez qu'il n'y a nul peché, de ne le point croire impeccable : Aussi ne laisseroient

roient ils pas d'estre fort gens d'honneur ; quand même ils auroient receu une lettre , dans laquelle on decouvre , que ledit auteur, (sans doute pour faire unMemoire d'autant plus grand,) ayant tourné une raison en deux differentes manieres, l'a voulu faire passer pour deux ; où on a assés peu de complaisance pour luy , que de luy oster une invention admirable de recompenser les Suedois de la Pomeranie, par laquelle il auroit pû se faire valloir un jour ; où on montre si clairement le peu de connexion, qu'il y a entre les quartiers d'hiver de Messieurs les Ducs & la cession de la Pomeranie , & le peu de coup que l'argument qu'il en tire porte ; pour ne rien dire des autres endroits où on decouvre ses fautes. Vostre veneration pour luy va bien loin , puisque vous vous imaginez, qu'il est du devoir d'un honnestre homme de le tenir pour grandMinistre,& qu'on ne sçauroit avoir de l'honneur , si l'on ne reçoit pas aveuglement ce qui vient de luy. Il semble neantmoins que vous ayez grande peur pour luy , & que l'echec que la lettre de question a donné à son dernier Memoire, vous fasse beaucoup apprehender pour ceux qui le pourroient suivre , puisque vous conjurez si fortement l'auteur, que vous vous formez, de ne plus écrire des pieces comme la lettre. Mais y ayant beaucoup d'apparence, que c'est vostre interest plutost que celuy de l'auteur qui vous y a obligé, vous estes en grand danger que vos remonstrances ne soyent sans effet, & que vous n'ayez le deplaisir de voir, qu'il defendra le droit de ses Maistres toutes les fois qu'on l'attaquera. Cependant comme il y a lieu de croire, que vous avez plus de pouvoir sur l'esprit du Ministre de Brandebourg que sur le sien, vous ferez bien de vous employer auprès de luy, afin qu'il ne donne plus sujet à ces sortes de disgraces,& qu'il soit à l'avenir plus reservé à faire
des

des ouvrages, qui ne peuvent que luy attirer beaucoup de chagrin, & à vous des peines inutiles pour les defendre. Vous vous trompez d'ailleurs beaucoup en vous imaginant, que c'est à l'Ambassadeur de Brandebourg que l'Auteur de la lettre en a voulu, il n'y a que vostre imagination blessée qui vous peut avoir inspiré cette opinion. L'écrit, qui a donné occasion à vostre fureur, ne marque en aucun endroit ce dessein. Au-contraire on y voit clairement, que l'unique but qu'on s'y est proposé a esté de combattre le Memoire du 6. Avril, en tant qu'il est contraire à la Serenissime Maison : Et c'est dequoy non seulement toute la conduite de la lettre sert de preuve, mais on l'y declare même formellement : & tant s'en faut qu'on y fasse paroistre aucun dessein d'injurier vôtres Ambassadeur, qu'on y dit même du bien de luy. On ne s'est aussi résolu à refuter ses écrits, qu'après qu'ils sont devenus insupportables, & qu'il ne gardoit plus aucune mesure ; qu'il y ostoit à Messieurs les Ducs de Brunswik non seulement le merite qu'ils avoient acquis & la justice à leurs armes ; mais qu'il taschoit même de les rendre odieux. On luy avoit pardonné deux passages, qu'il avoit mis dans ses Memoires touchant le Traité de leurs A. Serenissimes, où il s'expliquoit d'une maniere qui n'estoit pas avantageuse à ces Princes : Mais quand on a vû, que cette indulgence n'avoit servi qu'à le rendre plus temeraire, & qu'elle luy avoit inspiré la hardiesse de les attaquer d'une façon si injurieuse pour eux, & si peu digne d'un Ministre, qui représentant la personne d'un grand Prince, devoit sçavoir le respect qui leur est dû, on a cru qu'il estoit temps de reprimer son audace, en luy faisant voir la fausseté de ce qu'il a allegué contr'eux, & la foiblesse de ses raisonnemens. On y a voulu adjouster aussi des remontrances du
tort

tort qu'il y faisoit à son propre Maistre, afin que si la consideration des miens, ny la Justice de leur cause n'estoient pas assés fortes sur son esprit, pour le detourner de publier de pareils écrits à l'avenir, l'égard qu'il doit avoir pour Monseigneur l'Electeur l'en fit au-moins desister. Comme il importe aux Princes, que ce qu'ils font & leurs pretensions passent aussi-bien dans l'esprit du monde pour justes, qu'elles le doivent estre en effet: on a esté necessairement obligé de la part de ceux de la Serenissime Maison de Brunswick de faire refuter les objections, que le Ministre de Brandebourg a faites dans son malheureux Memoire contre leurs actions & leur cause, afin de faire voir au monde que leurs armes ont esté justes; qu'ils les ont prises pour maintenir des Traités dont ils sont Parties & Garans, pour satisfaire à leurs Alliances & à ce qu'ils doivent à l'Empire; que les moyens dont ils se sont servis pour faire la guerre, n'ont eu rien d'injuste; qu'ils ont fait autant qu'aucun autre estat de l'Empire pour sa conservation; & qu'ils n'en ont pas moins merité, que qui que ce soit. Comme personne n'auroit pu remarquer aucune trace dans la Lettre de question d'un desir d'outrager l'Ambassadeur de Brandebourg, que vous supposez à l'Auteur que vous luy donnez, on ne vous a pas peu d'obligation, d'avoir decouvert en quoy consiste l'outrage qu'il luy a fait. On avoit cherché fort soigneusement dans la Rubrique de la Lettre la preuve de ce que vous dites, qu'il y paroist qu'on en veut à l'Ambassadeur de Brandebourg; Mais on n'a pû l'y trouver, & je seray bien aise de voir par quelle Logique vous en pourriez tirer cette consequence, puisqu'il ne s'y dit autre chose, si ce n'est qu'elle est écrite au sujet de son Memoire; & il est certain qu'on n'auroit pu s'expliquer plus

mo-

modestement, & d'une maniere qui témoigne moins un dessein d'en offencer l'Auteur. Mais la fausse explication que vous donnez au titre, ne vous a pas porté peu de préjudice, & on a jugé d'abord, qu'un homme qui faisoit une si grande bevûe au sujet du titre d'un écrit, ne réussiroit pas mieux à ce qu'il disoit de l'écrit même. Cependant voyons, en quoy vous a outragé ledit Ministre. C'est, dites vous, de luy avoir osté mesme le caractere d'Ambassadeur. Il faut avouër, que Monsieur Blaspiel doit estre bien amoureux du nom d'Ambassadeur, & se doit bien fâcher de celui de Blaspiel, puisqu'il tient à injure, si on ne l'appelle pas Ambassadeur & si on l'appelle Blaspiel, c'est estre bien sensible que de croire qu'on a reçu un affront, si on ne se trouve pas honoré, & d'avoir honte de son propre nom. Après que vous aviez dit, que l'Auteur de la Lettre n'y avoit pas voulu mettre son nom de honte de l'exposer au public, vous ne deviez pas vous estre mis dans l'étrange colere, où on vous voit, de ce que l'on a appelé Monsieur Blaspiel, Monsieur Blaspiel, puis que vous faites croire par là, qu'il a honte que le sien paroisse en public, & qu'on peut dire avec verité de luy, ce que vous avez dit sur ce sujet fausement de celui de la Lettre. Il paroist aussi, que Monsieur Blaspiel voudroit bien, que son nom fust toujours enveloppé de celui d'Ambassadeur, afin de se faire estimer par la representation de la personne d'un des plus glorieux Princes de l'Univers, ne le pouvant point faire par la sienne propre. Pour le consoler de la disgrâce qu'il a eüe d'avoir vû son nom de Blaspiel exposé au public, vous ne l'appellez pas une seule fois par là dans vostre réponse, & vous luy donnez toujours celui d'Ambassadeur. Aussi n'y a-t-il point de doute, que la Lettre luy ayant tellement

deplu, à cause que ce prédicat nes'y trouve point, vostre écrit, non-obstant qu'il luy est d'ailleurs si injurieux, ne manquera pourtant pas d'avoir son approbation, n'y ayant point de pillule, qu'on ne luy fasse avaler agreablement, si on la dore de ce titre. Dans la penible recherche, que vous faites des sujets de haine, que l'Auteur suppose de la Lettre peut avoir contre le Ministre de Brandebourg, vous insinuez qu'il est envieux de son Caractere. Vous faites connoître par là, que le Sieur Blaspiel doit s'imaginer d'estre dans un si haut faiste de gloire, que tout le monde luy porte envie & voudroit luy ressembler. Il y paroît aussi, qu'il est en de continuelles alarmes pour son Caractere, & qu'il a peur qu'on le luy veuille oster, comme vous accusez ledit Auteur avoir fait. Il est vray, que le Ministre de Brandebourg a grande raison d'aimer ce Caractere, puisque jamais personne ne s'en est vû plus honoré, & il doit extremement craindre d'en estre depouillé, estant certain, qu'il y perdrait plus qu'on ne pense, & qu'il luy resteroit fort peu après. Mais il peut avoir l'esprit en repos de ce costé-la, & on a aussi peu le dessein que le pouvoir de l'en deposseder. On sçait qu'il depend uniquement de son A. E. de luy laisser l'avantage, de faire valoir sa personne par la representation de la sienne, & elle fait le mieux si elle a sujet de luy continuer cette grace. Les motifs, que Messieurs les Ducs ont eu de ne point revestir de ce caractere leur Ministre, nous sont inconnus à vous aussi-bien qu'à moy, Mais il y a plus que de l'apparence, que celui que vous en marquez, n'est pas de leur nombre. Il se contente cependant du poste où il se trouve, & l'honneur de représenter des Princes si glorieux, en quelque Caractere que ce soit, luy paroît si avantageux, qu'il ne peut qu'estre satisfait de celui qu'il

qu'il a. Quand vous dites que se Maîtres ont voulu se contenter, qu'il fasse seulement la figure d'Ambassadeur, vous ne prenez pas garde, que vous luy appliquez sans aucune raison, ce qui ne convient proprement qu'au Ministre de Brandebourg. C'est de luy qu'on peut dire avec verité, que son Maître se contente, qu'il fasse la figure d'Ambassadeur. Car pour les affaires, on sçait bien qu'il ne l'en charge point. Les frequens voyages de Monsieur Meiners & mesme de Monsieur Spaen à Nimegue en peuvent servir de preuve: Et il n'y a personne, qui ignore qu'ils font bien souvent obliger, de quitter leurs affaires pour faire les siennes. Vous paroissez trop bien informé de ce qui le regarde, pour n'estre pas instruit qu'il n'a point d'autre part à bien des choses, que d'y avoir signé son nom, & qu'il est à Nimegue pour le prêter à ce que d'autres font. Si on estoit aussi curieux que vous, on pourroit s'egayer à rechercher les causes, qu'un Prince si judicieux, comme Monseigneur l'Electeur, peut avoir à ne vouloir pas charger son Ambassadeur de ses affaires. Mais on ne pretend point de penetrer comme vous dans le Cabinet des Princes; & on se contente de croire, qu'il en a de tres-fortes, qui l'obligent d'en user ainsi, sans vouloir sçavoir en quoy elles consistent. Mais on ne sçauroit ajouster foy à ce que vous dites, que le Ministre de Brandebourg ne se soucieroit point, que l'Auteur de la Lettre fust Ambass. puisqu'il paroist en toute chose, qu'il est trop jaloux de ce Caractere, pour en pouvoir voir sans chagrin revestu un homme pour qu'il a tant de haine, & il y a mesme bien de l'apparence, qu'il seroit bien aisé de l'avoir seul. Vous faites ensuite l'éloge de sa retenue & de l'indifference, qu'il a eue à l'égard de la Lettre de question: Mais ce que vous rapportez des sentimens qu'il a eus sur son sujet, marque

que plutoſt un furieux emportement & une grande colere, que de l'indifference & de la retenuë. Il eſt evident, que c'eſt n'en avoir eu gueres, que d'accuſer l'Auteur de la Lettre de foibleſſe d'eſprit, de faute de jugement, d'imprudence, & de malice, comme le Miniſtre de Brandebourg a fait : Et il n'y a qu'une extrême colere, qui puiſſe faire dire ces ſortes d'injures & de calomnies. On eſt contraint d'avouër, que vous n'auriez rien pû faire de plus judicieux, que de les alleguer pour preuve de la moderation de ce Miniſtre, ny mieux vous prendre à nous faire croire le contraire de ce que vous voulez perſuader, & à vous tourner en ridicule, que par ces citations ; la faute de jugement que vous faites paroître en accuſant l'Auteur de la Lettre de n'en avoir point, faiſant retomber ſur vous les coups, que vous luy aviez deſtinez. Mais ce n'eſt pas le ſeul endroit où vous dites des choſes de l'Auteur de la Lettre, qui ne luy conviennent point du tout ; mais ſeulement à vous ou au Miniſtre de Brandebourg. Je vous en ay déjà marqué quelques-uns, où vous parlez contre l'Auteur du Memoire, au lieu de parler contre celui de la Lettre. Ce n'eſt pas petite faute que vous commettez par là ; mais vous pourrez vous en juſtifier envers luy : vous n'avez pas plus de ſujet de bien defendre ſa cauſe, qu'il en a eu de ſoutenir celle de ſon Maïſtre, qu'il a plaidée d'une maniere à la faire perdre en fourniffant des argumens à la Suede pour la combattre : & ſon Memoire peut ſervir de juſtification à voſtre Avertiſſement. En tout cas il jugera bien, que ce n'eſt point par malice que vous les combattez ; puis que vous parlez bien contre vous-mesme, & il ne verra que trop bien, que vous ne ſçavez pas ce que vous dites. Au reſte quand vous aurez allegué en quoy on a ſiniſtrement interpreté cedit Memoire, & en quoy conſiſtent :

fissent l'imprudence & la malice de l'Auteur de la Lettre, dont vous dites que l'Ambassadeur de Brandebourg l'accuse pour preuve de sa moderation, on y répondra, & on fera voir qu'on ne luy a donné que l'explication la plus naturelle, ou pour mieux dire, on n'a que fait voir, qu'on l'entendoit. Pour ce qui est du respect du Ministre de Brandebourg pour Messieurs les Ducs, que vous exagerez si fort, & sur lequel vous bâtissez de si magnifiques esperances que de vous flatter qu'il les éblouira, tellement qu'ils ne croiront point à leurs propres yeux, & qu'ils prendront pour des calomnies ce qu'ils liront dans le Memoire, ils savent qu'en juger, & vous pouvez estre assuré, qu'ils ne se méprendront point là-dessus; mais qu'ils luy rendront une entiere justice. Le Memoire sur tout leur sert de preuve de sa veneration pour leurs personnes, & de sa passion pour leur service & le bien de leurs affaires. On n'auroit assurément rien pû dire de plus obligant pour eux, que ce qui y est contenu, à sçavoir qu'ils meritent moins d'avoir un Bailliage, (qui fait la plus grande partie de leur satisfaction,) qu'un autre un Duché tout entier, & encore d'avantage Stettin, & certains autres lieux, qui font partie des conquestes de son A. Electorale de Brandebourg, n'estant pas compris dans le Duché de la Poméranie Ulterieure: & qu'ils n'ont pû faire la guerre que pour le service d'autrui, outre le soin qu'on y prend de ravaler leur merite, & de les rendre odieux. Ce sont des services si considerables, qu'il n'y a point d'homme de jugement qui n'en pene- tre aisément le principe. Et il est fort à craindre pour l'Auteur de la Lettre, qu'on n'ajoute point foy à ce qu'il dit de l'animosité de celuy du Memoire contre la Serenissime Maison. Pour juger de la comparaison que vous faites entr'eux, quand

vous dites que le Ministre de Brandebourg est meilleur serviteur de la Serenissime Maison de Lunebourg que l'Auteur ; on n'a qu'à lire le Memoire & la Lettre , & on ne manquera pas de reconnoître, qui merite de la préférence sur ce chapitre. C'est en effet une grande preuve de vostre jugement, d'assurer après la publication de ces piéces, qu'il est meilleur serviteur de la Maison de Lunebourg que ledit Auteur. Mais ce n'est peuteestre pas en vertu du passé , que le Ministre de Brandebourg pretend de meriter cette qualité, mais seulement par les services qu'il a dessein de luy rendre à l'avenir. On a lieu de croire que c'est son dessein, quand on considere que vous avertissiez ces Princes, (sans doute par son ordre,) qu'ils ne sont pas bien servis, & que quelques-uns de leurs gens les brouillent avec l'Empire. Il est hors de doute, que ces avertissemens partent d'un grand zele pour leur interest, puisque le Ministre de Brandebourg en fait une partie du sien, & que vous ne veuilliez persuader tout de bon leurs A. Serenissimes d'éviter leur perte, en deffendant à leurs Ministres de publier des écrits comme la Lettre, puisqu'ils sont extrêmement préjudiciables audit Ministre de Brandebourg, par lequel il n'est pas peu fâcheux de se voir faire passer pour malhabile. Personne ne pourra disconvenir dorenavant, que ce Ministre ne veuille sincerement, que lesdits Princes donnent ordre à leurs gens, de ne point allumer le feu dans l'Empire en attaquant ses Memoires, mais qu'on le laisse faire. C'est assurément attaquer les lois fondamentales de ce grand corps, que d'attaquer les écrits de l'Ambassadeur de Brandebourg ; & c'est avoir des maximes pernicieuses, que d'en avoir de contraires aux siennes. L'Auteur de la Lettre merite d'estre traité en perturbateur du repos public, puis qu'il a osé trou-
bler

bler celui dudit Ministre, & en refractaire aux loix à cause de la temerité qu'il a eue de combattre son Memoire. On ne scauroit douter qu'il ne se croie grand Politique & bien raffiné, puis qu'il a assés de vanité de juger des productions d'un si grand Ministre, lequel on devroit croire sur la simple parole sans approfondir la chose. Il est vray, que quelquefois cela ne pourroit pas estre avantageux à la Serenissime Maison, l'envie pouvant prendre à l'Ambassadeur de Brandebourg d'écrire contr'elle. Mais le prejudice qui luy reviendrait de ce silence, n'est pas à comparer à celui qu'elle évite en l'imposant à ses Ministres. Car premierement elle demeureroit en repos avec ses voisins; pour le second, elle ne brouilleroit pas l'Empire; & en troisieme lieu elle n'empêcheroit pas la Paix generale, en empêchant le Ministre de Brandebourg d'y travailler. En effet ces avantages sont si considerables, qu'il leur faut sacrifier quelque chose, & l'Auteur de la Lettre est un veritable étourdi, d'avoir interrompu un travail si salutaire que celui de ce Ministre. Cependant comme c'est le zele, qu'il a pour le service de ses Maistres, qui l'a fait faillir; & qu'il n'a pas sceu que le travail de ce Ministre étoit si necessaire à procurer la Paix de l'Europe, ayant oui dire, que le Sieur Meiners revenoit, ce qui lui avoit fait croire, que la Paix se pourroit bien faire par luy & sans l'Ambassadeur de Brandebourg, il merite quelqu'indulgence, & vous n'aurez pas dû le condamner si cruëment comme vous faites. Il est vray, qu'il tâchera de s'en consoler de même, que de ce que vous luy refusez l'honneur de votre approbation, & comme c'est un étourdi & qu'il n'en connoît par le prix, il n'aura pas beaucoup de peine à se mettre l'esprit en repos; & peutestre la considere-t-il si peu, qu'il n'en voudroit pas seulement. Quant à ce qui est de l'opinion d'autrui

& de ceux qui sont neutres, j'ay quelque raison de croire, qu'elle luy est plus favorable que la vôtre: Et il faut une plus grande autorité que celle que vous avez pour persuader le contraire. Sur tout n'y aura-t-il personne qui tirera de la Lettre la consequence, qu'on envie à son Altesse E. la satisfaction. La Lettre en parle tout autrement, & elle n'attaque point la pretension de son A. E. Elle abbat seulement les fondemens ruineux, que Monsieur Blaspiel luy donne au prejudice de la Serenissime Maison, & elle fait voir que la cause de la Serenissime Maison de Lunebourg n'est pas moins bien fondée que celle de ce Prince. Si la pretension de son A. E. en souffre, c'est à son Ambassadeur à en répondre qui l'a si mal plaidée, & qui a forcé autrui à renverser les argumens sur lesquels il l'établit. Que s'il n'avoit pû s'empêcher de faire son Memoire, & qu'à toute force pour seconder les vœux de tous les honnestes gens, il a voulu travailler par écrit à la Paix generale, il auroit pû en faire un, où il eut simplement representé le droit de son Maistre sans attaquer celuy d'autrui. Personne en ce cas-là ne se seroit opposé à son zele, on l'eut laissé travailler en repos Mais puisqu'il n'a pu demeurer dans ces termes, & qu'il a voulu en établissant le droit de son Maistre, detruire celuy d'autrui, il ne doit pas trouver mauvais, qu'il y ait eu des gens qui ont cru estre de leur devoir de le refuter. Vous dites que les argumens que ledit Sieur Blaspiel a employez, ne sont ny contraires à mes Maîtres, si l'on en éloigne la sophisterie, ny foibles, si on a seulement du bon sens pour en connoistre la force. Vous faites ensuite diverses allegations sans doute pour decouvrir cette sophisterie, & pour faire voir la force desdits argumens. Mais voyons si vous avez assez de bon sens, pour faire connoistre cette force d'ailleurs

leurs imperceptible au monde, & assés d'habileté, pour trouver de la sophisterie où il ny en a point. Premièrement c'est une maxime universellement receüe, que ce qui se dit dans un parallele, ou une opposition de l'un se nie de l'autre, desorte qu'il demeure vray ce que l'Auteur de la Lettre a dit, que le Ministre de Brandebourg en disant de l'Electeur, qu'il a fait la guerre en vertu du droit de la Nature & des Gens, oste l'appui de ce droit à la Serenissime Maison, & consequemment toute justice à leurs armes. La fausseté de la position dudit Memoire, que cette Maison n'est entrée en guerre contre la Suede, qu'en vertu des Decrets de l'Empire, a esté si evidemment demonstrée par trois raisons que l'Auteur de la Lettre a apportées, qu'avant que d'en faire vostre principe, comme vous faites dans la Lettre, vous auriez dû refuter ces raisons, & prouver vostre supposition. Mais cela vous auroit paru trop pedant, & vous avez trouvé plus à propos de les abbatre par la sentence, que ce sont des sophisteries. Vous témoignez aussi une rare science du droit Public de l'Empire, en soutenant que si la Maison n'avoit fait la guerre ensuite de ses Decrets, elle eût portant esté en droit d'en demander recompense. Vos importantes occupations vous ont fait oublier, ou peuteestre ne l'avez vous jamais sçeu, que les Constitutions de l'Empire portent, que ce qui est conquis dans une guerre de l'Empire, luy doit appartenir immediatement : où demeureroit donc la recompense de leurs A. Serenissimes en ce cas là ? Car de dire qu'on seroit obligé de leur rendre les frais de la guerre, ce ne seroit point une recompense, ce seroit le simple payement de ce qu'elles auroient deboursé. Après avoir fait cette bevûe, vous en faites une plus grande, en voulant faire voir que leurs A. Serenissimes n'ont pas fait la

Y 2

guerre,

guerre en vertu du droit de la Nature & des Gens. Voicy vos propres termes. Ceux qui ne font la guerre, que par ordre de leurs superieurs, n'agissent pas par le droit de la Nature & des Gens, de la façon que l'Electeur a fait, & là-dessus vous vous appuiez sur *Grotius de jure belli & Pacis l. 1. c. 3. §. 4.* Il faut avouër, que vous n'auriez pû mieux citer cet Auteur d'une maniere à vous mieux couvrir des reproches du pedantisme : Car vous faites parfaitement bien voir, que vous ne l'entendez point, & vostre ignorance ne sçauroit estre aucunement tirée en doute pour cette citation, puisqu'au contraire elle en sert mesme de preuve. Car 1. *Grotius* ne parle dans ce §. que de la solemnité de la guerre, si on peut dire qu'elle est publique & solemnelle, lorsque des Magistrats inferieurs, & qui n'ont pas la souveraine puissance, la commencent. Il n'y a dans tout ce §. pas un seul mot du droit des Gens & de la Nature, desorte qu'on ne sçauroit concevoir, comment vous avez pû vous mettre dans l'esprit qu'il peut estre allegué pour preuve, que ceux, qui ne font la guerre que par ordre de leurs superieurs, n'agissent pas par ce droit. En second lieu *Grotius* parle du cas, lorsque sans ordre exprés des superieurs, les Magistrats inferieurs commencent une guerre ; desorte que c'est tout le contraire de celui que vous dites, que leurs A. Serenissimes n'ont fait la guerre, que par ordre de leurs Superieurs. Mais ce ne sont pas les seuls endroits par lesquels ledit §. ne convient pas au cas de question : il y en a encore d'autres, & qui prouvent clairement, que vous entendez aussi peu le livre de *Grotius* que le droit Public de l'Empire. Car outre que vous ne sçauriez prouver, que les ordres de l'Empire ont donné seuls à la Maison de Lunbourg le droit de faire la guerre, comme vous dites estre aisé de verifïer, mais qu'on a de la peine à

croi-

croire, puisque vous ne le faites point voir : & qu'on ne sçauroit s'imaginer, que vous loyez si grand ami des causes difficiles que vous veuilliez seulement estre leur Avocat, & ne point vous charger de celles qui sont claires & aisées à deduire. Posons, pour vous faire plaisir, que c'est seulement en vertu des Decrets de l'Empire, que leurs A. Serenissimes sont entrées en guerre ; quel rapport y a-t-il entre des Magistrats inferieurs, dont *Grotius* parle, & les Princes de Lünebourg ? Ne sçait-on pas, que tous les Princes de l'Empire, & conséquemment eux aussi, ont droit de faire la guerre de leur propre chef, ce que des Magistrats inferieurs n'ont jamais, desorte que ce qui se dit de ceux-là, ne sçauroit estre appliqué aux Princes d'Allemagne. Vous devriez aussi sçavoir, que la superiorité de l'Emp. & de l'Empire sur les Etats n'inferent nullement, qu'ils ne sçauoient faire la guerre en vertu du droit des Gens : car autrement S. A. E. qui en a la même dependance, que lesdits Seigneurs Ducs, ne pourroit non plus justifier ses armes par ce droit.

Quant à ce qui est de vostre 2. §. par lequel je m'imagine, que vous voulez prouver, que l'Auteur du Memoire n'a point fait deux raisons d'une. Je vous prie de lire les termes du 2. Article du parallele contenu dans le Memoire, & d'expliquer ensuite, en quoy consiste l'oppression, que vous dites que les Etats de son A. E. ont soufferte. On ne peut entendre par là, que la ruine des Peuples, que les armées ennemies ont accoutumé de causer par les exactions & les degasts qu'ils font. Que si dans le Memoire pour augmenter le nombre des Articles du parallele, ont avoit voulu raconter les divers degrez, & les différentes especes d'hostilité, & par de doctes abstractions les separer les unes des autres, l'Auteur du Memoire qui aime tant le nombre, ne se seroit pas contenté d'en mettre sim-

plement deux especes, à sçavoir l'invasion & le dommage fait aux biens, vû qu'il y en a encore bien d'autres dont il n'auroit pas manqué de grossir son Memoire. Mais la traduction qu'il a fait faire du Memoire en François (qui se trouve dans un recueil qui a pour titre, *Negotiations de la Paix & de l'Armistice entre sa Majesté Tres-Chrestienne, les Couronnes du Nord, & Monsieur l'Electeur de Brandebourg*) peut le mieux decider, ce qu'il entend sous les mots d'oppression qu'il y a dans le Memoire. Voici comme cet Article est couché en François. L'Electeur a esté attaqué dans son Electorat & ses Duchez de Pomeranie, Prusse, & Cleves, que les Ennemis ont tout-a-fait ruinez & desolez. Après cela on vous prie tres humblement de faire voir la difference qu'il y a entre ces Articles, & si l'Auteur a eu tort de dire, que le 3. contient la mesme raison que le 2. Aussi tous ceux qui les verront ne pourront pas manquer de s'appercevoir qu'on y dit la mesme chose, estant une consequence necessaire & infaillible, que si les Ennemis ont desolé & ruiné les Etats de Monseigneur l'Electeur, comme il est dit dans le 2. Article que son A. Elect. y a souffert, suivant l'affertion du 3. des dommages; & ce que vous dites dans ce dernier de millions d'écus, ne fait point une nouvelle raison; mais il montre seulement en quoy le dommage, que les desolations des ennemis ont fait, consiste. La citation qu'il y a au 3. § de *Grotius* est fort heureuse. Il dit dans le lieu que vous alleguez, qui est le l. 3. c. 10. § 3. que celui, qui mene une guerre injuste, est obligé en conscience de reparer envers l'Offensé le mal qu'il luy a fait, & vous dites dans vostre §. que *Grotius* montre audit endroit; non seulement ce que dessus; mais aussi que l'agresseur ne peut que se prendre à soy-mesme des dommages qu'il y a soufferts par
une

une vigoureuse resistance; de quoy l'Auteur ne dit pas un seul mot au lieu susmentionné. Cette remarque prouvera ou la mauvaise foy, ou vostre ignorance au fait des allegations. Mais afin que vous ne vous imaginiez point estre quitte pour cette petite correction, & de pouvoir alleguer ce dommage que la Couronne de Suede a fait dans le Pais de son A. E. au prejudice de Messieurs les Ducs, je dois vous avertir que cette Couronne ayant offert à son A. E. de l'en de dommager, & ayant mesme présenté des garands pour cet effet, qui seroient caution qu'elle le feroit, ce n'est point à cause du dommage reçu par les Suedois, dont elle auroit pû estre dedommagée, si elle avoit voulu, il est dû à son A. E. une plus grande satisfaction qu'à la Serenissime Maison de Lunebourg.

Vous dites dans le 4. §. que l'Ambassadeur de Brandebourg n'a point parlé de la guerre contre la France; mais que s'ensuit-il de là? Est-ce que pour cela elle ne doit point venir en consideration, & que ce qu'on y a depensé, doit estre un argent perdu qui ne merite pas d'estre mis en compte. Il vous tient aussi fort au cœur, que vòtre guerre dure plus long-temps que la nostre. Mais pourquoy ne la finissez vous point, & pour quelles raisons ledit Ambassadeur ne travaille-t-il point à faire des Memoires? Quant à ce qui est des subsides, on en a déjà parlé dans la Lettre, & vous pouvez croire hardiment qu'on n'a pas mieux payé mes Maistres que le vostre.

Vostre 5. §. ne scauroit servir de justification du cinquième pararelle du Memoire, puis qu'on y dit expressément, que ce que les Ducs ont conquis, n'a jamais esté à eux, & vous n'y avez point fait la difference entre estre du patrimoine ou non, de sorte que la censure contenuë dans la Lettre est bien fondée.

Le 6. §. rebat ce que vous aviez déjà dit, que les argumens de l'Ambassadeur de Brandebourg n'ont rien à la Maison, & dont on a déjà fait voir le contraire. Mais ce qui suit, que le Memoire ne regarde pas tant la France, que ceux qui sont obligés de faire obtenir satisfaction à l'Electeur, est une preuve convaincante, que vous reconnoissez que les raisons, qui y sont contenues, ne sçauroient gueres venir en consideration auprès de ladite Couronne, & que le Ministre de Brandebourg a eu tort de les luy adresser. Cependant voyons, s'il vous est aussi facile, de le tirer d'un méchant pas, qu'il le luy a esté de s'y engager. La rubrique de son Memoire porte qu'il contient des motifs, pourquoy la France doit procurer à l'Electeur de Brandebourg plus de satisfaction. Outre cela Mons. Blaspiel l'a fait insinuer solennellement par le Mediateur aux Ambassadeurs de France : Et ce n'est pas sa faute qu'ils ne les ont point voulu accepter. Il conste evidemment par ces preuves, que Monsieur Blaspiel a adressé ses raisons à cette Couronne. Mais si les argumens ne regardent pas tant la France, que ceux qui sont obligez de procurer satisfaction à Monsieur l'Electeur, pourquoy en persecute-t-il les François ? Vous faites vous-mesme une distinction entr'eux & ceux qui ont ladite obligation : Et neantmoins Monsieur Blaspiel dit dans le titre de son Memoire, que les raisons y contenues doivent obliger les François à procurer à Monsieur l'Electeur la satisfaction qu'il pretend. L'Auteur de la Lettre n'aura pas peu de joye de voir que vous estes obligé de reconnoître, que le Sieur Blaspiel n'est point infallible, & que ses remontrances ont eu cet effet sur vous, que de vous faire avouer, que lesdites raisons ne sont pas de mise auprès de la France. Aussi l'irregularité du Memoire de demander à cette Couronne,

ronne, que puis que l'Empire avoit promis satisfaction à Monsieur l'Electeur, elle dût la luy faire avoir, estoit elle trop grande pour estre soutenable; & ledit Ministre auroit pû par la mesme raison requérir les François, en vertu des alliances qui ont esté faites contr'eux entre les Alliés & son Maistre. Quant à ce qui regarde le Mediateur, je vous avoüe que je crois qu'il a besoin du discernement dont il est doué, & que tout le monde estime en luy; pour se servir des raisons contenues dans le Memoire, & pour les appliquer là où il convient. Aussi ne doute t-on point, qu'il ne leur rende entiere Justice, & qu'il n'en fasse l'état qu'elles meritent. La fin de vostre response repond parfaitement bien à son titre & à tout son tissu. Vous n'aurez pû mieux finir en libelle ce que vous aviez commencé de cette maniere. Il est vray, qu'il est des plus méchans, & que vous estes aussi fidele dans vos Satyres que dans vos loüanges. Le Ministre de Brandebourg, dont vous estes le digne defendeur, en peut rendre témoignage, & vous pouvez estre assuré, que s'il falloit de necessité passer par vostre plume, l'on aimeroit mieux en estre blâmé que d'en estre loüé, puisque vous faites également peu croire le bien & le mal que vous dites. Il faut neantmoins, que vous ayez grande opinion de vostre autorité, puisque vous vous flattez, qu'en prononçant simplement la sentence, que les raisonnemens de l'Auteur de la Lettre sont fades, & sentent plutost son pedant que son Ministre, tout le monde y acquiescera, & qu'on vous croira sur vostre parole denuée de toute preuve. L'invention seroit jolie & galante, si elle pouvoit reüssir; & cette methode, de se debarrasser des objections & des raisonnemens dont on est pressé, est fort cavaliere, & ne sent en aucune maniere son pedant. On n'a besoin ny d'esprit ny de doctrine pour l'employer,

& il ny a point d'ignorant qui ne s'en puisse servir. Mais le mal est qu'elle n'est pas de mise auprès des personnes qui ont du jugement, & qu'on n'ajoute aucune foy à ces sortes d'invectives, qui sont indeterminées & avancées sans aucune preuve. Ceux qui auront lû la Lettre jugeront, si elle sent son pedant, & si les raisonnemens sont fades, & s'ils ne sont pas prévenus de la mesme passion que vous, ils luy seront plus équitables. Mais pour ce qui est de vostre écrit, on a lieu de croire qu'il ne servira qu'à vous faire berner, & à decouvrir vostre foiblesse, vostre peu de jugement, & vostre ignorance: C'est pourquoy vous feriez bien de quitter un mestier, pour lequel vous n'estes nullement né, & de vous tenir en repos. Cet Avertissement merite mieux d'estre suivi, que celuy que vous vous ingerez de donner à l'Auteur de la Lettre, & j'ose me flatter que vous y defererez, y ayant lieu de croire que le mauvais succès que vostre écrit a eu, aura au moins cet effet sur vous, que vous ne vous hazarderez plus d'en faire d'autres.

D E C L A R A T I O

Excellentissimæ Legationis Danicæ pro libertate
Literarum & Cursorum Excellentissimæ
Legationis Suecicæ.

Excellentissima Legatio Danica declarat, quòd omnes & singula literæ, quæ vel hinc Nèomago ad Aulam Suecicam ab Excellentissimâ Legatione Suecicâ, vel ad eam inde rursus destinantur, per Postas ordinarias libere & secure perferri poterunt, ita ut neutiquam in Regnis, Distionibus & Statibus Serenissimæ Regiæ Majestatis Danicæ, quamdiu hoc in loco, divino annuente Numine & S. R. Majestatis Magnæ Britanniæ

niæ cooperante Mediatione, de Pace Universalî restabiliendâ tractabitur, retardandæ, intercipiendæ vel aperiendæ sint, quin potius eâdem fruantur commoditate, securitate & libertate, quâ ipsammet prædicta Legatio Danica, aut quâcunque S. R. Majestatis Daniæ Amici & Fæderati gaudent ac fruuntur. Si quoque supranominata Legatio Suecica Cursores Extraordinarios ad Aulam suam intervenientibus causis gravioribus mittere desideret, ad eos salvi-conductus literis suis muniendos, quando eum in finem tempestive requisita fuerit, præmemorata Legatio Danica facilem se præbebit.

Ncomagi die 12. Aprilis Stylo Vet. 1679.

TRADUCTION. DECLARATION

de Leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de Dannemarc, touchant la liberté des Lettres & des Courriers de Leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de Suede.

LEurs Excellences M. M. les Ambassadeurs de Dannemarc declarent, que toutes les Lettres que L. L. E. E. M. M. les Ambassadeurs de Suede, enverront de Nimegue à la Cour de Suede, & qu'ils en recevront, y pourront être portées, & en pourront être rapportées, par les Postes ordinaires en toute liberté & sureté: De telle sorte que pendant que Dieu permettra, qu'on traite en cette Ville du rétablissement de la Paix generale par le moyen des puissans offices & de la Mediation de sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne, bien loin d'être retardées, interceptées, ou ouvertes, lesdits Ambassadeurs de Suede jouiront à cet égard de la même commodité, sureté & liberté dont

jouissent lesdits Ambassadeurs de Dannemarc, & tous autres Amis & Alliés de sa Royale Majesté de Dannemarc. Et s'il arrive des conjonctures pressantes & d'importance, où les Ambassadeurs de Suede ne puissent se dispenser, d'envoyer des Courriers Extraordinaires à la Cour du Roy leur Maître, lesdits Ambassadeurs de Dannemarc ne feront nulle difficulté de munir lesdits Courriers de leurs Lettres de Sauf-conduit, toutes les fois qu'ils en seront requis en temps & lieu.

A Nimegue le 12. Avril vieux stile 1679.

A R T I C L E S

& Conditions d'une Prorogation d'Armistice entre sa Majesté Tres-Chrestienne & Monsieur l'Eleveur de Brandebourg, conclu & signé à Sante le 3. May 1679.

Comme pendant tout le cours de la guerre, qui auroit engagé Monsieur l'Eleveur de Brandebourg dans des interets contraires à ceux de sa Majesté Tres-Chrestienne, S. A. Electoralé auroit toujours conservé une forte passion de rentrer par la Paix dans l'Alliance dudit Seigneur Roi, & que sa Maj. auroit toujours témoigné de desirer, qu'un prompt accommodement des differens, qu'il y a entre la Couronne de Suede & ledit Sieur Eleveur, la pût mettre en état de luy rendre sa premiere amitié, & luy faire ressentir des effets de la grande estime, qu'Elle a toujours eue pour luy: il seroit arrivé que pour parvenir à cet accommodement, on seroit convenu d'une Suspension d'armes pour tout le Mois d'Avril, laquelle n'ayant pû suffire pour terminer les difficultez, qui ont arreté jusques à present ce Traité de Paix; sa Maj. pour

ne

ne rien omettre de ce qui la pût faciliter , auroit donné pouvoir à ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour le Traité de Paix à Nimegue, de convenir avec l'Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de S. A. Electorale, d'une prorogation d'Armistice aux conditions suivantes.

I.

Premierement qu'en consequence des offres, que Monsieur l'Electeur a fait faire à sa Majesté Tres-Chrestienne, pour preuve de la bonne foy. avec laquelle il veut agir avec Elle, le Sieur de Spaen, Lieutenaut General & commandant les Troupes de S. A. Elector. remettra les Places de Wesel & de Lipstad au pouvoir de sa Majesté Tres-Chrest. pour estre gardées par les Commandans & Troupes, qu'Elle y voudra mettre en garnison, jusques à ce que la Paix, entre sa Majesté & ses Alliés d'une part, & Monsieur l'Electeur de Brandebourg de l'autre, soit signée & ratifiée.

II.

Que les Troupes, qui sont en garnison dans lesdites Places de Wesel & Fort de Lippe en dependant pour S. A. Elect. en sortiront Lundy 9. de ce Mois, & que la garnison Françoisse, que Monsieur de Calvo y enverra, jusques au nombre de quatre mille hommes tant d'Infanterie que Cavallerie, y sera introduite & reçue de bonne foy par ledit Sieur Spaen, pour y demeurer jusques audit temps de l'echange des ratifications du Traité de Paix, qui se fera avec S. A. Electorale.

III.

Ledit Sieur General Spaen fera aussi conduire par un Commissaire le Corps de deux mille hommes tant d'Infanterie que Cavallerie des Troupes de sa Majesté Tres-Chrestienne qui doivent tenir garnison dans Lipstad , & elles partiront pour cet effet d'Ordingen ledit jour 9. du present Mois pour arriver à ladite Ville de Lipstad le 15. ou plutôt, où ledit Sieur Spaen les fera aussi recevoir & loger, en faisant en même-temps retirer les Troupes qui y tiennent garnison pour Monsieur l'Electeur.

I V.

Qu'il sera libre audit Sieur General Spaen , de retirer desdites Places tout ce qui luy sera necessaire , & qu'il sera dressé un Inventaire de tout ce qu'il laissera de munition de guerre & de bouche dans les Magasins desdites Places , & de toutes autres choses appartenantes à S.A. Electorale , pour être rendues en pareille quantité par sa Maj. avec l'Artillerie après la Paix à ceux auxquels Monsieur l'Electeur desirera que lesdites Places soient remises, ce qui sera fait sans aucune deterioration.

V.

Qu'il sera pareillement libre aux habitans desdites Places, ou d'y demeurer auquel cas ils y seront en toute seureté, ou d'en sortir & d'en retirer tout ce qui leur appartiendra.

V I.

Et comme la prorogation d'Armistice, que ledit Sieur Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de S. A. Elect. auroit demandé instamment, pour traiter de ladite Paix tant pour elle que pour le Roy de Dannemarc son Allié, auroit été

été trouvé par sa Majesté beaucoup plus longue qu'Elle n'est nécessaire pour la conclure, & que même elle pouvoit rendre plus incertain un bien si désiré de toute l'Europe, il a été convenu, que la Suspension d'Armes, signée le 31. de Mars dernier, durera encor 15. jours aux mêmes conditions & à commencer demain quatriême du présent Mois.

VII.

Les Troupes que sa Majesté Tres-Chrest. mettra dans Wesel & Lipstad ne seront à charge aux habitants & sujets de S. A. Elect. que pour le couvert & les simples utensiles, & l'on n'imposera ni exigera aucunes contributions, fourage ou subsistance de ses Pais étant au de-là du Rhin.

VIII.

Il a été aussi accordé que les Generaux, Intendants, Commissaires ou autres Officiers ne se mêleront point des affaires de Justice, Police & Finance, ou Ecclesiastique du Pais, & les laisseront dans l'état où elles sont à present.

IX.

Le Commerce sera libre tant par eau que par Terre, sans être chargé d'aucune nouvelle Imposition, sous quelque Pretexte que ce puisse être. En foy dequoy nousdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires avons signé les presens Articles & à iceux fait apposer les Cachets de nos armes.

Fait à Xante ce 3. May 1679.

(L.S.) LE MARESCHAL D'ESTRADES.

(L.S.) COLBERT.

(L.S.) W. BLASPIEL.

D E C L A R A T I O N

de Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France à l'Ambassade de Dannemarc pour la continuation de l'Armistice, conclu à Nimegue le 31. Mars 1679.

Nous sousignés, Ambassad. Extraord. & Plenipotentiaires de France, estans convenu le 3. jour de ce Mois avec son Excellence Monsieur de Blaspiel, Ambass. Extraordinaire & Plenipotentiaire de son Alt. Elect. de Brandeb. que la Suspension d'armes, signée à Nimegue le 31. Mars dernier, seroit renouvelée pour 15. jours, & continuée aux mêmes conditions; declaron que nous avons pareillement consenti, que le Roi de Dannemarc avec son Royaume & ses Etats soient aussi compris, en la meilleure maniere qu'ils puissent être dans ladite prorogation & continuation d'Armistice: & nous en promettons de bonne foy en vertu de nos Pleinpouvoirs le même accomplissement de la part de sa Majesté envers le Roy de Dannemarc, ses Royaumes & Etats, que nous l'avons promis envers Monsieur l'Electeur de Brandebourg par ladite convention du 3. de ce Mois. En foy de quoy nous avons signé ces Presentes, & à icelles fait apposer les Cachets de nos armes.

A Nimegue ce 5. May 1679.

(L.S.) LE MARESCHAL D'ESTRADES.
(L.S.) COLBERT.

DECLARATIO

Excellentissimæ Legationis Danicæ pro continuatione Armistitii, die 31. Martii Neomagi conclusi.

NOs Sacræ Regiæ Majestatis Daniæ, Norwegiæ, &c. Legatus Extr. & Plenipotentarius infra-scriptus declaramus & notum facimus per præsentés quod cum inter Illustrissimos & Excellentissimos Dominos S. R. M. Christianissimæ Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios ex unâ, & Illustrissimum & Excellentissimum Dominum S. S. Electoralis Brandenburgicæ Legatum Extraord. & Plenip. ex alterâ parte 3. die hujus Mensis Maji conventum sit, ut Armistitium sive Armorum & Hostilitatum cessatio 31. Mensis Martii novissime elapsi hîc Noviomagi conclusa denuo renovaretur, & per 15. dies à 4. itidem hujus Mensis Maji Stilo Novo numerandos prorogaretur & continuaretur, iisdem Armistitii legibus & conditionibus, de quibus 31. die Martii inter Partes tunc paciscentes conventum erat, per omnia renovatis & restabilitis, nos in prædictam Armistitii prorogationem & continuationem, ut & prædictas leges atque conditiones jam renovatas nomine S. R. M. Daniæ Domini nostri Clementissimi consentimus, easdemque ratas habemus, omniaque & singula, quæ ex parte alte memoratæ S. R. M. Daniæ erga S. R. M. Christianissimam observanda & adimplenda sunt, bonâ fide observatum & adimpletum iri promittimus per præsentés manu nostrâ signatas & sigillo nostro munitas.

Noviomagi die 15^{te} Aprilis 1679.
5 Maji

(L. S.) J. H Ö E C H.

TRA-

TRADUCTION.
DECLARATION

de son Excellence Monsieur l'Ambassadeur de Dannemarc, touchant la continuation de l'Armistice arrêté à Nimegue le 31. Mars.

Nous fousigné Ambass. Extraord. & Plenipotentiaire de sa Sacrée Royale Majesté de Dannemarc, de Norvegue, &c. declirons & certifications par ces Presentes, que LL.E.E.M.M. les Ambassadeurs Extraord. & Plenipotentiaires de sa Royale Maj le Roi Tres-Chrestien d'une part, & S. E. M. l'Ambass. Extraord. de son Alt. Elect. de Brand. de l'autre; ayant conclu & arrêté entr'eux le 3. de ce Mois de Mai, que l'Armistice ou suspension d'armes & cessation de tous actes d'hostilitez, expiré le 31. du Mois de Mars dernier, seroit de nouveau renouvelé en cette Ville de Nimegue, & prorogé jusqu'au nombre de quinze jours, en comptant du 4. de ce Mois de Mai stile nouveau, & continué sous les mêmes loix & conditions de l'Armistice: dont les Parties estoient alors demeurées d'accord, nous declarons dis-je par ces presentes, que nous consentons au nom de S. R. M. de Dannemarc à la prorogation & continuation, comme aussi au renouvellement des susdites loix & conditions, les tenant pour fermes & bien établies, & promettant par ces Presentes, que nous avons signées de nôtre main & scellées de nôtre sceau, que tout ce qui se devra observer & accomplir de la part de S. R. M. de Dannemarc à l'égard de S. R. M. le Roi Tres-Chrestien, sera de bonne foy observé & accompli.

A Nimegue le ¹⁵ Avril 1679.
5 May

La Place du Sceau J. H Ö E C H.
M E-

M E M O I R E

de Monsieur le Comte d'Avaux Ambassadeur de France, présenté à Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies, pour leur faire connoître, que le Roy son Maistre avoit refuse de mettre garnison dans le Fort de Schenck du 7. May 1679.

LE Comte d'Avaux, Ambass. Ext. du Roy Tres-Chrestien & Plenipotent. pour les Traitez de Paix, est obligé d'en monstrer à vos Seigneuries, que quoy qu'il ait obtenu d'elles dès le 13 Mars 1679. une Resolution, portant main levée des defences qui avoient esté faites, de delivrer une Sentence, touchant les interessés dans l'Isle de Norstrand, cependant lesdites defences jusqu'à cette heure n'ont pas esté levées; C'est pourquoy ledit Ambassad. supplie V. V. S. S. de vouloir bien faire executer leur Resolution, & de faire donner permission aux Juges de delivrer leur Sentence, &c.

Ledit Comte d'Avaux profite de cette occasion, pour faire connoître à V. V. S. S. les nouvelles marques de satisfaction, que le Roy son Maistre vient de donner à V. V. S. S. par le soin que sa Majesté a pris de destourner l'inquietude, qu'elles avoient pû concevoir du voisinage de ses armes, sa Majesté a appris par ses Plenipotentiaires, que Monsieur Spaen leur avoit demandé une Prolongation de la Trêve, comme un temps nécessaire à Monsieur l'Electeur de Brandebourg pour terminer l'accordement, qu'il estoit resolu de conclure avec sa Majesté, que pour gage de sa parole il offroit de remettre dès cette heure entre les mains des Generaux de ses armées le Fort de Schenck, Wesel ou Lipstad; sa Majesté n'a point voulu mettre cette premiere placé au nombre de celles

celles où Elle voudroit avoir garnison , parce qu'elle s'approchoit trop du Pais de V. V. S. S. & qu'Elle est informée , qu'elles ont sur cette Place quelque pretension particuliere. Ainsi la Prolongation d'Armistice qui vient d'estre concludë, dans laquelle on n'a fait nulle mention du Fort de Schenck , qui donne lieu de faire esperer une prompte conclusion de la Paix generale , & fait connoistre en mesmes temps le soin que sa Majesté continuë d'avoir pour le repos de la Chrestienté en general, & pour les interets de V. V. S. S. en particulier.

Fait à la Haye le 7. jour de May 1679.

Signé,

D'AVAUX.

E X T R A I T

du Registre des Resolutions de Hauts & Puissans Seigneurs les Estats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas.

du Mardi 9. May 1679.

Lû dans l'Assemblée le Memoire du S. Comte d'Avaux Ambassadeur Extraordinaire du Roy Tres-Chrestien, & son Plenipotentiaire pour les Traités de Paix , faisant nouvelle instance que la Resolution de leurs Hautes Puissances du 13. Mars dernier , touchant la sentence des Intereffés en l'Isle de Noordstrandt soit executée, & permission donnée aux arbitres de délivrer leur Sentence : Il a esté trouvé bon de réiterer les instances auprez de Messieurs les Estats de la Province de Gueldre , qu'il leur plaise en conformité de ladite Resolution de leurs Hautes Puissances du 13.

Mars

Mars dernier, mettre tel ordre que la Sentence formée par les Avocats de Tryst & de Linden en la cause desdits Intereffés en ladite Isle de Noordstrandt, leur soit délivrée incessamment; & qu'ainsi soit osté tout sujet de plaintes auxdits Interefféz. Et sera Extraict de ce que dessus délivré par l'Agent Spronssen audit S. Comte d'Avaux, afin qu'il s'en serve ainsi que de raison, & qu'il appartienne.

A V E R T I S S E M E N T.

Affaires particulieres dont le jugement a esté renvoyé aux Traités de Paix à Nimegue.

Monsieur Colbert Ambassadeur Plenipotentiaire du Roy Tres-Chrestien à Nimegue, fit executer la precedente Resolution de M. M. les EstatsGeneraux, en faisant rendre à Mr. D'Estropes qui estoit chargé de cette affaire, les sentences dont il est fait mention dans ladite Resolution, & de l'une desquelles nous allons mettre icy la copie avec sa traduction en François.

Il est vray que cet Acte ne fait pas une partie essentielle des Traités de Paix de Nimegue, neanmoins comme le renvoy & la decision de ces affaires a esté faite à Nimegue à l'instance du Roy Tres Chrestien, & par les ordres de M. le Duc de Holstein-Gottorp, nous avons jugé à propos de l'insérer dans ce livre, pour faire voir d'un costé, comment sa Majesté tres-Chrestienne protege par tout ses sujets, & pour apprendre de l'autre au public, que les particuliers & sujets d'un Estat, qui ne scauroient avoir bonne justice de quelque Prince estranger ou de ses Juges, peuvent avec raison employer l'autorité de leur Roy, ou de leur Prince, pour obliger ce Prince & ses Juges qui
leur

leur dénierioient la justice, de renvoyer leurs différens au lieu où se feroit quelque Traité de Paix, ou mesme à quelque Tribunal ou Parlement d'un autre Prince pour y estre terminés par des arbitres ou autrement , suivant l'exemple que nous en avons dans la sentence qui suit.

S E N T E N T I E

geprononciert tot Nimwegen den 14 May, 1677.

Alfoo de Hooghweerdigste Doorluchtichste Furst en Heere, *Christian Albrecht Erff tot Norwegen, postulierter Coadjutor des Stifts Lubeck, Hartogh tot Sleswijck, Holsteyn, Stormar, ende der Ditmarschen, Graaf tot Oldenburgh en Delmenhorst, ende op ander-malige gedane instantien door sijn Excellencie den Heere Terlon Ridder, Ambassadeur van sijne Konincklijke Majest. van Vrankrijck, in den naem ende in respect van Hooghsiged. Majesteyt, oock hier over verscheydene ergane intercessionale der hier by interesse nemende Heere Staten Generaal der Vereenighde Nederlanden, by Decreet van den 7. July, 1676. beliest heeft te bevelen, dat die tusschen de Noorstrandische Heeren Fransche Participanten ter eenre, ende Jacob de Meere ter andere zijde, ergane Acten. en uytgesprokene oordeelen binnen ses maanden. à dato insinuationis door vier onpartijdige scheyts-mannen (waar van yeder deel twee soude voorstellen) tot Nimwegen, ofte waar sunsten die Vredens Tractaten voorgenomen worden, nochmaals soude worden gerevideert, met dese bygevoeghe Clausule; dat ingevalle d'eene ofte d'andere partije in't vernemen der scheyts-mannen versuymich, ofte Contumax bevonden wierde, alsdan de sake door des gehoorzaems Partije gekorene goede mannen ende Arbiters soude voorgenomen, geexamineert ende in Contumaciam daar over uytgesproken worden, liyt breederen inhoudt.*

des

des voorschreven Decreets, ende dat daar van insinuatie aan de Volmachtigers van Jacob de Meere, namentlijk aan Willem Fansz, op den 12. en aan Hans Kerstens op den 18. Augusti 1676. gedaan zijnde, den Heer Isaac d'Estropes Gevolmachtigde van welgemelte Heeren Fransche Participanten voor den Notaris Adri-aen Roukens, ende twee Getuygen alhier tot Ninuwegen op den 27. January, 1677. ons ondergeschrevene tot sijne Scheyts-mannen verkooren ende genoemd, en sulcks op den 2. February ter gewoonlijcker plaatsen doen publiceeren heeft, sonder dat de voornoemde Jacob de Meere, ofte yemant van sijner wegen voor als noch alhier bekend gemaect, ende in voldoeninge van het voorsz. Furstelick Decreet twee Scheyts-mannen verkoren heeft. Soo ist, dat wy hier ondergeschrevene gesien hebbende't voornoemt Furstelick Decreet, ende gedane insinuatie ende publicatien, oock de Volmachten van den Heere d'Estropes, ende vorders gesien en geexamineert hebbende die tusschen de voorgemelte Jacob de Meere klager ter eenre, ende Abraham de Bries genoemd van der Math voor hemselven en Consorten, beklaechde ter andere zijde tot Gottorp, ergane Sententie in datis den den 15. September, 16. October, ende 7. December, 1671. en d'andere Acten en Documenten, waar toe in de Redenen van dese volgende uitspraak gereferereert wort, in kracht van het selve Furstelick Decreet in Contumaciam verstaan en verklaren, dat den Klager in sijne ge-eyste vergoedinge van die by de voorsz. Sententie van den 7. December, vermelde Posten, namentlijk, (1) van vijf hondert en vijf Rijxdaalders ende van duysent Rijxdaalders wegens salaris ende gedane onkosten; Item, van eene somme van vijf hondert een-en-tsestich Rijxdaalders twaalf stuyvers, herkomende van de helfte in vijf distincte Posten. (2) Wegens de falcatie van den gemaekten Dijk, ende (3) van die by de voornoemde Sententie van den 7. December geadjudiceerde dertien hondert negen-en-tseventich Rijcx-

*Rijckdaalders ; wegen verhooginge van den Dijck voor
 soo veel die voorsz. Posten , de Heere Fransche Partici-
 panten aangaan , na rechten niet is ontfanckelijck die-
 selvige Heeren Fransche Participanten daar van absol-
 veerende, ende den Klager in de kosten over dese Revisie
 gevallen in Contumaciam salvo moderamine,
 condemnierende.*

*Aldus uytgesproken binnen Nimwegen den 14.
 May 1677.*

ende was onderteeckent

JOHN VAN TRIEST.

H. vander LINDEN, J.V.L.

*Volgens resolutie van hare Hoogh-Mogende de Hee-
 ren Staten General, in datis den 13. Marty, 20 April,
 9 May, 1679. (waar by de Interdictien, over de over-
 leveringinge van dese uytspraken aan de bovenstaande
 Compromissarien door ordre van haar Hoogh-Mogende
 voor desengedaan, zijn opgeheven worden :) is dese
 aan de Heere Isaac D'Estropes als Volmachtigde geex-
 tradeert in Nimwegen den 18 May, 1679.*

*Collatione facta concordant cum suis
 originalibus Hagæ Comitis 27. July
 anno 1679.*

per me

G. CRETSEK, Notaris Publicq,
 1679.

T R A D U C T I O N
S E N T E N C E

prononcée à Nimegue le 14. May, 1677.

Comme son Altesse Serenissime & Reverendissime Monseigneur Christian Albert Duc de Sleswich & Holstein, &c. à l'instance réitérée de son Excellence Mons. le Chevalier de Terlon Ambassadeur du Roy Tres-Chrestien, au nom & en consideration de sa Majesté Tres-Chrétienne, & aussi en vuë de plusieurs Intercessions de Messieurs les Estats Generaux des Provinces Unies des pays bas, qui s'interessent en ces affaires, a voulu ordonner par son Decret du 7. Juillet, 1676. que les Actes & les Sentences prononcées entre M. M. les Chefs Participans François en l'Isle de Nordstrandt d'une part; & le Sr. Jacques de Méere de l'autre, fussent reveuës & examinées dans l'espace de six mois, à compter du jour de l'insinuation dudit Decret, par 4. Arbitres désinteressés, dont chaque partie en nommeroit deux à Nimegue, ou en tout autre lieu, où se feroit le Traité de Paix: avec cette clause expresse, qu'en cas que l'une ou l'autre des parties fust trouvée negligente ou contumace à nommer ses Arbitres, ceux que la partie obeissante auroit nommés, examineroient toute l'affaire, & prononceroient ensuite leur Sentence, par contumace & par défaut, ainsi qu'il est porté plus amplement par le susdit Decret: & comme aussi la signification dudit Decret a esté faite les 12. & 18. Aoust de la mesme année à Guillaume Janssen & Jean Karstenssen Agents & Procureurs dudit Sr. Jacques de Méere; & que Mr. Isaac d'Estropes au nom & comme ayant plein

pouvoir desdits Sieurs Chefs Participans François, nous a choisis & nommés Nous Souffignés pour ses Arbitres, par acte passé par Adrian Roukens en presence de deux tesmoins à Nimegue le 27. Janvier, 1677. & publié ensuite au lieu ordinaire le 2. Fevrier de la même année; & que d'ailleurs ledit Sieur Jacques de Méere, ny personne pour luy, n'a jusques à present comparu en cette Ville, ny nommé ses Arbitres suivant la teneur du susdit Decret. C'est pourquoy Nous Souffignés Arbitres après avoir serieusement veu & examiné ledit Decret, sa signification & publication, le plein pouvoir dudit Sieur D'Estropes, comme aussi les Sentences prononcées à Gottorp les 15. Septembre, 16. Octobre & 7. Decembre, 1671. entre ledit Jacques de Méere Demandeur d'une part, & Abraham de Brien dit van der Mark & ses Consors Défendeurs de l'autre, & enfin tous les autres actes & papiers debatus entre les Parties, & mentionnés dans le Catalogue des raisons & motifs, qui nous ont portés à décider, avons en vertu du susdit Decret déclaré, & prononcé par contumace, que ledit Jacques de Méere Demandeur, ne doit point estre receu en droit, à demander la restitution & le payement des Articles mentionnés en ladite Sentence du 7. Decembre, 1671. sçavoir en premier lieu de 505. Escus d'un costé & de 1000. Escus de l'autre pour son salaire & ses depens, comme aussi de 561. Escus 12. soulds provenans de la moitié de différentes sommes; en second lieu de ce qui luy a esté rabattu sur l'ouvrage de la Digue qu'il avoit entrepris; & en troisieme lieu de 1379. Escus à luy ajugés par ladite Sentence du 7. Decembre, 1671. & pour cet effet nous en avons absous & déchargés lesdits Sieurs Chefs Participans François Défendeurs pour la part qui les concerne, & condamné

damné par contumace le Demandeur aux dépens de cette revision suivant la taxe qui en sera faite.

Prononcé à Nimegue le 14. May, 1677. ainsi signé

JEAN VAN TRYST.

HENRY VANDER LINDEN.

Cette Sentence a esté renduë à Mr. Isaac D'Estropes suivant les Resolutions de Messieurs les Estats Generaux des 13. Mars, 20. Avril & 9. May, 1679. par lesquelles les deffences, faites par ordre de Messieurs les Estats Generaux aux susdits Arbitres de rendre leurs Sentences prononcées, ont esté levées.

A Nimegue ce 18. May, 1679. ainsi signé

JEAN VAN TRYST.

L E T T R E

de Monsieur de Pomponne à Monsieur Colbert Ambassadeur du Roy de France à Nimegue du
8. May, 1679.

LE Roy ayant esté informé à la fin du Mois passé, que deux particuliers avoient fait depuis peu un armement dans les Ports de Zelande, & qu'ils en estoient partis avec deux vaisseaux armez en guerre, pour aller dans les Isles de l'Amerique faire la guerre à ses sujets sous la Commission de Monsieur l'Elect. de Brand. Sa Majesté fit partir pour lesdites Isles Monsieur le Comte d'Estrées, avec une esquadre de quatorze vaisseaux pour les prendre ou couler à fond; & comme il est porté par le 9. Article du Traité de Suspension d'armes, que vous avez signé le 3. de ce Mois avec l'Ambassadeur de ce Prince, que le Commerce sera libre tant par eau que par terre, Sa Majesté veut, que

vous proposiez audit S. Ambassadeur de donner ordre aux Capitaines desdites deux Fregattes de ne rien entreprendre au prejudice dudit Traité contre les Vaisseaux des Sujets de sa Majesté, Et en ce cas Elle fera sçavoir audit Seigneur Comte d'Estrées, que son intention est, qu'il laisse la liberté auxdites deux Fregattes de naviger par tout où bon leur semblera. J'attendray ce qu'il vous plaira de me faire sçavoir sur ce sujet, pour en rendre compte à sa Majesté, &c. A Saint Germain en Laye le 8. May, 1679.

ARNAULD.

A C T E

*Entre Messieurs les Ambassadeurs de France, & de
Brandebourg, pour faire cesser les hostilités en
l'Amerique, conclu à Nimegue
le 16. May, 1679.*

Nous Charles Colbert, Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de sa Majesté Tres-Chrestienne pour les Traitez de Paix, &c. Et nous Werner Guillaume de Blaspeil, aussi Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de son Altesse Electorale de Brandebourg pour le même sujet, Declarons à tous qu'il appartiendra, que, comme sa Majesté ayant esté informée, que deux particuliers auroient fait depuis peu un armement dans les ports de Zeelande, & qu'ils en estoient partis avec deux Vaisseaux armez en guerre, pour aller dans les Isles de l'Amerique faire la guerre à ses Sujets, sous la Commission de son Altesse Electorale de Brandebourg, avoit fait partir pour lesdites Isles Monsieur le Comte d'Estrées avec une esquadre de quatorze vaisseaux, pour les chercher & les prendre ou couler à fonds; Nous pour empêcher, que les hostilités par Mer ne puis-
sent

sent apporter quelque retardement aux dispositions, qu'il y a, à les faire cesser au plustost par terre. Serions convenus en vertu de Nos pleinpouvoirs, qu'il sera incessamment donné ordre par son Altesse Electorale aux Capitaines desdites deux Fregattes, de ne rien entreprendre contre les Vaisseaux & Sujets de sa Majesté; Et que sur les duplicats qui seront expediez dudit ordre, & remis entre les mains de nous Ambassadeurs de France, sa Majesté Très-Chrestienne fera aussi sçavoir audit Seigneur Comte d'Estrées, que son intention est, qu'il laisse la liberté auxdites deux Fregattes, de naviger par tout où bon leur semblera: En foy de quoy nous avons signé le present Acte, & à iceluy fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Nimegue ce seizeieme May 1679.

(L.S.) COLBERT.

(L.S.) W.G. BLASPEIL.

L E T T R E

*du Roy de France à Monsieur le Comte d'Estrées
du 18. Juin, 1679.*

Monsieur le Comte d'Estrées; Ayant esté informé que mon Frere l'Electeur de Brandebourg a donné ordre non seulement aux Capit. des deux Fregattes, (qui ont armé dans les ports de Zeelande, & qui sont parties pour aller dans les Isles Françoises de l'Amerique faire la guerre à mes Sujets sous sa Commission,) mais même à tous ses Sujets, de ne rien entreprendre contre les vaisseaux François, qu'ils pourront rencontrer; Je vous fais cette Lettre pour vous dire, que mon intention est, que sans avoir égard aux ordres, que je vous ay donnés de les prendre ou couler à fonds,

vous laissez la liberté aux Capitaines desdites Frégates, & de tous les vaisseaux qui porteront le Pavillon de Brandebourg, de naviger par tout & ainsi qu'ils estimeront à propos, pourveu toutefois qu'ils ne fassent aucun Commerce dans mesdites Isles; Et le present n'estant à autre fin, je prie Dieu qu'il vous ait, Monsieur le Comte d'Estrées, en sa sainte garde, Escrit à Saint Germain en Laye le 18. Juin 1679. Signé

L O U I S.

& plus bas

C O L B E R T.

L E T T R E

*de Monsieur Colbert à Monsieur le Comte d'Estrées
du 18. Juin, 1679.*

M O N S I E U R,

Vous verrez par la Lettre du Roy cy-jointe les intentions de sa Majesté sur le sujet des Vaisseaux, que vous pourrez rencontrer avec le Pavillon de Brandebourg, & comme je ne doute point que vous ne vous y conformiez avec vostre exactitude ordinaire, il ne me reste qu'à vous assurer que je suis

M O N S I E U R,

*Vostre tres-humble & tres-
obeissant Serviteur*

C O L B E R T.

*à Saint Germain en Laye
le 18. Juin 1679.*

L E T.

L E T T R E

*de Monsieur Colbert à Monsieur l'Ambassadeur son
Frere; du 18. Juin, 1679.*

Pour respondre à la Lettre, que vous avez escrite à mon fils le 30. May dernier, vous trouverez cy-joint un paquet à cachet volant pour Monsieur le Comte d'Estrées, dans lequel sont les ordres du Roy pour laisser la liberté aux Vaisseaux, qui porteront le pavillon de Brandebourg, de naviger dans toutes les Isles de l'Amerique, & par tout où bon leur semblera, il sera nécessaire avant de le remettre à Monsieur de Blaspiel que vous retiriez de luy les ordres de Monsieur l'Electeur de Brandebourg, conformément à l'Acte que vous avez signé avec luy le 16. du Mois passé, & qu'ensuite vous me les envoyez. Je suis tout à vous; Signé

COLBERT.

O R D R E

*de sa Serenité Electorale de Brandebourg aux Capitaines de ses Fregattes, de ne rien entreprendre
contre les Vaisseaux & Sujets de sa
Majesté Tres-Chrestienne.*

Comme les Ministres & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrétienne & de Sa Serenité Electorale de Brandeborg, qui se trouvent à Nimegue, sont convenus, qu'entre les Navires & Vaisseaux de sadite Majesté Tres-Chrestienne & de sa Serenité Electorale de Brandebourg tous actes d'hostilité cesseront par tout, soit aux costes de l'Amerique, soit aux mers & autres eaux de l'Europe,

rope, & qu'ils ne s'attaqueront ny n'endommageront l'un l'autre; sadite Serenité Electorale ordonne & commande à son Conseiller & Directeur de Navires comme aussi à ses Commendans, Capitaines, & tous ceux qui navigent ou navigeront sous la Commission & le Pavillon de sadite Serenité Electorale, de n'attaquer ny endommager aucun vaisseau, qui porte le Pavillon ou la Banniere de sa Majesté Tres-Chrestienne, soit aux mers & costes de l'Amerique, ou de l'Europe; mais de les laisser passer librement & seurement, & même si avant que d'avoir reçu les Lettres presentes ils auroient pris des Navires François, de les relacher & rendre incontinent, avec les marchandises & autres biens dont ils auroient été chargez, & de leur faire toute sorte de faveur. En foy de quoy les presentes ont esté signées de la main de sa Serenité Electorale, & ses Armes y ont été apposées.

Donné à Potsdam le 11 Juin 1679.

L E T T R E

*de sa Serenité Electorale de Brandebourg à sa Majesté
Tres-Chrestienne, par laquelle Elle luy remet la
meilleure Partie de ses Conquestes,
du 16^e May, 1679.*

MONSIEUR,

IL est impossible, que vostre Majesté selon les lumieres de ce grand Esprit, dont Dieu l'a doué, ne comprenne aisément la moderation & la justice de mes pretensions, & cela estant, qu'elle ne fasse violence à cette generosité & grandeur d'ame, qui est née avec elle, pour me forcer à des conditions de Paix, qui seroient pour moy iniques & honteuses. Dieu, qui est juste, voyant le droit
de

de ma cause , avoit decidé par le sort des Armes de toute la Pomeranie en ma faveur ; Vostre Majesté m'en fait rendre la meilleure partie , que je remets entre ses mains , pour conserver le reste , qui est fort peu de chose au regard de tout ce que j'avois gagné au prix de mon Sang & par la ruine de tous mes Sujets ; N'est-il donc pas juste , Monseigneur , que puisque Vostre Majesté m'oblige de quitter de si grandes & belles Villes & tant de Pais à mes Ennemis ; Elle oblige aussi les Suedois à me laisser le reste , & que Vostre Majesté , s'estant si fort interessée pour le party qui n'avoit pas droit de rien demander , s'intresse aussi pour celui , qui avoit droit de tout garder ; mais qui en cede la plus grande partie en la seule consideration de vostre Majesté. J'ay bien entendu , que les Ministres m'opposent l'interest de sa gloire , & je sçay que c'est un puissant motif d'agir pour une ame grande : mais elle me permettra de la faire souvenir , que la justice fait naistre & régle la gloire , & que celle-là étant toute de mon costé , il y aura une bien plus grande & solide gloire à acquerir , en appuyant une pretension juste & moderée , qu'en favorisant celle , qui n'est rien moins ; & certes , si vostre Majesté pouvoit entendre le raisonnement du reste de toute l'Europe auprès de celui , que l'interest fait pousser à mes Ennemis , je suis assuré , qu'elle decideroit aussi-tost en ma faveur , & previeudroit en cela le jugement de la Posterité des-interessée. Après tout, Monseigneur, je comprends bien , que le party est trop inégal des forces de vostre Majesté aux miennes , & que je pourrois estre accablé d'un Roy , qui a porté seul le fardeau de la guerre contre les plus grandes puissances de l'Europe , & qui s'en est démêlé avec tant de gloire & de succès. Mais vostre Majesté trouvera-t-elle son avantage dans la ruine d'un

Prince, qui a un desir extrême de la servir, & qui, estant conservé, pourroit apporter à son service quelque chose de plus, que la seule volonté; Certes vôtre Majesté en me destruisant s'en repentiroit la premiere, puis qu'elle auroit de la peine à trouver dans tout le monde, qui fût plus véritablement que moy, & avec plus de respect & de zèle.

De Potsdam ce ¹⁶/₂₆ May 1679.

A V E R T I S S E M E N T.

Comme la Paix de Brandebourg a esté conclüe à Saint Germain en Laye l'on ne trouvera point icy la Negotiation du Sieur Meynderts Envoyé extraordinaire de sa Serenité Eleëtorale, étant la plûpart faite de bouche: il faut donc se contenter d'avoir le Traité de la susdite Paix, dont pourtant les Ratifications ont esté échangées à Nimegue le 22. Juillet 1679.

T R A I T E'

De la

P A I X

Entre Sa Majesté Tres-Chrestienne & le Roy de Suede d'une part, & Son Altesse Eleëtorale de Brandebourg de l'autre. Conclu & signé à St. Germain en Laye le 29 Juin. 1679.

AU NOM DE DIEU le Createur & de la Tres-Sainte TRINITE. Soit notoire à Tous, que le Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres Puissant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre n'a rien souhaité davan-

davantage, que de voir la tranquillité generale reſtablie après les longues & ſanglantes diviſions dont l'Europe a eſté agitée, ſa Majeſté a veü avec peine, que les derniers Traités, qui ont eſté ſignés à Nimegue, particulièrement avec l'Empereur & l'Empire n'ayent pü eſteindre le feu de la guerre dans le Nord, & qu'elle ait eſté neceſſitée de faire encore agir ſes armes contre l'Electeur de Brandebourg; mais parce qu'au milieu même de ces derniers troubles elle a conſervé beaucoup d'eſtime pour ce Prince, & une diſpoſition ſincere à le recevoir dans ſa premiere Alliance, toutes les fois qu'il ſe mettroit en état d'y rentrer. Elle a reçu avec beaucoup de plaiſir les témoignages qu'il lui a fait porter par le Sr. Meinders ſon Conſeiller & Miniſtre d'Etat & ſon Envoyé extraordinaire vers ſa Majeſté, du deſir extrême qu'il auroit de reprendre auprès d'elle par la Paix, la même place qu'il a eüe ci-devant dans le nombre de ſes Alliez, & de l'obliger de luy rendre à l'avenir la même amitié dont elle luy a donné autrefois tant de marques, & comme ſa Majeſté n'a nul intereſt à demeſſer avec S. A. Electorale de Brandebourg, qui ne luy ſoit commun avec le très-Haut, très-Excellent & très-Puiſſant Prince Charles par la grace de Dieu Roy de Suede, & que ſadite Alt. Electorale luy a fait teſmoigner, qu'elle eſtoit dans le deſſein de faire une ſincere & ſolide Paix avec ledit Roy, ſa Majeſté a bien voulu tant pour elle, que pour le Roy de Suede entrer dans la diſcuſſion du preſent Traité de Paix, & pour ce ſujet elle a commis le Sr. Arnould Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conſeiller dans tous ſes Conſeils, & Secrétaire d'Etat & des Commandemens de ſa Majeſté, pour traiter & negocier avec le Sr. Meinders; leſquels après l'eſchange de leurs Pleinpouvoirs,

X. 6. 101

dont les copies sont inserées cy-après, sont convenus des Articles suivans,

I.

Il y aura à l'avenir une bonne ferme & durable Paix & Amitié entre le Roy Très-Chrestien, le Roy de Suede & l'Electeur de Brandebourg, leurs Successeurs, Royaumes, Pais, Etats & Sujets, avec une entiere & reciproque liberté de commerce tant par Terre, que par Mer & autres Eaux.

II.

Il y aura de même une amnistie & perpetuel oubly de ce qui s'est passé de part & d'autre à l'occasion de la guerre, même à l'esgard des sujets qui auroient suivy les differens Partis.

III.

Toutes hostilités cesseront entre les Parties dans le temps de dix jours au plus tard après la signature du present Traité ou plutôt, si la notification en peut estre faite aux Generaux qui commandent les Armées de part & d'autre, sans toutesfois que lesdites Armées ayent à se retirer des Pais qu'elles occupent, & dans lesquels elles pourront vivre & subsister jusques à l'échange des ratifications du present Traité.

IV.

Et comme les Traités de Westphalie doivent toujours estre regardés comme le fondement le plus solide & le plus assuré de la Paix & de la tranquillité de l'Empire, & que Sa Majesté Tres-Chrestienne s'est déclarée dans tout le temps même durant le cours de la guerre, que son intention estoit de les maintenir dans toute leur force, que

que le Roi de Suede s'est expliqué de la même manière, & que l'Elect. de Brandeb. témoigne d'estre dans le même sentiment, il est expressement stipulé par cet Article, que les susdits Traités de Munster & d'Osnabrug, conclus en l'An 1648. demeureront dans toute leur force & vigueur, & seront censés repetés dans le présent Traité, comme s'ils y estoient inserés de mot à mot; à l'exception toutesfois des changemens, qui pourroient y être apportés par les Articles suivans.

V.

L'Electeur de Brandebourg promet par le présent Traité de remettre entre les mains du Roy de Suede tout ce qu'il a occupé par ses armes dans la Pomeranie, nommément la Ville de Stralsond & de Stettin, & generalement tout ce qu'il possède presentement des Terres & Etats, qui ont esté cedés dans l'Empire à la Couronne de Suede par le Traité de Westphalie, sans en rien reserver ny retenir.

V I.

Mais parce qu'il a esté jugé necessaire, pour entretenir le bon voisinage, & pour empêcher à l'avenir les differens, qui naissent d'ordinaire entre les Princes par le trop grand mélange de leurs Terres & Etats, de donner de nouvelles limites à la Pomeranie, qui appartient à la Couronne de Suede, & à la Pomeranie qui est sous la Domination de S. A. Electorale de Brandebourg, il en a esté disposé en la manière suivante.

V I I.

Toutes les Terres possédées par la Couronne de Suede au de-là la riviere d'Oder, soit qu'elles luy eussent esté cedées par les Traités de Westphalie,

lie, soit qu'elles luy eussent esté ájugées par le Reces ou Traité de Stettin de l'Année 1653, appartiendront d'oresnavant à l'Electeur de Brandebourg en toute Souveraineté, à l'exception seulement des Villes de Dam & de Golnau, & leurs dependences, qui ont esté spécifiées nommément dans lesdits Traités de Westphalie.

VIII.

Mais parce que la Ville de Golnau & ses dependences se trouvent comme enclavées dans les terres qui doivent demeurer à l'Electeur de Brandebourg, & qu'il a insisté qu'elle luy fut cedée avec le reste du Pais au de là de l'Oder, il a esté convenu & accordé, que ladite Ville de Golnau & ses dependences luy seront laissées en engagements par le Roy & la Couronne de Suede pour le prix & la somme de 50 mille Escus, payables à la volonté du Roy de Suede avec condition expresse, que toutes les fois, que ledit Roy de Suede luy fera payer ladite somme de 50 mille Escus, ledit Electeur sera tenu & obligé de luy remettre ladite Ville de Golnau & ses dependences; mais que dans tout le temps, que durera ledit engagement, il en jouira en la mesme maniere que de tout ce, qui luy est cedé par le present Traité.

IX.

Et comme par le susdit Traité ou Reces de Stettin de l'année 1653. l'Electeur de Brandebourg fut obligé de partager avec le Roy & la Couronne de Suede les Droits de peages, qui se levent dans le Port de Colberg, & autres Ports & Havres de la Pomeranie au de-là de l'Oder, qui demeuroit sous la Domination de S.A. Electorale de Brandebourg, il a esté accordé que le Roy & la Couronne de
Suede

Suede renoncent par le present Traité à tout droit de partage des peages, qu'ils pouvoient avoir en Commun avec l'Electeur de Brandebourg, suivant le Reces ou Traité de Stettin dans les Ports ou Havres de la partie de la Pomeranie, qui est demeurée suivant les Traités de Westphalie audit Electeur.

X.

En vertu des Articles précédens le Roy de Suede tant pour luy que pour ses Hoirs, Successeurs, & ayants cause renonce, cede, quitte & transporte perpetuellement & à toujours par le present Traité de Paix à l'Electeur de Brandebourg ses Hoirs, Successeurs, & ayants cause tous les Droits, Rentes, Revenus, Jurisdinctions & Prérogatives de quelque nom & de quelque nature, qu'ils puissent être, qu'il a eues, & qu'il peut prétendre tant en vertu des Traités de Westphalie, que par des conventions, transactions & cessions, particulièrement par le Traité ou Reces de Stettin de l'Année 1653. sur les Lieux, Villes, Terres, Forrests & Domaines, situées au de-là la Riviere d'Oder, & partage des droits des peages dans les Ports & Hayres de la Pomeranie Electorale, à l'exception seulement de la Ville de Dam & de ses dependances, & de celle de Golnou & ses dependances, conformément toutesfois à la disposition, qui en a esté faite par l'Article 8. du present Traité sans Reservation, Exception, Restriction ou Retention quelconque: & ce non-obstant toutes Loix, Contracts, Conventions, Transactions, Cessions & Investitures passées & futures, coutumes, & Constitutions au contraire, auxquelles & aux clauses derogatoires des derogatoires il est expressement derogé par le present Traité, excluant à perpetuité toutes exceptions, sous quelques Droits,

Droits, Titres, Clauses ou Pretextes qu'elles puissent estre fondées.

X I.

Consent aussi le Roy de Suede que les hommes, Vassaux & Sujets desdits Lieux, Villes & Pais, cédés par le present Traité audit Electeur de Brandebourg, soient & demeurent quittes & absous dès à present, & pour toujours de foy & hommage, service & serment de fidelité, qu'ils pourroient luy avoir fait, tous lesdits Sujets & Vassaux demeurans à l'avenir sous la Souveraineté de l'Elect. de Brandeb. mais dans la propriete & possession de leurs biens tant de ceux, qui leurs auroient esté donnés, vendus, ou alienés par le Roy & Couronne de Suede avant la Declaration de la presente guerre, que de ceux qu'ils auroient acquis ou qui leur appartiendroient de leurs propres tant meubles qu'immeubles, rentes viageres & à rachapt, saisies & occupées tant à l'occasion de la guerre, que pour avoir suivi le parti contraire, ensemble de leurs droits, actions & successions à eux survenues, même depuis la guerre commencée, sans toutesfois pouvoir rien demander, ny prétendre des fruits & revenus, presents & escheus dès le faissement desdits biens jusques au jour de l'eschange de la Ratification du Roy de Suede, ny semblablement des debtes & effets & meubles, qui auroient esté confisquez avant ledit jour à cause de la guerre presente, en sorte qu'aucun creancier de telles debtes, ny aucun depositaire, propriétaire, & leurs heritiers ou ayants cause en puissent faire poursuite, ny en prétendre restitution, recouvrement ou équivalent.

XII.

La Riviere d'Oder, suivant la disposition des Traités de Westphalie, demeurera toujours en souveraineté au Roy & à la Couronne de Suede, & il ne sera pas libre audit Electeur de Brandebourg d'eriger aucune Forteresse, ou de fortifier aucune Place dans l'étendue du Pais, qui luy est cédé par le present Traité.

XIII.

Aussi-tôt après que l'eschange des Ratifications de Sa Majesté Tres-Chrestienne aura été faite avec celle de l'Electeur de Brandebourg, Sa Majesté fera retirer son Armée des Pais & Places des Duché de Cleves, Principauté de Minden, Comtez de Marck & Ravensberg, & de toutes autres terres dudit Electeur, qu'elle auroit occupées à l'exception toutesfois d'un corps de mille Chevaux, qu'elle conservera dans ledit Pais, & des Places de Wesel & Lipstat, qu'elle retiendra jusques à l'entiere execution du present Traité avec le Roy de Suede, après laquelle, & lorsque ledit Roy aura esté restably dans les Pais & Places, qui luy doivent être remis, elle retirera entierement ses troupes des Places & Pais de l'Electeur de Brandebourg; mais durant qu'Elles y demeureront les habitans des Villes de Wesel & Lipstat continueront à fournir aux garnisons les mesmes logemens & utensiles portez par le Traité de Santhen & les habitans des lieux où lesdits mille Chevaux seront logez, leur fourniront les mêmes utensiles & le fourage.

XIV. Mais

XIV.

Mais comme le Roy de Suede n'a point presentement de troupes dans l'Empire , & qu'il ne pourroit peut-être y en faire passer dans le temps, porté par l'échangé des Ratifications du present Traité, pour reprendre en son nom la possession des Places & Pais , qui luy doivent estre remis par l'Electeur de Brandebourg, il a esté convenu, & stipulé qu'aussi-tôt après ledit eschange entre le Roy de Suede & l'Electeur de Brandebourg, ledit Electeur retirera ses troupes de tout le Plat-pais, qui doit revenir par ce Traité au Roy de Suede ; mais qu'il laissera les garnisons necessaires dans les places qui luy doivent être remises, sçavoir, deux mille hommes au plus dans Stralsund, & mille à douze cens hommes dans Stettin, & ainsi à proportion dans les autres Places, lesquelles il conservera contre tous ceux, dont elles pourroient estre attaquées, jusques à ce que le Roy de Suede ait envoye des Troupes, pour prendre possession desdites Places, lesquelles luy seront laissées alors par celles de l'Electeur, qui se retireront dans ses Etats.

XV.

Il sera loisible toutesfois audit Electeur de Brandebourg, de retirer auparavant desdites Places tout le Canon, & les Munitions de guerre, qu'il y auroit fait conduire depuis qu'il s'en est rendu Maistre, y laissant toutesfois l'Artillerie & Munitions de guerre, qui ont appartenuës à la Couronne de Suede, & qui s'y trouveront le jour de la signature du present Traité de Paix.

X V I.

Comme S. A. Elect. de Brandebourg a fait de grandes instances à sa Majesté Tres-Chrestienne de vouloir bien terminer à même temps la guerre qu'elle a avec le Roy de Dannemarc, duquel ladite Altesse Electorale seroit etroitement alliée, ledit Roy de Dannemarc ayant desja fait connoître le desir, qu'il a de r'entrer dans l'ancienne Amitié & Alliancè qu'il a euë cy-devant avec la France, Sa Majesté declare, qu'Elle seroit bien-aïse que cette Paix se puisse faire au plutôt à des conditions justes & raisonnables, pour le bien & repos general de la Chrestienté, pourveu qu'elle se fasse en même-temps avec la Suede, sans laquelle le Roi ne se trouve pas en estat de la conclure, cependant ledit Electeur s'oblige, de ne donner aucun secours directement ou indirectement au Roi de Dannemarc, s'il demeueroit encore en guerre contre la France & la Suede, & promet de rappeler ses Troupes, s'il en avoit quelques unes dans le service dudit Roy de Dannemarc.

X V I I.

Sa Majesté T. C. s'oblige de procurer l'aggrément du Roy de Suede sur ce present Traité & sur tout ce qui y est contenu, & d'en obtenir la Ratification dudit Roy de Suede en bonne & deuë forme dans le temps de trois Mois, à compter du Jour de la signature ou plutôt si faire se peut; jusques à ce que cette Ratification soit delivrée entre les mains de S. A. E. Elle ne sera point obligée de rendre la Pomeranie Suedoise, dequoy sadite Majesté T. C. demeure garante, de même que de tout ce, qui a esté accordé à S. A. Electorale en vigueur du present Traité.

X V I I I. Les

X V I I I.

Les Ratifications de sa Maj. Tres-Chrestienne avec celle dudit Elekteur de Brandebourg seront eschangées dans un Mois, ou plutôt si faire se peut, & celles du Roy de Suede avec ledit Elekteur seront eschangées dans le terme de trois Mois, ou plutôt si faire se peut. En Foy de quoy nous sous-signés en vertu de nos Pleinpouvoirs respectifs avons signé ces Presentes, & y fait apposer les cachets de nos Armes.

Fait à St. Germain en Laye ce 29 jour de Juin 1679.

ARNAULD.

F. S. MEINDERS.

(L. S.)

(L. S.)

Articles separez.

Outre les Articles contenus au Traité conclu & signé ce jourd'huy de la part de Sa Majesté Tres-Chrestienne, & de S. Alt. Electorale de Brandebourg on est encore convenu de ce qui suit.

Comme l'intention de sa Majesté Tres-Chrestienne est de faire cesser entierement tous les differens, qui pourroient donner lieu à de nouveaux sujets de division & de guerre entre les Princes de l'Empire, & que Sa Majesté T. C. s'est obligée par le Traité signé à Zell, le 5. Fevrier de la presente année avec les Princes de la Maison de Brunswick & Lunebourg, de les assister dans la garantie qu'ils ont à donner aux Ducs de Mecklenbourg & Saxe Lauenbourg, l'Evêque de Lubeck, les Comtes de Lippe & de Schwartzembourg, & les

les Villes de Hambourg & de Lubeck à l'égard des prétensions, qu'a ou pourroit avoir contre lesdits Princes & Etats l'Elect. de Brandebourg, sous prétexte des certaines assignations obtenues pendant la guerre ; Sa Majesté, sans déroger à ladite obligation, mais sçachant que l'intention de l'Electeur de Brandebourg est d'accomoder cet affaire à l'amiable, emploiera ses soins & ses offices pour la terminer entre les Parties, par toutes voyes justes & raisonnables.

Ce present Article separé aura pareille force & vigueur, que s'il estoit inseré dans le corps dudit Traité principal passé ce jourd'huy, & la Ratification en sera fournie en même temps.

*Fait à St. Germain en Laye, le 29 jour de Juin
1679.*

ARNAULD.

F. S. MEINDERS.

(L.S.)

(L.S.)

Second Article separé.

Pour donner une marque encore plus particulière du desir, qu'a Sa Majesté de faciliter une Paix, qui doit contribuer au reestablissement d'un Roy son allié dans ses Etats, & faire connoistre à l'Electeur de Brandebourg le plaisir, avec lequel Elle le voit rentrer dans son ancienne Alliance avec Elle, Sa Majesté veut bien, par un pur effet de ses bonnes intentions pour le bien de la Paix, promettre de faire payer audit Seigneur Electeur dans le terme de deux ans, la somme de 300 mille Escus pour le desdommager en quelque sorte des fraix & des despenfes, qu'il a faites durant le cours de cette guerre, lesquels 300 mille Escus seront payés par Termes esgaux de trois Mois en trois Mois

Mois jusques à l'entier payment de ladite somme, à la fin desdites deux années, & commencera le premier payment trois Mois après l'échange des Ratifications.

Fait à St. Germain en Laye 29. Juin, 1679.

ARNAULD.

F. S. MEINDERS.

L. S.

L. S.

RATIFICATION

*de Sa Majesté T. C. de la Paix avec Monsieur l'Electeur de Brandebourg échangée le 22.
Juillet 1679.*

L OUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, &c. à tous ceux qui ces présentes Lettres liront & verront salut. Comme le S. Arnauld Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos Conseils, Secretaire d'Etat, & de nos Commandemens, en vertu des Plein-pouvoirs, que nous luy en avons donnés, auroit conclu, arrêté & signé le 29. Juin dernier en ce lieu, avec le S^r. Meinders Conseiller, Ministre d'Etat, & Envoyé extraordinaire de nostre tres-cher & tres-amé Frere l'Electeur de Brandebourg, pareillement muni de Plein-pouvoir de la part dudit Electeur, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

Teneur dudit Traité.

N Ous ayant agreable le susdit Traité de Paix en tous & en chacun des points, qui y sont

de la Paix de Nimegue.

503

sont contenus & declarez, avons iceux tant pour nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pais, Terres, Seigneuries, & Sujets accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy sous l'obligation & hipoteque de tous & chacun nos biens, presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte ou maniere que ce soit. En tesmoins dequoy nous avons signé ces Presentes & à icelles fait apposer nostre Scel. Donnée à Saint Germain en Laye le 3. jour de Juillet, l'an de grace 1679. & de nostre Regne le 37.

L O U I S.

Par le Roy

A R N A U L D.

D E C L A R A T I O

Legati Brandenburgici, insinuata Mediationi Anglicæ, occasione commutationis Ratificationum Pacis inter S. R. M. Christianissimam & S. Ser. Electoralem Brandenburgicam conclusæ.

Postquam suæ S. E. Brand. Legatus Extraordinarius & Plenipot. ad Pacis Tractatus Neomagi, temporis lucrificandi & damni majoris avertendi causâ ad commutationem Ratificationum Pacis inter S. Regiam Majestatem Christianissimam & S. Ser. El. Brandenburgicam 29. Julii præterlapsi conclusæ, articulorumque eidem adjectorum festinandum sibi esse duxisset, non potuit non Illustrissimo & Ex. Domino Mediatori Anglico significare, S. Ser. Elect. Brand. illum supradictæ Pacis articulum separatum, in quo Pacis 5. Febr. novissime præteriti Zelle factæ & conclusæ mentio facta est.

est, quidem ratihabuisse quòd quæ de amicabili Ham-
 burgensis negotii complanatione, & R. S. M. Christianis-
 simæ Officiis eò fine interponendis ibidem conventa
 sunt, ipsi non ingrata fuerint. Sed quoniam supradicta
 Pace Zellenfi jura cùm Cæsaris & Imperii, Regisque
 Daniæ, tum S. S. Elect. ipsius impetuntur, non dubi-
 tasse alte dictam S. S. Brand. Reg. S. M. Christianiss.
 quemadmodum ipsa obligationi, quam antè memoratam
 Pacem Zellensem contraxit, prædictâ Pace Branden-
 burgicâ quidpiam derogare abnuut, ita quoque eam non
 improbaturam, quod S. S. E. approbare non possit nec
 velit, quæ tertius quidam in præjudicium, non solùm
 suum, sed & Cæsaris & Imperii Regisque Daniæ stipu-
 lari voluit, ac proinde Consiliario suo status intimo &
 ablegato Parisiis jam commoranti in mandatis dedisse,
 ut prædictum articulum nonnihil mutari curaret, cui rei
 dum ipse operam dabit supradictus Legatus Branden-
 burgicus commutatione ratificationum Pacis ob antè
 dictas causas diutius non dilatâ, Illustriss. atque Excell.
 Mediatori Anglico declarandum esse duxit, suam S. E.
 Brandenb. prædictum articulum, nonnisi in spem, desi-
 deratam mutationem à S. R. M. Christianissimâ admis-
 sum iri, ratihabuisse, eaque ratificatione, id est, Ratifi-
 cationis commutatione prædictam Pacem Zellensem
 quatenus, non modo suis, sed & Cæsaris & Imperii
 Regisque Daniæ juribus adversatur, præjudicioque est,
 nullatenus approbare, quin potiùs eidem eo respectu con-
 tradicere sibi & reliquis, quorum etiam interest, omnia
 quæ jure ipsis sibi que competant reservare. Quam de-
 clarationem ut Illustr. & Ex. Dom. Med. Anglicus ad
 Acta Mediationis referre velit, enixè rogatur. Neomagi
 22 Julii 1679.

Wern. Wilh. BLASPEIL.

T R A D U C T I O N.

D E C L A R A T I O N

de l'Ambassadeur de Brandebourg signifiée aux Mediateurs d'Angleterre à l'occasion de l'échange des Ratifications de la Paix conclüe entre sa Sacrée Majesté le Roy Tres-Chrestien, & entre sa Serenité Electorale de Brandebourg.

A Prés que l'Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de sa Serenité Electorale de Brandebourg pour les Traitez de la Paix de Nimegue, pour gagner temps, & pour eviter un plus grand préjudice, a crû qu'il devoit se haster de faire l'échange des Ratifications de la Paix, & des Articles qui y ont esté ajoustés, entre sa Sacrée Majesté le Roy Tres-Chrestien & entre sa Serenité Electorale de Brandebourg, conclüe le 29. Juillet dernier, il n'a pas pû eviter de faire sçavoir à son Excell. M. le Mediateur d'Angleterre; que sa Serenité Electorale de Brandeb. a d'autant plus volontiers ratifié cet Article séparé de la susdite Paix, dans lequel il est fait mention de la Paix faite & conclüe à Zell le 5. Fevrier dernier, que ce dont l'on y est tombé d'accord, sçavoir d'ajuster amiablement l'affaire & le differend d'Hambourg, & des bons Offices que sa Sacrée Majesté le Roy Tres-Chrestien leur veut rendre pour cette fin, luy a esté agreable. Or d'autant que dans ladite Paix de Zell les droits, non seulement de l'Empereur, de l'Empire & du Roy de Dannemarc, mais encor ceux de sa Serenité Electorale ont esté attaquez & blessez, sadite Serenité ne doute aucunement, que sa Sacrée Majesté le Roy Tres-Chrestien, (come elle se veut tenir entierement, par cette dernière Paix faite avec sadite Serenité, à l'obligation

qu'elle a contractée avant la Paix de Zell cy-dessus mentionnée, sans y vouloir rien alterer) n'autorise & n'approuve son procedé, en ce que sadite Serenité Electorale ne peut, ny ne veut point approuver ce qu'un certain tiers a voulu stipuler; non seulement à son préjudice, mais encor à celui de l'Empereur, de l'Empire & du Roy de Danne-marc, c'est pour cela aussi qu'elle a donné ordre à son Conseiller d'Estat & privé, son Envoyé, qui est maintenant à Paris de faire en sorte qu'on changeât tant soit peu cet Article. A laquelle chose pendant que cet Envoyé travaillera, cependant l'Ambassadeur de Brandebourg, sans differer plus long-temps (pour les raisons déjà alleguées) l'échange des Ratifications de la Paix, a crû devoir declarer à son Excellence le Mediateur d'Angle-terre; que sa Serenité Electorale de Brandebourg, n'a point ratifié l'Article susdit, qu'en veüe & dans l'esperance, que sa Majesté Tres-Chrétienne autoriseroit & procureroit ce changement tel qu'on le souhaite, & que par cette Ratification ou échange des Ratifications Elle n'approuve aucunement la susdite Paix de Zell, entant qu'elle est contraire, & préjudicie non seulement à ses droits, mais encor à ceux de l'Empereur, de l'Empire, & du Roy de Dannemarc, & qui plus est qu'elle s'y oppose à cet égard, & qu'elle se reserve pour soy & pour les autres, qui y ont interest, tous les droits, qui leur appartiennent de même qu'à elle. La- quelle Declaration son Excellence Monsieur le Mediateur d'Angleterre est instamment prié de coucher & d'insérer dans les Registres de sa Me- diation.

A Nimegue le $\frac{22}{23}$ Juillet, 1679.

Wern. Wilh. BLASPIEL.

SCHREI-

S C H R E I B E N .

*Ihr. Chur-Fürstlichen Durchleühtigkeit zu Brande-
burg an die Hochmögende Herren Statén der Ver-
einigten Niederlanden. De dato Potzdam
den $\frac{1}{11}$ Julius, 1679.*

*Unsern freündlichen grusz und wolge-
neigten willen zu voren.*

Hochmögende Herren , besonders liebe
freünde und Nachbahren :

„ **B** Ey gegenwertiger erschrecklicher verhee-
„ rung unserer Westphälischen und Ew.
„ Hochmög. benachbahrten Landen , und daher
„ billich bey uns entstandenen schmerzlichen
„ empfindung, ist nicht leicht zu urtheilen, ob wir
„ mehr ursach haben uns über diejenige zu be-
„ klagen , welche uns unter dem pretext der ho-
„ stilität der gestalt überziehen , oder viel mehr
„ über diejenige , umbderentwillen uns dieses
„ alles wiederfähret , und welche an statt der
„ versprochenen und also schuldigen hülffe , die
„ so heilig aufgerichtete foedera , wieder aller
„ völcker Recht , auffser augen gesetzt , in deme
„ sie eben zu derzeit , da sie uns zu fortsetzung
„ des kriegs zum heftigsten vermahnet , und da-
„ gegen aller beständigkeit bisz auf die letzte
„ stund versichert , durch gantz unbilligen ein-
„ seitigen Frieden unerhörten Exempels , uns
„ und zugleich ihre eigene sache gäntzlich ver-
„ lassen , und dadurch uns alle last des Kriegs
„ mit welchen wir sonsten , auffser dasz wir un-
„ sere freünde von gäntzlicher untertrückung
Y 2 „ret-

„retten helfen wollen, keine gemeinschaft ge-
„habt, aufgeweltzet haben, nicht anders als
„wann es zu Ew. Hochmog. consolation gerei-
„chen könnte, wann nur derselbe, der mit aller
„macht sich beflissen hat, sie von gänzlichen
„untergang befreyen zu helfen, zur belohnung
„gänzlich ruiniret und unterdrücket würde.
„Wir halten unnöthig Ew. Hochmög. mit meh-
„reren Particularitäten vorzustellen, was Wir
„Ihnen geleisteten hülffe halber jetzo ausste-
„hen müssen, und wie unsere Clevische, Marc-
„kische, Ravensbergische und Mindsche so nahe
„an ihren gränzen gelegene Lande und *in con-*
„*spectu* ihrer auf den beinen habenden stattlichen
„Armeen, bisz auf das eüfferste ausgefogen, und
„gänzlich desoliret werden; noch mit was fug
„wir uns über die verlassung deren, welche sich
„hierbey billich nicht anders als wann es ihnen
„selbst wiederführe betragen solten, so sehr be-
„schwehren, weil jenes auffser dem was unsere
„Ministri ohne zweiffel zum öfftern davon, un-
„serm gnädigsten befehl gemes, beweglich vor-
„gestellt, auch durch die allgemeine zeitungen
„ihnen gnugsam vorgekommen seyn wird, und
„dieses aus denen mit uns aufgerichteten Allian-
„cien und darauf zum öfftern gegebenen hohen
„versicherungen gnugsam erhellet. Wann es
„Ew. Hochm. beliebt hette uns auf unser vor-
„etzlicher zeit abgelassenes Schreiben, in wel-
„chem wir zeitig genug umb assistentz gegen
„damalige angedrohte und nunmehr erfolgte
„feindliche überziehung angehalten haben, eini-
„ge antwort zukommen zu lassen, würden wir
„aufs wenigste zu unserm trost daraus ansehen
„haben, ob Ihnen unser Ihrenthalben tragendes
„unglück auch zu hertzen gienge, und ob wir
„uns einige hülffe von Ihnen zu getrösten ha-
„ben

„ben möchten, Wir hetten uns dessen umb so
 „viel mehr versehen, weil Ew. Hochmög. an-
 „noch in so frischen angedencken schwebet, wie
 „Wir uns in ihrer Noth, ja ehe dieselbe sie noch
 „getroffen, gegen sie erwiesen, wie Wir alles
 „für sie aufgesetzt und gewaget, wie Wir alle
 „uns angebottene sehr advantageuse Conditio-
 „nen, wann wir nur stille sitzen wolten, aus-
 „geschlagen, und uns keine einzige vorgestellt
 „werden können, deren Wir nicht die freünd-
 „schaft mit Ew. Hochmög. weit vorgezogen,
 „und obwol Ew. Hochm. zu diesen so frembden
 „bezeugungen gegen uns (wie uns solches öff-
 „ter wehrender unserer Chur-Fürstlichen Re-
 „gierung wiederfahren) von einem und ande-
 „ren aus absonderlichen respecten, und durch
 „affectirte und übel fundirte vorstellungen ge-
 „leitet, und alle gute *Resolutiones* verhindert
 „seyn möchten, so werden sie doch bey sich
 „selbst befinden, dasz alles dergleichen dannoch
 „niemand anders als Ew. Hochm. zu imputiren.
 „Wir müssen solches anietzo an seinen orth ge-
 „stellet seyn lassen, zweiffeln aber im gering-
 „sten nicht, Ew. Hochmög. werden dero bey-
 „wohnenden verstande nach selbst wol begreif-
 „fen, dasz uns nicht angemüthet werden kön-
 „ne, diesen ihrentwegen anjetzo leidenden in-
 „æstimirlichen schaden ohne erstattung über uns
 „ergehen zu lassen, besondern dasz wir dersel-
 „ben und unsere indemnifirung, nach anleitung
 „aller Rechte, von denen die es verhütten kön-
 „nen, und zu thun schuldig gewesen, zu erwar-
 „ten haben; Gestalt wir dann zu dem ende die-
 „ses an Ew. Hochm. abgehen lassen wollen, da-
 „mit sie nicht in die gedanken gerathen möch-
 „ten, als hetten wir uns dieser unserer rechtmef-
 „sigen prætension begeben, oder sie deren aus de-

„nen mit uns getroffenen alliantzen uns zuge-
 „wachsenen obligationen erlassen, bedingen
 „auch hiemit feyerlichst, dasz, wie wir bis
 „auf gegenwertige stunde nichts versäümet was
 „zu erfüllung unsers versprechens erfordert
 „werden können, besondern desfalls ein übriges
 „von uns geschehen, also auch Wir alle versprochen
 „gegen-præstationem, und in er-mangelung derselben,
 „die erstattung deren uns desfalls zugestossenen
 „ungelegenheit, gewertig seyn, und uns, und unsern
 „nachkommen desfalls alles competirendes Recht
 „reserviret haben wollen; Wünschen im übrigen,
 „dasz der Allerhöchste Gott Ew. Hochm. Staat, als
 „desfalls ungekränckte Conservation wir auch
 „unsern eigenen besten halber, inniglich verlangen,
 „ins künfftige vor allem unglück und feindlichen
 „überziehungen gnädig bewahren wolle, damit
 „sie nicht dermaleins zu Ihrem höchsten nachtheil
 „erfahren mögen, was es nach sich ziehe,
 „getrewe freünde zu verlassen. Ew. Hochmög.
 „verbleiben, &c.

Potsdam den $\frac{1}{11}$ Julii, 1679.

FRIDERICH WILHELM.

TRADVCTION.

L E T T R E

*de S. A. Eleët. de Brandebourg, 'écrite à leurs H. P.
 les Etats Generaux des Provinces Unies
 le $\frac{1}{11}$ Juillet, 1679.*

Tres-chers Amis & voisins,

LA desolation, dont nos Provinces, situées
 dans la Westphalie & voisines de celles de
 L. H.

L. H. P. se trouvent accablées, étant aussi grande & cruelle qu'elle est, on demeurera facilement persuadé, que nous en sommes sensiblement touchés; mais il est difficile à juger, si nous avons plus de raison de nous plaindre de ceux, qui sous prétexte d'hostilité nous traitent de la sorte, ou bien de ceux, pour l'amour de qui nous souffrons ces calamitez, & qui au lieu de l'assistance promise & due, n'ont eu contre le droit des Gens nul égard aux Alliances, si solennellement établies, en abandonnant par une Paix injuste, particuliere & sans exemple, nostre intérêt aussi bien que le leur, dans un temps où ils faisoient auprès de nous les instances les plus pressantes, pour la continuation de la guerre, & nous donnoient des assurances d'une fermeté inébranlable; de ceux dis-je, qui se sont déchargés sur nos épaules d'une guerre, à laquelle nous n'avions autre part, que celle de tirer nos amis d'une oppression, sous laquelle ils gémissoient; comme si L. H. P. pouvoient avoir quelque consolation, en voyant que celui, qui a employé toutes ses forces pour les sauver, n'a pour recompense que dommage, perte & ruine. Il n'est pas nécessaire, de représenter plus particulièrement ce que nous sommes obligés de souffrir, à cause du secours que nous avons donné à L. H. P. & jusques à quel point nos Terres de Clèves, de Marc, de Ravensberg & de Minden viennent d'estre desolées à la vue d'une armée si considérable que la leur; ny avec quelle raison nous nous plaignons si fort, d'être abandonnés de ceux, qui devoient considérer nos afflictions comme les leurs propres: car sans parler des remontrances, qui conformément à nos ordres ont souvent été réitérées par nos Ministres, les gazettes auront assez informé L. H. P. de l'état de nos Provinces; & la Justice de

nos plaintes ne paroît que trop clair, quand on confidere les Alliances, qui se sont faites avec nous, & les effets des grandes assurances, dont on nous a toujours flaté. S'il avoit plû à L. H. P. de répondre à la Lettre, que nous leurs avons écrite, il y a quelque temps, & par laquelle nous avons d'assés bonne heure demandé du secours contre les invasions & hostilités, dont on nous menaçoit alors, & qu'on a vûes bien-tôt après; nous en aurious au moins tiré cette consolation de voir, si nôtre malheur les touchoit, & si nous pouvions esperer de leur part telle assistance, sur laquelle nous pussions faire quelque fond. Que L. H. P. se ressouviennent, de ce que nous fîmes, lors qu'Elles étoient à deux doits du précipice, & même comme avant ce temps-là nous hazardâmes tout pour elles, comme nous rejettâmes des conditions tres-avantageuses, que l'on nous offroit pour ne point prendre quelque engagement, & comme nous estimâmes tout au dessous du prix de leur amitié. Bienque ce procedé si étrange de L. H. P. dont nous avons vû diverses preuves pendant nôtre Regence, soit une production infailible de quelques-uns, qui, par des considerations particulieres & de remonstrances affectées ou mal-fondées, détournent toutes les bonnes resolutions, si est-ce que L. H. P. demeureront convaincus, qu'Elles seules en sont la cause. Mais sans nous arrêter à cette particularité, nous ne doutons nullement, que L. H. P. n'aient assés de lumiere, pour voir sans peine qu'Elles ne peuvent justement pretendre, que nous souffrions de si grandes pertes, & que nous soyons opprimez seulement pour l'amour d'Elles; sans aucune satisfaction; tant s'en faut dis-je que nous ayons cette pensée, qu'au-contre nous en attendons avec justice d'estre dedommagés par ceux, qui pouvoient & de-voient

voient empêcher, que ces pertes ne nous survins-
sent. C'est aussi dans cette vûë que nous avons
voulu adresser ces présentes Lettres à L. H. P. &
afin qu'Elles sçachent, que nous n'avons garde de
nous départir de nos justes pretensions, & que
nous ne les dispensons pas de ce qu'Elles nous doi-
vent en vertu des Alliances, que nous avons faites
avec elles. Nous protestons aussi solennellement,
que tant s'en faut. que jusques-icy nous ayons
rien oublié de ce qui pouvoit tendre à l'accom-
plissement de nos promesses, qu'au-contraire nous
avons fait plus que nous n'étions obligés de faire ;
C'est pourquoi nous attendons du côté de L. H. P.
l'exécution des obligations reciproques, où du
moins la reparation des dommages qu'un man-
quement de parole nous a causés, reservans enfin
à cet égard tous les droits competens & à nous & à
nos Successeurs. Au reste, desirans de tout nôtre
cœur la conservation des Etats de L. H. P. aussi
pour nôtre propre interest, nous souhaitons, que
Dieu les veuille préserver de toutes sortes d'inva-
sions, de peur que L. H. P. n'apprennent un jour à
leurs dépens, ce que c'est que d'abandonner de fi-
delles amis : sur ce nous sommes, &c.

Potsdam le $\frac{1}{11}$ Juillet 1679.

FRIDERIC GUILLAUME.

A N T W O O R D

van hare H. M. de Staten Generaal, op de Missive van den Heer Keurvorst van Brandenburg.

Doorluchtigste,

WY hebben wel ontfangen uwe Keurvorstel. Doorluchtigheits schrijven van den 11. der voorleden Maent, ende daar uyt met een sonderling leetwesen vernomen de ontsteltenisse van uwe K. F. D. over de tegenwoordige Constitutie sijner Landen, ende kommen deselve wel verskeren; dat het aan Ons niet alleen tot een groote Consolatie, maar tot een sonderlinge vreughde soude hebben gestreckt; indien het in ons vermogen was geweest, of dat wy hadde kunnen sien, dat uwe K. F. D. de Vrede hadde mogen maken op de Conditien, die aan deselve favorabelder waren geweest, en dat wy die onse genegentheyt hebben getracht diermaten werck-stelligh te maken, dat sijne Koninghlijcke Majesteit van Franckrijck niet gelaten heeft sijn misnoegen daar over tegens ons te betuygen, en dat de Heeren Ambassadeurs van sijne Koninghlijcke Majesteit van Sweden 't selve tegens ons hebben willen aanduyden, als een infractie van de gemaecte Vrede; Wy en sullen noyt vergeten de diensten, die uwe K. F. Doorluchtigheyt aan ons in den jonghst-voorgaanden Oorlogh heeft gedaan, als deselve de andere Fursien des Rijcks door sijn Doorluchtigh exempel animeerde, om haar onser ende der gemeyne saken aan te trecken; ende hoopen, dat uwe K. F. D. ende alle de Wereldt sal hebben gesien, dat Wy noch het Goedt van onse Ingesetenen, noch het Bloet van onse Bevel-hebberen en Soldaten hebben gespaart, om onder Godes Zegen tot een goede uytkomst van dien Oorlogh te geraecken, en laten aan uwe K. F. D. hoogh-vernustigh overleggh, of wy in dien onsen goeden yver

van

van alle de gesamentlijke Geallieerde soodanigh zijn ge-
secondeert geworden, als wy billick hadden kunnen ver-
wachten, en weten ons oock noch wel te erimieren, dat
uwe K.F.D. verscheyde malen de hoogh-gemelte andere
Geallieerden heeft aangemoedicht, om haar de gemeyne
saken ten beste beter en meerder te evertueeren, Wy en
sullen niet loochenen, dat wy siende de Spaansche Neder-
landen in soodanig verval, dat alle de Werelt oordeelde,
dat het een miracul was, dat die niet t'eenemaal door de
macht van hoog-gemelte sijne Majest. van Vrankrijk
wierden overmeestert, dat wy niet capabel waren, om
die, of oock ons selve langer te guaranderen en te bescher-
men, en dat de Ingesetenen deser Landen, door het stil-
staan van hare Commencie en Navigatie, de groote
verliesen, die sy daar in hadden geleden, en de swaren
Contributie en oplagen, die sy nu soo veel faren aan den
anderen hadden moeten opbrengen, soodanig waren uyt-
geput; dat wy t'eenemaal onmachtig geworden waren,
de lasten, daar mede wy door den Oorlogh gechargeert
moesten blijven, langer te kunnen dragen; hebben uyt-
gesien na middelen, of om den Oorlogh te kunnen conti-
nueren, of om den Vrede te maken: dat de middelen, om
den Oorlog te kunnen continueren, soo geringh en onseker
geweesst zijn, aan de kant van waar wy die aldermeest
hadden mogen verhoopen; dat sijne Koningl. Maj. van
Spanjen selfs bewogen is geworden de Vrede te preferen
voor de continuatie van den Oorlog, schoon die Vre-
de aan hem soo veel Plaatsen, ja geheele Provintien
moeste kosten: dat wy wel gaerne anders hadden gesien,
indien ons maar eenigh middel, waar op men redelijker
wijse sich hadde kunnen verlaten aan de handt gegeven
was, en dat alleen d'oorfaeck is geweest, waar om wy ons
hebben moeten inlaten in Conditien van Vrede, die wy
anders verworpen souden hebben, en dat wy hebben moe-
ten eyndigen een Oorlog, die onse evidente ruine met sich
sleepte. Wy weten, dat uwe K.F.D. het sijne seer geerne
soude hebben gecontribueert, om krachtige middelen tot

resistentie te helpen bybrengen, en de anderen Geallieerde daar toe oock aan te moedigen; maar wy houden ons verzekert, dat uwe K.F.D. noch in gedachten gebleven sal zijn, dat de groote onkosten van den Krijgh het vermogen van deselve Geallieerde seer hadde uitgeput, en dat de middelen van resistentie sonder betalinge van Subsidien niet konden werden geëffectueert; en dat wy soodanigh waren uitgeput, dat wy niet alleen niet meer machtich waren die te betalen, maar oock niet langer onderhouden konden dat aantal van Militie, die wy tot die tijt toe op de been hadden gehad, daar de Macht van onsen Vyandt door sijn Conquesten dagelijks vermeerderde. Wy souden wel voor onredelijke menschen geacht moeten werden, indien wy niet seer gaerne hadden gesien, dat onse Geallieerde op een en deselve tijdt hadden mogen geraecken tot een ruste, die wy sonder ons uytterste verderf niet konden ontgaan; maar wy zijn soo ongeluckigh geweest, dat alle de hooge Geallieerden, hoogh-gemelte sijne Koningl. Maj. van Spanjen alleen uitgesondert, gemeeynt hebben door de continuatie van den Oorlog tot beter ende min beswaarlijcker Conditien van Vrede te sullen kunnen komen, als de gene die hoogh-gemelte sijne Koningl. Majest. van Vranckrijck voorgestelt hadde. Wy hebben ons dan daar tegens noch konnen noch willen opposeren, maar al bygebracht, wat in ons vermogen was, om hoogh-gemelte sijn Koningl. Maj. van Vranckrijck te permoveeren, dat deselve de voorsz. Conditien van Vrede, sonderlingh ten aansien van uwe K. F. D. soude willen versachten, dan die saeck is oock desperaat geworden, door dien deselve hooge Geallieerden yder affsonderlijck op sijne reddinge quam te denken. Wy willen dan niet hopen Doorl. Keurfurst, Dat wy de gene sullen zijn, die uwe K. F. D. soude verdencen, dat wy vergetende de diensten, ons door uwe K.F.D. toegebracht, alleen voor oogen souden hebben gehad onse eygene verlossinge, ons niet bekommerende, hoe het met onse hooge Geallieerde macht afloopen, want wy

kunnen

kunnen U. K. F. D. wel verzekeren; dat wy, voor soo veel ons aangaat, by de gemaakte Vrede geen beter Conditien hebben geobtaineert, als sijne Kon. Maj. van Vranckrijk ons te vooren meer-malen hadde doen offereren; en dat wy wel volstanding souden zijn gebleven, om die te blijven dehorteren, soo lange hoogh-gemelte sijne Majesteyt niet hadde believen met onse hooge Geallieerden mede op sortable Conditien Vrede te maken, en alsoo den Oorlog door een gemeyn concert te eyndigen, gelijk wy meer-malen hadden gedaan, indien ons den uyttersten noot, als naar vele obtestatien van onse onmacht, en de gantsch slechte apparentien die sich opdeden tot eenige verbeteringe, daar omtrent hadde geobligeert, dien wegh te moeten kiezen. Wy en hebben oock daar in niet vergeten uwe Keurvorstl. Doorluch. Cleeffsche en Marksche Landen, zijnde soo seer met de onse geenclurveert, maar wy en hebben noch in het sluyten van den voorsz. Vrede, noch daar naar, niet kunnen obtineren de Neutraliteyt voor deselve, schoon men ons die seer hadde doen hopen. Wy willen hopen en vertrouwen, dat de ongelucken, die ons zijn overgekomen, niet sullen beletten de oude Vriendschap, die wy met uwe Keurvorst. Doorl. altoos hebben onderhouden, en zijn ten uyttersten genegen die met uwe Keurvorst. Doorluch. in alle oprechtigheyt te cultiveren, wetende hoe seer wy daar toe door den bandt van de Religie en van Nabuyschap boven andere verbonden zijn, en sullen van onse sijde geerne toonen, dat het Ons niet dan seer leet soude doen, dat wy met uwe Keurvorst. Doorl. yets oneffens of onvriendelijcx souden hebben, en dat wy ter contrarie hooghlijck genegen zijn, de oude Vriendschap door alle middelen voort te setten.

Waar mede.

Den 18. Aug. 1679.

Doorluchtighste.

T R A D U C T I O N .

R E S P O N S E

*de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces Unies à
son Altesse Serenissime l'Electeur
de Brandebourg.*

M O N S E I G N E U R ,

Nous avons reçu la Lettre de votre Altesse Electorale, datée de l'onziemé du Mois passé, par laquelle nous avons appris avec regret, le pitoyable état où ses Pais sont plongés; sur quoi Nous assurons V. A. E. que ce Nous auroit été non seulement une consolation, mais aussi une joie tres-grande, si nous avions pû contribuer en quelque chose à l'avancement d'une Paix, conforme aux intentions de V. A. E. Nous avons tellement fait nos efforts pour montrer notre bonne intention à cette fin, que sa Majesté Tres-Crétienne nous a témoigné en estre fâchée; Et mesme les Ambassadeurs de sa Maj. le Roy de Suede nous en ont voulu imputer une infraction de la Paix conclüe. Nous prions V. A. E. de croire, que nous n'oublierons jamais les services, qu'elle nous a rendus au commencement de cette derniere guerre, ni mesme ceux, que tous les Princes de l'Empire nous ont rendus à son exemple, en prenant nôtre parti & conservant nos interets. Nous esperons que V. A. E. aura aïlés remarqué, qu'à la vûe de toute l'Europe nous n'avons épargné ni le bien de nos Sujets, ni le sang des nos Soldats, pour venir à la conclusion d'une Paix favorable à Nous & à nos Alliez; & V. A. E. sçait, si nous avons été secondés d'eux comme nous l'avions pû esperer. Nous souvenant fort bien que V. A. E. les a plusieurs fois

exhorté à faire des efforts extraordinaires pour l'avancement du bien commun. Nous ne nions pas, que voyant les Pais-Bas appartenans au Roy d'Espagne en un si pitoyable état, que tout le Monde s'étonnoit, comme ils ne succomboient pas aux forces de sa M.T.C. Nous n'étans pas capables de les préserver, ni nous mêmes, joint que nos Sujets, par l'empêchement de leur negoce & les grandes contributions, qu'ils avoient été obligés de payer l'espace de tant d'années, étoient tellement ruinés, & affoiblis, qu'ils n'en pouvoient plus. Par où Nous nous sommes vûs incapables de pouvoir poursuivre & entretenir la guerre: & nous avons été reduits à l'impossibilité de continuer la guerre, & obligés de conclure & d'accepter la Paix. La raison est, que les moyens de continuer la guerre étoient trop foibles, & que cela même, où nous fondions le plus nous manquoit, voyant que S.M. Cath. avoit plus d'inclination à faire la Paix qu'à continuer la guerre, quoi qu'elle luy fût assés cher vendüe, luy coûtant plusieurs Places, mesme des Provinces toutes entieres, ce qui nous deplaisoit assés, & l'aurions bien voulu autrement, si nous avions eu quelque moyen de pouvoir venir à des conditions plus favorables. Voilà donc les motifs qui nous ont fait embrasser cette Paix, que nous aurions autrement refusée; Si-bien que nous avons été obligés de finir une guerre, qui estoit nostre ruine totale. Nous sçavons fort bien, que V.A. E. auroit avec assés d'exactitude contribué à la continuation de la guerre, pour l'avancement du bien commun, & qu'elle y'auroit aussi encouragé les Alliez; Mais nous sommes assurés, que V.A.E. aura remarqué, que cela auroit été nostre entiere ruine; joint qu'il est impossible de resister sans avoir de bonnes troupes, & pour nous nous étions tellement à bout, que non seulement nous ne pou-

vions

vions pas contribuer , mais mesme nous ne pouvions plus entretenir nos troupes, & nous voyons au-contraire nostre Ennemi devenir puissant & florissant par ses conquêtes. Nous aurions été bien deraisonnables , si nous n'avions pas contribué tout ce qui étoit en nostre pouvoir, pour procurer la même Paix à nos Alliez, & pour embrasser leur parti comme le nostre , & conclure , comme nous, la Paix que nous n'avons absolument pû refuser , sans nous ruiner totalement , mais nous avons été si malheureux , qu'excepté S. M. Cath. tous nos Alliez ont cru, que la continuation de la guerre nous feroit venir à de meilleures & plus favorables conditions, que celles que S.M.T.C. nous presentoit, auxquelles nous n'avons pû nous opposer, mais nous avons fait tout nôtre possible, pour disposer S.M. T.C. à moderer son Projet en consideration des Alliez, & particulierement de V.A.E. On a même desespéré de la conclusion de la Paix, à cause de la division qui étoit entre les Alliez, chacun tenant son parti & interest à part. Nous espérons donc, Monseigneur, que V.A.E. ne nous croira pas si méconnoissans, que de n'avoir pas eu égard à son interest particulier , & à celui des autres Alliez. Nous pouvons assurer V.A.E. que nous n'avons obtenu par cette Paix, que les conditions que S. M. T. C. nous avoit déjà plusieurs fois presentées, & que nous ne les aurions jamais acceptées, si sadite M. n'avoit voulu condescendre à de favorables conditions pour nos Alliez en general , ce que nous avons fait plusieurs fois , si nous n'y avions été contrains par la necessité & la misere où nous étions reduits. C'est ce qui nous a obligé à les accepter, ne pouvant plus subvenir aux frais de la guerre. Nous n'avons pas oublié l'interest de vôtre V.A.E. puisque nous avons tâché d'obtenir la neutralité de vos Pais de Cleves & de Marck , mais
nous

nous n'avons pû rien obtenir, ce qu'on nous avoit néanmoins fait esperer. Nous esperons donc, que tous les malheurs, qui nous sont arrivés, n'empêcheront pas la continuation de l'amitié & bonne correspondance, que nous avons toujourns eue avec V. A. E. Etant toujourns bien intentionnés & disposés à l'entretenir & fomentier avec toute sorte d'exactitude, étans comme nous sommes voisins & confederés, & d'une même confession, nous y sommes plus obligés que pas un autre: Et nous témoignerons toujourns de nôtre côté le deplaisir, que nous aurions s'il arrivoit quelque differend entre vôtre A. E. & nous, n'ayant rien plus à cœur que de formentier & augmenter l'amitié & bonne intelligence en laquelle nous avons toujourns été.

Sur quoy

MONSEIGNEUR,

Le 18. d'Aoust 1679.

S C H R E I B E N

*Ihr Churfürstlichen Durchleüchtigkeit zu Brandenburg
an die Hochmögende Herren Staten der Ver-
einigten Niederlanden de dato
24. Augusti 1679.*

„ U Nsfern Freündlichen grufs und wollge-
„ neigten willen zuvor, Hochmögende
„ Herren, besonders liebe Freünde und Nachba-
„ ren, Wir haben endlich dero höchstverlangte
„ antwortschreiben vom $\frac{8}{18}$ Augusti, wiewol nur
„ auf unser jungstes vom 11. Julii, keine aber auff
„ unser erst abgelassenes vom $\frac{18}{7}$ Martii ¹⁸ Aprilis ⁷ empfän-
„ gen, viel weniger ist uns auf unser billigmässi-
„ ges begehren das geringste nicht geantwortet, da
„ wir

„ wir doch gar nicht zweiffeln sollen, wan beyde
 „ unser schreiben und die darin angezogene mo-
 „ tiven recht würden erwogen sein, Ew. Hoch-
 „ mög. auf der einen seite unsere begierde mit
 „ denen selben in beharlicher Freünd und Nach-
 „ barſchaft zu verharren würden erſehen, und
 „ auf der anderen seite ſelbſt vor recht und billig-
 „ mäßig erkant haben, dasz wir wegen deren
 „ in unſern schreiben angezogenen uhrſachen
 „ einige vergenügung, und wegen des ihrentwe-
 „ gen erlittenen unæſtimirlichen ſchadens erſe-
 „ tzung bekommen müſſen: Wie wir dan auch
 „ noch im geringſten nicht zweiffeln, Ew. Hoch-
 „ mög. werden dero rühmlichen æquanimität
 „ nach darauf bedacht ſein, und ſich alſo denen
 „ in *Fædere* enthaltenen ſtarken Obligationen ent-
 „ binden. Diefes Ew. Hochmög. ausführliches
 „ Schreiben aber hat zu unſern leidweſen und
 „ nicht geringen verwunderung, nichts anders
 „ in ſich, dann dasz ſie die notwendigkeit, war-
 „ umb ſie zum Frieden ſchreiten müſſen, darin
 „ deduciret. Wir wollen nun ſolche uhrſachen
 „ an ſeinen ohrt ſtellen, und uns deſſals mit Ew.
 „ Hochmög. nicht einlaſſen; Sie wiſſen ſich
 „ auch gar woll zu erinnern, dasz wir dem Frie-
 „ den-werck, warumb wir die waffen allein er-
 „ griffen, niemals entgegen geweſen, wir ſeind
 „ viel mehr von Ew. Hochmög. und deren *Mi-
 „ niſtris*, biß auf die letzte ſtunde gar ſehr zur
 „ continuation des Krieges animiret worden; Nur
 „ allein können wir nicht umbhin, Ew. Hoch-
 „ mög. nochmahln vorzuſtellen, dasz die lhres
 „ Stats angezogene noht, womit doch unſern
 „ Lande zuſtandt nicht zu vergleichen, nimmer
 „ ſoo groſß geweſen ſein, dasz Ew. Hochmög.
 „ einen getreüwen Freündt und alliirten, der
 „ ſich allein umb ihrentwegen in dieſen verder-
 „ blichen

„ blichen Krieg gestürzet hat , ohne einige ge-
„ bene ursach von solchem Frieden excludiren ,
„ und unser er bieten , nebst ihnen zugleich den
„ Frieden zu schliessen verwerffen solten : viel
„ weniger kan einige Noth justificiren , das eben
„ zu der zeit , da sie ihrer Friedens-conditionen
„ halber mit der Crohn Franckreich schon gewis
„ gewesen , wie wir dessen gnugsame nachricht
„ haben , an stat davon zu advertiren , und zu glei-
„ cher Friedens-handlung zu veranlassen , sie uns
„ sicher zu machen , zu der Campagne zu präpa-
„ riren , und eine grosse anzahl Volcks zu ihrer
„ Armee an den Rhein zu schicken durch unsere
„ *Ministros* ersuchen lassen. Es kan auch von Ew.
„ Hochmög. gar nicht behauptet werden , dasz
„ Franckreich mit uns nicht zugleich hette tra-
„ ctiren wollen , weil wir ihr Königl. Majest. van
„ Franckreich dieses zum höchsten rhum nach-
„ reden müssen , dasz ungeachtet aller hostilitäten ,
„ die wir bloßs umb Ew. Hochmög. willen verü-
„ bet , in dem wir mit ihr Majest. allezeit in guter
„ freundschaft gelebet , und nicht das geringste
„ mit derselben zu demessiren gehabt , sie den-
„ noch bey so vielen occasionen bezeüget , dasz
„ sie mit uns in vorige freundschaft gern wieder
„ treten wolten. Soo können auch unsere *condi-*
„ *tiones* Ew. Hochmög. nicht davon abgehalten
„ haben , weil sie ja nimmermehr mit uns ver-
„ treüwlich überlegen lassen , worauf wir end-
„ lich bestehen wolten ; und ihnen gnugsam be-
„ kandt , dasz wir zu der zeit viel bessere *conditio-*
„ *nes* haben können , als wir anitzo erlanget , wan
„ wir nicht umb Ew. Hochmög. willen , und
„ dieselbe niet zu verlassen , uns solcher Tractaten
„ entschlagen hetten. Was Ew. Hochmög. über
„ die Crohn Spanien klagen , gehet uns nicht an ;
„ es ist aber gleichwohl offtenbar und am tage , dasz
„ nicht

„nicht Spanien son. dern Ew. Hochmög. zu erst
 „aus dem Kriege geschieden, Spanien auch so
 „wol als andere Alliirte alle hefftig darüber doli-
 „ret, und die Frantzösische armée in ihren Lan-
 „den mit unfäglichen kosten noch eine geraume
 „zeit sehen lassen wollen, ehe sie den Frieden ra-
 „tificiret haben. Wan nun dieses alles sich also
 „verhält, und Ew. Hochmög. versprechen in
 „dem *Fædere* unsere satisfaction zu beforderen,
 „klar dar lieget; sie auch selbst erkennen, dasz
 „unsere Assistenz ihnen nicht unnützlich gewe-
 „sen, und unsere Lande desfals aufs eüsserste
 „ruiniret worden, und sie dannenhero verhof-
 „fentlich den vorsatz haben werden, uns der ge-
 „stalt zu begütigen, dasz wir in dergleichen fäl-
 „len, gleich wie wir van hertzen dar zu geneigt
 „sein, uhrsach haben mögen uns Ihres Stats
 „hinwiederumb treulich anzunehmen. So er-
 „suchen wir Ew. Hochmög. hiemit dienst-
 „freünd-und nachbarlich, sie wolten dieses alles,
 „dero uns in diesem ihrem Schreiben abermalen
 „versicherten affection nach, mit einen solchem
 „vorsatz erwegen, dasz sie sich zu aller billig-
 „keit und zu prästirung dessen wozu sie sich ver-
 „bunden, erklären wollen. Und weil dieses werck
 „mit Schreiben nicht wol zu dem gewünschten
 „zweck gebracht werden kan; So stellen wir in
 „dero belieben, ob nicht desfals eine conferentz
 „zwischen unser beyderseits *Ministros* anzustel-
 „len, wie wir das vertrauwen haben, Ew.
 „Hochmög. werden sich dabey zur billigkeit
 „anschicken; also versichern wir dieselbe hin-
 „wiederumb, dasz auch wir den bogen niet zu
 „hoch spannen, sondern viel mehr umb desto
 „besserer cultivirung beharrlicher freündtschafft
 „uns dergestalt dabey anschicken wollen, dasz
 „Ew. Hochmög. selbst uns das zeugnüs geben
 „werden,

„ werden, dasz wir bey diesem werck nichts mehr,
„ dan eine billigmäßige und nus versprochene in-
„ demnifirung suchen, damit wir ein andermal
„ capabel sein mögen bey einem und andern
„ zufall denenselben angenehme dienste und
„ freüdttschafft zu erweisen, wozu wir dan ieder-
„ zeit bereit und gefliffen verbleiben. Gegeben
„ zu Potzdam den 24. Augusti 1679.

„ Von Gottes gnaden Friederich Wilhelm Marg-
„ graff zu Brandenburg, des Heyl. Röm. Reichs
„ Ertz Cammerer und Chur-Fürst, in Preüssen,
„ zu Magdeburg, Gülich, Cleve, Berge, Stet-
„ tin, Pommeren, der Cassuben, und Wenden,
„ auch in Schlesien, zu Crossen und Jägern-
„ dorff Hertzog, Burggraß zu Nürenburg,
„ Fürst zu Halberstadt, Minden und Camin,
„ Graß zu der Marck und Neuwensperg, Herr
„ zu Ravenstein, und der Landen Lauwen-
„ burg und Bütauw.

*Eu. Hochmög. gutwilliger
Freund und Nachbar*

FRIEDERICH WILHELM
Chur-Fürst.

TRAD V C T I O N.

Autre L E T T R E

*de sa Serenité Electorale de Brandenburg à leur H. P.
Messseigneurs les Estats Generaux des Pro-
vinces Unies du 24. Aoust 1679.*

TRes chers Amis, & voisins, après avoir sa-
lué vos H. P. nous vous faisons sçavoir, que
nous avons enfin receu la réponse de vos H. P. tant
de-

desirée, du $\frac{8}{18}$ Aoust, quoyque sur nostre dernière, datée du 12. Juillet, mais pas sur nostre précédente du $\frac{28}{7}$ Mars / Avril, L'on nous a encor moins répondu sur nos justes pretensions, quoyque nous ne voulons pas douter, que vos H. P. n'ayent bien considéré les motifs allegués, que d'une part nous ne souhaittons, que de vivre dans une continuelle Amitié & voisinage, & d'autre part que nous souhaittions quelque reparation des pertes inestimables que nous avons souffertes pour l'amour d'eux. Nous ne voulons pas douter, que vos H. P. ne se souviennent, selon leur grande capacité tant renommée, du Traité d'Alliance tant forte, & qu'elle ne s'en debarasse: Mais nous avons enfin appris avec déplaisir & estonnement, que vos H. P. ne nous ont remontré que la nécessité de faire la Paix les y obligeoit. Nous mettrons cela de costé, mais vos H. P. sçavent bien que si nous avons pris les armes, cela n'a esté que pour faire la Paix; & nous sommes plusieurs fois même jusques à la fin animés de vos H. P. & de leur Ministres pour une continuation de guerre, c'est pourquoy nous ne pouvons manquer, de remontrer encore une fois à vos H. P. que la nécessité alleguée de leur Etat n'étoit pas à comparer à celle de nos terres, & qu'elle n'a jamais été telle, que vos H. P. devoient faire une Paix à l'exclusion de Vostre fidelle Ami & Allié, qui n'est entré en cette perilleuse guerre que pour l'amour d'eux, & qui a bien voulu faire la Paix conjointement avec eux. Encor moins vous pouvez vous justifier sur la nécessité, puisque au même-temps, que vous avez traité sur les Conditions avec la France, dont nous estions assurés, au lieu de nous en advertir & d'offrir de negotier conjointement, vous nous assûriez des préparations pour la Campagne, & ayant demandé à nos

Mini-

Ministres un grand nombre de Troupes, qui se devoient joindre à leur Armée vers le Rhin : Vos H. P. ne pourront pas prouver, que nous ayons voulu traiter avec la France en même-temps, puisque nous sommes obligés, de loüer Sa Royale Majesté de France, que non-obstant toutes les hostilités, que nous avons commises pour l'amour de vos H. P. lors que nous avons tousjours vécu en bonne amitié, & que nous n'avions rien à démêler, il a toujours & en tant d'occasions témoigné, qu'il ne souhaittoit que de rentrer avec nous en amitié. Aussi nos Conditions n'auroient pas pû en détourner vos H. P. puisqu' ils ne nous ont jamais demandé sur quel point nous voulions conclure : & comme il vous est assés connu, que nous pouvions avoir pour lors des Conditions plus favorables, que nous n'avons obtenu à présent, si nous ne les avons laissées pour l'amour de vos H. P. Vos H. P. se plaignent de la Couronne d'Espagne, cela ne nous touche pas; mais il est public; que ce n'est pas l'Espagne, mais vos H. P. qui ont quitté premierement la guerre, & que l'Espagne aussi-bien que les autres Alliez, tous s'y sont opposés, & ont souffert l'Armée de France longtemps dans leur País avec des frais inestimables, avant que d'avoir ratifié leur Paix, tout cela étant, & vos H. P. s'estant obligées par l'Alliance faite avec nous, de nous procurer satisfaction, & que vous avoüez, que nostre assistance ne vous a pas esté inutile, & que par là nos Terres sont reduites à l'extrémité; par conséquent nous esperons qu'ils nous les dedommageront, & que nous aurons ainsi sujet de renoüer avec l'Etat une fidelle Amitié & voisinage, & puisque par écriture nous ne pourrions pas bien venir à une fin souhaittable; nous le deférons à leurs H. P. s'ils desirent, que nos Ministres en tiennent des Conferences avec les
vostres

vostres, ne doutant pas de la raison de leur H. P. & nous assurons, que nous y porterons toutes les facilitez, & ferons tout pour une continuelle amitié, & vos H. P. donneront ce témoignage, que nous ne cherchions qu'une juste reparation, laquelle nous a esté promise, pour que nous puissions estre capables par les premieres occasions, de témoigner nôtre agreable service & amitié, à quoi nous sommes toûjours prêts & demeurons. Donné à Potsdam ce 24. Août, 1679.

Frederich Wilhelm, par la grace de Dieu, Marquis de Brandebourg ; Grand Chambelan & Electeur du Saint Empire ; en Prusse, à Magdenbourg, Juilliers, Cleve, Berge, Stettin, Poméranie, Cassubie, Wandalie, en Silesie, Crossen & Jagersdorf Duc; Bourggrave à Nürenbourg; Prince de Halberstadt, Minden & Camin ; Comte de la Marc & Neuwensperg, Seigneur de Ravestein & du Territoire de Lauwenbourg & du Buttauw.

De Vos Hautes Puissances.

le bon Amy & voisin

FREDERICH WILHELM
Electeur.

M E M O I R E S

touchant le

T R A I T E' de P A I X

entre les Couronnes

D'ESPAGNE & de SUEDE.

L E T T R E

*du Mediateur aux Ambassadeurs de Suede, pro-
posant un Expedient pour faire la Paix
avec l'Espagne.*

M E S S I E U R S ,

VOyant qu'il y a quelque chose, qui man-
que encore à la perfection de la Paix en-
tre les Couronnes de Suede & d'Espagne,
& l'Expedient dont j'ay eu l'honneur de
parier plus d'une fois à vos Excellences, pour sor-
tir de l'affaire en cette rencontre, ayant eu des-ja
quelque approbation, j'ay cru estre de mon de-
voir, afin d'avancer tant qu'il m'est possible une
affaire de cette importance, de minuter une forme
de Declaration, qui puisse être suivie sauf un meil-
leur avis, pour mettre la derniere main à cette
Paix. J'ay pris pour fondement, que Sa Majesté
le Roy de Suede, estant compris dans la Paix faite
icy à Nimegue entre la France & l'Espagne: Et le
Roy Catholique estant pareillement compris dans
celle, qui s'est faite entre Sa Majesté Imperiale &
la Suede, il n'y avoit plus lieu de craindre les ho-
stilités;

stilités ; & par consequent, que la Paix s'étoit facilement rétablie entre lesdits Roys, Leurs Royaumes & Etats. Cecy étant indubitable, il ne reste, ce semble, aucun lieu de douter, que Leurs Majestés les Roys de Suede & d'Espagne ne soient en tres-bonne disposition de déferer aux offices & aux instances du Roy mon Maistre d'autant plus, que Sa Majesté ne desire rien plus passionnément, que de voir la Paix entre deux Roys, ses anciens Alliés, prendre au plutôt toutes les perfections qui y sont requises, & d'estre compris dans les Traités de Paix qui sont déjà faites, afin d'affermir de plus en plus le repos general de la Chrestienté. Pour cet effet, on pourroit passer sans délai à la Publication de la Paix dans les Villes de Stockholm, de Riga, de Madrit & de Bruxelles, moyennant que Vos Excellences & l'Ambassade d'Espagne aggréassent préallablement la teneur d'une Declaration à tel effet, & arrêtaissent de concert un certain jour auquel on en pourroit faire la Publication auxdites Villes. Vos Excellences me feront l'honneur, s'il Leur plaît, de faire Leur reflection sur le Projet cy-joint, & en cas qu'Elles le trouvent conforme à leurs sentimens, Elles auront la bonté de m'en avertir, & en même-temps de me faire sçavoir ce qu'il y aura à faire d'avantage. Le tout sur le fondement que je présuppose, sçavoir, que l'autre Partie ne fera point difficulté d'entrer dans cet expedient, pour mettre la dernière main à une œuvre si sainte & si importante. En attendant la resolution de Vos Excellences sur ce sujet, je demeure.

MESSIEURS,

De Vos Excellences

Le tres-humble & tres-obeissant serviteur.

L. JENKINS.

A V E R T I S S E M E N T.

PAreille lettre à la precedente a aussi esté écrite aux Ambassadeurs de l'Empereur, pour faire proposer par eux le mesme expedient à l'Ambassadeur d'Espagne, avec lequel le Mediateur n'avoit point de communication. Le Projet dont il fait mention suit.

P R O J E C T V M

Declarationis Pacis Hispano-Suecicæ, transmissum die 6. Augusti, 1679. à Mediatore Anglico Legatis Hispanicis & Suecicis.

CAROLUS Dei Gratia Hispaniarum &c. Rex &c. Omnibus &c. Quum belli denuntiatio illa, quæ nos inter & Serenissimum ac Potentissimum Principem, Dominum Carolum Suecorum &c. Regem &c. ante aliquot annos hinc inde intercessit, jam pro non habitâ & non publicatâ censeatur, ex eo speciatim tempore, quo nos Pace cum Rege Christianissimo Noviomagi nuper initâ & conclusâ ac postmodum ratihabitâ, consensimus, ut præfatus Rex Sueciæ in eâdem pace comprehenderetur, prout reipsa, comprehensus & ritè conclusus est, præfatusque vicissim Rex Pace cum Imperatore & Imperio Romano Noviomagi itidem nuper initâ & conclusâ, & deinde ratihabitâ, consensit, ut nos pariter in eâdem Pace comprehenderemur, prout nos reipsâ comprehensos & ritè inclusos esse, certiages facti sumus. Cùmque Serenissimus ac Potentissimus Princeps Dominus Carolus II. M. Britannia &c. Rex &c. Mediator inter nos & prædictum Regem Sueciæ (uti & universim) receptus pro indefesso illo zelo, quo Orbi Christiano pacificando operam, per plures annos, navavit, in eo

totus jam sit, ut Paix inter nos & prædictum Regem Sueciæ, comprehensionibus & inclusionibus ante memoratis inchoata, tot pacificationibus, Deo dante, per Europam confectis quantovis accedat, omnibus numeris absoluta, iisdemque annumeretur; eumque in finem consultum inò necessarium duxerit, ut solemnè aliquâ Declaratione, ex conditò hinc inde publicandâ, Pacis & antiquæ amicitie, inter nos & prædictum Regem Sueciæ jam per Dei gratiam redintegratæ, plenaria restauratio & confirmatio, omnibus, quorum interest, innotesceretur.

Nos postquam certiores facti sumus, eam Pacis & amicitie cumulatius redintegrandæ & firmandæ rationem, (quæ à præfato Rege Mediatore proponebatur,) uti nobis ita & prædicto Regi Sueciæ perplacere, nec non de tenore ipsarum Declarationum, ut & de locis & diebus certis, quibus commodè publicari poterunt, (alias interpositis Officiis Mediatoriis,) conventum esse.

Sancimus, edicimus & declaramus, quòd Pax Christiana, vera & sincera, inter nos & prædictum Regem Sueciæ, ut & inter nostros, respectivè, Hæredes & Successores, Regna, Provincias & Ditiones adeò plenariè & perfectè restabilita, redintegrata & confirmata sit, ac si nulla unquam belli denunciatio, aut alii quipiam hostiles motus nobis aut subditis nostris cum prædicto Rege & subditis suis, intercessissent, eandemque Pacem firmam, inviolabilem & perpetuam esse volumus & jubemus.

Cessationem item hostilitatum, inimicitiarum & simultatum cujuscunque generis, contra Regem Regnumque Sueciæ subditos & incolas suos subditis & incolis nostris, cujuscunque status aut conditionis fuerint, firmiter injungimus & imperamus.

Omnesque repressalias, ut & Marchæ & contra Marchæ commissiones, (si quæ forte post nuperos belli motus vel contra subditos & incolas prædicti Regis Sueciæ eman-

emanarunt) auctoritate presentium inhibemus, revocamus & cassamus. Declaramus insuper, omnia ea que quocunque loco & modo à primordio horum motuum vel antea hostiliter gesta sunt, omnesque lites & actiones inde exortas vel exordium sumpturas, tolli, extinguere & aboleri, uti vigore presentium tolluntur, extinguuntur & abolentur: ita ut neque intuitu hostilitatum antecedentium, nec alio quocunque sub pretextu quicquam omnino molestiæ vel impedimenti, viâ juris vel viâ facti subditis prædicti Regis Sueciæ quoad personas vel res suas, vel earundem securitatem vel indemnitatem inferatur vel inferri patiatur.

Quod si aliqua navis vel navigium, bona vel mercimonia ad subditos prædicti Regis Sueciæ pertinentia, post 17. Mensis Septembris, anni proxime præcedentis (quâ scilicet comprehensionum & inclusionum prædictarum altera stipulata est) per mare capta aut occupata fuerint, & per subditos nostros adhuc detenta sunt, ea omnia & singula eorundem proprietariis, absque morâ vel exceptione quacunque reddi & restitui decernimus & jubemus, in statu quo tempore captionis aut occupationis existebant.

Declaramus porrò & statuimus, quod omnes subditi Regis Sueciæ in commerciis per regna, & ditiones nostras terrâ marique exercendis gaudebunt iisdem immunitatibus & privilegiis, quibus ullo alio tempore, ante prædictam belli denuntiationem, gavisi sunt.

Mandamus denique & injungimus, omnibus Urbium, locorum & armorum nostrorum terrâ marive Præfectis, necnon Magistratibus & Officialibus nostris & generatim omnibus, qui nobis fide & obsequio tenentur, ut ea que superius declarata, & sancita sunt, fideliter exequantur & observent, & ab aliis pariter observari faciant sub penâ indignationis nostræ, &c.

In quorum fidem & robur hanc nostram Declarationem, manus nostræ Regiæ subscriptione & sigilli

Datum Anno Domini, 1679.

TRADUCTION.

P R O J E T

de la Declaration de la Paix entre l'Espagne & la Suede, envoye le 16. d'Aoust, 1679. par le Mediateur d'Angleterre aux Ambassadeurs d'Espagne & de Suede.

C H a r l e s par la grace de Dieu Roy d'Espagne, &c. A tous ceux, &c. La Declaration de la guerre muë depuis quelques années, entre nous, & le tres-puissant Prince, le Seigneur Charles Roy de Suede, étant maintenant estimée comme non déclarée, ni publiée, particulièrement depuis que par la Paix faite & conclüe à Nimegue depuis quelque temps avec le Roy Tres-Chrétien, & ratifiée peu après, nous consentons que ledit Roy de Suede soit compris dans cette Paix, comme en effet il y est compris en bonne & duë forme. Pareillement le Roy sus-nommé ayant consenti par la Paix faite & conclüe aussi à Nimegue depuis peu de temps avec l'Empereur & l'Empire, & ratifiée ensuite, ayant dis-je consenti, que nous fussions reciproquement compris dans cette Paix; comme en effet nous sommes certains, que nous y sommes bien & duëment compris.

Davantage le Serenissime & tres-Puissant Prince le Seigneur Charles II. Roy de la Grande Bretagne, reçu Mediateur entre nous & le susnommé Roy de Suede, comme aussi entre tous les Princes interessés dans tette guerre, lequel depuis plusieurs années a employé ses puissans offices pour

réta-

rétablir la Paix parini les Chrestiens, faisant aujourd'huy tous ses efforts pour achever au plutôt entre nous & le susdit Roy de Suede, la Paix commencée sur le pié des conclusions susdites, & par la grace de Dieu précédée de tant de Traités; Ayant deplus pour la conduire à sa perfection, jugé à propos, que tous ceux qui y ont interest, füssent par une Declaration solemnelle, publiée de part & d'autre, que l'ancienne Paix & amitié d'entre nous & le Roy de Suede susdit, est entiere-ment rétablie.

Nous, étans dûement informés, que le motif allegué par le susdit Roy Mediateur pour le rétablissement de ladite Paix & amitié, étoit accepté du Roy de Suede aussi-bien que de nous; Et deplus, qu'on est demeuré d'accord de la teneur des Declarations; de même que des jours & des lieux, auxquels on pourra les publier commodément, par l'entremise des bons offices du Mediateur.

Nous ordonnons & declaron, que la Paix véritable, sincere, & Chrestienne entre nous & le susdit Roy de Suede, les heritiers, Successeurs, Royaumes, Provinces & Domaines de l'un & de l'autre, soit renouvelée, confirmée & rétablie de la même maniere, que s'il n'y eût jamais eu de guerre entre nous ou nos sujets, & le susdit Roy & ses sujets; & voulons & commandons que cette Paix soit ferme, inviolable & perpetuelle.

Pareillement nous deffendons expressément à tous nos sujets, de quelque état & condition qu'ils soient, d'exercer aucun acte d'hostilité, de haine & d'animosité contre le Roy de Suede, son Royaume & ses sujets.

Comme aussi nous revoquons, cassons & annulons en vertu des Presentes, toutes les commissions de marche & de contremarche, que l'on pourroit avoir données depuis les mouvemens de

la dernière guerre contre les sujets dudit Roy de Suede & les habitans de son Royaume. Deplus nous declarons, que tous actes d'hostilités, de quelque maniere & en quelque endroit, qu'on les ait exercés, depuis ou avant le commencement de ces troubles, & toutes actions & tous procès intentés ou à intenter en vuë desdits actes d'hostilité, sont éteints, abolis & annullés en vertu des Presentes. De telle sorte qu'il ne soit fait aux sujets dudit Roy de Suede, directement ni indirectement, par voie de droit ou de fait, en vuë desdits actes d'hostilité, ou sous quelque prétexte que ce soit, nulle injure ou empêchement, soit dans leurs personnes ou dans leurs biens, ni aucune chose qui contrevienne à leur seureté.

Que s'il arrive, que depuis le 17. Septembre de l'année dernière, jour de la stipulation desdits Articles & conclusions, on ait pris par mer, & retenu aux sujets dudit Roi de Suede des navires, biens ou marchandises; nous voulons & commandons, qu'ils soient entierement restitués & sans delay, au même état qu'ils estoient au moment de la prise.

Nous voulons encore & ordonnons, que tous les sujets du Roy de Suede jouissent, par Mer & par Terre dans l'exercice de leur commerce, dans l'étendue de nôtre Royaume & ses dépendances, des mêmes immunités & privileges, dont ils jouissoient avant la Declaration de ladite guerre.

Mandons enfin & enjoignons à tous nos Gens commis à la garde de nos Villes, Places & armes, tant par mer que par terre, comme aussi à nos Magistrats & Officiaux, & generalement à tous ceux qui sont obligés de nous rendre fidelité & obeïssance, d'executer & observer fidellement, & même de faire observer aux autres cette nostre Declaration & ordonnance, sous peine de nostre indignation.

En foy de quoy nous avons ordonné, que ladite declaration, signée de nôtre propre main, & scellée de nôtre grand sceau, fût publiée & divulguée. L'An de grace, 1679.

L E T T R E

de Messieurs les Ambassadeurs de Suede à Monsieur Jenkins, par laquelle ils declarent d'accepter le Formulaire de la Publication de la Paix entre les Couronnes de Suede & d'Espagne.

M O N S I E U R,

AYant receu la Lettre de V.E. nous n'avons pas manqué d'en considerer le contenu avec le formulaire y joint de la Publication de la Paix entre les Roys & les Couronnes de Suede & d'Espagne, & comme nous avons raisons d'approuver les sentimens de V. E. aussi declarons nous à present, que nous acceptons le susdit Formulaire en tous ses points & clauses, nous chargeans que selon la teneur d'iceluy, la Publication se fera le 24. de Novembre prochain dans les Villes de Stockholm & Riga, au nom de sa Majesté le Roy nôtre Maître, sur l'assurance, que V. E. nous veut bien faire; qu'elle se fera en même temps, & en la même forme par S. M. le Roy d'Espagne dans les Villes de Madrit & de Bruxelles. C'est dequoy nous avons bien voulu asseurer V. E. par ces mots, afin qu'elle sceut, que l'Europe doit encore cette Paix à la mediation de sa Majesté Britannique & à vos soins: nous sommes.

A Nimegue ce 6. d' Aoust, 1679.

M O N S I E U R.

de vôtre Exc. les Tres-humbles & tres-obeissants Servit.

BENOIT OXENSTIERN.

JOH. PAULIN OLIVENKRANTS

Z 5

TEST

T E S T I M O N I U M

Domini Jenkins, Suecicam Legationem recipere
 Formulam Pacis inter Hispaniæ & Sueciæ
 Reges factæ.

NOS S. R. M. Magnæ Britanniæ Legatus Extraordinarius & Plenip. ad Tractatus Pacis Noviomagi institutos infrascriptus notum facimus ac testamur per præsentēs, quod Illustrissima & Exc. Legatio Suecica nobis Mediatorio munere fungentibus declaravit, se formulam Declarationis sive Programmatiss præsentibus annexam in omnibus approbasse & acceptasse, eum in finem, ut pax inter Coronas Hispaniæ & Sueciæ publicetur ac formetur; Promisit insuper & in se suscepit, quod autoritate Seren. & Potentissimi Suecorum Regis eadem Declaratio Stockholmæ & Riga in Livoniâ, 24. die Novembris stilo Vet. proximè futuri solemniter promulgabitur, prout in casibus consimilibus moris est; in quorum fidem hæc literas certificatorias manu nostrâ subscripsimus, iisque sigillum nostrum apposuimus.

8. Augusti stilo Vet. 1679.

(L. S.) L. JENKINS.

T E S T I M O N I U M

Legati Magnæ Britanniæ Regis, literas antecedentes cum Originali convenire.

NOS Legatus Extraord. & Plenip. S. R. Majestatis Magnæ Britanniæ infrascriptus testamur, quod hoc præsens Scriptum transumptum sit ex literis Originalibus Illustrissimæ & Exc. Legationis Suecicæ ad nos datis & penes nos remanentibus, quodque eandem

rimdem vera Copia sit, & cum iis in omnibus concordet.

Datum 8. Augusti, 1679.

L. JENKINS.

TRADUCTION.

CERTIFICAT

*de M. Jenkins touchant l'acceptation du Formulaire
de la Publication de la Paix entre les Couronnes
de Suede & d'Espagne, de la part des
Ambassadeurs de Suede.*

Nous soussigné Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de sa Sacrée Royale Majesté le Roy de la Grande Bretagne, pour les Traités de Paix qui se doivent conclure à Nimegue, attestons & certifions par les Presentes, que L.L. E.E. M.M. les Ambassadeurs de Suede nous ont déclaré en qualité de Mediateurs, qu'ils ont approuvé & accepté le Formulaire de la Declaration ou écrit joint à ces Presentes; & ce afin de faire & de publier la Paix entre les Couronnes d'Espagne & de Suede. Davantage lesdits Ambassadeurs ont promis & garanti, que ladite Declaration sera publiée solennellement par ordre du Serenissime & tres-Puissant Roy de Suede à Stokholm & à Riga en Livonie le 24. Novembre prochain venant V.S. comme on a coutume de faire en pareille rencontre. En foy de quoy nous avons signé ce Certificat, & y avons mis nostre Cachet.

Le 8. d' Aoust vieux stile 1679.

L. JENKINS.

C E R T I F I C A T

*de Monsieur le Mediateur, declarant que les Lettres
precedentes sont conformes à
leur Original.*

Nous sousigné Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de sa Sacrée Royale Majesté le Roy de la Grande Bretagne, certifions que ce présent écrit a été copié sur les Lettres Originales que L. L. E. E. M. M. les Ambassadeurs de Suede nous ont confiées, & dont nous sommes dépositaires; Qu'il a esté fait suivant la Copie, & qu'il y est entierement conforme. Donné le 8. Aoust, 1679.

| L. JENKINS.

A C T U S

certificatorius Pacis Suecico-Hispanicæ, à Mediatore Legatis Suecicis exhibitus die
8. Augusti, 1679.

Nos Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britannie Legatus Extraordinarius & Plenipotentarius, ad Tractatus Pacis Norviomagi institutos infrascriptus notum facimus & testamur per presentes, quod Illustrissima & Exc. Legatio Cæsarea, nobis, munere Mediatorio fungentibus, declaravit, Illustrissimam & Excellentissimam Legationem Hispanicam formulam Declarationis, siue programmatis presentibus annexam, in omnibus approbasse & acceptasse eum in finem, ut Pax inter Coronas Sueciæ & Hispaniæ, secundum ejusdem Declarationis tenorem publicetur & firmetur, promississe insuper & in se suscepisse, quod auctoritate Srenissimi ac Potentissimi Hispaniarum Regis eadem

Decla-

*Declaratio Madriti & Bruxellis, die 4. Decembris stilo
Nov. proximè futuri, solemniter promulgabitur, prout
in Casibus consimilibus moris est. In quorum fidem hasce
Literas nostras certificadorias, manu nostrâ subscripsi-
mus, iisque sigillum nostrum apposuimus.*

8. Augusti stilo Vet. 1679.

(L.S.) L. JENKINS.

TRADUCTION.

CERTIFICAT

*de la Paix, faite entre la Suede & l'Espagne, donné par
le Mediateur aux Ambassadeurs de Suede.*

Nous sousigné Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire, pour les Traités de Paix qui se doivent faire à Nimegue, de sa Sacrée Royale Majesté le Roi de la Grande Bretagne, certifions par les Presentes, que L.L. E.E. M.M. les Ambassadeurs de sa Majesté Imperiale, nous ont déclaré en qualité de Mediateurs, que L.L. E.E. M. M. les Ambassadeurs d'Espagne, ont approuvé & accepté sans exception le Formulaire de la Declaration ou écrit joint à ces Presentes: & ce afin que la Paix d'entre les Couronnes de Suede & d'Espagne soit confirmée & publiée, suivant la teneur de ladite Declaration. Nous certifions de plus, qu'ils ont promis & garanti, que le Serenissime & tres-Puissant Roy d'Espagne la feroit publier solennellement à Madrid & à Bruxelles le 4. Decembre prochain venant Nov. stile, comme on a coutume de le faire en semblables occasions. En foy dequoy, nous avons signé ces Pre-
sentes

542 *Memoires & Negotiations*
fentes de nôtre propre main, & scellé de nôtre
sceau.

Le 8. d' Août vieux stile 1679.

(L.S.) L. JENKINS.

A V E R T I S S E M E N T.

P *Arreil Acte de Certificat a esté donné aux Ambas-
sadeurs de l'Empereur, pour estre delivré à celuy
d'Espagne.*

F O R M U L A

Declarationis Pacis Hispano-Suecicæ.

C *arolus Dei gratiâ Hispaniarum, &c. Rex, &c.
Omnibus, &c. (a)*

*Quum belli denuntiatio illa, quæ nos inter ac Seren-
ac Potentissimum Principem Dominum Carolum, &c.
Suecorum, &c. Regem, &c. (b) . . . ante aliquot
annos hinc inde intercessit, jam pro non habitâ & non
publicatâ censeatur ex eo speciatim tempore, quo nôs
Pace cum Rege Christianissimo Norviomagi nuper initâ
& conclusâ ac postmodum ratihabitâ consensimus, ut
Præfatus Rex Sueciæ in eâdem Pace comprehenderetur,
prout reipsâ comprehensus & rite inclusus est, Præfa-
tusque vicissim Rex Pace cum Imperatore & Imperio
Romano Norviomagi itidem nuper initâ & conclusâ, &
deinde ratihabitâ, consensit, ut nos pariter in eâdem
Pace comprehenderemur, prout nos reipsâ comprehensos,
& rite inclusos esse certiores facti sumus.*

*Cumque Serenissimus ac Potentissimus Princeps Do-
minus Carolus II. Magnæ Britanniæ, &c. Rex, &c.
(c) Mediator inter nos
&*

(a) *Titulus & Alloquium ex stilo Cancellariæ.*

(b) *Titulus ex stilo Cancellariæ.*

(c) *Titulus ex stilo Cancellariæ.*

Et Prædictum Regem Sueciæ (uti & uniuersim) receptus, pro indefesso illo zelo quo Orbi Christiano pacificando operam per plures annos nauauit, in eo totus jam sit, ut Pax inter nos & Prædictum Regem Sueciæ, comprehensionibus & inclusionibus antememoratis inchoata, tot Pacificationibus per Europam Deo dante, & præfato Rege Magnæ Britanniæ officiis suis Mediatoriis adnitente, confectis, quantocius accedat, iisdemque omnibus numeris absoluta annumeretur; eumque in finem cōsultum, imò necessarium duxerit, ut solempni aliquâ Declaratione ex conditō hinc inde publicandâ, Pacis & Antiquæ amicitie inter nos & prædictum Regem Sueciæ jam per Dei gratiam redintegratæ plenaria restitutio & confirmatio, omnibus quorum interest innotesceret.

Nos postquam certiores facti sumus eam Pacis & amicitie cumulatius adhuc redintegrandæ & firmandæ rationem (quæ à præfato Rege Mediatore proponebatur) uti nobis ita & prædicto Regi Sueciæ perplacere, nec non de tenore ipsarum Declarationum, siue Programmatum ut & de locis & diebus certis quibus commodè publicari poterunt (aliàs interpositis officiis mediatoriis) conuentum esse.

Concludimus, edicimus & declaramus, quod Pax Christiana uera & sincera inter nos & prædictum Regem & Regnum Sueciæ, ut & inter nostros respectiue hæredes & Successores, Regna, Provincias & ditiones adeo plenariè & perfecte restabilita, redintegrata & confirmata sit, ac si nulla unquam belli denunciatio aut alii quipiam hostiles motus, nobis aut subditis nostris, cum prædicto Rege & sub litis suis intercessissent, eandemque pacem firmam, inuolabilem, & perpetuum esse volumus & iubemus.

Cessationem item hostilitatum, inimicitiarum & simultatum cuiuscumque generis contra Regem Regnumque Sueciæ, subditos, incolas & inquilinos suos, omnibus subditis, incolis & inquilinis nostris cuiuscumque status

status aut conditionis fuerint, firmiter injungimus & imperamus.

Omnesque repressalias, ut & marchæ & contra-marchæ Commissiones (si quæ forte post nuperos belli motus vel antea contra subditos & incolas prædicti Regis Sueciæ emanarunt) auctoritate præsentium inhibemus, revocamus & cassamus.

Declaramus insuper, omnia ea quæ quocunque loco & modo à primordio horum motuum vel antea hostiliter gesta sunt, omnesque lites, & actiones inde exortas, vel exordium sumpturas tolli, extinguere & aboleri, uti vigore præsentium tolluntur, extinguuntur & abolentur, ita ut neque intuitu hostilitatum antecedentium, nec alio quocunque sub prætextu, quicquam omnino molestiæ vel impedimenti, viâ juris vel viâ facti, subditis prædicti Regis Sueciæ, quoad personas, vel res suas, vel earundem securitatem, vel indemnitatem inferatur vel inferri patiatur.

Quòd si aliqua Navis vel navigium bona vel mercimonia ad subditos prædicti Regis Sueciæ pertinentia post decimam septimam Mensis Septembris anni proximè præcedentis (quâ scilicet comprehensionum & inclusionum prædictarum altera stipulata est) per mare in quâcunque Orbis plagâ vel Regione, capta aut occupata fuerunt, & per subditos nostros adhuc detenta sunt ea omnia & singula eorundem proprietariis absque morâ vel exceptione quâcunque reddi & restitui decernimus & jubemus in statu quo tempore captionis aut occupationis existebant.

Declaramus porro & statuimus, quòd omnes subditi Regis Sueciæ in Commerciis, per Regna, & ditiones nostras, terrâ marique exercendis, gaudebunt iisdem immunitatibus, & privilegiis, quibus ullo alio tempore ante prædictam belli denunciationem gavisi sunt.

Mandamus denique & injungimus omnibus urbium, locorum & armorum nostrorum, terrâ marive Præfectis, nec non Magistratibus & Officialibus nostris &

generatim omnibus, qui nobis fide & obsequio tenentur, ut ea, quæ superius declarata & sancita sunt, fideliter exequantur, & observent, & ab aliis pariter observari faciant sub pænâ indignationis nostræ (d)
. In quorum fidem & robur hanc nostram Declarationem manus nostræ Regiæ subscriptione & sigilli Regii appositione firmatam promulgari & publicari jussimus.

Datum . . . Anno Domini 1679.

(d) *Cætera ex stilo Cancellariæ.*

TRADUCTION.
 FORMULAIRE
*de la Declaration de la Paix, faite entre l'Espagne
 & la Suede.*

Charles par la grace de Dieu Roi d'Espagne ;
 &c. A tous ceux, &c. (a)
 La Declaration de la guerre mûë depuis quelques années entre nous & le tres-Puissant Prince le Seigneur Charles, &c. Roi de Suede, &c. (b)
 étant désormais réputée comme s'il n'y en avoit point eu, principalement depuis le jour que nous avons consenti, que ledit Roi de Suede fût compris dans la Paix que nous avons conclüë à Nimegue, & depuis ratifiée, comme en effet il y a été compris & inferé. Et reciproquement depuis que le susdit Roi a consenti, que nous fussions compris dans la Paix faite & conclüë depuis peu à Nimegue avec l'Empereur & l'Empire & ratifiée ensuite, comme effective-
 ment

(a) *Titre & expression usités dans le stile de la Chancellerie.*

(b) *Titre selon le stile de la Chancellerie.*

ment nous sçavons y avoir été compris & inferés.

Davantage , le Serenissime & tres-Puissant Prince, le Seigneur Charles II. Roi de la Grande Bretagne, &c. (c) reçu Mediateur entre nous & le susdit Roi de Suede, (comme il l'est entre tous les Princes interessés dans cette guerre) après avoir employé ses soins & ses offices durant plusieurs années pour pacifier l'Europe Chrestienne, faisant aujourd'hui des efforts tout extraordinaires en qualité de Mediateur, pour mettre au plutôt la derniere main à la Paix entre nous, & le susdit Roi de Suede, aux fins & conclusions y mentionnées; Et à ces fins ayant jugé à propos & même necessaire de faire sçavoir à tous ceux à qui il appartient de part & d'autre, que l'ancienne Paix & amitié entre nous & le Roi de Suede est maintenant rétablie, & entièrement confirmée.

Après avoir été assurés, que le motif de cette Paix & amitié, qui doit être renouvelée & confirmée plus abondamment dans la suite, & qui a été proposée par le susdit Roi Mediateur, agréée au susdit Roi de Suede aussi-bien qu'à nous; & qu'on est demeuré d'accord par l'entremise du Mediateur de la teneur de ces Declaratiours & conclusions, comme aussi des lieux & des jours, auxquels on en peut faire commodément la Publication.

Nous concluons, ordonnons, & declarons, que la Paix Chrestienne, veritable & sincere entre nous & ledit Roi de Suede & son Royaume, & respectivement entre nos heretiers & Successeurs, nos Royaumes, Provinces & domaines, est renouvelée, rétablie & confirmée aussi parfaitement, que s'il n'y avoit jamais eu de guerre ni d'hostilités, entre nous ou nos sujets & le susdit Roy

Roy

(c) (c) . (c) Titre selon le stile de la Chancellerie.

Roy & ses sujets, & voulons & commandons que cette Paix soit ferme, inviolable & perpetuelle.

Item nous enjoignons & ordonnons absolument à tous nos sujet, vassaux & habitans, de quelque condition qu'ils soient, qu'il n'y ait plus d'hostilités, de haine, ni d'inimitié entre eux & les sujets, vassaux & habitans du Roi & du Royaume de Suede.

Pareillement nous cassons & revoquons, en vertu des Presentes, toutes sortes de represailles, & même toutes commissions de marche & de contre-marche, qui auroient été données contre les sujets & habitans dudit Roi de Suede avant ou depuis cette guerre.

Comme aussi nous declarons, que tout ce qui a été entrepris en quelque lieu, & de quelque maniere que ce soit, soit devant ou depuis la guerre, & toutes actions & procès, qui en sont nez ou en pourroient naître, soient éteints & abolis en vertu des Presentes. De telle sorte qu'en vûë des hostilités précédentes, ou sous quelque autre prétexte que ce soit, nul ne fasse, ou souffre être fait aucune injure, par voie de droit ou de fait, aux sujets dudit Roi de Suede, soit en leurs personnes ou en leurs biens, contre leur sureté ou leurs privileges.

Que s'il arrivoit, que quelque navire, biens ou marchandises eussent été pris par mer aux sujets dudit Roi de Suede, depuis le 17. Septembre (jour auquel on a stipulé) en quelque endroit du Monde que ce soit, & que lesdits biens fussent encore entre les mains de nos sujets; nous voulons & commandons que tous & chacun de ces biens, soient restitués aux propriétaires sans exception & retardement, au même état, & aussi entiers qu'ils étoient au temps de la capture.

Enfin nous mandons & enjoignons à tous
Com.

Commandans de nos Villes, Places & armes; comme aussi à nos Magistrats & Officiers, & generalement à tous ceux qui nous doivent fidelité & obeïssance, d'executer & observer ponctuellement les ordres ci-dessus donnez, & de les faire observer aux autres sous peine de nôtre indignation. (d) En foy dequoy, nous avons signé ces Presentes de nôtre propre main, & les avons fait sceller de nôtre sceau Royal pour être ensuite publiées. L'An de grace 1679.

(d) Le reste est selon le stile de la Chancellerie.

A V E R T I S S E M E N T.

P*Areil formulaire a aussi esté donné sous le nom du Roy de Suede.*

A C C E P T A T I O N

du Formulaire de la Declaration de Paix entre l'Espagne & la Suede.

M O N S I E U R,

NOus n'avons pas manqué de communiquer la Lettre de vostre Excellence avec le Formulaire y joint de la Publication de la Paix entre les Couronnes d'Espagne & de Suede à l'Ambassade d'Espagne, & comme celle-cy approuve ledit Formulaire, se chargeant que selon la teneur d'iceluy ladite Publication se fera le 4. de Decembre prochain dans les Villes de Madrid & de Bruxelles, au nom de sa Majesté Catholique son Maître sur l'assurance, que vostre Excellence nous veut bien faire, qu'elle se fera en mesme-temps & en la mesme forme par sa Majesté le Roy de Suede dans les Villes de Stockholm & de Riga, nous en avons voulu assurer vostre Excellence

par

de la Paix de Nimegue. 549

par ces mots, afin qu'Elle sçeut, que l'Europe doit encore cette Paix à la Mediation de sa Majesté Britannique & à vos soins : nous sommes.

Nimegue le $\frac{17}{27}$ Aoust 1679.

MONSIEUR,

De Vostre Excellence les tres-humbles & tres-obeissants Serviteurs

JEAN Evêque & Prince de GURCK.
T. A. HENR. STRATMAN.

Estoit adressée.

A son Excellence Monsieur de Jenkins Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de sa Majesté Britannique.

T E S T I M O N I U M

Legationis Anglicæ de fidelitate transcriptionis Instrumenti superscripti.

NOS Legatus Extraordinarius & Plenipotentarius Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniaë infra-scriptus, testamur, quod hoc præsens Scriptum transsumtum sit ex Literis Originalibus Illustrissimæ & Excellentissimæ Legationis Cæsareæ ad nos datis & penes nos remanentibus, quodque earumdem vera copia sit, & cum iis in omnibus concordet. Datum 8. Augusti 1679.

L. JENKINS.

A V E R T I S S E M E N T.

PAreille Acceptation a aussi eslé faite de la part des Ambassadeurs de Suede.

M E

M E M O I R E S

touchant le

T R A I T E' de P A I X

entre leurs Majestez

Tres-Chrestienne & Suedoise

d'une part, & le

Roy de Dannemarc

de l'autre.

A V E R T I S S E M E N T.

LA Negotiation de la Paix entre les deux Couronnes du Nord a esté transportée en Scanie, comme l'on void par les Lettres suivantes. Les Conferences pour la susdite Paix y ont esté commencées à Lundén le premier Juillet 1679. entre les Commissaires des Parties, avec l'assistance de Monsieur de Feuquieres Ambassadeur de France, non-obstant cela la Paix a esté conclüe à Fontainebleau le 2. Septembre 1679. Selon la teneur du Traité suivant.

L E T T R E

L E T T R E

*de Monsieur de Feuquieres à Monfr. le Grand Chancel-
lier de Sa Majesté Danoise de Christianstadt 1. de
May, 1679. &c. pour traiter la Paix du Nord en
Scanie.*

MONSIEUR,

L'Inclination du Roy mon Maistre à la Paix
étant allés connuë par les facilités, que Sa
Majesté a toujours apportées aux Traités
en ce qui la touchoit, & par tout ce qu'elle
fait presentement; ses armes mesme n'ayant au-
tre but, que d'estendre ce bien à toute la Chre-
stienté, il n'y a rien qui me doive retenir de faire
toutes les ouvertures, qui y peuvent contribuer:
& j'ay cru, Monsieur, ne les pouvoir mettre en de
meilleures mains que celles de Vostre Excellence:
c'est pourquoy aussi je la supplie de me faire l'hon-
neur de me dire, si Elle juge, que l'état des Nego-
tiations de Nimegue, (lequel m'est inconnu,) soit
tel qu'on s'en puisse bien-tôt promettre une heu-
reuse Paix entre les deux Couronnes du Nord;
ou bien si pour l'abreger le Roy Vostre Maistre
auroit agreable de traiter en ces Quartiers.
Selon ce qu'il plaira à Vostre Excellence de me
faire sçavoir là-dessus, les Commissaires du Roy
de Suede & moy pourrions aller à Malmöe, d'où
il seroit facile de prendre un Rendévous à Lunden.
Si toutefois Vostre Excellence avoit d'autres
moyens plus seurs ou plus abregeans, je serois
tres-aise de les apprendre d'Elle, ma pensée n'é-
tant en cela, que d'avancer un bien si désiré, &
nullement de retarder les Negotiations de Ni-
megue, si elles se trouvent plus avancées que je ne
les

les crois. Cependant, Monsieur, je me prévaudray de cette occasion pour supplier Vostre Excellence de croire, que personne ne l'honnore plus que moy, & n'auroit plus d'envie de l'assurer en personne, que je suis

de Vostre Excellence,

F E U Q U I E R È S.

Autre L E T T R E

*de Monsieur de Feuquieres au Chancelier de Dannemarck;
touchant la Negotiation de la Paix du
Nord en Scanie, de Christiansladd
le 25 May, 1679.*

M O N S I E U R,

IE ne suis pas peu surpris du retardement de la lettre, que j'ay eu l'honneur d'écrire à Vostre Excellence, & de la maniere qu'Elle luy a esté renduë, Monsieur Sedererantz, Secretaire de la Reine Christine s'en étant chargé en partant d'icy, qui étoit le deuxiême de ce Mois; mais, Monsieur, je m'en console, puis qu'enfin Vostre Excellence l'a receüe, & que le Roy son Maistre agréé ma Proposition, ce qui me donne de grandes esperances du prompt reſtabliſſement de la Paix generale, qui produira en meſme-temps celuy d'une amitié entre trois grands Princes, proportionnée à l'eſtime qu'ils ſe doivent. Auſſi-tôt après l'arrivée de Vostre Trompette, j'ay, Monsieur, eu l'honneur de communiquer voſtre réponſe au Roy de Sue-de, & Sa Maieſté a eu agreable de nommer pour ſes Commiſſaires Monſr. Jean Guldenſtiern, Senateur du Royaume; & Monſr. Joel Orneſtett,

COR.

de la Paix de Nimegue. 553

Conseiller de la Chancellerie, & deplus afin de gagner le temps, Elle donne ordre à Monfr. le Lieutenant General Sperling, Gouverneur de Malmoë de régler par avance les circonstances de l'Assemblée avec celuy qui sera nommé de Vôtre part. Nous aurons besoin, avant que de partir, des Passeports, afin d'éviter l'embarras des grandes Escortes, qui autrement feroient necessaires. J'espere aussi, que V. E. trouvera à propos, de me faire sçavoir les noms de Messieurs le Commissaires Danois, & qu'ils seront de qualité proportionnée à Ceux de Suede: au reste Monsieur je ne puis rendre d'assés grands & respectueux remerciemens au Roy Vostre Maître de la favorable opinion, dont il luy plait de m'honorer. Aidez moy, je vous supplie, à le faire dignement, & à persuader Sa Majesté, que j'employeray tous mes soins à y correspondre; c'est Monsieur une obligation, que je prendray grand plaisir d'avoir à Vostre Excellence, & dont j'espere avoir l'honneur de la remercier un jour, en l'assurant moy-même que je suis;

M O N S I E U R,

De Vostre Excellence.

F E U Q U I E R E S.

I N S T R V M E N T V M

Pacis Gallico-Suecico-Danicum, conclusum Fontibellæquei 2. Septembris, 1679.

In Nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

„ **N**otum sit omnibus & singulis, quorum
 „ interest: postquam mutuus antiqui fœ-
 „ deris inter Galliam & Sueciam nexus Serenissi-
 „ mum ac Potentissimum Principem ac Domi-
 „ num, Dominum Ludovicum XIV. Franciæ
 „ & Navarræ Regem bello in Septentrionalibus
 „ partibus orto implicarit, prædictusque Rex
 „ Christianissimus nihil magis in votis habuerit,
 „ quàm ut pace ubique ferè in Europa nuper resti-
 „ tutâ, incendium, quod in suprâ dictis oris ad-
 „ huc gliscebat, quantociùs etiam extingueretur,
 „ & in ipsis quoque fragrantissimi hujus belli
 „ flammis singularem semper affectum erga Sere-
 „ nissimum ac Potentissimum Principem ac Do-
 „ minum Christianum V. Daniæ, Norvegiæ,
 „ Gothorum Vandalorumque Regem, Ducem
 „ Slesvici, Holsatiæ, Stormariæ & Ditmarsæ,
 „ Comitem in Oldenborg & Delmenhorst serva-
 „ rit, adeoque lubentissimè ex prænominati Da-
 „ niæ Regis Consiliario atque Ablegato extrordi-
 „ nario, Nobili & generoso Domino Henningo
 „ Meyerkron intellexerit, modò dictum Daniæ
 „ Regem eandem pacem seriò exoptare, nihilque
 „ in se desiderari passurum, quod ad reconcilian-
 „ dam concordiam, redintegrandumque mutuæ
 „ amicitiae cum Galliâ, & priorum fœderum per
 „ novissimas hæc bellorum turbas interruptum
 „ nexum, facere ulla ratione queat: & quia supra
 „ dicti

„ dicti Regis Christianissimi rationes & interesse,
„ quoad præsens bellum, à rationibus & interesse
„ Serenissimi & Potentissimi Principis ac Domini,
„ Domini Caroli X I. Suecorum, Gotthorum,
„ Valdalorumque Regis, Magni Principis Fin-
„ landiæ, Ducis Scaniæ, Livoniæ, Estoniæ, Ca-
„ reliaë, Bremæ, Verdæ, Stettini, Pomeraniæ,
„ Cassubiæ, & Vandaliaë, Principis Rugiæ, Do-
„ mini Ingriæ & Wismariaë, nec non Comititis
„ Palatini Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviaë &
„ Montium Ducis, nullo modo separari queant;
„ prædictusque Ablegatus Daniaë extraordinarius
„ haud alium esse memorati Daniaë Regis ani-
„ mum testatus fuerit, quàm ut bona, secunda atque
„ constans cum Sueciæ Rege Pax ineatur atque
„ concludatur; Rex Christianissimus tam suo
„ quàm Sueciæ Regis nomine reconciliandæ mu-
„ tuæ concordiaë, restituendæque Orbi Christiano
„ tranquillitatis ergò, de Pacis conditionibus cum
„ præfato Daniaë Rege ineundis Tractatus in se
„ suscipit, eumque in finem Excellentissimum &
„ Illustrissimum Dominum Arnould, Equitem
„ Dominum à Pomponne, Consiliarium suum
„ intimum, & Secretarium Statûs & Mandato-
„ rum, nominavit deputavitque, ut cum prædicto
„ Daniaë Regis Ablegato negotium hoc tractaret,
„ atque ad optatum finem perduceret: qui suffi-
„ cientibus instructi Mandatis, (quorum origi-
„ nalia utrinque commutata Apographa sub fi-
„ nem hujus Instrumenti verbotenùs inserta
„ sunt) in sequentes Pacis & amicitiaë leges con-
„ venerunt.

I.

„ Sit intra suprascriptos Reges & eorum Hære-
„ des, Successores, Regna, Status, Provincias,
„ Ditiones & Subditos terrâ marique & ubique

„ locorum vera, firma & perpetua Pax, sinceraque
 „ amicitia, eaque religiosè & bonâ fide servetur,
 „ & supradicti Reges mutuum honorem, utilita-
 „ tem & commodum invicem promovéant. Sit
 „ præterea amnestia generalis, & perpetua oblivio
 „ omnium eorum, quæ ante hoc bellum, & duran-
 „ te eodem ejusque occasione, quocunque loco
 „ modove hostiliter acta sunt, quod etiam obser-
 „ vetur respectu Subditorum, qui has vel illas
 „ partes fecuti sunt, ita ut nemini eorum posthac
 „ quicquam molestiæ, specie juris aut viâ facti,
 „ sub quocunque prætextu inferatur.

II.

„ In quem finem cessent & aboleantur omnia
 „ fœdera, quæ ab alterutro supradictorum Re-
 „ gum in alterius damnum & præjudicium inita
 „ sunt, neque præfati Reges in posterum illi Tra-
 „ ctatui aut confœderationi in alterius detrimen-
 „ tum tendenti consentiant.

III.

„ Cessent intra partes supradictas cujuscunque
 „ generis hostilitates terrâ marique intra duas
 „ Septimanas à die subscriptionis hujus Tractatûs
 „ computandas, excepta tantum Norvegiâ, in
 „ cujus confiniis eadem hostilitates intra trium
 „ Septimanarum spatium cessabunt, aut citiùs, si
 „ Ducibus exercituum præsens Tractatus priùs
 „ innotescere possit. Si quæ autem copię Gallicæ
 „ in Ditionibus Regis Daniæ commorari contin-
 „ geret, intra decem dierum spatium à subscri-
 „ ptione præsentis Tractatûs computandarum re-
 „ cedent, nec post elapsas supradictas decem dies
 „ ullæ novæ contributiones exigì poterunt.

IV. Et

I V.

„ Et quandoquidem Rex Christianissimus sem-
„ per declararit se non aliter quàm sub conditione
„ restitutionis Sueciæ juxta tenorem Tractatum
„ Rotschildensis, Hafnienfis & Westphaliæ Pacem
„ inire posse : Rex Daniæ etiam ob publicam
„ tranquillitatem & respectu Regis Christianissi-
„ mi huic conditioni assensit ; conventum est
„ quòd supra dicti Tractatus Rotschildensis, Haff-
„ niensis & Westphaliæ cum omnibus ad Tracta-
„ tum Haffniensem spectantibus Instrumentis in
„ omnibus & singulis Articulis pristino vigori re-
„ stituantur, facti tectique maneant, atque in hoc
„ Tractatu ita repetiti censeantur , ac si de verbo
„ ad verbum eidem inserti essent. •

V.

„ Vigore igitur præsentis Tractatus Rex Da-
„ niæ pollicetur , se Regi Sueciæ omnia loca du-
„ rante hoc bello armis suis occupata , aut quæ ad-
„ huc ante vel post subscriptionem hujus Tracta-
„ tûs occupari possent restitutumum ; nominatim
„ Urbes Lands-Croniam , Helsingburgum , Mar-
„ strand , Wisnariam , cum Insulis Rugiæ &
„ Gothlandiæ, cum earum omnibus dependentiis,
„ & generaliter quicquid conditionum terrarumque
„ possidet quæ per Tractatus Rotschildensem ,
„ Haffniensem & Westphalicam Regi Sueciæ
„ cessæ sunt , aut quæ ante eisdem Tractatus ad
„ Sueciam pertinuerunt.

V I.

„ Vicissim Rex Sueciæ promittit , se Regi Da-
„ niæ restitutumum quicquid terrarum aut ditio-
„ num ad Regem Daniæ pertinentium armis oc-

„ cupaverit aut ante aut post subscriptionem præ-
 „ sentis Tractatûs occupare possit.

V I I.

„ Et quandoquidem Rex Daniæ exposuit ,
 „ quòd privilegia & immunitates, navibus Sueciæ
 „ in Oresundâ & freto Balthico concessæ, quibus-
 „ dam abusibus contra mentem supradictorum
 „ Tractatum ansam dederint ; Rex autem Chri-
 „ stianissimus pro certo habeat , Regis Sueciæ in-
 „ tentionem non esse, quòd Subditi sui aut alii, sub
 „ dictorum privilegiorum aut immunitatum
 „ prætextu, iisdem privilegiis aut immunitatibus
 „ in detrimentum jurium & reddituum Regis Da-
 „ niæ abutantur, Conventum est , quòd post tres
 „ menses , à permutatione Ratificationum præ-
 „ sentis Tractatûs computandos, supradictus Rex
 „ Sueciæ Commissarios nominabit , qui eò loci,
 „ de quo Partes utrinque convenerint, cum Com-
 „ missariis Regis Daniæ congregientur, ibidem-
 „ que præsentem & intervenientem Ministro à Rege
 „ Christianissimo deputato bonâ fide & amica-
 „ biliter dissensiones eâ occasione ortas compo-
 „ nent : ita tamen ut omnia Privilegia & Immu-
 „ nitates in Oresunda & Freto Balthico Sueciæ
 „ supradictis Tractatibus concessæ in pleno & in-
 „ tegro vigore permanerent : abusus autem qui in
 „ detrimentum & præjudicium jurium & redi-
 „ tum Regis Daniæ contra mentem dictorum
 „ Tractatum oborti essent , bonâ fide corri-
 „ gantur.

V I I I.

„ Conventum quoque est , quòd Urbes , Arces
 „ & Fortalitia , quæ Sueciæ vigore hujus Tracta-
 „ tûs restitui debent, in eo , quo die subscriptionis
 „ hujusce Tractatus sunt , statu restituantur. Re-
 „ stitutio

„stitutio autem Urbium, Locorum & Insularum
„& Provinciarum cum omnibus earum depen-
„dentiis, de quibus præfenti Tractatu conventum
„est, fiat modo sequenti: urbes & arces Helsin-
„burgum, Landscronia, uti & generaliter omnia
„loca occupata à Rege Daniæ in Provinciis Sca-
„niæ, Bleckingiæ & Hallandiæ, Caroloburgum,
„& Fortalitium ad flumen Swinger situm eva-
„cuentur intra duas; Wismaria & insula Rugia
„intra tres, Marstrand & Insula Gothlandiæ intra
„quatuor Septimanas, à permutatione ratihabi-
„tionis præfentis Tractatus computandas.

I X.

„Liberum tamen erit Regi Daniæ omnem
„belli apparatus cum omnibus tormentis belli-
„cis ex supradictis Urbibus, Insulis, ante præscri-
„ptum tempus avehere, quæ illuc à tempore oc-
„cupationis advehi introducique curavit, dum-
„modo ibidem relinquat ea tormenta bellica
„aliasque belli munitiones, quæ ad Sueciam tem-
„pore occupationis pertinuerunt, ibidemque die
„subscriptionis hujus Tractatûs adhuc inveniun-
„tur. Quòd si pars aliqua illorum tormentorum
„bellicorum in præfatis locis non existat am-
„plius, numerusque eorum minor esset dimidio
„ejus numeri, qui tempore occupationis ibi re-
„periebantur, Rex Daniæ non nisi dimidiam
„partem dictorum tormentorum quæ antehac
„ad Sueciam pertinuerunt restituere tenebitur.

X.

„Restituuntur omnes supradictorum Regum
„subditi cujuscumque sint status & conditionis
„statim post permutationem ratihabitionum
„præfentis Tractatûs in universa bona, mobilia

„ & immobilia, eorumq; redditus cujuscunque ge-
„ neris occasione hujus belli occupata & confisca-
„ ta, unà cum juribus, actionibus & successioni-
„ bus, quæ ipsis durante hoc bello obvenerint,
„ ita ut propriâ auctoritate possessionem supradi-
„ ctorum bonorum capeffere possint, nullâ habi-
„ tâ ratione confiscationis, oppignerationis, aut
„ donationis antefactæ, ita tamen ut nihil ratione
„ fructuum & reddituum post confirmationem ex
„ supra dictis bonis perceptorum peti possit; idem
„ quoque dispositum censeatur ratione omnium
„ Subditorum supradictorum Regum, tam Eccle-
„ siasticorum quàm Secularium, omniumve alio-
„ rum qui hujus vel illius Regis militiæ addicti
„ fuerunt, atque proprietates ac bona mobilia aut
„ immobilia in Sueciâ, aut in Provinciis, per Rot-
„ schildenses & Hafnienses Tractatus celsis & vi
„ præsentis Tractatûs restituendis, possident, qui-
„ bus omnibus & singulis, uti & eorum hæredibus
„ & causam habentibus, plena facultas sit illic bo-
„ na sua possidendi, utendi, fruendi, & alienandi
„ cum Juribus & Privilegiis, quæ ipsis ante præ-
„ sens bellum competierunt, adeò ut nemini
„ noxæ damnove sit aut præjudicio, quòd has vel
„ illas partes secutus fuerit, quòd minùs in pristi-
„ num, quo ante bellum fuit, statum, tam quoad
„ honores quàm bona plenè restituatur, non ob-
„ stantibus ullis processibus, sententiis aut decre-
„ tis contra eos eorumque parentes vel consan-
„ guineos latis, propterea quòd partes adversas
„ vel reverà secuti, vel secutos fuisse accusati
„ fuerint. Liberum etiam illis erit servare vel
„ mutare pro libitu domicilium, ita ut nihil
„ propterea ab iisdem exigi queat: electo verò
„ semel domicilio, illi tantùm Regi, in cujus
„ territorio degunt, Sacramento fidelitatis ob-
„ noxii erunt, non attento quòd in alterius etiam
„ „ Regis

„Regis Territorio bona possideant; quorum ta-
„men bonorum possessionumque ratione iisdem
„privilegiis & juribus gaudeant ac alii Provin-
„ciarum illarum incolæ & subditi.

X I.

„Omnes actiones & jura cujuscunque natu-
„ræ aut generis, quæ subditis utriusque Regis
„in alterutro regno Septentrionali ante bel-
„lum competebant, in pleno vigore mancant,
„non secus ac si unusquisque eorum hîc spe-
„ciatim nominaretur, illisque juxta æquitatem
„& Justitiam sine mora satisfiat, quod locum
„quoque habebit, etiamsi quisquam eorum
„has vel illas partes præsentî bello fuerit secu-
„tus.

X I I.

„Et cùm Comitatus Rexingensis ad Comi-
„tem ab Ahlefeld in Langeland & Rexingen,
„Magnum Daniæ Cancellarium spectans, cum
„omnibus juribus & redditibus occasione hujus
„belli fisco Regis Christianissimi addictus fue-
„rit, præfatus Rex consensit, quòd prædicto
„Comiti Comitatus hic Rexingensis cum om-
„nibus pertinentiis, juribus, dependentiis &
„reditibus unà cum omnibus privilegiis, actio-
„nibus & prærogativis, quibus ante Declara-
„tionem hujus belli fruebatur, restitui de-
„beat.

X I I I.

„Omnes captivi, cujuscunq; conditionis statim
„in libertatem utrinque restituantur non soluto

„ullo lytro: impensæ verò alimentorum, vel si
 „quod mutuo sumpsisent in locis ubi commo-
 „rantur, juxta æquitatem solvere teneantur. Si
 „qui vero captivi militiæ alterius partis se ad-
 „dixerint, atque in illis locis, ubi jam degunt, por-
 „rò commorari voluerint, liberum hoc illis esto;
 „ita tamen ut spatio trium Mensium à permuta-
 „tione ratihabitionum computandorum men-
 „tem suam declarare teneantur.

X I V.

„In præsentî Tractatu comprehendantur si
 „comprehendi voluerint, Reges, Principes, Res-
 „publicæ & Status, qui ante permutationem ra-
 „tificationum, aut intra spatium sex Mensium
 „fuerint à partibus nominati.

X V.

„Rex Christianissimus promittit atque spondet,
 „Regis Sueciæ ratihabitionem præsentis Tracta-
 „tus, omniumque illorum quæ in illo continen-
 „tur, intra spatium trium Mensium, à subscri-
 „ptione quidem computandorum, aut citius si
 „fieri poterit, bonâ & convenienti formâ se pro-
 „curaturum. Rex autem Daniæ non tenebitur
 „restituere Sueciæ Civitates, Provincias, & Insu-
 „las nisi post permutatam hanc ratificationem.

X V I.

„Promisit quoque Rex Christianissimus rati-
 „ficationem hujus Tractatus cum Rege Daniæ
 „intra sex Septimanas aut citius, si fieri possit,
 „se commutaturum. Rex autem Daniæ pollice-
 „tur se ratihabitionem suam cum ratihabitione
 „Regis Sueciæ, quam Rex Christianissimus præ-
 „cedenti,

„cedenti articulo se procuraturum promisit, in-
„tra trium Mensium spatium vel citiùs si fieri
„possit, commutaturum. Actum Fontibellaquci
„die secundâ Septembris anni 1679.

Signatum erat.

(L.S.) ARNAULD.

(L.S.) MEYERCRON.

Articulus separatus.

„**Q**Uandoquidem è re communi visum fuerit,
„Omnes ulteriorum controversiarum dis-
„sensionumque causas & occasiones inter S. R.
„Imperii Principes & Status funditùs amputare
„& præcidere, atque Rex Christianissimus vigore
„Tractatùs, cum Ducibus Brunsvicensibus &
„Lunæburgensibus Cellæ quinto Februarii hujus
„anni initi, auxilium opemque eisdem ferre te-
„neatur in promissâ Ducibus Megalopolitanis,
„Saxo-Lauwenburgico, Episcopo Lubecensi, Co-
„mitibus de Lippe & Schwartzenberg, Civitati-
„busque Hamburgo & Lubecæ garantiâ, ratione
„prætensionum, quas Rex Daniæ contra præ-
„dictos Duces, Comites, & Civitates, ob assigna-
„tiones nonnullas, durante hoc bello obtentas,
„habet vel habere posset, Rex Christianissimus
„persuassus, Regem quoque Daniæ amicabilem
„hujus negotii compositionem haud recusatu-
„rum, citra præjudicium nexûs superiùs dicti
„cum domo Brunsvicensi omnem curam omnia-
„que officia impendet, ut causâ hæc inter partes
„ex æquo & bono componatur.

„Permutatio autem ratihabitionum hujus ar-
„ticuli fiat intra sex septimanas à subscriptione

„computandas. Actum Fontibellaquei, die se-
 „cundâ Septembris anni 1679.

I I.

„Cum Dux Slesvici, Holsatiæ-Gottorpiensis
 Regem Christianissimum instanter rogaverit,
 „ut officia sua efficaciter pro restitutione præfati
 „Ducis juxta tenorem Tractatum Rotschilden-
 „sis, Hafniensis & Westphaliæ impenderet, testa-
 „tusque prædictus Dux prætereâ sit, nihil se ma-
 „gis exoptare, quàm ut quantociùs in amicitiam
 „Regis Daniæ reciperetur. Prædictus Rex ad te-
 „standum finiendi præsentis belli desiderium, ad
 „requisitionem Regis Christianissimi atque in
 „ejusdem respectum consensit, uti vigore hujus
 „articuli consentit in substitutionem præfati
 „Ducis in ipsius Ditiones, Provincias, Loca &
 „Urbes in eo quo nunc statu inveniuntur, uti &
 „in Suverenitatem, uti vocant, quæ ipsi vigore
 „Tractatum Rotschildensis & Hafniensis com-
 „petit, ita ut quicquid postmodum actum, quive
 „Tractatus initi fuerint, nullum illis adferant
 „præjudicium.

„Supra nominati autem Tractatus Rotschil-
 „densis, Hafniensis, Westphaliæ in omnibus &
 „singulis articulis quoad supra dictum Ducem
 „Gottorpiensem in pleno vigore permaneant,
 „ita ac si verbotenùs Tractatui huic essent inser-
 „ti, & quoniam uniones & pacta hæreditaria
 „quæ tunc temporis inter utramque Regiam sc.
 „Ducalemque Holsaticam-Gottorpiensem Do-
 „mum intercesserunt, per supradictos Tracta-
 „tus confirmata sunt, conventum est, quòd præ-
 „dictæ uniones & pacta hæreditaria in pleno vi-
 „gore permaneant atque exactè utrinque & bo-
 „nâ fide observentur, ita ut ne quicquam sub
 „quocumque prætextu contra illos agatur.

„Resti-

„ Restitutio præfati Ducis. Holsatico-Gottor-
„ piensis fiat intra duarum Septimanarum spa-
„ tium à permutatione ratihabitionum hujus In-
„ strumenti computandarum , quæ permutatio
„ ratihabitionum fiat intra sex Septimanas, à sub-
„ scriptione hujus Instrumenti computandas.
„ Actum Fontibellaquei die secundâ Septembris,
„ anni millesimi sexcentissimi septuagesimi noni.

Signatum erat.

(L.S.) ARNAULD. (L.S) MEYERCROON.

TRADUCTION.

T R A I T E'

*de Paix entre les Serenissimes Roys de France , de Suede
& de Dannemarc.*

*Au nom de la tres-Sainte & indivisible
Trinité.*

SOit notoire à tous & à un chacun à qui il ap-
partiendra , Que les raisons de l'ancienne Al-
liance entre la France & la Suede , ayant envelopé
dans la guerre excitée dans les parties du Nord le
Serenissime & tres-Puissant Prince Louis XIV.
Roy de France & de Navarre ; & ledit Roy tres-
Chrestien ne souhaitant rien plus ardemment,
vû la Paix nouvellement rétablie presque par
toute l'Europe , que de voir éteindre auplûtôt le
feu qui croissoit de jour en jour dans lesdites con-
trées , & voulant donner , dans le temps que la
guerre est le plus allumée des preuves de l'affec-
tion particuliere , qu'il a pour le Serenissime &

tres-Puissant Prince Christian V. Roy de Dannemarc, de Norvegue, des Gots & des Wandalles, Duc de Slesvic, d'Holface, Stôrmarie & Ditmarsie, Comte d'Oldembourg & de Delmenhorst; & ayant appris avec beaucoup de plaisir de l'Illustre Monsieur Hennigue Meyercroon, Conseiller & Envoyé Extraord. du Roi de Dannemarc, que ledit Roy de Dannemarc desiroit cette Paix avec ardeur, & qu'il chercheroit tous les moyens possibles de rétablir l'union, & de renouïer avec la France les liens de l'amitié & de l'ancienne alliance, interrompuë par les guerres dernieres; & d'ailleurs les interets du Roy tres-Chrestien ne pouvant estre separez, dans ce qui est de la guerre presente, d'avec ceux du Serenissime & tres-Puissant Prince Charles XI. Roy de Suede, des Gots & des Wandalles, Prince Souverain de Finlande; Duc de Scanie, Estonie, Livonie, Carelie, de Breme, de Verde, de Stettin, de la Pomeranie, Cassubie & Wandalie, Prince de Ruge, Seigneur d'Ingré & de Wismar; Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, Juilliers, Cleves & Monts; & ledit Envoyé Extraord. de Dannemarc ayant protesté, que le Roy de Dannemarc ne souhaitoit rien tant, que de voir regner une bonne, ferme & stable Paix entre le Roy de Suede & luy; le Roy tres-Chrestien, tant au nom du Roy de Suede qu'au sien propre, afin de rétablir la concorde & de rendre la Paix à toute la Chrestienté, s'est chargé de traiter avec le Roy de Dannemarc des Conditions de la Paix, & pour cet effet il a nommé & commis l'Illustre Monsieur Simon Arnaud, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en son Conseil privé, son Secrétaire d'Etat & de ses Commandemens, pour ménager & terminer heureusement cette affaire avec ledit Envoyé du Roy de Dannemarc. Lesquels ayant reçu les ordres & l'au-

l'autorité suffisante, dont les Originaux échan-
gez de part & d'autre, & les Copies sont inserées mot
pour mot à la fin de l'instruction de ce Traité,
sont convenus de ces Articles de Paix.

I.

Qu'entre les Roys cy-dessus nommez & leurs
heritiers, leurs Successeurs, les Royaumes, les
Etats, les Provinces, les Seigneuries & leurs sujets,
par Terre, par Mer & en quelqu'endroit que ce
puisse estre, regnera une Paix ferme & stable &
une union sincere, qu'elle sera maintenue invio-
lablement & de bonne foy. Que lesdits Roys tra-
vailleront à l'envy à se procurer mutuellement de
l'honneur & de l'utilité. Qu'il sera accordé une
Amnistie generale & un éternel oubli de toutes les
choses qui se sont passées, tant devant que pen-
dant la guerre ou à son occasion, en quelque lieu,
& quelqu'acte d'hostilité qui ait été exercé; ce qui
aura lieu aussi à l'égard des sujets, qui se sont en-
gagés dans l'un ou l'autre Parti, en sorte qu'il ne
sera pas permis, sous quelque pretexte que ce
puisse estre, soit par voie de fait ou de droit des les
inquieter pour quoi que ce soit.

I I.

C'est pourquoi les liguees, qui auroient été faites
par l'un ou l'autre Roy à leurs préjudices & des-
avantages, seront entierement rompuës; & les-
dits Roys ne pourront à l'avenir faire aucun Trai-
té, qui puisse nuire à l'un ou à l'autre Parti.

I I I.

Tous actes d'hostilité cesseront tant sur Mer que
sur Terre, dans l'espace de deux Semaines à com-
pter du jour de la Signature de ce Traité, excepté
seule-

seulement en Norvegue, dans les Frontieres de laquelle les mêmes actes d'hostilité cesseront, dans l'espace de sept Semaines ou plutoſt, ſi le preſent Traité vient à la connoiſſance des Generaux d'armée. Que ſ'il arrivoit que quelques troupes François demeuraſſent ſur les Terres du Roy de Dannemarc, elles ſeront obligées d'en ſortir dans le terme de dix jours à compter de celui de la ſignature du preſent Traité, & ces dix jours expirez, l'on ne pourra point exiger de nouvelles contributions.

I V.

Et comme le Roy tres-Chreſtien a toujours déclaré, qu'il ne pourroit donner les mains à la Paix qu'à condition que la Suede ſeroit renduë ſelon la teneur des Traitez de Rotſchilden, d'Haffnie & de Weſtphalie, le Roy de Dannemarc en faveur du repos public & en conſideration du Roy tres-Chreſtien agréé cette Proposition. On eſt convenu, que les ſuſdits Traitez de Rotſchilde, d'Haffnie & de Weſtphalie & toutes les pièces qui concernent le Traité d'Haffnie ſeront remis dans leur premiere valeur dans tous & chacun des Art. & que tous ces Articles ſeront rétablis & demeureront auſſi purs & auſſi entiers, que ſ'ils avoient eſté repetez dans ce Traité, & y avoient été inferez mot pour mot.

V.

Par la vigueur de ce preſent Traité, le Roy de Dannemarc promet de rendre au Roy de Suede, tant les places qu'il auroit priſes pendant le cours de cette guerre, que celles qui auroient été priſes devant ou après la ſignature de ce Traité; ſçavoir, Landſcroon, Helſingbourg, Marſtrand, Wiſmar

avec

avec les Isles de Rugen & Gothlande avec toutes leurs dependences, & generalement tout le Pais qu'il occupe, qui a esté cedé au Roy de Suede par les Traitez de Rotschilde, Haffnie & Westphalie, ou qui appartennoient à la Suede avant ces mesmes Traitez.

V I.

Le Roy de Suede promet de rendre de son costé tout le Pais, qu'il auroit conquis par la force de ses armes sur le Roy de Dannemarc devant ou après la signature du present Traité.

V I I.

Et parce que le Roy de Dannemarc remonstre, que les Privileges & les exemptions accordées aux Navires Suedois dans la Mer Baltique ont donné occasion à quelques abus contre le sens des susdits Traitez; Et que le Roy Tres-Chrestien connoit assés, que l'intention du Roy de Suede n'est pas, que ses sujets ou autres se servent du prétexte de ces Privileges & exemptions, pour blesser ou violer les droits, & interesser les revenus du Roy de Dannemarc; Il a été arresté, que dans l'espace de 3 Mois à compter du jour de l'échange des ratifications du present Traité, le Roy de Suede nommera des Commissaires, qui s'assembleront au lieu dont l'on sera convenu avec ces Deputez du Roy de Dannemarc, & que là en présence du Deputé du Roy Tres-Chrestien on terminera de bonne foy & à l'amiable les differens nés à cette occasion, en sorte que neanmoins tous les Privileges & exemptions, accordez par les susdits Traitez à la Suede dans la Mer Baltique, demeureront dans leur pleine & entiere vigueur, & que les abus qui pourroient violer les droits, & interesser les revenus du Roy de Dannemarc, contre la teneur & le sens veritable

table desdits Traitez, seront corrigez de bonne foy.

V I I I.

On est aussi convenu, que les Villes, Forts & Chasteaux, qui doivent estre rendus par la teneur de ce Traité au Roy de Suede, luy seront remis dans l'état, qu'ils seront trouvez au jour de la signature du present Traité. Or la reddition des Villes, des lieux, des Isles & des Provinces avec toutes leurs dependances, qu'on est tombé d'accord de rendre, se fera de la maniere suivante : les Villes & Chasteaux de Helsingbourg, de Landts-croon & generalement toutes les Places, qui sont presentement sous la puissance du Roy de Danne-marc dans les Provinc. de Scanie, de Bleckingue & de Hallande, Charlebourg & le Fort sur la riviere de Swinger, seront évacuez dans l'espace de deux Semaines; Wismar & l'Isle de Rugen dans le terme de trois; Marstrand & l'Isle de Gothlande dans quatre Semaines, du jour de l'échange des ratifications du present Traité.

I X.

Il sera cependant permis au Roy de Danne-marc, de faire transporter des Villes, Isles & lieux susdits avant ce temps prescrit toutes les munitions de guerre & l'artillerie, qu'il a fait amener depuis leur reddition, pouvû toutefois, qu'il y laisse l'artillerie & toutes les munitions, qui appartennoient à la Suede lors de la prise, & celles qui s'y trouveront encore au jour de la signature du present Traité. Mais s'il arrivoit, qu'il y eût en ces lieux manque d'une partie d'artillerie, & même moins de la moitié de la quantité de celle qui estoit au temps de la prise, le Roy de Danne-marc ne sera tenu qu'à rendre la moitié de ladite

dite artillerie, qui appartenoit auparavant à la Suede.

X.

Les fujets des Roys cy-deffus, de quelque qualité & condition qu'ils puiffent estre, auffi-tost après l'échange des ratifications du present Traité, seront rétablis dans tous leurs biens, meubles & immeubles, leurs revenus de quelque genre que ce soit, qui leur auroient esté pris & confisquez à l'occasion de la guerre presente; dans tous leurs droits, actions & successions ou heritages, qui leurs seroient échus pendant le cours de cette guerre; de telle maniere que de leur propre autorité, sans avoir aucun égard à la confiscation, engagement & donation faite auparavant, ils pourront rentrer en possession desdits biens; sans exiger les fruits & revenus perçus depuis leur confiscation. Ce qui sera observé à l'endroit des Sujets des Roys cy-deffus, tant Ecclesiastiques que Seculiers & de tous autres, qui se seroient engagez au service de l'un ou de l'autre Roy, & des propres biens meubles & immeubles, concédez dans la Suede & dans les autres Provinces par les Traitez de Rotschilde & Haffnie & qui doivent estre remis selon la teneur de ce present Traité; à tous lesquels & à un chacun ainsi qu'à leurs hoirs, heritiers & ayant cause sera fait droit de posséder, user, jouir, vendre & aliener, avec les droits & Privileges dont ils jouissoient avant la presente guerre, en forte que personne ne recoive aucun dommage ou préjudice pour avoir suivi l'un ou l'autre Parti: ce qui ne doit point empêcher qu'ils ne soient pleinement rétablis dans leurs anciens honneurs & biens precedens, ainsi qu'ils estoient avant la guerre, non-obstant procez, sentences, arrests rendus contre eux ou contre leurs Parens ou alliez,

pour

pour avoir été accusez, d'avoir voulu suivre le parti contraire. Il leur sera aussi permis de garder, ou de changer, ainsi que bon leur semblera, leur demeure, sans qu'on puisse pour ce sujet rien exiger d'eux, si bien que quand ils auront une fois fait election de domicile, ils seront tenus & obligez de garder inviolablement le serment de fidelité au Roy, dans les Etats duquel ils demeureront, sans avoir égard aux biens qu'ils pourroient posséder sur les terres d'un autre Prince desquels biens ils jouiront selon les Privileges & le droit, qu'en ont les habitans & sujets naturels de ces Provinces.

X I.

Tous les Privileges, liberté d'agir & tous droits, de quelque nature ou genre que ce soit, dont jouïssioient avant la guerre les sujets des deux Rois, dans l'étendue de l'un ou de l'autre Royaume, leurs seront conservez dans leur pleine vigueur, comme s'ils étoient tous specifiez en particulier dans ce Traité, en sorte que sans delay droit & équité leur soit faite. Ce qui aura lieu & fera observé aussi à l'endroit de ceux, qui auroient soutenu l'un ou l'autre Party pendant le cours de cette derniere guerre.

X I I.

Le Comté de Rexingen avec tous ses droits & revenus, qui appartenoit au Comte Ahlesfeld de Langland & Rexingen, Grand Chancelier de Dannemarc, ayant esté à l'occasion de cette guerre confisqué & uni au Domaine du Roy Tres-Chrestien, ledit Roy consent que ce Comté de Rexingen avec toutes ses appartenances, droits, dependances & revenus, comme aussi tous les Privileges, liberté d'agir & toutes les prérogatives

tives, dont il jouïssoit avant la Declaration de cette guerre, soit rendu audit Comte.

X I I I.

Tous les Prisonniers de guerre de quelque condition & qualité qu'ils puissent estre, seront d'abord mis de part & d'autre en liberté, sans qu'ils soient tenus de payer aucune rançon. Ils seront néanmoins obligez de payer selon la raison & l'équité la depense de la nourriture, & ce qu'ils auroient pu emprunter dans les lieux où ils ont demeuré. Il sera libre & permis aux Prisonniers de Guerre, qui auroient pris parti dans l'une ou l'autre armée, de demeurer dans les lieux où ils sont maintenant, si bon leur semble, de telle façon cependant qu'ils seront obligez de declarer leur choix là-dessus dans l'espace de trois Mois, à compter du jour des échanges des ratifications du present Traité.

X I V.

Les Roys, Princes, Republiques & Etats, qui auparavant l'échange ou dans les temps de six Mois auparavant, auroient été choisis par ces Parties intéressées, seront compris dans ce present Traité, si bon leur semble.

X V.

Le Roy Tres-Chrestien promet & s'oblige, de faire en sorte de faire donner au Roy de Suede la ratification du present Traité, & de tout ce qui y est contenu, en bonne & due forme dans l'espace de trois Mois à compter du jour de la signature, ou plutôt même, s'il est possible, Et le Roy de Dannemarc ne sera point tenu de rendre les Villes de Suede, les Provinces

ces & les Isles, qu'après les échanges de cette ratification.

XIV.

Le Roy Tres-Chrestien s'oblige de plus de donner l'échange de la ratification de ce présent Traité au Roy de Dannemarc dans six Semaines ou plustost s'il se peut. Le Roy de Dannemarc promet aussi de son côté d'échanger la ratification avec la ratification du Roy de Suede, que le Roy de France promet dans l'Article precedent de ménager & procurer dans l'espace de trois Mois, ou plustost s'il est possible. Fait à Fontainebleau ce deuxième jour du Mois de Septembre de l'année mille six cens soixante & dix-neurf.

Estoient signé,

(L.S.) ARNAULD. (L.S.) MEYERCRON.

Article séparé.

Puis qu'il est tout-à-fait de l'intérêt public, que les causes, matieres & sujets des differens & des dissensions, nez entre les Princes & les Etats du Saint Empire, soient entierement extirpez, & que le Roy Tres-Chrest. en vertu des Traitez faits le cinquième de Fevrier de la presente Année avec les Ducs de Brunsvic & de Lunebourg de Zelle, leur doit sa protection & son secours, dans la promesse de garantie, qu'il a faite aux Ducs de Mecklenbourg, de Saxen-Lauwenbourg, à l'Evesque de Lubec, aux Comtes de Lippe & Swartzemberg, aux Villes de Hambourg & de Lubec, à cause des prétensions, que le Roy de Dannemarc a ou pourroit avoir à l'encontre de cesdits Ducs, Comtes & Villes, par quelques raisons qu'en a fourni la suite

suitte de cette guerre ; le Roy Tres-Chrestien persuadé, que le Roy de Dannemarc ne s'opposera pas à ce que l'affaire soit vuidée à l'amiable, pour ne pas violer l'alliance cy-dessus avec la Maison de Brunsvic, emploiera tous ses soins à ce que le differend soit terminé selon toute justice & raison.

L'échange de la ratification de cet Article se fera dans l'espace de six Semaines à compter du jour de la signature. Fait à Fontainebleau le deuxiême jour du Mois de Septembre de l'année mil six cens soixante & dix-neuf.

II.

Le Duc de Slesvic, d'Holsace Gottorp ayant conjuré tres-instamment le Roy Tres-Chrestien d'employer efficacement ses soins pour le rétablissement dudit Duc, selon la teneur des Traitez de Rotschilde, Haffnie & Westphalie : & ce Duc ayant assés témoigné, qu'il ne souhaittoit rien avec plus de passion, que de r'entrer au-plutost dans la grace & amitié du Roy de Dannemarc, le Roy pour donner des preuves du desir qu'il a de voir la guerre finie, à la requisition du Roy Tres-Chrestien & en sa consideration, a consenti, comme il consent par la vertu du present Article, que ledit Duc soit rétabli dans ses Domaines, Provinces, Lieux & Villes dans l'état où elles se trouvent maintenant, & dans la Souveraineté qui luy appartient en vertu des Traitez de Rotschilde & Haffnie, en sorte que tout ce qui a été fait ensuite, & même quelque Traité que ce soit, ne luy soit aucunement préjudiciable.

Or tous & un chacun des Articles des Traitez de Rotschilde, Haffnie & Westphalie cy-dessus declarez, seront observez dans toute leur force & vigueur au regard du Duc de Gottop, comme s'ils

s'ils étoient mot pour mot inferez dans ce present Traité. Et parce que l'union & les conventions d'heritage, qui ont été faits en ce temps entre la Maison Royale & la Ducale de Holstein-Gottorp, sont confirmez par les susdits Traitez, & a esté arresté, que cette union & ces conventions d'heritage subllisteront dans leur force & pleine vigueur, & qu'ils seront observez si exactement & de si bonne foy de part & d'autre, que sous aucun prétexte que ce soit, on ne pourra y contrevenir.

Le rétablissement enfin du Duc de Holstein-Gottorp se fera dans l'espace de deux Semaines à compter du jour de l'échange de la ratification de cet accord; lequel échange se doit faire dans l'espace de six Semaines, à compter du jour de la signature de ce present Traité. Fait à Fontainebleau le deuxiême jour du Mois de Septembre de l'année mil six cens soixante & dix-neuf.

Estoit signé.

(L.S.) ARNAULD.

(L.S.) MEYERCRON.

Friedens - A R T I C V L

zwischen Ih. Königl. Majest. zu Dennemarck, Norwegen, &c. an einer; und Ih. Königl. Majest. zu Schweden, &c. an der andern seite, geschlossen und unterschrieben zu Lunden in Schonen, den 26. Septemb. anno 1679.

„**K** Und und wissend sey hiemit jedermänniglich, deme es auff einiger massen angehen möchte, dasz nachdem für etlichen Jahren eine höchstschädliche und verderbliche krieges-flamme in der Christenheit angezündet worden, welche fast gantz Europam überschwem-

„schwemmet, und sich vornemlich durch das
„Heilige Römische Reich, und dessen benach-
„barte Königreiche und Lande aufzgebreitet,
„also daz auch der Grofzmächtigste Fürst und
„Herr, Herr Christian der V. König zu Denne-
„marck, Norwegen, der Wenden und Gothen,
„&c. Hertzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn
„und der Ditmarschen, Graff zu Oldenburg, und
„Delmenhorst, &c. Als auch der Grofzmächtig-
„ste Fürst und Herr, Herr Carl, der Schweden,
„Gothen und Wenden König, Grofz-Fürst in
„Finnland, Hertzog in Schonen, Ehesten, Lieff-
„land, Carelen, Brehmen, Vehrden, Stettin, Pom-
„mern, der Cassuben, und Wenden, Fürst zu
„Rügen, Herr über Ingermanland und Wiszmar,
„wie auch Pfaltz-Graff bey Rhein, in Bäumen, zu
„Julich, Cleve und Berg Hertzog, &c. Vermöge
„der Assistance welche Sie beiderseits Ihren Al-
„liirten zu leisten verbunden gewesen, ebenmäf-
„sig darein verwickelt worden, und endlich in
„offentlichen harten und blutigen Krieg gegen-
„einander gerahten sind, Sich der Grofz-
„mächtigste Fürst und Herr, Herr Carl der an-
„der, König von Grofz-Britannien, &c. aufz ei-
„ner ruhmwürdigen Intention, so wol durch
„Schreiben, als dessen hiez zu abgeschickte *Mini-*
„*stras* Sich höchstlößlich dahin bemühet, damit
„solcher blutige Krieg geendiget, die streitende
„Partheyen verglichen, und zwischen Ihnen ein
„beständiger Friede und gutes Vernehmen wie-
„dergebracht und gestiftet werden möge. Wel-
„che hohe Sorgfalt gedachte Königl. Maj. umb
„so viel lieber und nachdencklicher fortgesetzt,
„nach dem sie aller, bey diesem Kriege interes-
„sirten Partheyen gute intention hiez zu satfam
„verspühret, auch von Ihnen erlanget, daz sie
„insgesampt ihrer Gesandten und Bevollmäch-
„

„ tigte Ambassadeurs und Commissarien nach
 „ Nimwegen geschicket, allwo man von sol-
 „ chem Frieden zu handeln den anfang gema-
 „ chet, daselbst auch das werck, durch Gött-
 „ lichen Beystand, und gedachter Königl. Maj.
 „ embfliche Mediation so weit gebracht, daß der
 „ meiste Theil der kriegenden Partheyen daselbst
 „ vereiniget worden; Und ob man wol vermuh-
 „ tet gehabt, es würde der Krieg zwischen bey-
 „ den Königl. Königl. Maj. Maj. von Dennemarck
 „ und Schweden daselbst zu einer zeit auch bey-
 „ gelegt, und an dessen statt ein allgemeiner Frie-
 „ de und Ruhestand auffgerichtet werden, so hat
 „ doch solches an selbigem Orte seinen fortgang
 „ nicht erreicht, sondern die streitende Par-
 „ theyen haben, nachdem auff Ihrer Königl.
 „ Maj. von Schweden Confoederirten und Aliir-
 „ ten, des Großmächtigsten Fürsten und Herrn,
 „ Herrn Ludwigs des XIV. Allerchristlichsten
 „ Königes in Franckreich und Navarren, durch
 „ dero Ordinari Staats-Raht, General Lieutenant
 „ dero Armeen, und Gouverneur von Verdun,
 „ auch Extraordinar Ambassadeur an dem Schwe-
 „ dischen Hofe, den Hochwolgebohrnen Herren,
 „ Herren Isaac de Pas, Marquis de Feuquieres (wel-
 „ cher sich umb einen erwünschten Friedens-
 „ Schlusz auffs höchste bemühet hat,) gegebene
 „ anleitug und fleiszige beförderung sich end-
 „ lich dahin umb so vielmehr gelencket, daß Ihr
 „ Königl. Königl. Maj. Maj. beiderseits vor gut
 „ und nützlich angesehen, die Handlung zwi-
 „ schen Ihnen nach Lunden in Schonen zu trans-
 „ portiren, damit selbige an einem so nahe und
 „ gleichsam im gesichte beyder Könige gelege-
 „ nem Orte, desto eher zu einem guten Aufz-
 „ schlag gedeyen möchte. Da denn zu eben sol-
 „ cher zeit, der Durchläuchtigste Fürst und Herr,

Herr

„ Herr Johann Georg der andre, Hertzog zu Sach-
„ sen, Jülich, Cleve, und Berg, des Heiligen Rö-
„ mischen Reichs Ertz-Marschall und Churfürst,
„ Land-Graff in Düringen, Marg-Graff zu Meis-
„ sen, auch Ober- und Nieder-Laufnitz, Burg-
„ Graff zu Magdeburg, Graff zu der Marck und
„ Ravensberg, Herr zu Ravenstein, &c. aufz
„ einer Christl. und höchst-lobwürdigen Inten-
„ tion, zu beforderung dieses heilsamen wercks,
„ nach anleitung der beyderseits Königl. Königl.
„ Maj. Maj. und Churfl. Durchleuchtigkeit nahen
„ Anverwandt - und Bluht-Freundschaft, Ihre
„ Mediation denen Partheyen angebohten, wel-
„ che auch bestermassen acceptirt, und drauff
„ von Ih. Ih. Königl. Königl. Maj. Maj. gewisse
„ zeit und tage zur zusammenkunfft verordnet
„ worden. Da dann höchstermelter J. K. M. zu
„ Dennemarck unsers Allergnädigsten Königs
„ und Herrens, Wir nachgeschriebene und dazu
„ verordnete Extraordinar Ambassadeure und Ge-
„ vollmächtigte Commissarii, Anthon, des Hei-
„ ligen Römischen Reichs Gräff, Freyherr von
„ Altenburg, Edler Herr zu Varell, Kniphausen
„ und Darwart, Ritter, höchstermeldter Ihr Kö-
„ nigl. Maj. geheimer Raht, und Stadthalter in
„ denen Graffschafften Oldenburg und Delmen-
„ horst, &c. Iens Iuel, Freyherr auff Juling, Herr
„ zu Noregard, Ritter, Ihr. Königl. Maj. gehei-
„ mer Estaats und Cantzeley-Raht, Assessor im
„ höchsten Gericht, und Vice-President im Com-
„ mercien Collegio, &c. und Conrad Biermann,
„ auf Buszkerndsgaardt, Ih. Königl. Maj. Estaats-
„ Justitz, und Cantzeley-Raht, auch geheimer
„ Estaats Secretarius, &c. mit S. Königl. Maj. von
„ Schweden hierzu verordneten Ambassadeuren
„ und Gevollmächtigten Commissarien, denen
„ respectivè hoch und Wolgebohrnen Herrn, Hrn.

„ Johann Güldenstierna, Freyherrn zu Lundt-
 „ holm, Herrn zu Stacket, Biörckesund und Hail-
 „ leryd, &c. Ih. Königl. Maj. sampt dero Reiche
 „ Schweden Raht, Canzley-Raht, und Lag-
 „ Mann über Narre, Finne, Layhsagu; so wol
 „ auch Hrn. Frantz Joël Ornsted, Herrn zu Sckat-
 „ torp, Krussenhoff, und Hoffgaardt, K.M. Cantz-
 „ ley-Raht und Estaats Secretario, &c. Uns zu-
 „ sammen gethan, und nach auffgewechselten
 „ richtigen Vollmachten, vermittelt der rühm-
 „ lichen ungespareten Mühe, und fleissigen Ne-
 „ gotiation höchstgedachter Sr. Churfürstlichen
 „ Durchl. zu Sachsen würcklichen Geheimen
 „ Rahts und Cammer-Herrns, auch zu dieser
 „ Friedens-handlung verordneten Abgesandten,
 „ des Wolgebohrnen Herrn, Hrn Nicolai, des Hei-
 „ ligen Röm. Reichs Edlen Panner- und Frey-
 „ herrns von Gerszdorf auff Baruth, Bretnig, Hen-
 „ nersdorff, Rackell und Hauszwallde, &c. unter-
 „ schiedliche Conferentzen hier in Lunden dar-
 „ über gehalten, auch das werck so weit ge-
 „ bracht, dasz an dessen gutem aufzgang nicht
 „ mehr zu zweiffeln gewesen; unangesehen
 „ nun mitlerzeit solche Friedens-Conditiones
 „ durch eine andere Negotiation in Franckreich
 „ am 23 Aug. und 2 Sept. dieses itzt lauffenden
 „ Jahres abgehandelt und unterzeichnet wor-
 „ den sind, welche auch S. Königl. Maj. in Den-
 „ nemarck, nachdem alle dero Alliirten sich aufz
 „ dem Kriege gezogen, und bereits für sich ihren
 „ Frieden gemacht, so wol in ansehung des Aller-
 „ Christlichsten Königes, als auch der nunmehr
 „ gestifteten Alliance und darauff fließenden
 „ guten vertrauligkeit, also beliebt und ange-
 „ nommen; so haben doch gleichwohl auff be-
 „ fehl Ih. Königl. Königl. Maj. Maj. unserer Aller-
 „ gnädigsten Könige und Herren, wir solche in
 „ „ Franck-

„ Franckreich geschlossene Friedens-*Conditiones*
„ nochmals fürgenommen, und selbige mit bey-
„ derseits Willen, Einstimmung und Gutbefin-
„ den auff nachfolgende weise weiter erkläret
„ und abgefaßt.

I.

„ Es soll hinführo zwischen beyden Königl.
„ Königl. Maj. Maj. &c. dero Erben, Nachfol-
„ gern, Königreichen, Provintzen, Ländern,
„ Staaten und Unterthanen ein unwiederruffli-
„ cher stets-währender ewiger Friede sein und
„ bleiben, also daß der bißherige blutige krieg,
„ auch alle feindschafft beyde zu lande und waf-
„ ser gäntzlich auffgehoben, und alle streitigkei-
„ ten, mißverständnüße, widerwillen und
„ zweitracht abgeschafft, und geendiget seyn
„ sollen, dahingegen soll eine gute, vertrauliche
„ auffrichtige freundschaft, einigkeit und nach-
„ barschafft eingegangen, gestiftet, befästiget,
„ und auffgerichtet seyn, und stets erhalten wer-
„ den, also daß einjeder an seinen Theil sich be-
„ mühen soll, alle Irrungen und daraufz ent-
„ stehende zwistigkeiten, beyzulegen; auch sol-
„ len sie, dafern einiges schädliches vornemen,
„ oder anschläge wieder eines oder des andern
„ Persohn, Staat, Land oder Unterthanen entdec-
„ ket werden möchten, einander solches offen-
„ bahren, schaden und verderben abwenden, und
„ nach möglichkeit einer des andern auffnehmen
„ und bestes, so als sein eigenes, willigst und
„ gerne befördern.

I I.

„ Zu mehrer bestärkung sothaner vertraulichen

„ vereinigung, und alles dasjenige, wodurch
 „ vorige uneinigkeit wieder erwecket werden
 „ könnte, gänzlich aufzzurotten, ist beliebt
 „ und beschloffen worden, daß alles dasjenige,
 „ was vor und bey wehrendem Kriege zu eines
 „ oder des andern Theils schaden und prejuditz
 „ geschehen, und vorgegangen, in ewigkeit nicht
 „ mehr gedacht werden, noch auch ein oder der
 „ ander Theil sich defzwegen selbst, oder durch
 „ andere, heimlich oder öffentlich, *directe* oder
 „ *indirecte*, unter was vor prätext es sey, rechnen,
 „ sondern alles, alsz ob niemahls nichts gesche-
 „ hen, in ewige vergessenheit gestellet seyn und
 „ bleiben soll: zu welchem ende auch alle Schriff-
 „ ten so in dieser unfriedens-zeit von einem theil
 „ zu des andern verkleinerung publiciret worden
 „ sind, auffgehoben, abgeschafft, verbotthen und
 „ allerdings todt seyn sollen. Es sollen auch der
 „ vorgeschriebenen Amnestie alle unterthanen,
 „ so zeit währendem Kriege auff die feindliche
 „ seite sich begeben, zu genieffen haben; Also
 „ daß hinführo niemand, unter was prätext es
 „ geschehen könnte, es sey durch den weg rech-
 „ tens, oder *de facto* und mit gewält, einiges
 „ nachtheil oder schaden hierüber zugezogen
 „ werden, noch einige neue untersuchung zu
 „ jemandes præjuditz umb defzwillen vorge-
 „ nommen werden soll.

I I I.

„ Zu dem ende sollen alle bündnisse, welche
 „ von einem, gedachter Könige, zu schaden und
 „ præjuditz des andern auffgerichtet gewesen,
 „ nunmehr auffhören, und abgeschafft seyn,
 „ und wollen dero Maj. weiter keinen Tractat
 „ oder Alliance eingehen, welcher dem einem
 „ oder

„ oder andern theil zu schaden gereichen köndte,
„ auch soll aller handel und wandel zwischen
„ beyden Königl. Königl. Maj. Maj. Reichen,
„ Landen, Provintzen und Staaten, hinführo in
„ freyem lauff ungehindert gelassen werden.

I V.

„ Und nach dem Ihre Königliche Majestät von
„ Dennemarck, aufz begierde zu der allgemei-
„ nen ruh, in den Frieden mit Ihr. Königl. Maj. in
„ Sweden, nach Inhalt des Rohtschildischen Co-
„ penhagenschen und Westphälischen Vertrags
„ gewilliget haben: Als sollen obbemelte Roht-
„ schildische, Copenhagensche und Westphäli-
„ sche Tractaten, mit allen zu dem Copenhagen-
„ schen Tractat gehörenden Instrumenten, in al-
„ len und jeden Ihren Articulen bey ihrer vorigen
„ krafft und vigeur treulich verbleiben, nicht an-
„ ders, als ob sie in diesem jetzigen Tractat aufz-
„ drücklich wiederholet, und darinnen von
„ wort zu wort enthalten wären.

V.

„ Und weil in dem 5^{ten} und 6^{ten} Articul des in
„ Franckreich am 23. Augusti und 2. September
„ auffgerichteten Tractats verabscheidet ist, daz
„ alle die jenigen Länder und Städte, welche
„ beyde Königl. Königl. Maj. Maj. in diesem
„ Kriege einander abgenommen, restituiret wer-
„ den sollen; Als wil man solchem in allem
„ nachkommen, also daz Ihr. Königlichen Maj.
„ die Städte, Vestungen, Länder und Oerter, so
„ sie vor dem Kriege inne gehabt, auch dero Ma-
„ jestät, vermöge des Rohtschildischen, Copen-
„ hagenschen und Westphälischen Friedens von
„ rechtswegen zugehören, und von einem oder

„ andern dero Maj. Unterthanen in diesem kriege
 „ occupiret und eingenommen worden, restituirt
 „ werden sollen.

V I.

„ Auch ist abgehandelt worden, daß die Städte,
 „ Oerter und Vestungen, so man der Cron
 „ Schweden wieder einzuräumen hat, in solchem
 „ stande, wie sie jetzo befindlich sind, restituiret
 „ werden sollen, und sol die Restitution solcher
 „ Städte, Insulen und Provintzen mit allen darzu,
 „ gehörigen Oertern, und wie es in erwchntem
 „ Tractat verabscheidet ist, auff nachvolgende
 „ zeit erfolgen: Als nemlich Helsingburg soll
 „ restituïret werden, den 18 Octob. Landskrohn
 „ den 20; das Land-Rügen den 22; Marstrandt,
 „ Uddewalt mit dem Bahusfischen Lehn, wie auch
 „ Gottland, Carlsburg und die Schwinger-schan-
 „ tze aber allzusammen den 31. obgedachten
 „ Monats, da die Dänische Guarnisonen, so vor-
 „ benandte Vestungen inne haben, abmarchiren,
 „ und solche auff oben gezeichnete termine de-
 „ nen Schwedischen hierzu verordneten und be-
 „ vollmächtigten Commendanten in besatzung
 „ einräumen sollen; Auch sollen die Officirer an
 „ jedem theil gute Disciplin und Aufficht auff
 „ Ihre Soldaten halten, daß keine insolentz ver-
 „ übet werden möge; zu welchem ende denn von
 „ beyden seiten Commissarien verordnet wer-
 „ den sollen, achtung zu haben, damit weder
 „ denen Bürgern in Städten, noch dem Land-
 „ manne von keinem theile überlast geschehe;
 „ Solten auch die einräumungen und restitution
 „ derer Oerter, da die guarnisonen zu Lande nicht
 „ abgeföhret werden können, wegen Wetter und
 „ Windes nicht so genau auff die bestimmte zeit
 „ und tage geleistet werden können, so soll kei-

„nes wegens solches verhindern, solche Ve-
„stungen und Lande dem jenigen der anköm-
„men kan, zu übergeben, auch die einräu-
„mung nichts minder ihren fortgang haben,
„als wäre solche an dem dazu verordneten tage
„geschehen; Solte es sich auch zutragen, daß
„das Kriegs-volck, welches solche Länder und
„Vestungen wieder besetzen soll, vor dem be-
„stimmten termin ankommen, oder die abmar-
„chirenden wegen des wassers über die zeit sich
„auffhalten müßten, so sollen so wohl die zu
„denen Evacuations-tagen ankommende, alsz
„auch die abziehenden, bisz sie zu wasser fort-
„segeln können, beyde von dem Lande mit noht-
„dürfftiger unterhaltung versehen werden.

V I I.

„Was die Stücke anlanget in denen Vestungen,
„welche restituiret werden sollen, sind solche
„zum theil verlohren, zum theil eingangen, und
„andere an die stelle geschaffet, deszwegen denn
„die jenigen, so jetzo an jedem Orte befindlich
„sind, allda gelassen werden sollen; doch ste-
„het Ih. Königlichen Majestät von Dennemarck
„frey, 10 Stücke aufz jedem Ohrt wegzuführen,
„nur daß die übrigen da gelassen werden. Und
„weil die Länder und Städte, welche vermöge
„dieses Frieden-Schluszes, vor der in dem Fran-
„tzösischen vergleich bestimmten zeit evacuiret
„werden, nichts destoweniger die bewilligte
„Contributions, bisz zu dem, in dem Fran-
„tzösischen Instrument veraccordirtem restitu-
„tions termin bezahlen sollen, als nemlich,
„Landskrohn, Helsingburg, Carlsburg; und
„die Schwinger-Schantze bisz den 29 Novem-
„bris; Wismar und die Insul Rügen den 6^{ten};
B b 5 „Gott-

Gottland, Uddewaldt und Maarstrand mit dem
 „ Bahufer Lehn den 13. December stil. Vet. so ist
 „ beliebt worden, daß Ihre Königl. Maj. von
 „ Dennemarck mitlerzeit, bisz zu völliger Be-
 „ zahlung solcher Contributionen, Wiffmar zum
 „ unterpfand behalten sollen; So bald aber solche
 „ Contributiones bezahlet, oder sichere und
 „ gnugsame caution deszwegen gestellet ist, ver-
 „ sprechen Ihre Königl. Maj. von Dennemarck
 „ vorbenandte Stadt Wiffmar Ihr. Königl. Maj.
 „ von Schweden, dem in Franckreich geschlossen
 „ Tractat zuzufolge, unweigerlich und ohne auf-
 „ fenthalt zu restituiren, und darauff keine wei-
 „ tere einwendung oder Prätenfion zu machen.

V I I I.

„ Weil auch S. Königliche Maj. zu Denne-
 „ marck zu erkennen gegeben, daß die Privile-
 „ gia und Freyheiten, welche den Schwedischen
 „ Schiffen im Sunde und auffm Belt accordiret
 „ worden, zu allerhand mißbrauch ursach ge-
 „ geben, welches doch dem inhalt und meinung
 „ vorbenandter Tractaten allerdings zu wider,
 „ auch Ihr. Königl. Maj. zu Schweden Vorfaß
 „ nicht ist, daß dero Unterthanen oder andere,
 „ unter dem Prätext solcher Privilegien, sich so-
 „ thaner Freyheiten, zum nachtheil Ihr. Königl.
 „ Maj. von Dennemarck mißbrauchen sollen;
 „ so ist umb künfftiger besserer richtigkeit wil-
 „ len verabscheidet, daß höchstgemeldte Kö-
 „ nigl. Maj. zu Schweden auf den 22. Februarii
 „ nechst kommenden Jahres gewisse Commissä-
 „ rien abschicken wil, welche mit Ihr. Königl.
 „ Maj. von Dennemarck hierzu verordneten
 „ Commissarien an einem von beyden theilen
 „ bestimmten Oht zusammen kommen, und da-
 „ „ selbst

„ selbst in beyseyn des Königes von Franckreich
„ darzu Deputirten *Ministri* die hierüber ent-
„ standene Streitigkeiten in der Güte auffrichtig
„ beylegen sollten, jedoch so, daß die *Privilegia*
„ und Freyheiten, so denen Schwedischen Schif-
„ fen aufs oft erwehnten Tractaten im Sunde
„ und auff den Belt zukommen, in ihrem vollen
„ vigeur bleiben, und nur dem mißbrauch so zu
„ præjuditz und schaden Ihr. Königl. Maj.
„ von Dennemarck und derer einkommen, der
„ meinung solcher Tractaten zu wieder, einge-
„ schlichen, auffgehoben und abgeschaffet wer-
„ den soll.

I X.

„ Weil auch über seiner Königl. Maj. von Den-
„ nemarck auff die groffe Schauenburgische Prä-
„ bende in Hamburg, zustehende gerechtigkeit,
„ einiger disputat entstanden, so verbleibt es zwar
„ damit bey der disposition, so Ih. Königl. Maj.
„ darüber gemacht, jedoch wird im übrigen
„ einem jeden sein Recht daran vorbehalten.

X.

„ Weil auch Ihre Königl. Maj. von Denne-
„ marck vermöge einer cession, eine forderung
„ und hypothec auff Cruytland haben, so ist ver-
„ abscheidet, daß seine Königl. Maj. von Schwe-
„ den solch Capital neben denen auffgelauffenen
„ zinsen, wie es in Deutschland gebräuchlich, in
„ Hamburg richtig bezahlen wollen, und behal-
„ ten Ihre Königl. Maj. von Dennemarck ge-
„ dachte Insul in Possesz, bisz alles richtig ver-
„ gnügt und bezahlet ist: nach bezahlung solcher
„ Summa soll Ihre Königliche Maj. von Denne-
„ marck solche Insul an Ihre Königl. Maj. von
„ Schweden ohne einige weitere Prætension

„wieder abtreten, auch mitlerzeit keine Schan-
 „tze noch Vestung darauff anlegen, sondern nur
 „die einkommen darvon genieffen, welche her-
 „nach gegen die zinsen abgerechnet werden
 „sollen.

X I.

„Dafern auch einer oder der ander Ih. Ih. Kö-
 „nigl. Königl. Maj. Maj. dafür hielte, dasz es der
 „expressen meinung und inhalt der vorigen Tra-
 „ctaten nach, mit denen gräntzen zwischen
 „Schweden und Norwegen, noch keine richtig-
 „keit hätte, so soll auff begehren eines oder des
 „andern Ih. Ih. Königl. Königl. Maj. Maj. derüber
 „untersuchung geschehen, und gewisse Com-
 „missarien binnen nechstfolgenden 6 Monaten
 „verordnet werden, welche den Inhalt obbe-
 „meldeten Tractats untersuchen, und richtige
 „abtheilung und entscheidung machen sollen.

X I I.

„Alle brieffe, documenten und schrifften, was
 „nahmen sie auch haben mögen, sie betreffen
 „gleich Justitz - Militz - oder die Landes - ein-
 „kommen, recht und Herrlichkeiten, deren sich
 „Ih. Ih. Königl. Königl. Maj. Maj. in denen ero-
 „berten Landen und Vestungen bemächtigt,
 „sollen alle zusammen, auch was von dem Pom-
 „merischen Archiv bey der Bornholmischen
 „Strandung übrig blieben und gerettet worden,
 „richtig wieder eingeliefert werden.

X I I I.

„Sollen alle höchsterneldeter Könige Unter-
 „thanen, wes Standes und Würden sie sind, also-
 „bald nach Auszwechselung der Ratification
 „gegen-

„ gegenwärtigen Tractats , in alle Ihre Güter,
„ beweg- und unbewegliche, sambt denen ein-
„ künfften, wie sie auch nahmen haben , und
„ durch diesen krieg genommen, oder confisciret
„ worden , benebst denen in währendem krieg
„ Ihnen zugekommen Rechten, Gerechtigkei-
„ ten und Successionen restituiret werden , al-
„ so dasz sie aufz eigener macht , obgemeldte
„ Güter , unangesehen der vorher geschehenen
„ Confiscation, verpfändung oder verschenckung
„ in besitz nehmen mögen; Jedoch also, dasz
„ sie nichts wegen derer, nach geschehener con-
„ fiscation aufz obgedachten Gütern genossenen
„ einkünfften, zu fordern haben sollen. Dieses
„ soll auch von allen höchstermeldeter Könige
„ so wol Geist-als Weltlichen Unterthanen, wel-
„ che bey einen oder den andern in kriegs-dien-
„ sten gewesen, oder welche eigenthümer, und
„ beweg-oder unbewegliche Güter, so wohl in
„ Schweden, als in denen durch den Rohtschil-
„ dischen und Copenhagenschen Frieden abge-
„ tretenen, und durch gegenwärtigen Tractat zu
„ restituiren schuldigen Provintzen , besitzen,
„ verstanden werden , welche alle und jede so
„ wohl deroselben erben und erbnehmen, völlige
„ Macht und Gewalt haben sollen, diese ihre Gü-
„ ter zu besitzen, und mit allen ihren Rechten
„ und Privilegien , wie sie solche vor dem kriege
„ gehabt, zu genießen, zu gebrauchen, oder zu
„ verallieniren, also dasz es niemand zu schaden
„ oder nachtheil gereichen soll, dasz er sich zu
„ dieser oder jener parthey geschlagen, dasz er
„ nicht deszwegen solte in vorigen stand, wie er
„ vor dem kriege gewesen, so wohl was seine Ehr
„ als Güter betrifft, völlig restitui ret werden, un-
„ angesehen aller derer Processen, Sententzen und
„ Urtheile, so wieder sie oder ihre Eltern und An-

„verwandte ergangen, darumb dasz sie entweder
 „dem feindlichen theil warhafftig angehangen,
 „oder solches gethan zu haben angeklaget wor-
 „den. Es soll ihnen auch frey stehen, den Ort
 „ihres auffenthalts nach belieben zu behalten,
 „oder zu ändern, also dasz sie deszwegen nicht
 „im geringsten anzufechten; wenn sie aber ein-
 „mahl ihren Sitz erwehlet, sollen sie bloßz allein
 „demjenigen König, in dessen Landen sie sich
 „niederlassen, mit Eyd und Pflicht verbunden
 „seyn, ohngeachtet sie in des andern Königes
 „Lande Güter besitzen, welcher Güter und Sitze
 „wegen dannoch sie aller derer Freyheiten und
 „Gerechtigkeiten, als andere selbiges Landes
 „Inwohner und Unterthanen, genießen sol-
 „len.

X I V.

„Alle forderungen und gerechtigkeiten, von
 „was ahrt und eigenschafft sie auch seyn können,
 „welche beyder Königl. Königl. Maj. Maj. Un-
 „terthanen vor diesem kriege; so wol bey denen
 „Königen selbst, als bey andern gehabt haben,
 „bleiben in ihrer vollgültigen kraft; gleich als ob
 „jede insonderheit hier aufzdrücklich benennet
 „wäre, also dasz diejenigen, welche bey Ihr. Ihr.
 „Königl. Königl. Maj. Maj. richtige forderun-
 „gen haben, innerhalb zweyer Jahre zeit bezah-
 „let werden sollen, und die welche einen Rechts-
 „Proceß aufzuführen haben, denen soll inner-
 „halb Jahr und Tag nach Recht und Billigkeit
 „wiederfahren, und zwar in Schweden vor der
 „Königlichen Revision, von denen, vor welche
 „diese sachen gehören, in Dennemarck aber vor
 „dem höchsten Gericht, zum endlichen aufz-
 „spruch; und soll die Execution auff gesche-
 „henes endurtheil innerhalb Jahr und Tag
 „würck-

„würrlich erfolgen, welches auch von denenje-
„nigen verstanden wird, welche dieses zeit wä-
„renden kriegs, ein oder anderem partey beyge-
„fallen.

X V.

„Alle gefangene, wes standes oder nation sie
„sind, sollen stracks nach der Ratification von
„beyden theilen ohne rantzion loszgelassen wer-
„den, doch dasz sie der billigkeit nach, das was
„sie verzehret, oder an denen Orten, wo sie biß-
„her gewesen, entlehnet, bezahlen; Deszglei-
„chen soll auch förderlichst dasjenige, walsz je-
„des theil dem andern an rantzion dem auffge-
„richteten Cartel nach schuldig blieben, liquidi-
„ret und bezahlt werden; so auch von denen ge-
„fangenen jemand dienste unter des andern Ar-
„mee genommen, und an dem Orte, wo er ge-
„genwärtig ist, verbleiben wolte, soll ihm solches
„allerdings frey stehen; doch dasz er innerhalb
„3 Monaten, nach aufzwechselung der Ratifica-
„tion sich erkläre. Zu welchem ende auch bey-
„de Könige in Ihren Reichen und Landen, von
„allen predigstühlen publiciren und abkündigen
„lassen wollen, dasz niemand bey Leib und Le-
„bensstraffe sich unterstehen soll; einen auffzu-
„halten, oder hinderlich zu seyn, sondern viel-
„mehr einen jeden zu befördern, dasz er je ehe je
„besser zu seiner vorigen freyheit wieder gelan-
„gen möge.

X V I.

„Auch sollen in diesen Tractat alle Könige,
„Fürst. Provintzen und Estats, so jedes theil sechs
„Monate, nach geschעהener aufzwechselung die-
„ser Tractaten, zu benennen belieben wird, mit
„begriffen und eingeschlossen seyn.

XVII. Da-

„Damit aber alle erwünschte Verträulig-
 „keit, aufrichtige Nachbarschaft und künfti-
 „ge gute Correspondentz zu beyder Theilen In-
 „teresse desto besser möge gestiftet werden kön-
 „nen, als ist abgehandelt und verabschiedet wor-
 „den, daz zwischen beyden Königl. Königl.
 „Mayest. Mayest. aufs förderlichste eine nähere
 „Verbündniß auffgerichtet werden soll.

XVIII.

„Vorbeschriebene Articul sollen innerhalb 14.
 „Tagen, oder auch che, da es möglich ist, ratifi-
 „cirt werden.

Actum Lunden den 26. Sept. Anno 1679.

A.G.H. Aldenburg.

(L. S.)

J. Guldenstierna.

(L. S.)

G. Fael.

(L. S.)

F.J. Oerensfeldt.

(L. S.)

Biermann.

(L. S.)

T R A D U C T I O N.

T R A I T E

De

P A I X

*Entre Sa Majesté le Roy de Dannemarc, Norwegue, &c.
 d'une part : Et Sa Majesté le Roy de Suede, &c. de
 l'autre, Conclu & sousigné à Lunden en Scanie le
 26. Septembre de l'An. 1679.*

A Tous ceux qui le present Traité verront ou
 oiront, Salut. Sçavoir faisons, que dans la
 funcste

funeste guerre qui embrasa il y a quelques années toute la Chrestienté, & qui s'attacha principalement au S. Empire Romain, entraînant quant & quant les Royaumes & Provinces du Voisinage, s'estant trouvé engagé le Serenissime Prince Christian V. Roy de Dannemarc & Norwegue, &c. avec le Serenissime Prince Charles Roy de Suede, &c. en vertu des assistences qu'ils ont esté obligés de donner à leurs Alliez, en sorte que ces deux puissances estant tombées en une guerre ouverte & des plus sanglantes, le Prince Serenissime, Charles II. Roy de la grande Bretagne, d'une intention tres-glorieuse s'est appliqué tant par Lettres, que par ses Ambassadeurs qu'il a envoyés dans ces quartiers, à mettre fin à une guerre si funeste, en reconciliant les Parties, & rétablissant entr'eux la Paix & l'Amitié d'auparavant. Sa Maj. se voulant donner cette peine & s'employer avec d'autant plus de zele, qu'elle s'est apperçue de la bonne intention de toutes les Parties, qui ont esté engagées dans la guerre, & ayant obtenu d'eux, d'avoir envoyé à Nimegue leurs Ambassadeurs & Commissaires, pour commencer le Traité de Paix, qui par l'assistance Divine & la mediation de sa Majesté, n'a pas manqué de mettre d'accord la plus grande partie de ceux, qui estoient enveloppez dans la guerre. Et combien que l'on se fust imaginé, que la guerre entre Leurs Majestés de Dannemarc & de Suede se termineroit de même, & qu'il se rétablirait une Paix generale par toute l'Europe, cela a pourtant esté sans effet: en sorte qu'à la recherche & par l'entremise du Roy Tres-Chrestien, Allié & Confederé du Roy de Suede, qui avoit envoyé en ces quartiers Monsieur le Marquis de Feuquieres son Conseiller d'Estat & General des ses Armées, pour travailler avec toute l'application à cet oeuvre salutaire; leurs Ma-

jestés

jestés de part & d'autre consentirent de transporter la Negotiation de Paix à Lunden en Scanie, afin de la terminer tant plûst, comme en un lieu, qui est à la veüe de ces deux Majestéz. Sur quoy arrivant, que le Serenissime Prince Jean George II. Duc de Saxe, Electeur & Marechal du S. Empire, &c. d'une intention tres-chréstienne & tres-glorieuse, suivant la parenté dont il est attaché à ces deux Majestéz, presenta sa Mediation à ces deux Parties, qui l'accepterent de tres-bonne volonté, Leurs Majestés s'expliquerent sur ce qui concernoit le jour & le lieu de l'assemblée pour le Traité de Paix. C'est pourquoy nous sousignez, les Ambass. & Plenipotentiaires de S. Majesté de Dannemarc, Antoine, Comte du S. Empire, Baron d'Altenbourg, &c. Conseiller & Lieutenant du Roy dans les Comtés d'Oldenbourg & Delmenhorst; Jens Juël Baron de Juling, Chevalier, Conseiller privé de Sa Maj; & Conrad Bierman, Conseiller d'Estat & de Justice de S. M. nous sommes assemblez avec Messieurs les Ambassad & Plenipotentiaires de la Couronne de Suede, Monsieur Jean Guldenstierna, Baron de Lundholm, &c. Conseiller du Royaume de sa Majesté de Suede; Monsieur Francois Juël Orenstede, Conseiller de S. M. & Secretaire d'Estat: & ayant eschangé nos Lettres de Pleinpouvoir, nous avons eu par l'entremise de M, le Baron de Gerstorff, Envoyé de Monseigneur l'Elect. de Saxon, plusieurs conferences, dans lesquelles les choses ont esté si avancées, qu'il n'y avoit plus lieu de se douter d'une tres-heureuse issuë. Et combien qu'en l'entretemps ces Articles de Paix se soient conclus & sousignés dans une Negotiation faite en France, que sa Majesté le Roy de Dannemarc accepta tant à l'honneur de S. Majest. Tres-Chrestienne, qu'à l'égard de la bonne alliance & de l'amitié, qui en

devoit

devoit avoir sa ressource; si est-ce néanmoins, que par le commandement de leurs Majestez, nos Rois de part & d'autre, nous voulûmes encore une fois examiner cesdits Articles, & du consentement des deux Parties les expliquer & concevoir en ces termes.

I.

Il sera rétabli une Paix assurée & éternelle entre leurs Majestés, &c. leurs Heritiers & Successeurs, leurs Royaumes, Provinces, Estats & Sujets, en faisant cesser la guerre sanglante, toute hostilité, mesintelligences & differens, tant par Mer que par Terre; & sera revoquée & rétablie l'amitié & l'union mutuelle, en ostant toute occasion qui pourroit troubler le repos & la bonne intelligence des deux Royaumes. Et les deux Parties seront obligées d'avertir l'un l'autre de ce qui pourroit s'entreprendre contr'eux, de détourner les dommages & les desavantages reciproquement, & de chercher comme leur propre bien la prospérité l'un & l'autre.

II.

Pour plus grande confirmation de ladite ré-union, & pour oster toute occasion aux differends, qui pourroient se ressusciter entr'eux, il est accordé, que tout ce que dans la guerre passée s'est fait au préjudice & au dommage de l'un ou de l'autre, sera effacé sous un oubli éternel, sans s'en ressentir en aucune façon, ni s'en vanger, directe, ment ou indirectement, ouvertement ou en cachette, ni par soy-même ni par autre, & sera établi une amnistie generale & éternelle de tout le passé; & à celle fin tous les écrits & livres, qui ont esté publiés de part & d'autre pendant la guerre, seront
abolis,

abolis, & ancantis entierement; & mesme les Sujets, qui pendant la guerre se seront rendus de l'un & de l'autre party, seront compris dans cette Amnistie generale; en sorte que personne ne soit aucunement troublé ou outragé sous quelque prétexte que ce soit, ni de fait ni par voye de justice, & qu'il ne se fasse aucune recherche, contre qui & au préjudice de qui que ce soit.

I I I.

A cette fin, toutes les alliances, que l'un ou l'autre de deux Roys pourroit avoir faités au préjudice de l'autre, seront dés à present ancanties, en promettant de n'en faire à l'avenir, qui porteroit préjudice à l'un ou l'autre; & le commerce entre les Royaumes, Provinces & Estats des deux Majestés sera rétabli, & aura son cours comme auparavant, sans que personne y soit aucunement empêché.

I V.

Sa Majesté de Dannemarc pour l'amour du repos universel, ayant consenti à la Paix avec sa Majesté le Roy de Suede, selon le contenu des Traités de Rotschild, de Coppenhague, & de Westfalie; lesdits Traités de Paix de Rotschild, de Coppenhague & de Westfalie demeureront en leur entier, avec tous les Instrumens du Traité de Coppenhague, & en tous leurs Articles, tout de même, que s'ils avoient esté repetez & remis exprés dans le Traité d'à present.

V.

Les 5. & 6. Articles du Traité fait en France le 23. Aoust, & 27. Septembre portant, que toutes
les

les Provinces & Villes, que les deux Rois pendant la guerre ont pris l'un de l'autre, doivent estre rendues, ce qu'on observera ponctuellement; enforte que toutes les Villes, Fortereſſes, Provinces & Places que leurs Majeſtés ont eues avant la guerre, & qui en vertu des Traités de Rotſchild, de Coppenhague, & de Weſtfalie leur appartiennent, eſtant occupées ou priſes par les armées de l'un ou de l'autre, ſe doivent rendre reciproquement.

V I.

Outre cela il eſt accordé que les Villes, Places, & Fortereſſes, qui ſe doivent rendre à la Couronne de Suede, ſe rendront dans l'eſtat où elles ſont à preſent: & la reſtitution des Villes, des Iſles & Provinces avec toutes leurs appartenances, ſuivant ledit Traité, ſe fera au temps qui ſ'enſuit: Helſingbourg ſe doit rendre le 18. Octobre, Landskron le 20. l'Iſle de Ruguen le 22. Marſtrant, Udewald avec le Fief de Bahus, Gottland, Charles-bourg & le Fort de Swing le 31. & dans le temps ſuſnommé, les Garniſons Danoïſes, qui ſont à preſent dans leſdites Places, en fortiront, en les remettant entre les mains des Commiſſaires & autres, qui en auront ſoin de la part de la Suede; comme auſſi tous les Officiers de part & d'autre ſeront obligés de garder bonne diſcipline, pour empêcher tout outrage; & les Commiſſaires auront ſoin, que ni les bourgeois dans les Villes ni les Payſans du plat-paiſ, ne ſoient endommagés aucunement. Et en cas que la reſtitution des lieux ſuſdits, dont les garniſons doivent ſortir, ne ſe puſt faire au temps preſcrit, à cauſe de la mauvaiſe faiſon ou des vents contraires, cela n'empêchera pas de remettre ces Villes & Fortereſſes ſuſdites à celui qui ne ſera pas empêché d'y

d'y arriver, & la restitution se fera, tout comme si elle estoit faite au jour prescrit : & en cas que les Troupes, qui seront envoyées pour prendre possession desdites Places, y arrivassent avant le temps destiné, ou que celles qui en doivent sortir, à cause de l'inondation des eaux fussent obligées de s'y arrêter, alors tant celles qui y sont arrivées avant le jour destiné pour l'évacuation desdites places, que celles qui attendent la commodité de faire voile, recevront du Pais les vivres & provisions nécessaires.

VII.

Quant au Canon des Fortereffes, qui se doivent rendre, partie d'iceluy estant perdu, & partie du reste changé, il se doit rendre dans l'estat où il se trouve à present ; en reservant à sa Majesté de Dannemarc d'en pouvoir emmener de chaque Place dix pieces, en y laissant le reste. Et puisque les Provinces & Villes, qui en vertu de ce Traité de Paix, se doivent rendre avant le temps prescrit dans le Traité de France, sont obligées de payer les contributions jusqu'au temps prescrit dans ledit Traité, par exemple, Landskron, Helsingbourg, Charles-bourg, & le Fort de Swing le 29 Novem. Wismar & l'Isle de Ruguen le 6. Dec. Udewald, Marstrand & le Fief de Bahus le 13. Decemb. vieux style ; il est accordé que sa Majesté de Dannemarc restera en possession de Wismar, jusqu'à tant qu'elle soit entièrement satisfaite desdites Contributions : Mais dès que lesdites Contributions seront payées, ou qu'on aura donné caution suffisante pour icelles, Sa Majesté de Dannemarc promet de rendre promptement à Sa Majesté de Sue-de ladite Ville de Wismar en vertu du Traité fait avec la France, & qu'elle n'y aura plus aucune pretension.

VIII.

Sa Majesté de Dannemarc ayant remontré, que les Privileges, accordez aux vaisseaux Suedois au Sundt & dans le Belt, ont causé toute sorte d'abus & de desordres contre l'intention & la teneur desdits Traités, & comme ce n'est pas l'avis de S. M. Suedoise, que ses sujets ou d'autres abusent de ces sortes de Privileges au préjudice de S. M. Danoise, pour éviter ces sortes d'inconveniens, il est accordé, que S. M. Suedoise enverra le 21. Fevr. de l'an prochain des Commissaires qui traiteront avec les Commissaires de S. M. Danoise au lieu à ce destiné & en presence des Ministres du Roy Tres-Chrétien, sur les difficultés qui en rejailliront, pour les decider à l'amiable, mais en sorte que les Privileges des vaisseaux Suedois, qu'ils ont obtenu par lesdits Traités, demeurent en leur entier, & qu'on ne remédie qu'aux abus qui s'y sont glissez au dommage de sa Maj. Danoise & de ses revenus.

IX.

Et parce qu'il s'est mû. des contestations touchant le droit, que sa Majest. Danoise a sur la Prebende de Schouwenbourg à Hambourg, la disposition de sadite Majesté demeurera comme elle est faite, reservant au reste à qui que ce soit le droit & les prétensions qu'il y croit avoir.

X.

Sa Majesté Danoise ayant des prétensions & une hypothèque sur Cruysand, en vertu de certaine cession, il est accordé, que S. M. Suedoise en payera à Hambourg le fond & les intérêts, selon la coustume d'Allemagne; & que S. M. Danoise restera

restera en la possession de ladite terre jusqu'à son entiere satisfaction ; après laquelle S. M. Danoise rendra ladite Isle à sa Majesté sans aucune prétension ulterieure , & ne fera faire cependant aucun fort , en jouissant des revenus , qu'elle en tirera pour les rabattre ensuite sur la somme des rentes.

X I.

Arrivant , que l'une ou l'autre de leurs Majestés crût , que les Frontieres de Dannemarc & de Norwegue, suivant la teneur desdits Traités, ne fussent pas exactement ajustez , on en fera à la sollicitation de l'un ou de l'autre recherche ; en ordonnant dans l'espace de 6. Mois des Commissaires , qui examineront la teneur desdits Traités & feront une juste division des Frontieres.

X I I.

Toutes les Lettres & Papiers, quels qu'ils soient, concernant la Justice, la Milice, ou les revenus des Païs, Droits & Seigneuries , qui sont tombez entre les mains de leurs Majestés de part & d'autre, dans les Païs nouvellement conquis , avec ce qui est resté des Papiers de la Chambre de Pomeranie du naufrage de Bornholm , doivent estre rendus de bonne foy.

X I I I.

Tous les Sujets desdites Majestés , de quelque condition qu'ils soient feront après l'échangé de la Ratification de ce Traité, remis en la possession de tous leurs biens mobiles & immobiliés , avec leur revenu , quels qu'ils soient , & qu'on leur a pris dans la guerre passée , ou qui ont esté confisqués avec tous les droits qu'ils ont eus avant icelle, en sorte qu'il leur soit permis d'en prendre possession

cession de propre mouvement, non-obstant ladite confiscation, hypothèque ou donation aucune, réservé néanmoins qu'ils ne puissent rien exiger du revenu de ces biens, qu'on en a tiré après ladite confiscation. Ce qui se doit même entendre de tous les sujets des deux Majestés, tant Seculiers que du Clergé, & de ceux qui ont esté au service de l'un ou de l'autre de ces deux Roys, ou qui ont des Domaines, tant en Suede qu'aux Provinces, qui se doivent restituer, suivant la teneur du Traité de Rotrichild & de Coppenhague, qui, quels qu'ils soient, avec leurs Successeurs & Heritiers auront pleine puissance, avec tous leurs Droits & Privileges, comme ils les ont eus avant la guerre, d'en jouir & de les vendre, en sorte que les services, qu'ils ont rendu à l'une ou l'autre de ces Couronnes, ne leur porteront aucun préjudice, mais qu'ils seront remis, tant à ce qui concerne leur état & leur honneur, que ce qui touche les biens qu'ils ont possédés avant la guerre, non-obstant tous les jugemens & sentences donnés contr'eux ou contre leurs parens, à cause qu'ils se sont rendus du party de l'Ennemi, ou qu'ils en ont esté accusés. Il sera même en leur pouvoir de changer le lieu de leur demeure, en sorte qu'à cause de cela il ne souffriront aucun outrage; mais dès qu'ils auront choisi leur demeure, ils ne feront hommage qu'au Roy, es terres duquel ils viendront demeurer, non-obstant qu'ils possèdent des biens dans les Estats de l'autre, touchant lesquels ils jouiront néanmoins de tous les Droits & Privileges, dont jouissent les habitans naturels du País.

XIV.

Toutes les pretensions & droits, de quelque nature qu'ils soyent, que les Sujets de l'un ou de l'autre

tre de ces deux Roys ont eu avant la guerre , tant à l'égard des particuliers , que des Roys mêmes , garderont leur vigueur , tout commes'ils étoient spécialement exprimés dans ce Traité ; enforte que ceux , qui ont des pretensions dans les Royaumes de l'un ou de l'autre de ces deux Roys , recevront leur payement dans l'espace de deux ans ; & on fera justice dans un an à ceux qui auront quelque affaire devant les Juges ; & nommément en Suede dans la Chambre de Revision devant ceux à qui il appartient ; & en Dannemarc devant la Chambre de Justice , & l'exécution ensuivra en effet dans l'espace d'un an ; ce qui s'entend même de ceux , qui dans la guerre passée se sont rendus de l'un ou de l'autre party.

X V.

Tous les prisonniers , de quelque condition qu'ils soient , seront relaschez tout aussi-tost après la Ratification de ce Traité , sans aucune rançon , moyennant qu'ils payent , comme il est raisonnable , leurs dépens & ce qu'ils ont emprunté es lieux , où ils ont demeuré en cet entretemps : De même tout ce qu'ils se doivent de rançon l'un à l'autre , suivant la teneur de l'accord , qui en a esté fait exprés , se payera sans delay ; Et ceux des prisonniers , qui ont pris service sous l'un ou l'autre , pourront à leur gré demeurer , comme ils sont ; moyennant qu'il s'expliquent dans 3. mois après la Ratification. A cette fin leurs Majestés feront publier dans toutes leurs terres , que personne n'osera sur peine de la vie contraindre ou empescher celui , qui en voudra sortir , mais au contraire de les secourir & des les ayder à parvenir à leur premiere liberté.

XVI. Tous

X V I.

Tous les Roys, Princes & Estats seront compris dans ce Traité, moyennant que dans 6. Mois après la Ratification ils se declarent d'y vouloir entrer & y estre compris.

X V I I.

Mais afin, qu'une entiere amitié & le bon voisinage pour l'intérêt & le bien des deux Rois soit rétabli, il est accordé, qu'il se fera encor une Alliance plus entiere & plus parfaite entre les deux Roys.

X V I I I.

Les Articles précédens seront ratifiés dans quinze jours, ou plûtoſt, ſi faire ſe peut.

Fait à Lunden le 26. Septembre l'ani. 1679.

A. G. H. *Aldenbourg.*
(L. S.)

J. *Guldenſtierna.*
(L. S.)

G. *Fuel.*
(L. S.)

F. J. *Obrenſtedt.*
(L. S.)

Bierman.
(L. S.)

M E M O I R E S

touchant

L A C E S S I O N

de la Ville

de M A S T R I C H T.

A N T W O O R D

van hare H. Mog. de Heeren Staten Generaal der Vereenighde Nederlanden, aen den Heer Don Emanuel de Lira, Extraordinaris Envoyé van de Kroon Spangie, rakende den eysch van Maestricht.

IS gehoort het Raport van de Heeren Schimmelpenninck van der Oye, en andere hare Hoog. Mog. Gedeputeerden tot de Buutenlandtsche saken; hebbende in gevolge, en tot voldoeninge van derselver respectieve Resolutien Commissoriael van den 3. October 1678. den 18. Maert, en den 19. April 1679. gevisiteert ende geëxamineert de Memorialen van den Heer Don Emanuel de Lira, Extraordinaris Envoyé van den Koninck van Spangien, alles rakende de overlevering van de Stadt Maestricht aen sijn Majesteit: Waar op gedelibereert en ingenomen zijnde de consideratien en 't hoog wijs Advijs van sijn Hoogheyt den Heere Prince van Orangie; is in conformité van dien goet gevonden en verstaan, dat aan den gemelden Heer de Lira tot antwoordt sal werden toegevoegt: dat haar Hoog. Mog. altoos in goede en achtenis, sullen houden de trouwhertige hulpe

kulpe en assistentie, die deselve van hoogst-gedachte sijne Majesteit in hare ongelgentheyt hebben genoten, en soo veel haer mogelijk is trachten te conserveren desselfs vriendschap; dat sy gelooven, dat sy geduerende den geheelen loop van den voorgaenden Oorlogh zeer goede preuven hebben gegeven, dat sy de interessen van hoogst-gedachte sijne Majesteit, soo hoogh als haar eygen interessen, hebben geconsidereert, en niet minder yver getoont om desselfs Landen en Luyden te beschermen, als sy voor haar eygen behoudenis hadden kunnen doen; en dat de ongelucken, die het Godt belieft heeft over de gemeyne zaken te laten gaan, oorzaak zijn dat haren goeden yver niet heeft gehadt die successen, die men onder sijnen zegen hadde mogen verwachten. Dat het Traetaet van den Jare 1673. noch by haer is in goede geheugenis, en dat het 18. Articul van 't selfde Traetaet mede bracht een belofte van de Stadt Maestricht aan hoogst-gedachte sijne Majesteit te sullen cederen; dan dat haer H. Mog. sijne Maj. versoeken de goetheit te willen hebben, van te considereren, dat het 12. Articul van het voorsz. Traetaet insgelijcks uytdruckelijck medebrengt een belofte, van dat het Traetaet van de Vrede en Vriendschap tusschen hoogst-gedachte sijne Majest. en haar H. Mog. gesloten tot Minister in den Jare 1648. en de Conventien daar op gevolgt, in alle hare Poincten souden werden geobserveert, en dat hoogst-gedachte sijne Majesteit, en hare Hoog. Mog. en hare Ingesetenen ten wederzijden souden genieten van alles, wat daer by was geconvenieert en gereguleert, voor soo veel die het publijk, als voor soo veel die het particulier concerneerde: Dat het oock evident is, dat by het 45. Articul van het voorsz. Traetaet van Minister expresselijck is geconditioneert, dat voor een gedeelte van 't voorsz. Traetaet gehouden, en als soodanig geexecuteert souden werden de Conventien tusschen hoogst-gedachte sijne Majesteit en sijne Hoogheyt den Heere Prince van Orangie, Frederick Hendrick hoog-loffel. memorie, den 8. January en den.

27. December, 1647. gemaakt, medebrengende onder anderen, dat boven de Partyen daar van in 't voorsz. Traëtaat van Vrede wierde gesproken, aan sijne Hoogheyt, tot voldoeninge van sijne pretensien, souden volgen het Landt en Heerlijckheyt van Montfoort, en dat sijn Majesteyt daar by soude voegen soo veel Landen, dat de suyvere Inkomsten van dien jaarlijcks souden monteeren op een somme van 32000. guldens; dat sijn Majesteyt daar-en-boven soude besorgen, dat het Graaffschap van Meurs souden werden toegevoegt soo veel Landen, dat de Inkomsten van dien daar door 10000. gulden hooger als te vooren soude komen te monteeren, en dat het voorsz. Graaffschap voortaan door sijne Keyserl. Majest. tot een Hartogdom geërigeert, en van 't Rijk te Leen gehouden soude werden; dat het voorsz. Graaffschap van Montfoort onder sijn Hoogheys directie eerst is gekomen in den jare 1654. en dat de Inkomsten van 't voorsz. Graaffschap van Montfoort van dien noyt meer dan 20000. gulden hebben gerendeert, en dat de Melioratien van de voorsz. 10000. gulden van 't voorsz. Graaffschap Meurs is gebleven onvoldaan; Dat by de voorsz. Conventien van den Jare 1647. vast gestelt zijnde, dat sijn Hoogheyt soude blijven behouden het Marquisaat van Bergen, tegens eenige Landen in 't voorsz. Traëtaat geexprimeert, daar over op den 12. Articul des Jaars 1651. is gemaakt een nader Conventie, by dewelke hoogst-gedachte sijne Majesteyt aan sijn Hoogheyt latende de voorsz. Landen, die aan sijn Majesteyt tegens het voorsz. Marquisaat souden werden gecedeert, aan deselve daar-en-boven belooft een somme van 500000. guldens, en noch een Rente van 80000. jaarlijks, lastbaar den penning twintigh; dat sijne Majest. daar by niet alleen heeft verklaart, dat alle de versekertheden, die hoogst-gemelde sijne Hoogheyt dien aangaande was hebbende, souden blijven in haar volle kracht en waerde, maar by speciale Assignatie noch daar-en-boven daar toe heeft geobligeert des selfs Goederen, Domeynen, Sayden,

Sayden, &c. in 't Hartogdom van Brabant, en 't Graafschap van Vlaanderen, en voorts gehypotequeert alle desselfs Goderen en Domeynen, om daar op te hebben recours in cas van contraventie, dat op de voorsz. 500000. guldens noch is onbetaalt gebleven de somme van 220000. guld. en dat de voorsz. jaarlijkse Renten van 80000. guldens insgelijks is onbetaalt gebleven, uytgenomen dat sedert eenige korten tijdt herwaarts eenige penningen daar op zijn voldaan: Dat volgens het 24, 25, 26, 27, en 28. Articul van 't voorsz. Tractaat tot Munster gesloten, aan sijne Hoogheit hebbende moeten werden geresitueert desselfs Goederen in Bourgondien gelegen, sulks ten opsichte van verscheyde Goederen niet alleen niet en is geschiet, dat sijn Maj. of desselfs Pachteren van de Saulverien in Bourgondien nyt de Boffchen sijne Hoogheit toekomende, hebben getrocken 5000 guldens jaarlijks, Frans gelt, en dat de voorsz. Saulverien verpacht zijn geworden voor een somme van 25000. guldens jaarlijks, mede Frans gelt, en dat in deselve 25000. guldens jaarlijks aan sijn Hoogheit een sesden-deel heeft gecompeteert, zijnde genaamt la sixte de Auxerre, 't welk de hoogst-gedachte sijne Maj. onder sich heeft blijven behouden, dat aan hare Hoogheit Mevrouw de Princeesse Douariere van Orangie, in kracht van de voorsz. Conventien van den 8. Januarij, en den 27. Decemb. des Jaars 1647. heeft moeten werden gegeven de Heerlijkheit van Turnhout, en daar by soo veel Landen, dat het suyver inkomen van dien soude monter tot 12000. guld. jaarlijks, dat de voornoemde Inkomsten nyt hooger dan tot 8000. jaarlijks hebben bedragen, en dat het Lanit van Turnhout daar-en-boven van den Jare 1658. heeft betaalt een somme van 30000. guldens, daar van het tot noch toeniet en is gerembourseert: Dat boven de effectieve restitutie der voorsz. Goederen, selfs het verbeteren van eenige van dien, en het vermeerderen van de Inkomsten van eenige van desselfs, de somme van penningen, die hoogstgemel-

de sijne Hoogheyt over de prestatien te vorderen heeft, het Capitaal van de voorsz. Rente van 80000. guldens jaarlijks daer in mede gecomprenheert, komt te bedragen seven millioenen 732392. gl. Dat hoogst-gedacht sijne Maj. buyten bedencken niet uyt de memorie sal zijn gegaan, dat haar Hoog-Mog. seer veel instantien menigt van jaren aan den anderen hebben gedaan, ten eynde hoog-gemelde sijne Hoogheyt van 't voorsz. achterwese soude mogen werden voldaan, en niet kommen nalaten, haar te bedancken van de goede officien, die den gemelder Heer de Lira ten voorsz. eynde heeft aangewent, maar dat daar op weynigh effecten zijn gevolgt, niet alleen in dese calamiteuse oorlogs-tijden, maar oock voor dato van dien: en soo wanneer sijne Maj. was in een seer volkomen rust en vrede: dat dese Staat aan hoogst-gemelde sijne Hoogheyt soo veel obligatien hebbende voor de dienssen, die deselve den Lande in soo veel occasien heeft gedaan, en verplicht zijnde desselfs intresse als haar eygen intrest te considereren, haar in desen vinden in een groote verlegentheyt, door dien sy aan d'eene zijde sien, dat sijne Maj. vordert de Cessie van Mastricht, uyt kracht van een Traetaat; en aan d'andere zijde, dat datselfde Traetaat oock vaststelt, dat de gene die in krachte van 't voornoemde Traetaat van Munster oyt hebben te vorderen, mede sullen werden voldaan, en dat hoog-gemelde sijne Hoogheyt de voornoemde voldoeninge niet heeft gendten, en dat oock hoog-gemelde sijne Maj. voor die voldoeninge heeft gekypotiqueert desselfs Goederen en Domeynen, en specialijck geoffereert de Landen dewelcke in Brabant en Vlaanderen gelegen zijn.

Want indien hoogst-gedachte sijne Maj. uyt krachte van een Traetaat met reden kan vorderen de Cessie van Mastricht; Soo kan hoog-gemelde sijne H. uyt dat selve Traetaat niet alleen de voornoemde voldoeninge vorderen, maar oock voor al met recht insisteren; dat aan sijn Maj. niet mach volgen een domain gelegen in Brabant, soo lang hy niet is voldaan, om dat het aan sijn Hoogheyt

voor de voornoemde voldoeninge is geoffereert en gely-
 potiqueert: en dat haar Hoog Mog. daarom wenschen,
 dat hoogst-gedachte sijne Majest. de goetheyt wil hebben
 van haar uyt den genoemden labyrinthe te degageren; in
 dewelcke sy haar, niet door haar faute en toelaten, maar
 door de voornoemde wanbetalinge vinden geengageert,
 en dat hoogst-gedachte sijne Maj. derhalven met hoogh-
 gemelde sijne Hoogheyt wil convenieren en verdragen
 over de voornoemde voldoeninge. Dat haar Hoog-Mog.
 haar daar-en-boven genootsaackt vinden te represe-
 ten, dat de Collegien ter Admiraliteyt over equipagies,
 gedurende desen tegenwoordigen Oorlogh gedaan, aan
 hoogst-gedachte sijne Maj. seer notable sommen ten ach-
 teren zijn, en specialijck ter sake van Equipagies, die
 hoogst gedachte sijne Maj. hier te Lande selfs heeft doen
 bevorderen; dat het voornoemde Traetaat van den jare
 1673. de voldoeninge van dien wel niet reguleert, maar
 oock niet heeft kunnen reguleren, ten opsigte deselve
 Equipagies eerst lang daar naar, niet alleen met belie-
 ven, maar voor verre de considerabelste gedeelten op de
 instantien van hoogst gedachte sijne Maj. zijn gedaan,
 en dat sijne Maj. na sijne equiteyt wel sal komen conside-
 reran, dat het met de justitie niet soude over-een-komen,
 dat aan d'eene zijde voldaan wierd 't gunt hoogh-ge-
 dachte sijne Maj. vordert; en dat aan d'andere zijde de
 gemelde Collegien geen betalinge van 't voornoemde
 achterwesen souden consequeren; sonderlinge daar de-
 selve Collegien door de voorsz. Equipagies niet alleen in
 groote achterheyt zijn geraackt, maar oock gekomen tot
 soo grooten verval, dat deselve onmachtigh souden zijn,
 de saken haar aanbevolen te kunnen doen, indien de
 voornoemde voldoeninge langer soude werden uytgestelt
 en gediffereert.

Hage den 9. Augusti, 1679.

T R A D U C T I O N .

R E S P O N S E

De Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies à Don Emanuel de Lira, Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Catholique, touchant la reddition de la Ville de Mastricht.

Sur le rapport de Messieurs Schimmelpening van der Oye & autres Deputés de leurs H. P. pour les affaires Estrangeres, lesquels selon leurs commissions du 3. d'Octobre 1678. & des 18. de Mars & 19. d'Avril 1679. ont lû & examiné les Memoires de Don Emanuel de Lira, Ambassadeur Extraordinaire du Roy d'Espagne, lesquels portoient, qu'il falloit rendre la Ville de Mastricht à S. M. C. Après la lecture desquels, deliberation prise, & son Altesse le Prince d'Orange sur ce consulté, il a esté arrêté de répondre audit Sieur de Lira ce qui suit, sçavoir: Que L. H. P. ne perdront jamais le souvenir du puissant secours, qu'ils ont reçu de S. M. C. dans leurs pressans besoins, & qu'ils tâcheront toujours de fomentier & entretenir cette bonne amitié, de laquelle ils croient avoir donné des preuves assés evidentes dans la guerre précédente, ayant épousé les interests de S. M. C. comme les leurs propres; & defendu ses Pais & sujets comme leurs propre sujets; de telle sorte qu'il n'y a eu que les malheurs, qu'il a plu à Dieu de leur envoyer, qui ayent été causc que tout n'a pas succédé à souhait. Pour ce qui est de l'Article 18. du Traité de l'an 1673. portant, que la Ville de Mastricht seroit renduë à Sa Majesté Catholique, L. H. P. supplient sadite Maj. d'avoir égard à l'Article douzième dudit Traité, où il est

est speciifié expressement , que le Traité passé à Munster en l'an 1648. entre L. H. P. & S. M. C. seroit exactement executé, suivant toutes ses conclusions; & que les sujets de part & d'autre jouïroient des Privileges, mentionnés dans ledit Traité, tant en ce qui concerne le bien public que le particulier; qu'il est même expressement dit au 45. Article dudit Traité de Munster, que les conventions d'entre Fredric Henri Prince d'Orange d'heureuse memoire & de sadite Majesté, en l'an 1647. les 8. de Janvier & 27. de Decembre, portent ce qui est même inseré dans le susdit Traité, sçavoir que S. M. C. luy cederait pour satisfaction de ses prétensions, le Comté de Monfort en y ajoutant assés de Fiefs pour achever la somme de 32000. liv. de rente. Que S. M. C. ajouteroit au Comté de Meurs autant de Terres qu'il en faudroit, pour faire la somme de 10000. livres plus qu'à l'ordinaire, & que ledit Comté seroit erigé en Duché par sa Majesté Imperiale & réputé désormais pour Fief de l'Empire. Que le Comté de Monfort n'a esté remis à son Altesse, que depuis l'année 1654, & qu'il n'a jamais valu que 20000 liv. de rente; & que les dix mille liv. d'augmentation du Comté de Meurs n'ont jamais esté payées: que par ladite convention de 1647. on estoit convenu, que son Altesse posséderoit paisiblement le Marquisat de Mons sur Some, en échange de quelques Terres mentionnées dans ledit Traité, sur quoy on fit encore un nouvel accord, suivant l'Article 12. du Traité de l'an 1651. où il est speciifié, que son Altesse laissant S. M. C. posséder lesdites Terres ou Domaines, il luy reviendroit en échange ledit Marquisat, moyennant la somme de 500000, & 80000 livres de rente. Que S. M. C. ne s'est seulement pas tenuë aux gages & assurances que sadite Altesse avoit; mais qu'elle a de plus

obligé ses Pais, Domaines, & dependances, tant dans le Duché de Brabant, que dans le Comté de Flandres & autres Domaines & Hipotèques, afin d'y avoir recours en cas de contravention.

Que pour la susdite somme de 500000. liv. il est demeuré redevable de 220000. Et quant à la rente de 80000. liv. elle n'a jamais été payée, excepté quelques chose qu'on a payé les années dernières. Que suivant les Articles 24, 25, 26, 27, 28. du dit Traité de Munster il estoit spécifié, qu'on rendroit à son Altesse ses Domaines en Bourgogne; & que S. M. C. ou les Fermiers ont tiré chaque année des forests de son Altesse 5000. livres monnoie de France: & que lesdites forests ont esté louées 25000. livres monnoie de France par c^{haque} année, dont il appartenoit une sixième partie à son Altesse, ce droit se nommant *La Sixte d'Auxerre*: qu'on devoit rendre à Madame la Princesse Douairiere la Seigneurie de Turnhout, selon la convention du 8. de Janvier & 27. Decembre 1647. & outre cela autant de Pais qu'il en faudroit, pour faire la somme de 12000. livres de rente. Que ladite rente ne s'est montée qu'à 8000. livres par an, & que la Seigneurie de Turnhout a payé depuis l'an 1658. la somme de 36000. liv. dont jusques à present on n'a point esté remboursé: qu'outre la restitution desdits biens, on peut encore ajouter les revenus d'iceux avec leur arrerage; si bien que son Altesse a droit de demander à S. M. C. la somme de 7. millions 732392. livres. Plaise à S. M. C. de se souvenir, que L. H. P. ont fait plusieurs instances, que son Altesse fût satisfaite, à quoy le Sieur de Lira s'est employé, & dont il a esté remercié, quoy que c'ait esté sans effet, non seulement pendant le cours de cette pernicieuse guerre mais même auparavant: & que Sa Majesté Catholique étant dans une parfaite Paix,

L. H. P.

L.H.P. si obligées à S.A. pour les bons services, qu'il a rendu en plusieurs occasions au Pais; & pour cet effet étant obligées de maintenir ses interets comme les leurs propres; se trouvent icy fort en peine, voyant que S. M. C. demande la Ville de Mastricht, aux fins & conclusions d'un Traité, le mesme Traité specifying, que le Traité de Munster sera observé & les conclusions executées, quoi que son Altesse n'en ait rien touché, & S. M. C. ayant hipotéqué ses biens & Domaines pour la satisfaction d'iceux, y specifying expressément les Domaines de Brabant & de Flandres.

Que si sa Maj. Cat. a droit suivant ce Traité de demander qu'on luy cede Mastricht. Son Alt. par l'auctorité du même Traité n'a pas seulement droit de s'y opposer; mais mesme d'arrester tous les Domaines de sadite Maj. dans le Brabant jusques à ce qu'il soit satisfait, S.M. la luy ayant à cette fin hipotéquée: c'est pourquoy L. H. P. souhaiteroient fort, qu'il plût à S.M.C. de les tirer de ce labirinte, où Elles se trouvent engagées en consideration de ce que doit S.M.C. & des conventions passées avec son Altesse. L.H.P. se trouvent outre cela obligées, de représenter à S. M. C. que le College de l'Amirauté a des prétensions à faire sur S. M. C. concernants les équipages, qu'il a faits au service de S.M.C. dont il n'a pas esté entièrement remboursé, & particulièrement d'autres équipages, faits audit College par S. M. C. dont il n'a esté fait aucun reglement dans le Traité de l'an 1673. parce qu'on ne l'a pas pû. Plaise donc à S. M. C. d'avoir égard, qu'il ne seroit pas de la Justice, que S.M. fût satisfaite de sa demande, & que d'autre côté ledit College de l'Amirauté fût frustré des sommes immenses qu'il a déboursées, ce qui seul pourroit le rendre incapable de subvenir aux besoins de la Communauté. *Fait à la Haye le-*
9. Août, 1679. Cc 7. RE-

R E P L I Q U E

ou Memoire de Monsieur de Lira, Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté Catholique, présenté à Messieurs les Etats Généraux le 15 d'Août, 1679. Sur la Réponse qu'ils luy ont donnée sur ses instances, touchant la cession de la Ville de Mastricht.

A Prés dix Mois que le sousigné Envoyé Extraordinaire d'Espagne a exigé de VV. SS. avec plus de justice que de succès, l'accomplissement réel de l'offre gratuite & volontaire, que VV. SS. firent à sa Majesté de la Ville de Mastricht & de toutes ses dependances par l'Article 18. du Traité d'Alliance conclüe à la Haye le 30. d'Août 1673. & après les poursuites publiques & particulieres, qu'il en a faites tant par ses discours chez les Ministres principaux de l'Etat, que par ses Memoires, dirigez à VV. SS. le 3. d'Octobre de l'an passé, le 18. de Mars, le 17. d'Avril & le 19. de May du present, & par des Lettres qu'il en a écrites à Monsieur le Pensionnaire General, principalement le 18. d'Avril & le 6. de May.

La premiere nouvelle autentique, que ledit Envoyé Extraordinaire a receuë en tout cetemps, des intentions de VV. SS. a esté le 9. du present Mois d'Aoust, qu'on luy a mis en main la Resolution de VV. SS. prise le 5. sans qu'en ces dix Mois on luy ayt jamais demandé ou donné une Conference, ni tenu aucun discours avec luy de la part de l'Etat, pour diriger de commun concert & par des éclaircissemens reciproques une matiere de cette conséquence, comme il est de raison & de coustume aux affaires mêmes moins capitales que la presente.

Par où il est à voir, que ce procedé ne respond
en

en aucune maniere à celuy, dont VV. SS. uſoient au paſſé envers les Miniſtres du Roy en general, & envers la perſonne dudit Envoyé Extraordinaire en ſon particulier, quand il ſ'agiſſoit en tout par ſon zele & par ſes ſoins des convenances, & même de la conſervation de l'Etat, dont l'Eſpagne a eſté ſans contredit la reſſource la plus efficace, & la premiere par de grands ſecours, & par des aſſiſtances gratuites, qu'on ne pouvoit exiger, ni ſe promettre en vertu d'aucun Traité, ayant été inſérées dans l'Alliance de l'an 1673.

Mais comme l'Etat doit en general ſon ſalut & ſon reſtabliſſement par le moyen de la guerre à tant de Princes & Potentats, qui ſ'y ſont engagés pour le redimer, chacun a ſa part à y prétendre, & l'on ne veut arroger de la noſtre que celle qui nous eſt deuë, ſans préjudice de la gloire d'autrui, mais encor eſt-il permis de faire reſſouvenir VV. SS. de la maniere genereuſe, dont on a agi envers elles de noſtre côté.

D'autres Puiffances Alliées de l'Etat ſont entrées avec beaucoup de zele, & avec des vœux treſ-loüables dans ſes interets par la voye des ſubſides, nous n'en avons pas ſeulement ſtipulé, ou meſme penſé jamais de contracter aucun pour noſtre utilité; mais bien au-contraire nous avons payé pour VV. SS. au commencement de la guerre des millions d'Argent contant, & liquidé pour la moitié des levées & des ſubſides des Armées étrangères; ce procédé de noſtre part eſt deſtiné de celuy de VV. SS. leſquelles convaincues de la maniere genereuſe par laquelle nous nous jettâmes à corps perdu dans leur parti (après que nous fûmes d'accord de tous les points de noſtre Traité 1673.) offrirent à ſa Majeſté de leurs propre mouvement, comme un teſmoignage poſthume de leur eſtime
& de

& de leur reconnoissance, la Ville de Mastricht : Messieurs les Deputes, qui firent alors l'Alliance avec ledit Envoyé Extraordinaire, sont fideles témoins de ce que luy ayant donné une minute du Projet de l'Article de Mastricht, avec la Carte blanche d'y corriger, & d'y ájouter toutes les circonstances, expriessons & particularités, qui fussent capables & surabondantes pour le mettre en repos du fidele accomplissement d'une offre, qu'ils repeterent vingt fois estre fait de bonne foy, ledit Envoyé Extraordinaire n'y a jamais voulu mettre la main ny la plume ; & leur repartit, que n'estant pas dans l'usage d'examiner un bijou, que l'on donne par gratification, ny de regarder á la bouche d'un cheval que l'on presente ; & n'examinait pas les Termes par lesquelles VV. SS. faisoient cette promesse, puis qu'ils l'en assuroient de leur part avec tant de certitude, qu'on ne laissoit aucun lieu ou moindre doute de son accomplissement, sur tant de reprises exaggerées de bonne foy & de l'infailibilité de leurs offices.

Advouant donc avec justice, á la gloire des Puissances Alliées de l'Etat, tout ce qu'elles ont contribué á son reestablissement par les succès de leurs armes, il est pourtant infailible, que sans la Paix d'Angleterre l'Etat succumboit sans ressource, & que VV. SS. doivent uniquement ce grand œuvre á l'Espagne, sans la participation de qui que ce soit dans l'Europe ; Sa Maj. Brittannique ayant eu la bonté de deferer en ce chef aux seuls offices de l'Espagne & á la seule entreprise de nostre Ambassadeur, qui en fut l'Instrument & le Plenipotentiaire absolu au nom de VV. SS. qui n'en pûrent rien obtenir á l'Assemblée de Cologne par tous les moyens, & les soins fideles & assidus de leurs Ministres á cette assemblée-là, dont le sousigné Envoyé Extraordinaire est un témoin

irre-

irreprochable, comme ayant esté présent par tout, & se souvenant des moindres circonstances du passé, pour les comparer au présent & au contenu du premier point de la Resolution de VV. SS. qui touche notamment la gratitude, avec laquelle VV. SS. assurent par des expressions formelles de se souvenir toujours avec estime de ce que Sa Maj. a fait pour elles dans leurs oppressions, & qu'elles tâcheront d'en donner des marques en tout ce qui sera dans leur pouvoir; & Maastricht estant la supposition de VV. SS. se renverse d'elle-même par ce fait. Il suit dans ladite Resolution de VV. SS. du 5. de ce Mois une combinaison contrecarrée de nostre Traité de la Haye 1673. & celui de Munster de 1648. opposant à l'Article 18. du premier à l'égard des conventions particulieres, faites en faveur de Monsr. le Prince d'Orange & de Madame la Princesse Douairiere le 8. Janvier & le 27. Decembre 1647. & encor les Articles 24. 25. 26. 27. & 28. dudit Traité de Munster sur les biens de son Altesse en Bourgogne: & après la Deduction, que VV. SS. font de six points capitaux de ces prétensions avec un compte-marchand assez exact & menu de toutes sortes des dommages & interets, elles concluent dans leur Resolution susmentionnée, qu'oultre l'effective restitution de tous les biens susdits, & la melioration de revenus d'aucuns, Monsieur le Prince d'Orange a à prétendre pour ladite non-prestation, (y comprise la rente de quatre-vingt mille florins) sept millions, sept cens trente deux mille, trois cens nonante-deux livres.

Pour ce qui regarde le gros des prétensions de Monsieur le Prince d'Orange, l'on n'a jamais nié la debte de ce qui luy sera justement dû, & l'on en a satisfait des grosses sommes à bon compte. Pour ce qui touche l'exactitude, avec laquelle on y regle

y regle les interets, il est impossible, que le sousigné Envoyé Extraordinaire y puisse répondre presentement avec assés de fondement, parce qu'après huit ans, qu'il a residé auprès de VV. SS. les premiers & les uniques Documents, qu'il en a jamais veû, sont ceux qu'on luy a mis en mains le 9. de ce Mois, avec la Resolution de VV. SS. du 5. quoi que par diverses fois il en ait parlé de son propre mouvement à Monsieur le Prince d'Orange, & à Monsieur le Pensionnaire General Fagel, leur demandant une Deduction, (qu'on ne luy a jamais pourtant donnée,) des prétensions susdites pour les examiner, & en pouvoir faire un Recit plus exact à Sa Majesté, afin de reduire cette matiere à des termes auxquels les Ministres, qui l'ont seulement sollicité en gros à la Cour, ne sont jamais venus faute de procuration, de commission, ou d'autorité, en-sorte que toutes les omissions ne sont pas du côté où l'on les range.

VV. SS. ajoutant, qu'il ne sera pas hors du souvenir de sa Majesté, que VV. SS. ont fait instances de temps en temps, pour que Monsieur le Prince d'Orange fût payé de ses arrerages, non seulement dans ces Années calamiteuses de la guerre; mais mesme dans les précédentes de la Paix & du repos de la Monarchie.

Pour les offices, qu'on a passés à la Cour, pendant les guerres & pendant les malheurs, que nous nous sommes attirés dans le temps d'une minorité du Roy pour redimer l'Etat à nos depens de la ruine où il estoit plongé, les instances de V V. SS. ont paru à tout le monde bien peu conformes à leur équité ordinaire, car obmettant beaucoup de raisons & d'argumens, que l'on pourroit alleguer sur ce point, il suffit de considérer seulement en cas, que l'Espagne eût donné alors à Monsieur le Prince d'Orange les millions, qu'elle a depensés
pour

pour VV. SS. en subfides & subfiftance des Troupes eſtrangeres, ſi VV. SS. auroient allegué preſentement la combination des Traités de 1673. avec celui de 1648. & ſi Monſieur le Prince d'Orange eſtant payé de ſes pretenſions par les ſommes, que nous avons appliquées au reſtabliſſement de l'Eſtat, VV. SS. s'en trouveroient micux aujourd'huy, en ſorte que V V. SS. laiſſant à côté le benefice & ne faiſant mention que de la dette, elles ne s'appliquent, qu'à demander ce qu'on a à prétendre & oublient ce qu'elles ont reçu.

Pour ce qui eſt des inſtances précédantes, faites en Cour par les Ambaſſadeurs & Miniſtres de V V. SS. en Eſpagne, & les Lettres que V V. SS. ont écrites de temps en temps au Roy ſur les prétentions de M. le Prince d'Orange, il y a une diſtinction à faire pour ceux qui ne la ſçavent pas, dont pourtant le ſouſigné Envoyé Extraordinaire n'a pas laiſſé d'inſtruire & d'informer de vive voix les Miniſtres Principaux de l'Eſtat; C'eſt donc qu'il eſt certain, que de la part de VV. SS. on a écrit en temps divers quelques Lettres à ſa Majeſté ſur les prétentions de Monſieur le Prince d'Orange, & les Ambaſſadeurs de V V. SS. en ont auſſi parlé dans les Audiances, pour ce qui concerne le public, & pour ce qu'on vouloit alors icy donner ſeulement cette apparente ſatisfaction à ſon Alteſſe, mais dans la verité & abſence de la choſe, elle eſtoit tout autrement, car on declaroit en particulier & en ſecret aux Miniſtres d'Eſtat, que VV. SS. ne s'intéreſſoient pas dans le fond pour les convenances de M. le Prince d'Orange, autant comme leurs Lettres ou harangues faites és audiances par leurs Ambaſſadeurs le marquoient, d'où ce paradoxe d'ordres oppoſés & contradictoires naiſſoient V V. SS. ſçauront ou pourront l'examiner, & elles connoiſtront par là, que l'Eſtat
même

même s'estant rangé long temps du costé de la non-prestati^on, ce n'est point par nostre seule faute que cette debte a esté envisagée chez nous avec une omisi^on si longue, puisq^{ue} les impressi^ons précédantes, données de vive voix à nos Ministres en Cour de la part de VV. SS. en ont esté l'origine, quand on ne peut ájouter entiere foy à un Ambassadeur, qu'on fait avoir de secrets mystères, & qui destruit en même temps les offices des Lettres & des audiances publiques par des advertences particulières & des discours réservés.

Cette circonstance neanmoins n'est pas touchée à dessein d'impugner la debte en ce qu'elle fera juste, mais bien d'affoiblir la raison de la plainte & les fondemens de la resolution de VV. SS. du 5. de ce Mois, pour leur faire voir, que ces Interests de la non-prestati^on, qu'on porte si exactement en compte, devroient estre pour sa plus grande partie (en faveur de Monsieur le Prince d'Orange) à la charge de l'Estat, puisq^{ue} l'Estat même a esté longues années l'obstacle du payement de son Altesse chez nous, par les offices & les insinuations, qu'on y a faites contre ces interets, au nom de VV. SS.

Le point touché dans ladite Resolution de VV. SS. des obligations qu'elles ont à Monfr. le Prince d'Orange, pour les services qu'il a rendus en tant de rencontres, c'est une particularité dans laquelle on tombe d'accord avec beaucoup d'estime & de conformité, & l'on a commencé à en donner de nostre part des marques assez essentielles & assez immédiates, aux malheurs desquels ni la Paix, que VV. SS. conclurent avec l'exclusion de tous leurs Alliés, ni le grand zele, conduite & bravoure de son Altesse nous ont pû garantir, car après les pertes & la cession des Pais, que nous avons dû sacrifier au repos de l'Estat, les calamitez generales

rales n'effaçant point nostre reconnoissance particulière envers les bonnes intentions & souhaits de Monfr. le Prince d'Orange, ledit Envoyé Extraordinaire declara à VV. SS. & à son Altesse au Mois de Fevrier, qu'au compte de ses prétensions sa Majesté avoit fait consigner fixement cent mille Florins, sur chaque retour des Gallions des Indes, & cinquante mille Florins de rente tous les ans sur les revenus les plus prompts & les plus liquides des Douanes & Domaines du Pais-bas; Ce procedé juste & assés genereux, pour le temps & pour la constitution presente des affaires communes, auroit pû persuader les Gens équitables, que V. V. S. S. se seroient dispensées dans leur Resolution susdite de toucher le point critique du grand embarras, où elle disent se trouver voyant d'un costé, que sa Majesté presse la cession de Mastricht, en vertu du Traité de 1673. & de l'autre, que ce même Traité appuye celui de 1648. pour ceux qui auront à prétendre quelque chose, & que les Domaines de Brabant & de Flandre estant affectés aux debtes de Monsieur le Prince d'Orange. Si sa Majesté peut demander avec raison, en vertu d'un Traité le delivrement de Mastricht, Monsieur le Prince d'Orange peut en vertu de l'autre insister, qu'on ne cede point à sa Maj. un Domaine situé en Brabant, tandis qu'il n'est pas payé; Ce sont les paroles formelles de la Resolution de VV. SS. dont la substance doit estre expliquée par quelque mot, qui puisse faire comprendre le sens veritable de sa signification essentielle, qui s'appelle Repressaille. Si au commencement de la guerre nous avions en mains les Clefs, & en nostre pouvoir absolu les places Capitales des Frontieres de l'Estat, garnies par nos seules Troupes, nous eussions agi sur le même pied avec VV. SS. peut-être Elles se seroient dispensées, d'en user de la sorte &

de

de nous donner les premières la leçon & l'exemple nuisible, de se prévaloir d'une retorsion quand on peut, & d'un avantage quand on possède. L'on auroit assurément pu alleguer alors de nostre costé des raisons aussi fortes, que VV. SS. produisent aujourd'hui, & fondées sur le même Traité de Munster, qui est la base de leur resolution, & encor n'auroient Elles pas à nous reprocher l'ingratitude pour des bienfaits receus, puisque VV. SS. ne nous en avoient fait aucun en ce temps-là; & dans le présent VV. SS. ne peuvent nier ni retracter, ce qu'elles ont avoué souvent en public, d'estre redevables à sa Majesté de la plus grande partie de leur salut, comme il est remonstré cy-dessus: C'est sur les mêmes Articles & avec la même justice, appuyée du Traité de Munster, que nous aurions pu faire reprefaille sur les Places Hollandoises du Brabant & de Flandre, pour les grands biens, que VV. SS. retiennent de Monsieur le Comte d'Egmont, dont on a esté à la poursuite trente ans sans aucun succès, n'ayant jamais pu tirer de VV. SS. une seule réponse Cathégorique d'aveu, ni même de refus; car par l'un VV. SS. devoient s'estre depossédées de ce qu'elles usurpent à Monsieur le Comte d'Egmond, & par l'autre l'on auroit fait voir trop grossièrement le tort, qu'on luy fait & qu'on a voulu déguiser par un silence, dont il n'y a gueres d'Exemples: Car du moins aux instances, que VV. SS. ont faites pour les prétensions de M. le Prince d'Orange, on y a répondu obligement chez nous, & de temps en temps on en a tiré tousjours quelque chose. Ledit Envoyé Extraordinaire ne ventile pas la différence qu'il y a de la nature des deux debtes, l'un estant un bien d'heritage & de succession, & l'autre une promesse à laquelle on donna les mains pour le bien de la Paix, & de la tranquillité commune
qui

qui s'accrochoit à un interest particulier, encore ont suspendu de nostre costé le cours des Procés & de la Justice de la Maison d'Isengien, contre Monsieur le Prince d'Orange, à l'exécution desquels le Roy donnera presentement les ordres, que sa Majesté trouvera bon en correspondance, de ce que VV. SS. disposent de Maestricht par leur Resolution.

Il y a encore une grande quantité des biens & terres & de pretensions des sujets de sa Majesté, qui leur devoient estre rendus, selon la teneur du mesme Traité de Munster, dont on n'a jamais pû obtenir la resolution, parce que les sujets de l'Estat les possèdent, les proces pendans aux Conseils d'icy en font foy, où il est à voir qu'on n'a sçu obtenir des Sentences, & que si l'on en a prononcé quelques-unes, la plus grande partie d'icelles a manqué d'exécution & d'accomplissement.

L'on ne formera point de nostre costé, pour les dommages & pour les interests de toutes ces non-prestations, un compte marchand aussi exact & aussi menu, que celuy de VV. SS. qu'ils joignent à leur Resolution, pour les arrerages des debtes de M. le Prince d'Orange, & ledit Envoyé Extraordinaire a crû devoir esclaircir, ou du moins en faire souvenir VV. SS. pour qu'elles considerent, si sur ces raisons & d'autres qu'il obmet nous n'aurions pû & dû avec justice faire gage des Places de l'Estat, que nous tenions en Brabant & en Flandre; si l'on s'estoit jamais imaginé, que VV. SS. en agiroient de la sorte après la reconnoissance qu'elles ont témoigné à sa Majesté, pour le puissant secours, les dépenses gratuites & les grandes pertes, qu'on a faites pour les sauver.

Le dernier point de ladite Resolution de VV. SS. est encore une raison, qu'elles alleguent pour faire repressaille sur Maestricht, au sujet des arrerages

rages aux Colleges des Admirautés de l'Estat, qui n'ont à prétendre de nous pour reste des armemens maritimes, que celuy de la Mer Baltique de l'An 1677. & les residus de ceux qui furent destinés à Messine sous le commandement de feu Monsieur de Ruyter & de Monsieur d'Evertz, tous les autres équipages faits à frais communs estant payés entièrement de nostre costé, & les Colleges d'accord avec ledit Envoyé Extraordinaire sur les restes, & sur les Hypotheques que sa Maj. a fait à juger en consignations fixes, pour le remboursement & l'entière satisfaction des Admirautcz. Sur ce point ledit Envoyé Extraordinaire n'a rien à ajouter, puis qu'on ne dispute ni la debte ni le payement des Colleges, qui se fera avec l'exactitude, qu'on a promise quand VV. SS. auront accompli de bonne foy, ce qu'elles ont offert précédemment.

Car si VV. SS. retiennent presentement Mastricht, en gage tant à ce qu'on ayt payé ce qu'on prétend de nous, qui est ce qui nous respondra pour VV. SS. qu'elles nous livreront cette Place avec ses dépendances, quand on aura receu nostre argent, sans nous susciter après quelques autres embarras de retorsion, comme celuy à laquelle, si l'on considère les bienfaits, qui l'ont précédés, aucun jugement raisonnable n'y pourroit jamais s'attendre; laissant un exemple si manifeste au monde, de faire prise pour des prétensions différentes & postérieures, sur une Piece qui a esté présentée volontairement, comme un bijou & comme un mouvement eternal de gratitude de VV. SS. qui sera ternie par leur Resolution dans l'Histoire, quand on y lira, qu'un don ayt esté retiré pour caution d'une debte.

Il faut pourtant venir aux grands dommages, que nous en recevons, & du peu d'utilité, que VV.

SS.

SS. en auront à tirer pour faire voir que leur Resolution manque le but de l'effect, qu'elles s'y proposent, car enfin dans l'union indissoluble de nos interests communs, les offices de la douceur & de la bonne correspondance, feroient assurément plus honnestes & plus utiles, que l'empressement & la force. Mastricht est une Place separée des Frontieres de l'Estat, & enclavée entre les Duchez de Brabant & de Gueldre, de Limbourg & des Domaines d'autres Princes de l'Empire, les Troupes de l'Estat ne peuvent marcher que par des Terres d'autrui, les Munitions de bouche & de guerre, qu'on y a transportées, doivent payer leurs passages à nos Douanes avec d'autres inconveniens, qui ne sont en aucune façon ni d'œconomie ni de convenance.

Les Places fortes servent en temps de guerre, ou pour faire le cordon & la seureté des Frontieres, si elles sont contiguës, ou pour amuser, incommoder & arrester l'ennemy, si elles sont separées: il ne faut pas aller loin, pour sçavoir que VV. SS n'en ont tiré aucun de ces avantages: quand sa Majesté Tres-Chrestienne les attaqua on laissa Mastricht de costé (inutile pour son éloignement) sans recevoir aucun échec ni embarras sur la marche, pour penetrer dans le cour de ce País. VV. SS. y tinrent oyfifs 10000. hommes & quantité d'outils, de Poudre, de Canons, & d'autres préparatifs, par lesquels on auroit pû rendre plus difficile & plus chere la conqueste de tant de places, en sorte qu'en temps de guerre Mastricht leur est de peu de consequence & en temps de Paix fort en chere.

Au contraire cette Place est avec des circonstances surrogatoires à nostre bienseance, elle est enclavée dans nos Domaines, elle se donne la main & attache quasi ensemble les communications des

Provinces de Brabant, Limburg & Gueldre, elle est encore une porte pour l'Allemagne, elle unit avec sa Jurisdiction les Pais que nous partageons outre-Meuse, elle nous couvre & nous defend d'invasion de ce costé-là, & enfin c'est une piécé qui semble par sa mesme situation, & par sa nature estre arrachée violemment de nos Domaines.

Sur ses suppositions le present volontaire, que V V. SS. nous en firent par leur propre mouvement par l'Artic. 18. du Traité de 1673. fut d'une estime & d'une si haute satisfaction pour sa Majesté, que disant à part la valeur intrinseque & le prix accidentel de la Place & de toutes ses dependances, qui est pourtant un interest sans égal pour nous. La maniere obligeante, dont V V. SS. firent cette offre de vive voix par Messieurs leurs Deputez audit Envoyé Extraordinaire, rencherit encore si fort dans nostre opinion les circonstances de l'estime & du prix de ce bijou, que sans le defrauder de son merite & sans le prouver plus qu'il n'est juste, Sa Majesté par sa generosité Royale l'estime au de-là de beaucoup de millions, comme ledit Envoyé Extraordinaire l'a souvent déclaré aux Ministres de cet Estat par où V V. SS. peuvent connoistre l'egalité, & la justice avec laquelle on a toujours donné à leurs Galanteries de ce temps-là les témoignages de pris & de gratitude, qu'elles ont mérité jusques au jour de leur Resolution opposée.

Ce sont les raisons qu'en réponse de ladite Resolution de V V. SS. le sousigné Envoyé Extraordinaire d'Espagne a presentement à preferer par ce Memoire sans s'élargir à d'autres argumens, ni les déduire plus amplement, comme il pourroit, si ce qu'il allegue eut besoin de plus d'attestations ni de preuves, que le simple recit & souvenir de ce qui s'est passé entre nous, en-sorte qu'il ne luy reste qu'à faire la conclusion pour correspondre à celle de V V. SS.

Et

Et en cette veüe sur les présupposés précédens & les motifs y mentionnez, ledit Envoyé Extraordinaire declare à VV. SS. au nom Royal, & de la part de sa Majesté, que tant que VV. SS. retiendront la Ville de Mastricht avec toutes ses dependances, les prétensions de Monsieur le Prince d'Orange, les arrerages des armemens Maritimes deüis aux Amirautez, & toutes autres sortes de debtes ou d'emprunts faits demeurent pour sa Majesté cassés, annullés, & l'estant avec tout sorte d'Interests; & que VV. SS. ayant entre leurs mains un gage, qui vaut dans son essence & dans nostre estime bien des millions au de-là de ce qu'on prétend de nous, VV. SS. demeurent redevables aux Creanciers de toutes les sommes, qu'ils ont à demander de l'Espagne, & à la charge de l'Estat le devoir & l'obligation de les satisfaire.

En outre ledit Envoyé Extraordinaire declare encore, que dès le jour que VV. SS. ont pris possession de Mastricht avec leurs Troupes, jusques au jour qu'elles nous en feront la cession & le delivrement réel, selon la teneur de leur offre, les Interests des sommes, qu'on a à pretendre de l'Espagne cessent entierement pour nous, & demeurent à la charge de l'Estat, pour les payer aux Creanciers, tant qu'ils rentrent dans leur droit contre nous, pour les Capitaux des prétensions principales. Et comme du reste, sans infraction ni préjudice des Alliances & de l'Union indissoluble des Interests Communs, VV. SS. supposent virtuellement par le fait de leur Resolution, que l'on peut agir de la sorte & demeurer amis en bonne intelligence. Ledit Envoyé Extraordinaire ne peut informer présentement VV. SS. de ce qu'il ignore, sur ce que sa Majesté daignera resoudre ou ordonner en Espagne sur les effets Hollandois, en échange de la Represaille de Mastricht, car ledit Envoyé

Extraordinaire ne ſçait pas encore, ſi ſur ce point ſa Majeſté uſera de ſa bonté Royale ou de la Juſtice & de ſon droit.

Fait à la Haye le 15. d' Aouſt, 1679.

Signé

E. de LIRA.

Nader A N T W O O R D

van haar Hoog-Mog. de Heeren Staten Generaal der Vereenighde Nederlanden, op de Memorie van den Heer Don Emanuel de Lira, Extraordinaris Envoyé van de Kroon Spangien.

„ I S gehoort het rapport van de Heeren van
 „ Heeckeren en andere Heeren, hare H. Mog.
 „ Gedeputeerdens tot de Buytenlantſe ſaken, heb-
 „ bende ingevolge en tot voldoeninge van derſel-
 „ ver Reſolutie Commiſſariaal, van den 30. Sept.
 „ laaſtſleden, geviſiteert en geexamineert het Pro-
 „ vinciaal advijs van de Heeren Staten van Holland
 „ en Weſt-Vrieſlant, jegenwoordig Staats-gewijſe
 „ vergadert, op 't Memoriaal van den 16. Auguſti
 „ aan haar Hoog.-Mog. overgegeven, by ofte van
 „ wegen den Heere Don Emanuel Francisco de
 „ Lira, Extraordinaris Envoyé van den Koning
 „ van Spangien, houdende een wijtloopigh ant-
 „ woort op de Reſolutie, by haar Hoog.-Mog. den
 „ 5. Auguſti laaſtſleden genomen, op het ſubject
 „ van de Ceffie en overleveringe der Stadt Mae-
 „ ſtricht, door den gemelden Heer de Lira gevor-
 „ dert, ingevolge van het Traſtaat tuiſſchen ſijne
 „ Majeſteyt en deſen Staat in den Jare 1673. opge-
 „ recht; ſuſtineerende de gemelde H. de Lira, dat de
 „ voor-

„voornoemde Cessie van de voorsz. Sadt niet
„langer behoorde te werden geretardeert, ende
„verklarende, dat soo lange haat Hoog-Mog. de
„voorsz. Stadt Maestricht met hare Depend-
„tien souden blijven retineren, het achterwesen
„van sijn Hoogheyt den Heere Prince van Oran-
„gie ende van 't Collegie ter Admiraliteyt deser
„Landen, breeder in de voorsz. haar Hoog-Mog.
„Resolutie van den 5. Augusti laatstleden ver-
„melt, ende alle andere soorte van Schulden ten
„laste van hoogst-gemelde sijne Maj. loopende, by
„den selfen in sijnen regarde gehouden wierden
„gecasseert, geannulleert en g'extingueert met
„alle soorten van Interessse, en dat haar Hoog-Mo.
„schuldig en redevabel waren aan de Crediteuren
„het Capitaal en d'Interessen van dien te betalen,
„sonder te kunnen weten, wat hoogst-gemelde
„sijne Majesteit soude goet vinden te resolveren,
„ten aansien van d'effecten, die d'Ingesetenen de-
„ser Landen in Spangien uytstaande hebben, en
„van de repressaillien die ten regarde van de
„voorsz. Stadt van Maestricht alhier onderno-
„men wierden; Waar op gedelibereert zijnde, is
„goet gevonden en verstaan, dat op het voorsz.
„Memoriaal sal werden geantwoort; dat haar
„Hoog-Mog. daar uyt bevinden, dat den gemel-
„den Heer de Lira beklaagt, dat deselve in min
„dankbare geheugenisse souden hebben de dien-
„sten, die hoogst-gedachte Majesteit aan desen
„Staat heeft gedaan; dat deselve sustineert, dat de
„Schult, die hoogst-gemelte sijne Hoogheyt vor-
„dert, van een andere natuure soude wesen, als
„het gunt by hoog-gedachte sijn Majesteit wert
„ge-cyscht. Dat men deser zijds oock in gebre-
„ke soude blijven te voldoen het gunt, waar toe
„men uyt krachte van de gemaakte Tractaten
„was geobligeert, en dat het in alle gevalle noch

„ met de Vriendſchap te convenieren , noch met
„ de Juſtitie over een te brengen ſoude zijn , dat
„ haar Hoog. Mog. de voorſz. Ceffie ſoude wey-
„ geren, om dat de voldoeninge van de Schulden,
„ in het voorſz. haar Antwoord vervat , wierden
„ gedefereert tot beter gelegentheyſt ; en dat den
„ gemelde Heer de Lira daar uyt beſluyt ; dat
„ hoog gedachte ſijne Majesteſt, die en alle ande-
„ re Schulden 't ſijne regarde ſoude houden voor
„ geexſtingueert , en overwijſen tot laſte van de-
„ ien Staat , ſoo lang die de voorſz Ceffie bleef
„ difficulteren , en dat de Interesteſten der voorſz.
„ Schulden tot laſte van haar Hoog. Mog. ſouden
„ loopen van den dagh af, dat ſy in gebreke geble-
„ ven waren de voorſz. Ceffie te doen: en daar op
„ moeten ſeggen , dat ſy nimmermeer en ſullen
„ vergeten in een danckbare Memorie te behou-
„ den de hulpe , die hoogſt-gedachte ſijne Majeſt.
„ aan haar in haar ongelegentheyſt toegebracht
„ heeft , dan dat ſy dat betrouwen hebben op de
„ goetheyt en rechtvaardigheyt van deſelve ſijne
„ Majesteſt , dat die geparſuadeert ſal zijn , dat ſy
„ aan hare zijde niet hebben gemanqueert , om
„ met d'uyterſte beſlaſtinge van hare Onderdanen,
„ ten beſten van ſijne Landen en Luyden, alles toe
„ te brengen, wat van trouwhertige Vrienden en
„ Bondgenooten konde werden geeyſcht , en dat
„ ſy de Militie die ſy in dienſt hadden , ſoo wel in
„ de Campagnes als tot beſettinge van de Steden
„ van ſijn Majesteſt hebben laten gebruycken ,
„ even of die aan haar ſelfs hadde toebehoort. En
„ dat het wel te wenſchen ware gewceſt , dat ſijn
„ Majeſt. ſaken hadden mogen toelaten , dat de-
„ ſelve meerder Militie, in ſijn eygen dienſt zijnde
„ in de Nederlanden , hadde mogen employeren.
„ Want dat den Oorlog in ſoodanigen gevalle aan
„ haar minder laſtig ſoude zijn geweest , en dat
„ men-

„ menschelijcker wijze gesproken, soodanige on-
„ gelucken de gemeyne sake niet en souden zijn
„ ontmoet, als nu wel gebeurt zijn; dat het waar
„ is, dat hoogst-gedachte sijne Majesteit in den
„ jongsten Oorlogh seer groote onheylen zijn
„ overgekomen; maar dat haar Hoog. Mog. niet
„ konnen gelooven, dat men haar de schult daar
„ van soude willen toeschrijven, en dat het verlies
„ by hoogst-gedachte sijne Maj. is een seer slechte
„ consolatie voor haar, die het geerne hadden ge-
„ prevenieert; dat het aan al de Werelt niet dan al
„ te bekend is, dat den Oorlogh, die sijne Koning-
„ lijcke Majesteit van Vranckrijk haar jonght
„ heeft aangedaan, zijn principale oorspronck
„ daar uyt heeft gehad, dat haar Hoog. Mog. haar
„ soo seer interesseerden in de conservatie van de
„ Spaanse Monarchie, dat hoogst-gedachte sijne
„ Koninckl. Majesteit van Vranckrijk daar in
„ misnoegen schepte, ende dat de saken tusschen
„ hoogst-gedachte sijne Majesteit en Haar daar
„ door tot verwijderinge zijn geraackt, ende dat
„ het niet te twijffelen en is, of de Spaanse Neder-
„ landen souden voor hoogst gedachte sijne Ko-
„ nincklijke Majesteit van Spaignien verlooren
„ zijn geweest, soo haast desen Staat tot haar on-
„ dergang gekomen was, en dat mitsdien de hulpe
„ en assistentie, die sy van hoogst-gedachte sijne
„ Maj. hebben genooten, soo wel reflexie heeft
„ gehad op de conservatie van desselfs eygene
„ Landen, als op die van desen Staat; ende dat de
„ devoirs, die by hoogst gedachte sijne Majest.
„ zijn gedaan, om den Oorlog tusschen sijne Ko-
„ nincklijke Majesteit van Groot-Brittanien, en
„ haar te doen eyndigen, daar in der daadt veel
„ toe hebben gecontribueert; maar dat de gene-
„ rale averfie voor den Oorlog, en hare groote in-
„ clinatie tot de Vrede met desen Staat, die doen-

„maals was in Engelandt, de principaalste bewe-
 „ginge daar toe hebben gemaackt; dat de hulp-
 „Troupen van de meeste hooge Geallieerden
 „veel meer hebben gestreckt, om aan hoogst-
 „gedachte sijne Maj. als om desen Staat dienst te
 „doen, haar Hoog-Mog., als die Alliantien zijn
 „gemaackt, al meest ontlast zijnde van de Militie
 „van sijn Koninckl. Maj. van Vranckrijck, ende
 „deselve doen ter tijdt niet meer occuperende als
 „de Stadt van Mastricht. Dat haar Hoog-Mog.
 „dit niet allegueren, om daar door minder t'esti-
 „meren de preuven van genegentheyt, die sy van
 „hoogst gedachte sijne Maj. hebben ontfangen,
 „maar alleen om dat in het voorsz. Memoriaal
 „schijnt gepresupponeert te werden, dat den Staat
 „in den jongsten Oorlogh voor sijne Majest. niets
 „soude hebben gedaan; maar wel oorzaak zijn
 „van alle de calamiteyten, die denselven Oorlog
 „met sich heeft gesleept; dat waarlijck in haar, die
 „haar soo seer boven haar vermogen, meest ten
 „dienst van hoogst-gedachte sijne Maj. hebben
 „geevertueert en beswaart, niet anders dan een
 „groote ongeneuchte kan verwecken.

„Wat aangaat de voorschreve Schuldt, die
 „hoogst-gemelde sijne Hoogheyt vordert, dat
 „deselve in comparatie van de voorschreve Cessie
 „by hoogh-gedachte sijne Majesteyt geeycht,
 „niet alleen niet min favorabel moet werden
 „aangesien, maar veel meer faveur meriteert,
 „want deselve Schult zijn fundament heeft op
 „een Traetaat van een Vrede, die hoogst-gedachte
 „sijne Majest. seer tot sijn genoegen in den Jare
 „1648 met desen Staat geslooten heeft. Dat aan
 „al de Werelt kennelijck is, wat grootē preten-
 „sien de Voor-Ouderen van sijne Hoogheydt
 „tot laste van sijne Majesteyt hadden, ende wat
 „Acten ende Verbintenissen daarenboven by
 de

„ de Staten van Brabant ende Vlaanderen , in den
„ Jare 1584. 't haren behoefte waren gepasseert ,
„ en dat het gene , dat deselve by 't voorsz. Tra-
„ ctaat van Vrede voor alle die pretensien hebben
„ geconsequenciert , in comparatie van 't gene sy na-
„ gegeven hebben niet te vergelijken is , als seer
„ lichtelijck soude kunnen werden aangewesen ;
„ en dat men daarom ongelijck heeft , dat men de
„ voorsz. Schult soude willen doen aansien , als een
„ gratuiteyt , die men hadde gedaan , om de voor-
„ schreve Vrede te faciliteren , daar vooren hoog-
„ gemelde sijne Hoogheyt en desselfs Voor-oude-
„ ren die noyt aangelien hebben ; Dat de Schult
„ in sijn natuur soo liquide is , dat die oock by de
„ voorsz. Memorie niet eens gecontesteert en
„ wert , en dat haar Hoog. Mog. vertrouwen , dat
„ de begroetinge van de achterheyt van dien , met
„ soo veel moderatie is opgesteld , als men in recht-
„ sinnigheyt soude kunnen desidereren ; dat de-
„ selve Schult nu by de dertig jaren aan den ande-
„ ren is gevordert , en dat op het eene Tractaat , dat
„ gemaakt is , soo weynigh is gevolgt , als op 't an-
„ dere ; en wat instantien haar Hoog. Mog. heb-
„ ben gedaan , en hoe ernstigh sy oock daar in zijn
„ geweest , dat echter alles is gebleven buyten en
„ sonder eenige vrucht. En of wel in het voorsz.
„ Memoriaal werdt geseght , dat eenige van haar
„ Ministers die voorsz. instantien souden hebben
„ doen considereren , als of deselve niet recht ge-
„ meynt waren geweest , dat sy wel kunnen ver-
„ klaren , dat sy daar van noyt eenige de minste
„ kennisse gehadt , ofte daar toe eenige de alder-
„ geringste ordres ofte aanleydinge gegeven
„ hebben ; hoewel als sulcks al waar soude mogen
„ zijn , dat haar Hoog. Mog. immers niet kon-
„ nen ofte moeten gelooven , dat dan noch echter
„ de voorsz. Schult daarom niettemin deughde-

„ lijk , ende de voorsz. voldoeninge min noot-
 „ sakelijck geweest soude zijn; den yver ofte flap-
 „ pigheyt van den Staat niet konnende goet ofte
 „ quaat maken, of veranderen de natuure van een
 „ Schult, welckers voldoeninge by de voorschre-
 „ ve Tractaten was beloofd ende gereguleert : dat
 „ het voorschreve Memoriaal daar-en-tegen de
 „ voorschreve Cessie confidereert als een pure
 „ gratuiteyt, gesprooten uyt een genegentheyt
 „ van den Staat, om sijne Majest. dienst te doen,
 „ sonder dat deselve sijne Majest. eenigh recht of
 „ pretensien tot laste van haar Hoog. Mog. hadde :
 „ dat het noch maar seer weynig tijdt geleden is,
 „ dat hoogst-gedachte sijne Majesteyt de voorsz.
 „ Cessie heeft konnen begeeren, dat deselve die
 „ noch noyt hebben geweygert; maar alleen ge-
 „ insisteert, dat sy soudén mogen werden gelibe-
 „ reert van een embarras, daar in sy haar vonden,
 „ niet door haar schult, maar door een particulier
 „ Tractaat, by hoogst-gedachte sijne Majest. met
 „ hoogst-gemelde sijne Hoogheyt gemaackt, daar
 „ by die Majest. aan deselve sijne Hoogheyt spe-
 „ ciaal verbint sijne Goederen en Domeynen in
 „ Brabant gelegen; konnende immers met geen
 „ reden werden gesustineert, dat sy haar soudén
 „ moeten ontdoen van een Hypotheek, by sijne
 „ Majesteyt aan hoogst-gemelde sijne Hoogheyt
 „ specialijck gegeven, soo lange niet is voldaan de
 „ Schult daar voor het voorschreve Hypotheek
 „ verbonden is. Ende wat belangt de Schulden
 „ van de respectieve Admiraliteyten, dat het on-
 „ noodig is de deughdelijckheyt van dien te justi-
 „ ficeren, dewijl den gemelden Heer de Lira die
 „ by het voorschreve Memoriaal mede erkent;
 „ dat haar Hoog. Mog. niet weten, dat de Tracta-
 „ ten in den Jare 1648. ende sedert met sijn Maje-
 „ steyt gemaakt, by haar niet soudén zijn voldaan
 „ en

„ en nagekomen , of dat sy fouden besitten of be-
„ houden eenige Goederen hoogst-gedachte sijne
„ Maj. ofte desselfs Onderdanen toebehoorende.
„ Dat den gemelden Heer de Lira daar van oock
„ geen exemplé allegueert, als alleen van de Heere
„ Grave van Egmont; en dat de pretensien van de
„ gemelden Heer Grave niet alleen nimmermeer
„ zijn erkent, maar dat deselve oock soo ongefon-
„ deert zijn, dat sy haar wel versiekt houden, dat
„ hy Heer Grave dien aangaande in Justitie niets
„ sal obtineren; ende dat hy mitsdien oock de
„ voorsz. Goederen by wegen van Rechten niet
„ heeft gereclameert, veel min, dat hem daar inne
„ eenigh 't minste belet soude zijn gedaan: dat ter
„ contrarie aan d'Ingelstenen van desen Staat niet
„ alleen sedert de voorsz. gemaackte Tractaten,
„ maar oock selfs noch geduurende den jongsten
„ Oorlogh, door de Commissie-Vaarders van Bis-
„ cayen en Oostende, meer schade is toegebracht,
„ als sy van de Franse Commissie-Vaarders heb-
„ ben geleden, sonder dat op alle hare klachten,
„ hoe rechtvaardigh die oock zijn geweest, eeni-
„ ge favorable dispositie is gevolgt, ofte effect
„ gesorteert heeft. Ende dat de proceduuren die
„ tegens hoog gemelde sijne Hoogheyt zijn on-
„ dernomen in de saecken van de Gravinne van
„ Isengien, soo uytsteekent onrechtvaardig zijn
„ geweest, dat de principale aanleyders van dien
„ met eene Rechters geweest zijn, diese noch in
„ haar materië, noch in haar forme nimmermeer
„ hebben of sullen kunnen verdedigen. Dat haar
„ Hoog. Mog. niet kunnen begrijpen, dat sijne
„ Maj. immers haar met reden soude kunnen be-
„ klagen over hare proceduuren in dese sake, ofte
„ die considereren als een repressalie. Dat eygent-
„ lijck dan eerst by repressalien werdt geproce-
„ deert, soo wanneer de Personen ofte Goederen,

„ van de gene die niet schuldig zijn , werden aan-
 „ getaft en aangehouden voor de Schulden van
 „ een ander , dat sulcks alhier niet alleen niet ge-
 „ schiet, maar dat haar H. Mog. aan hoog-gedachte
 „ sijne Majest. alleen discretelyck hebben geïnfi-
 „ nueert ; dat sy niet sagen, hoe sy haar met recht,
 „ in prejudicie van hoog-gemelde sijne Hoogheit,
 „ souden konnen ontdoen van een Hypotheeck,
 „ die sijne Maj. by een speciale verbintenisse aan
 „ hoog-gemelde sijne Hoogheyt hadde geconsti-
 „ tucert ; en dat sy daarom wensten , dat hooght-
 „ gedachte sijne Maj. eenigh middel mochte vin-
 „ den , om haar uyt die verlegentheyte te helpen ;
 „ sonderling daar datselve Traetaat van den jare
 „ 1673. uyt krachte van het welck sijne Maj. de
 „ voorsz. Cessie vorderde , oock aan hoog-gemel-
 „ de sijne Hoogheyt recht gaf, om de voldoeninge
 „ van sijn achterwesen, ende van de Verbintenisse
 „ tusschen hoogst-gedachte sijne Maj. en hem ge-
 „ maakt, te eyschen. En dat mitfdien aan weder-
 „ zijden uyt een en 't selve Traetaat gepretendeert
 „ werdende, dat de stadt van Maestricht behoorde
 „ te werden gecedeert aan sijne Maj. en dat die be-
 „ hoorde te werden geretineert , tot dat sijn Maj.
 „ hadde voldaan de Schult, daar vooren die gehy-
 „ pothequeert was; de Justitie immers evidentlyck
 „ vereyste de voldoeninge soo wel van d'een als
 „ van d'ander. En dat men oock aan haar H. M. niet
 „ konde weygeren de betalinge van de Schulden
 „ van de gemelde Collegien ter Admiraliteyt , op
 „ speciaal verzoek van sijn Maj. gecontraecteert, en
 „ solemneelyck belooft, als men van haar vorder-
 „ de de voldoeninge van 't gunt daar toe sy haar
 „ verbonden hadden. Dat in 't voorsz. Memoriaal
 „ wel gesproken werdt van beloften en verseke-
 „ ring van voldoeninge , soo wel ten regarde van
 „ hoog-gemelde sijne Hoogheyt, als de gemelde
 „ Col-

„ Collegien ter Admiraliteyt, dan dat het met
„ recht aan niemant te vergen is van zijn Hypo-
„ theecq af te treden, tegens een simple belofte van
„ voldoeninge; sonderling daar diergelijke belof-
„ ten by speciale Tractaten al over de 30. jaren ge-
„ leden zijn gedaan, en t'sedert gerenoveert, en
„ daar op de beloften niets ter werelt is gevolgt, en
„ dat ten behoeve van de gemelde Collegien ter
„ Admiraliteyt zijn overgemaakt Wissel-brieven
„ en gegeven Assignatien, daar uyt sy echter niets
„ hebben geconfequeert. Dat sy niet konnen be-
„ grijpen, wat comparatie daar kan zijn tusschen
„ het retineren van de voorsz. Stadt van Ma-
„ stricht, gefondeert op een solemneele erkente-
„ nisse van een Schult, ende een speciale verbinte-
„ nisse van sijne Majesteit daar op gevolgt, en het
„ retineren van Steden van desen Staat, met de
„ Militie van sijne Majesteit beset geweest zijnde,
„ op dewelcke sijne Majesteit niets hadde te pre-
„ tenderen, ende die den Staat voor haar Schulden
„ aan niemant hadde geengageert; en dat de goe-
„ de trouwe van hare Hoog-mog. in dat poinct
„ immers soo seer heeft geexubereert, so wanneer
„ sy met haar Militie beset hebbende, genoegsaam
„ alle, immers meest alle de principaalste Steden
„ van sijne Maj. in des selfs Nederlanden, geen swa-
„ righeyt hebben gemaakt die te evacueren en te
„ ontruymen, met deselve goede trouwe als sy
„ hare Militie daar in hadden gebracht; hoewel de
„ voorsz. Schulden tot laste van sijne Maj. loopen,
„ en dat die sijne Landen en speciaal de Domeynen
„ van Brabant en Vlaanderen voor de voldoeninge
„ ge van dien verbonden hadde. Dat hare H. M. seer
„ hoog estimerende de eere van sijne Maj. vriend-
„ schap, geerne eenmaal dese oneffenthedē souden
„ sien vergeleken, die andersints geschapen staan
„ , t'elkens oorfake en aanleydinge tot verwijderin-
ge,

„ge te sullen geven, en daarom nochmaals seer
 „vriendelijk versoecken, dat Hoogst-gem. sijne
 „Maj. ordre wil geven, om over de voldoeninge
 „van de voorsz. schulden soo aan Hoog-gemelde
 „sijne Hoogheydt, aan de gemelde Collegien ter
 „Admiraliteyt, als aan andere, die sijne Majesteit
 „heeft aangenomen te betalen, satisfactie te ge-
 „ven; en dat deselve haar seer geerne sullen be-
 „moeyen en intercedeeren, ten eynde de voorsz.
 „saken tot wederzijds billijk contentement
 „mogen werden gevonden en ingeschickt: al te
 „grooten gevoelen hebbende van sijne Maje-
 „steits rechtvaardigheyt en billickheyt, dan dat
 „deselve de voorsz. voldoeninge soude willen af-
 „wijsen, en desen Staat te laste leggen, enckelijck
 „en alleen om dat sy difficulteeren af te treden
 „van haar onderpandt, voor dat de voorschreve
 „schulden souden zijn voldaan: daar sijne Ma-
 „jesteit dat voorschreven onderpandt selfs heeft
 „believen te stellen.

Hage den 3. Octobre 1679-

TRADUCTION.

II. R E S P O N S E

*des Hauts & Puissants Seigneurs, Messieurs les Etats
 Generaux des Provinces Unies, aux Memoires du
 Sieur Don Emanuel de Lira, Envoyé Extraordinaire
 de sa Majesté Catholique.*

Sur le raport de Messieurs van Heeckeren &
 autres Députés de L. H. P. concernant les
 affaires étrangères; lesquels selon leur com-
 mission du 30. de Septembre dernier, ont exa-
 miné l'avis Provincial de Etats de Hollande & de
 West-

West-Frise, presentement assemblés touchant les Memoires de Don Francisco Emanüel de Lira, Envoyé Extraordinaire de sa Majesté Catholique, présenté à L. H. P. le 16. d'Aoust, lesquels contiennent une longue réponse à la dernière resolution de L. H. P. du 5. d'Aoust dernier, au sujet de la cession, & reddition de la Ville de Mastricht, demandée par ledit Sieur de Lira, suivant le Traité, conclu entre S. M. Cat. & ces Etats en l'Année 1673. ledit Sieur de Lira disant, que ladite cession ne devoit pas être différée plus longtemps, & declarant, que tandis que L. H. P. retiendroient ladite Ville de Mastricht avec ses dependances, les prétensions de son Altesse le Prince d'Orange & des Chambres de l'Amirauté, selon les Memoires du 5. d'Aoust de L. H. P. seroient par S. M. C. annullées totalement avec les interêts d'iceux, & que L. H. P. en seroient responsables, & seroient obligées de payer le Capital avec les interêts : & qu'outre cela L. H. P. ne sçauroient pas ce que S. M. Cat. resoudroit touchant les effets, que leurs sujets ont en Espagne; & des repressailles qu'on pourroit faire sur eux pour la Ville de Mastricht. Ayant été deliberé sur ces Articles, il a été resolu de répondre à ces Memoires; que L. H. P. voient, par les plaintes de Sieur de Lira, que sa M. Cat. doute de la reconnoissance, que L. H. P. ont des services que sa M. Cat. leur a rendus, croyant que la dette, que son Altesse demande, soit d'une autre nature, que ce qu'on a demandé à sa Majesté Catholique. Qu'on pourroit aussi manquer de ce côté-icy d'effectuer ce qu'on auroit promis par le Traité ci-dessus mentionné, ce qui ne conviendrait ny à l'amitié, ny à la justice, que L. H. P. refusassent ladite cession; le payement desdites dettes, specifié dans la dernière réponse estant différé à une meilleure occasion : ce qui a fait conclure

conclure audit Sieur de Lira, que sa Maj. Catholique voyant que cet Estat retenoit ladite Ville de Maestricht, il se dechargeroit sur L. H. P. desdites debtes avec les interets du jour du refus; à quoy l'on a répondu, que L. H. P. ne perdront jamais le souvenir des bienfaits, que sa Maj. Cathol. leur a rendus dans leur necessité, & qu'ils se confient à la bonté & équité de sa Maj. Cat. qu'Elle sera persuadée, qu'ils n'ont jamais manqué de leur coûté à proteger les interets de sadite Majesté, en defendant ses Terres & ses sujets, au grand dommage de leurs propres sujets, ayant fait tout ce qui se peut attendre des plus fidèles Amis & des Alliez. Et ayant voüé leurs troupes, tant de l'armée que des garnisons au service de sa Maj. Cat. qui s'en est servie comme des siennes propres: Qu'ils auroient volontiers vû & souhaité que les affaires de sadite Majesté eussent permis, qu'il eût employé assés de milice dans ses Pais-bas; parce que la guerre leur en auroit moins coûté, & qu'il n'y seroit arrivé tant de malheurs qu'il en est arrivé; Qu'il est vray que cette derniere guerre a esté fatale à sa Maj. Cat. mais que L. H. P. ne croient pas, qu'on leur en puisse aucunement atribuer la faute, & qu'ils auroient volontiers prévenu, s'il avoit esté en leur pouvoir, toutes les pertes survenuës à sadite Majesté pendant cette guerre. Que toute l'Europe est assés informée, que la derniere guerre, que le Roy Tres-Chrétien leur a declarée, n'a esté qu'à cause qu'ils ont esté toujours portés à conserver les interets de sa Maj. Cat. ce qui a fait que les affaires entre L. H. P. & sa Maj. Cat. sont demeurées embrouillées: & que sans nul doute les Pais-bas étoient perdus pour sa Maj. Cat. par la ruine de cet Etat; d'où on peut inferer, que l'assistance, que sa Maj. Cat. leur a donnée, a aussi-bien servi à la conservation de l'un que de l'autre: Et
que

que les services que sa Maj. a rendu à cet Etat, en faisant conclure la Paix avec l'Angleterre y a beaucoup contribué; quoyque l'aversion, que les Anglois avoient pour la guerre, & la grande inclination, qu'ils avoient de conclure la Paix avec cet Etat, ayent esté les principaux motifs, pour lesquels les troupes des Alliés ont rendu de bons services à sa M. & à cet Etat. Et que dès lors que L. H. P. eurent fait alliance, les troupes de sa M. T. C. sortirent de tout ce qui leur appartenoit, excepté de la Ville de Maestricht. Que leurs H. P. n'allèguent pas cecy par aucun mépris des services, que sa M. leur a rendus; mais à cause que les Memoires dudit Sieur de Lira sont, comme si leurs H. P. n'avoient rien fait dans la dernière guerre pour l'intérêt de l'Espagne; mais au contraire qu'Elles auroient esté cause de tous les desordres, qui sont arrivés à sa Maj. Cathol. ce qui ne peut, après les grands efforts qu'ils ont faits, que leur causer un grand déplaisir. Pour ce qui concerne la dette que son Altesse demande, on ne la doit pas considérer, comme équivalente à ce que sa M. Cat. demande, mais beaucoup plus considerable, parce qu'elle est fondée sur un Traité de Paix, fait & passé avec cet Etat au bon-plaisir & à la satisfaction de sa M. Cat. en l'An 1648. Qu'il est assés connu de toute l'Europe, que son Altesse avoit d'assés grandes prétensions sur sa Maj. Cat. lesquelles outre les obligations, que les Etats de Brabant & de Flandres passerent en l'Année 1584. en faveur des Ancestres de son Altesse, étoient sans comparaison de plus grande importance, que ce qui a esté accordé par le susdit Traité 1648. ce qui se pourroit facilement verifier; & que pour ce on auroit tort, de vouloir faire passer cette dette pour une gratification & un moyen de faciliter la Paix; ladite dette étant si liquide, que lesdits Memoi-

res mêmes n'y ſçauroient contredire : & que pour ce qui eſt des arrerages & des intereſts, que leurs H. P. les ont tellement moderées, qu'on ne les peut ſouhaiter moindres. Qu'on a demandé ladite debte l'eſpace de 30 ans conſecutifs, & qu'on n'a non plus eſſectué par un Traité que l'autre, quelques inſtances qu'en aient pû faire leurs H. P. quoi qu'on allegue par ledit Memoire, que des Miniſtres de leurs H. P. auroient fait mention desdites debtes, mais avec ſi peu d'eſſet qu'ils montroient evidemment, ne s'y intereſſer que fort peu, ce qui n'a jamais été. Et quand cela ſeroit vray, la debte n'en eſt pas moins juſte & liquide, la poursuite ou la negligence de leurs H. P. ne pouvant être au préjudice d'une debte, qui a été promiſe par un Traité de Paix. Que ledit Memoire conſidere ladite ceſſion, comme une pure gratuité, provenüe de l'affection & amitié de cet Etat envers ſa M. Cat. ſans que ſadite M. eût aucun droit ou prétention ſur leurs H. P. & qu'il y a fort peu de temps, que ſa M. auroit pû demander ladite ceſſion, laquelle ne luy a jamais été refusée; mais allegué, qu'on débarraſſeroit auparavant les affaires où ſa M. Cat. ſe devoit trouver engagée, non par debtes mais par un Traité particulier, non pas avec leurs H. P. mais avec ſon Alteſſe, par lequel Traité ſa M. C. engage les biens & domaines de Brabant : jugeant par là qu'il ne leur convenoit pas de ſatisfaire à ladite ceſſion, qu'auparavant ſa M. C. n'eût ſatisfait à l'hipotéque auquel il étoit obligé : & que pour ce qui regardoit qu'il n'étoit pas neceſſaire d'en juſtifier les ſervices, puis que ledit Sieur de Lira confeſſe dans les Memoires, que les Traités faits entre ſa M. & leurs H. P. de l'An 1648. & depuis, n'ont jamais pû être tout à fait excuſés : que leurs H. P. ne poſſedaſſent quelques domaines de ſa M. ou de ſes ſujets, n'en alleguant aucun exemple, ſi non
du

du Comte d'Egmont, quoy qu'on n'ait jamais reconnu aucunes prétentions dudit Comte, parce qu'elles étoient si mal-fondées, que leurs H. P. sont fort assurées, que ledit Comte n'en peut jamais rien demander en bonne Justice: aussi n'a-t-il jamais réclamé ses biens par voie de Justice, ce que par consequent on ne luy a pas empêché. Mais qu'au-contraire les sujets de leurs H. P. aussi-bien après la Paix faite, que dans cette guerre de France ont souffert plus de perte par les Corsaires de Biscaye & d'Ostende, que par les Corsaires de France, sans que leurs plaintes ayent jamais fait aucun effet, ni qu'on leur en ait jamais fait la moindre reconnoissance. Que les procédures, qu'on a entreprises contre son Altesse à l'occasion de la Comtesse d'Isengien, ont été tellement injustes, que les Principaux auteurs d'icelles en même-temps ont été les juges, qui leur maniere de proceder ni le fait du proces n'ont pû ni pourront jamais justifier. Que leurs H. P. ne peuvent s'imaginer, que sa M. C. puisse desapprouver leur procedé dans cette affaire, ni user de droit de représailles; cela ne se pratiquant, que quand les biens de chacun sont pris ou arrêtés pour les debtes d'un autre, que cela ne s'est pas fait dans cette occasion; mais que L.H.P. au contraire ont insinué avec respect à sa M. C. qu'ils ne sçavoient pas, comment ni pour quoi ceder l'hipotéque, que sa M. C. avoit engagée à son Altesse, & qu'ils souhaitoient & prioient instamment de les en vouloir décharger, particulièrement à cause que l'Article du Traité de l'An 1673. par lequel sa M. C. demandoit ladite cession, donnoit aussi le droit à son Alt. de retenir en gage la Ville de Mastricht, jusques à ce que la debte dûë par sa Maj. à son Alt. fût payée: étant de la Justice & de l'équite, qu'une partie fût aussi-bien satisfaite que l'autre: Qu'on ne pouvoit pas
aussi

aussi refuser à leurs H. P. ce qui est dû à l'Amirauté, ayant été accordé par sa M. C. qu'on en seroit satisfait aussi-tôt qu'on le demanderoit. Qu'on parle bien dans le Memoire de promesses de payement, & des assurances certaines pour le fait même: mais il n'est pas juste d'obliger personne à se desister de son hipotéque sur de simples promesses; particulièrement lors qu'on a tenu le même langage depuis 30 ans, & renouvelé les promesses plusieurs fois, sans en rien executer. Et touchant l'Amirauté, qu'on a remis des Lettres de change, & donné des Assignations, dont ils n'ont jamais été payé. Leurs H. P. ne peuvent comprendre, qu'elle relation il y a entre la retention de la Ville de Mastricht, fondée sur des confessions solennelles d'une debte: & entre la detention de plusieurs Villes de cet Etat, lesquelles étoient occupées par les troupes de sa M. C. là où elle n'y avoit rien à prétendre, & qu'elles ne fussent nullement engagées par l'Etat. Et que la sincerité de L. H. P. n'a été moins grande, parce qu'Elles ont postés leurs troupes dans les Villes les plus principales des Pais Bas appartenans à sa M. C. & n'ont fait de plus nulle difficulté de les evacuer, avec la même confiance, qu'ils les y avoient fait entrer, non-obstant l'engagement où étoient les Domaines de sa M. C. dans le Brabant pour ladite debte. Que leurs H. P. ont l'Amitié de sa M. C. en si grande consideration, qu'ils souhaiteroient volontiers, que cela fût accordé, ne pouvant réussir de-là à l'avenir que des dissensions & brouilleries; c'est pourquoy elles supplient sa M. C. de vouloir donner ordre, que les debtes, tant de son Alt. que de l'Amirauté & autres particuliers, que sa M. C. avoit promis de satisfaire, fussent payées. Et que pour eux, ils feroient leur possible, afin que les deux Parties demeurassent satisfaites & d'accord,

ne doutant pas que sa Maj. ne fût assez juste pour satisfaire pour lesdites debtes, plutôt que de les interrompre touchant un gage, qu'il avoit plu à sa Majesté même de donner.

A la Haye le 3. d'Octobre 1679.

A V E R T I S S E M E N T

QUoyque la pièce qui suit ne regarde pas directement les Negotiations de Nimegue; toutefois comme elle touche les Ambassadeurs Estrangers, on a jugé à propos de l'y inserer.

W A A R S C H O U W I N G E

van hare Hoog-Mog. mijne Heeren de Staten Generaal der Vereenighde Nederlanden, rakende het verbodt van te arresteren de goederen van uytheemse Ambassadeurs, voor wat schulden het oock soude mogen zijn.

DE Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden, Allen den genen die desen sullen sien ofte hooren lesen, . Saluyt. Doen te weten, Alsoo dagelijks vele onlusten en moeielijkheden werden gecauseert en veroorzaakt, doordien d'Ingesetenen van den Staat haar vervorderen de Persoonen, Domestijcquen, of Goederen van uytheemsche Ambassadeurs ofte Ministers, hier te Lande komende, residerende, of passerende, te doen arresteren en aanhouden. SOO IS'T, Dat wy daar tegens willende voorsien, hyden goet-gevonden hebben, allen en eenyder by desen te waarschouwen, dat de Persoonen, Domestijcquen of Goederen van uytheemsche Ambassadeurs of Ministers hier te Lande komende, residerende of passerende, en eenige schulden contracterende, noch op haar aankomste, noch geduurende

de haar verblijf, noch op haar vertreck van hier, sul-
len mogen werden gearresteert, gedetineert, ofte aange-
houden voor eenige schulden, die sy hier te Lande souden
mogen hebben gecontraeteert, en dat de voorsz. Ingeset-
tenen hare onderhandelinge met de voorsz. nytheemsche
Ambassadeurs of Ministers, en haar Domestijcquen
daar naar konnen reguleren. En op dat niemandt hier
van eenige ignorantie pretendere, Ontbieden en versoec-
ken wy de Heeren Staten, Gecommitteerde Raden, en Ge-
deputeerde Staten van de Provinciën respectieve van
Gelderlandt, en't Graafschyp Zutphen, Holland en West-
Vrieslandt, Zeelandt, Uytrecht, Vrieslandt, Over-Yssel,
Stadt Groningen en Ommelanden, en allen anderen Ju-
sticiëren en Officiëren van deselve Landen, dat sy dese
Onse Waarschouwinge van stonden aan alomme doen
verkondigen, publiceren en affigeren in allen plaatsen
daar sulcks van nooden wesen sal, en men gewoon is soo-
danige publicatie en affixie te doen. Aldus gedaan en
gearresteert onder 't Cachet van den Staat, de Para-
phure van den Heere Presiderende in Onse Vergaderin-
ge, en de Signature van een van onse Griffiers, in den
Hage den 9. September 1679.

Was geparapheert,

J. VAN GENT, vt.

Onder stont, ter Ordonnantie van de Hoogh-ge-
melde Heeren Staten Generaal.

Ende was geteeckent,

H. FAGEL.

Zijnde op 't spatium gedruckt het Cachet van
haar Hoog-Mog. op eenen rooden Ouwel,
overdeekt met een Papiere ruyte.

T R A D U C T I O N.

A V E R T I S S E M E N T.

de leurs H. P. Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies, touchant la deffence aux habitans, d'arrester les Ambassadeurs & Ministres Etrangers ou leur meubles, pour quelque debte que ce soit.

LEs Etats Generaux des Provinces Unies à tous ceux, qui ces Presentes verront, *Salut.* Sçavoir faisons, qu'eu égard aux frequents desordres, qui arrivent à cause que les habitans du Pais entreprennent d'arrester les Ambassadeurs, & Ministres Estrangers, ou leurs Domestiques & meubles, en sortant de ce Pais où ils ont fait leur residence. Nous avons trouvé bon, pour y pourvoir d'avertir un chacun, que ni les Personnes, ni les Domestiques, ni les meubles des Ambassadeurs ou Ministres, qui viennent dans ce Pais pour y resider ou passer, ayans contracté quelques debtes, ne pourront estre arrestés ou empechés, soit à leur arrivée, ny pendant leur séjour, ni à leur depart, pour quelques debtes qu'ils pourroient avoir contractées dans ce Pais; sur quoi lesdits habitans se pourront regler, dans tout ce qu'ils auront à faire avec lesdits Ambassadeurs ou Ministres Estrangers, & afin que personne ne l'ignore, Nous requerons les Seigneurs Etats, du Conseil Comitté & respectivement les Etats Deputez de la Province de Gueldres & du Comté de Zutphen de Hollande, & de Westfrise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, de Groeningen & Ommelanden, & tous Justiciers & Officiers du Pais, qu'ils ayent à faire publier, afficher, & notifier par tout où il sera nécessaire, cettui-ci nôtre Avertissement, & où l'on
a cou-

a coûtume de faire de semblables publications, ou notifications. Ainsi fait & arresté sous le Scel de l'Etat, Paraphé du Sieur President dans Nostre Conseil, & signé d'un de nos Greffiers. A la Haye le 9. Septembre 1679.

Estoit Paraphé,

J. VAN GENT. Vt.

Et plusbas, par ordonnance des Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux.

Et estoit signé,

H. FAGEL. Vt.

*Avec le Sceau, & le Cachet des
Leurs H. P.*

S U I T E D E S N E G O T I A T I O N S de Nimegue.

R E C I T

*de ce qui se passa pendant la Negotiation de la Paix
entre sa Majesté Suedoise, & Messieurs les
Etats Generaux des Provinces Unies.*

QUoyque les Ambassadeurs de Suede, & ceux de l'Etat des Provinces Unies eussent souhaité d'achever leurs affaires, & de conclure leur Traité au même-temps, que ces derniers signerent la Paix avec les Ambassadeurs de France, en consideration dequoy ils n'avoient fait aucune difficulté de passer l'Acte de neutralité à l'égard de la Suede, dont on a fait mention ci-dessus pag. 547. du second Tome, nonobstant qu'il y eût guerre ouverte & declarée.

Toutesfois la difficulté dans la Correspondance nécessaire, entre lesdits Ambassadeurs de Suede & le Roy leur Maître, pendant les premiers mouvemens de la guerre, que sa Majesté soutint contre le Roy de Dannemarc & de Norwegue; & plusieurs autres incidens ont empesché, que les mêmes Ambassadeurs ne pussent donner, durant un long-temps, aucune réponse positive sur les Articles d'un Traité de Commerce, projeté par les

Ambassadeurs des Provinces Unies, & qui devoit être inseparable de celui de la Paix.

Neanmoins après avoir heureusement surmonté les quatre principaux points qui étoient en controverse, & qui plus d'une année entiere avoient été les malheureux obstacles de la conclusion des affaires; sçavoir; Premièrement celui de la clause de *Gens amicissima*, inserée sur la fin du septième Article du Traité de Commerce, à condition que l'on conviendrait ensuite à la Haye sur l'abolition des impositions de l'Orizond, que les Ambassadeurs de Suede demandoient en revanche de la susdite clause de *Gens amicissima*, comme le Lecteur curieux verra particulièrement dans l'Article séparé sur ledit Traité de Commerce,

Secondement celui de l'abrogation de l'inégalité des droits, qui auroient été imposés sur les vaisseaux & marchandises, depuis les années 1640, & 1656. tant en Suede que dans ses Provinces conquises, réglé par les mêmes Articles septième & séparé du Traité de Commerce.

Troisièmement celui de la designation des vaisseaux Suedois armés & privilégiés à l'égard des gabelles exprimées au susdis septième Article.

Et quatrièmement celui de la restitution de quelques vaisseaux & marchandises, emmenés dans des ports de la Suede par des armateurs, tant Suedois que François, contraire au Traité de Commerce, qui au commencement de la guerre avoit été provisionnellement arrêté entre la Couronne de Suede & l'Etat desdites Provinces Unies, comme il apparoît par le premier & deuxième des Articles séparés du Traité de Paix.

Il est enfin arrivé, que par la grace de Dieu lesdits Ambassadeurs ont reciproquement arrêté, conclu & signé les Articles suivans du Traité de Paix & de Commerce.

IN-

INSTRUMENTVM PACIS

inter Regem Sueciæ, & Ordines Generales
Fœderati Belgii, conclusæ ²/₁₁ Octo-
bris, 1679.

*In nomine Sanctissimæ & indivi-
duæ Trinitatis.*

Notum sit universis & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest: Postquam belli per Europam incendium etiam involvit Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Suecorum, Gothorum Vandalorumque Regem; Magnum Principem Finlandiæ; Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verde, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandalia; Principem, Rugiæ; Dominum Ingriæ & Wismaria; nec non Comitum Palatinum Rheni; Bavariæ, Juliaci, Clivia & Montium Ducem: & Celso ac Præpotentes Dominos, Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, ita ut se invicem pro hostibus gesserint; ea tamen mansit animorum inclinatio, ut veteris amicitia redintegrationem mutuo exoptarent, ipsoque adhuc bello flagrante subditis suis plenam Commmerciorum & navigationis libertatem invicem concederent; unde factum est cum laudabili curâ & Mediatione Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini, Domini Caroli II. Magnæ Britannia Regis, ex mutuâ partium Belligerantium conventionem, Neomagum Congressui Plenipotentiariorum pro Pace generali instituendo electum fuisset; ut Partis utriusque ibidem comparentes Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, à parte quidem Sacræ Regiæ Majestatis

Sueciæ, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Benedictus Oxenstierna, Comes in Korsholm & Wasa, Liber Baro in Möhrby & Lindholm, &c. Dominus in Kapuria & Katilla, Sacræ Regiæ Majestatis Regniq̃ue Sueciæ Senator ac Præses in summo quod Wismarie est Tribunali, ut & supremus Legifer Ingriæ & Kexholmie; & Dominus Johannes Paulinus Oliwenkrantz, Dominus in Ulffhåll & Hoffmansfjorp, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Consiliarius Cancellariæ, Secretarius Status, & Judex Ordinarius Territorii Widboënsis; A parte verò Celsorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Hieronymus van Beverning, Theylingæ Tōparcha, Lycæi in Lugduno-Batavo Curator, quondam Consiliarius Status, nec non Unitarum Belgii Provinciarum Thesaurarius Generalis; & Dominus Wilhelmus van Haaren, Biltiæ Frisiorum Grietman, in Concessu Dominorum Ordinum Generalium, à parte Dominorum Ordinum Hollandiæ & Frisiæ Deputati, dictam Dominorum & Principalium suorum propensionem, mutuis officiis ad optatum finem perducere conati, Plenipotentiarum Tabulis (quarum apographa sub finem hujus Tractatus de verbo ad verbum inserta sunt). ritè commutatis, & habitis hinc inde colloquiis, tandem ad Divini Numinis gloriam & Christianæ Reipublicæ salutem in mutuas Pacis & amicitie Leges consenserint & convenerint, prout hisce plenariè censiunt & conveniunt tenore sequenti.

Art. I.

Sit Pax sincera, inviolabilis ac perpetua inter Sacram Regiam Majestatem ejusdemque Successores ac Posteror Reges Suecorum Regnumque Sueciæ, atque subjectas illis intra vel extra Imperium ditiones ac Provincias ab unâ; atque Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab alterâ parte;

Ces-

Cessentque propterea omnes & cujuscunque generis hostilitatum actus, quæ mari quæ terrâ, per omnia & quævis utriusque partis Regna, Status, Ditiones & Provincias, interque omnes & singulos eorundem subditos & Incolas, cujuscunque conditionis, nullâ omnino locorum & personarum factâ exceptione.

II.

Sit utrinque perpetua oblivio & Amnestia eorum omnium, quæ quocunque loco modoque hoc præsentî bello hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum nec ullius alterius rei causâ vel prætextu, ulla pars alteri post hac quicquam hostilitatis aut inimicitie specie juris vel viâ facti inferat, aut per suos aliosve inferri faciat, gaudeantque hac Amnestiâ omnes & singuli cujusque partis subditi.

III.

Vigeat in posterum inter utramque partem Paciscentium vera, fida, infucata & reciproca amicitia, & bona correspondentia, in omnibus & per omnia, terrâ marive, intra vel extra terminos Europæ, ita ut altera Pars alteri, nihil inimicitie, damniue, clam aut palam, directè vel indirectè inferat, vel per suos aut per alios inferri faciat, nec cum alterius hostibus fœdera huic paci contraria habeat, nec quidquam in alterius Status & securitatis diminutionem per se vel per alios moliat aut tentet, aut tentari faciat; sed utraque Pars alterius utilitatem, honorem & commodum omnî meliore modo, consilio & auxilio, omnique occasione, locoque reapse procuret & promoveat.

IV.

In majus dictæ Amicitie robur, & incrementum renovantur priora quæ annis millesimo sexcentesimo quadragesimo, millesimo sexcentesimo quadragesimo quinto, millesimo sexcentesimo quinquagesimo sexto,

& millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ ab unâ & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab alterâ parte inita fuerunt fœdera; ita ut vigorem pristinum in omnibus & singulis obtineant, iis solummodo exceptis, quæ mutuorum Commercio & Navigationis leges modosque concernunt, de quibus scilicet etiam nunc hodie speciali fœdere conventum est.

V.

Neuter Paciscentium posthac consensum suum det ulli Fœderi, Tractatui vel Negotiationi, in alterius damnum vel præjudicium tendenti, sed potius talibus adversetur, teneaturque alter alteri sedulo & fideliter indicare quicquid alios contra alterum machinari ipsi innotuerit.

VI.

Si qui captivi ab unâ vel alterâ Parte adhuc deprehensi fuerint, sine alicujus lytri solutione restituantur pristinae libertati.

VII.

Promittit sua Regia Majestas, se prætensionibus Incolarum uniti Belgii pro cujusvis validitate condignè satisfacturam, in eumque finem, statim à ratihabitione factâ, certos ordinaturam Commissarios, qui dictas prætensiones examinare tenebuntur; ita nimirum, ut eas quæ liquidæ fuerint, ulteriori scrutationi non subjiciant, sed intra sex septimanarum spacium de earum promptâ satisfactione, cum proprietariis vel eorundem mandatariis convenire debeant. Quod verò alteras prætensiones illiquidas attinet, iidem ordinati Commissarii, intra tres aut quatuor menses, à constitutâ Commissione numerandos, easdem revidere, earumque rationes censficere, imò de solutione cujusvis summe,

*me, de quâ ita liquidò constiterit cum dictarum præten-
sionum proprietariis convenire debebunt; liberumque
erit Ministro Dominorum Ordinum Generalium in
aulâ Suecicâ Residenti, ex parte dictorum Incolarum
uniti Belgii prædictis liquidationibus & conventionibus
assistere. Quicquid autem ita utrinque actum statutum-
que fuerit, id sine ullâ exceptione vel morâ, modo &
tempore præstitutis effectum suum sortietur. Curabit
insuper sua Regia Majestas, ut subditis Dominorum
Ordinum Generalium, qui latis antehac sententiis pro-
bare possunt, sibi à suæ Regiæ Majestatis subditis ali-
quid solvendum faciendumve deberi, prompta facilis-
que executio præstetur, statim post factam hujus Tra-
ctatus Ratificationem; ita ut cujuslibet rei judicatæ
executio, intra duos menses à quo primum postulari
cepit adimpleta & perfectâ esse debeat.*

VIII.

*Quandoquidem sua Regia Majestas & Domini Or-
dines Generales gratâ mente recolunt, quàm salutari-
bus Consiliis & adhortationibus, sedulisque & benevo-
lis officiis, Serenissimus Rex Magnæ Britanniæ Paci &
tranquillitati publicæ hoc tempore invigilaverit, con-
ventum est utrinque, ut dictus Rex cum suis Regnis &
ditionibus, Huic præsentî Tractatui meliore quo fieri
potest modo, inclusus sit, utque ad certiore firmio-
remque dicti Tractatus observantiam, & executionem
eundem sua guarantiâ speciali stabilire possit.*

IX.

*Huic Pacis & amicitæ Conventioni à parte suæ Re-
giæ Majestatis Sueciæ includuntur sigillatim Rex Gal-
liarum Christianissimus, & Dux Sleswici Holsatiæ Got-
torpiensis: Inde inclusi etiam sint Imperator & Imperii
Romani Electores, Principes & Status omnes & singuli,
qui Pace cum iisdem confectâ comprehensi sunt, unâ
cum Civitatibus Hanseaticis, imprimis Lubecâ & Ham-*

burgo. Denique includantur, si includi volunt, Rex & Respublica Poloniae, ceterique Reges, Principes, Status, Civitates & personae Privatae, quibus requisitione intra sex Menses ab hinc factâ id à Rege Sueciae concessum fuerit.

X.

Pariter à parte Dominorum Ordinum Generalium inclusi sint Imperator Romanus, Rex Christianissimus, Electores Moguntinus, Trevirensis & Brandenburgicus, Dux Lotharingiae, Episcopus Paderbornensis & Monasteriensis, Dux Neoburgi, Duces Brunswico-Lincburgenses, Osnaburgensis, Cellensis & Guelpherbitanus, itidemque omnes Reges, Electores & Principes Dominorum Ordinum Generalium fœderati, qui Pace cum Rege Sueciae factâ includi velint, ut & Helvetiorum Respublica eorumque fœderati, Princeps Frisiae Orientalis, Civitates Lubeca, Brema, & Embda, ceterique Status, Civitates & Personae privatae, quibus requisitione intra sex Menses ab hinc factâ id à Dominis Ordinibus Generalibus concessum fuerit.

X. I.

Ratihabeantur haec pacta Instrumenta sollemnibus à suâ Regiâ Majestate Sueciae ab unâ & à Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii ab alterâ parte, ita ut dicta Instrumenta in debitâ formâ Stockholmiae intra spatium trium Mensium à die subscriptionis computandorum, vel citius si fieri possit, utrinque commutentur, iisque ritè commutatis hic Patris Tractatus in publicum proclametur, in omnibus utrique Parti appertinentibus Terris, locisque quantocyus per distantiam eorundem fieri poterit, à die autem subscriptionis, vim & effectum sortiatur per omnia.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur utriusque partis Legati Extraordinarii & plenipoten-

de la Paix de Nimegue. 657

potentiarum, virtute suarum Plenipotentiarum, hanc præsentem Pacis conventionem manibus sigillisque propriis muniverunt & firmanunt. Quod factum Neomagi die $\frac{2}{12}$ Octobris Anni millesimi sexcentefimi septuagesimi noni.

Signatum erat,

Bened. Oxenstierna. Hier. van Beverningk.

(L. S.)

(L. S.)

J. Paul. Olyvenkrantz. Guil. van Haaren.

(L. S.)

(L. S.)

TRADUCTION.

T R A I T E'

de Paix entre le Roy de Suede, & les Etats Generaux des Provinces Unies. Fait & conclu le $\frac{2}{12}$ Octobre, 1679.

Au nom de la Tres-Sainte & indivisible Trinité.

A Tous & à chacun de ceux à qui il appartient, ou qu'il pourra appartenir soit notoire : Que le feu de la guerre, qui s'est répandu dans l'Europe, ayant aussi envelopé le Serenissime & tres-Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Charles, Roy de Suede, des Gots & Wandalles ; Grand Prince de Finlande ; Duc de Schonon, d'Esthonie, de Livonie, de Carelie, de Breme, de Verde, de Stettin, de la Pomeranie, de Cassubie & Vandalie ; Prince de Rugue ; Seigneur d'Ingric, de Wismar ; & Comte Palatin du Rhin ; Duc de Baviere, de Juliers, de Cleves, de Mons : & les Hauts & Puissants Seigneurs, les Seigneurs Etats Generaux des

Provinces Unies : Lesquels, quoiqu'ennemis pendant cette guerre, ont néanmoins toujours conservé un sincere desir, de se rendre reciproquement leur premiere amitié, & continuer à leurs sujets une pleine & entiere liberté du Commerce & de la Navigation. D'où il est enfin arrivé, que ces bonnes dispositions, secondées des puissans offices & de la Mediation du Serenissime & tres-Puissant Prince Charles II. Roy de la Grande Bretagne, auroient porté tous les Princes, qui se sont trouvés interessés dans cette guerre, à consentir que Nimegué fût choisi pour y traiter de Paix : Et pour y parvenir, sa Majesté Suedoise auroit nommé pour ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires LL. EE. MM. Benoit Oxenstiern, Comte de Korsholm & de Wasa, libre Baron de Mörhby, & de Lindholm, Seigneur de Kapure & de Katill, Conseiller du Roy, President du Suprême Tribunal de Wismar, & Intendant de Justice en Ingrie & en Kexholm. Et Jean Paulin Olivenkrans, Seigneur d'Ulfhäll, & d'Hoffmanstorp, Conseiller de la Chancellerie, Secretaire d'Etat, & Juge ordinaire du Territoire de Widboë. Et lesdits Seigneurs Etats Generaux, LL. EE. MM. Hierôme van Beverning, Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leiden, ci-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces Unies ; & Guillaume van Haren, Grietman du Bildt ; Deputés en leurs Assemblées de la part des Etats de Hollande & de Frise : Lesquels Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires dûement instruits des bonnes intentions de leurs Maîtres, après une reciproque communication des Pleinpouvoirs, dont à la fin de ce Traité les copies sont inserées de mot à mot, à la gloire de Dieu & de toute la Chrétienté, seroient convenus des Conditions de Paix & d'Amitié en la teneur qui suit.

Artic. I.

Il y aura à l'avenir entre sa Majesté Suedoise & ses Successeurs Roys de Suede & ledit Royaume, & ses Domaines & Provinces, situés dedans ou dehors l'Empire, d'une part; Et Hauts & Puissans Seigneurs, les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies de l'autre, une Paix sincere, inviolable & perpetuelle, & cesseront ensuite & seront, delaisés tous actes d'hostilités quels qu'ils soient entre ledit Seigneur Roi & lesdits Seigneurs Etats, tant par mer que par Terre, en tous leurs Royaumes, Païs, Terres, Provinces & Seigneuries, & pour tous leurs sujets & habitans, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception de Lieux ou de Personnes.

I I.

Il y aura de part & d'autre un perpetuel oubli ou Amnistie de tout ce qui a été fait ci-devant, en quelque maniere & en quelque lieu que les hostilités ayent été commises; de telle sorte, qui ni pour aucune de ces choses, ni sous aucun autre prétexte que ce soit, on ne fasse l'un à l'autre, ni ne souffre qu'il soit fait aucun acte d'hostilité ou déplaisir, sous couleur de droit ou par voie de fait, & que tous & chacun des sujets de l'une & de l'autre Partie, jouissent de la même Amnistie.

I I I.

Il y aura d'oresnavant entre ledit Seigneur Roy & lesdits Seigneurs Etats Generaux une veritable, sincere, fidèle & reciproque amitié, & bonne correspondance tant par mer que par terre, en tout & par tout; tant dedans que dehors l'Europe, tellement que l'une des Parties ne souffre

ouvertement ni foudrement, directement ni indirectement, par soy ou par d'autres, qu'il soit fait à l'autre dommage ni injure, & ne puisse faire aucune Alliance contraire à cette Paix avec les ennemis l'un de l'autre; ni faire par soy ou par d'autres aucune chose qui préjudicie à la sûreté de l'Estat; mais que l'une & l'autre Partie procure & avance l'utilité, l'honneur, la prospérité, par tous moyens, en toutes occasions, & en tout temps.

I V.

Et pour affermir & augmenter d'autant plus ladite amitié; on renouvellera les Traités qui furent faits entre sadite Majesté & lesdits Etats Generaux, l'an mil six cens quarante; l'an mil six cens quarante-cinq, mil six cens cinquante six, & mil six cens soixente-sept, de sorte qu'ils soient rétablis dans leur premiere vigueur en tout & par tout; à la reserve de ce qui touche le commerce & la Navigation, dont on est convenu particulièrement dans celuy-cy.

V.

Nulle des Parties contractantes ne fera au prejudice de l'autre Alliance, Traité, ni Negotiation; mais s'éloignera de telles choses, & sera tenuë de découvrir fidèlement à l'autre tout ce qu'elle sçaura des pratiques, qui se trameront contre l'autre.

I V I.

Les Prisonniers qui se trouveront de part & d'autre seront renvoyés sans rançon.

V I I.

Sadite Majesté s'offre & promet de satisfaire entièrement aux prétensions des habitans Hollandois

dois pour chacun d'eux ; & qu'à cette fin , Elle nommera incontinant après la Ratification des Commissaires , pour examiner lesdites prétentions, de sorte que celles, qui seront liquides & évidentes, ne seront point sujettes à d'autre examen, à condition que dans l'espace de sept semaines , ils seront obligés de convenir avec les Propriétaires, ou ayans cause , des moyens de satisfaire promptement auxdites prétentions. Pour ce qui est de celles qui ne seront pas si liquides , lesdits Commissaires seront tenus de convenir dans trois ou quatre Mois, à compter depuis le jour de la Commission , d'en faire la revision , d'en examiner les comptes, & d'arrêter ceux de chaque somme , où il n'y aura plus de difficulté avec les propriétaires desdites pretensions : joint que le Ministre desdits Seigneurs Etats Generaux, Resident en la Cour de Suede pcurra assister aux susdites liquidations & conventions de la part desdits habitans des Provinces Unies. Et tout ce qui sera fait & conclu de part & d'autre avec ces précautions , sortira son effet sans aucune exception ni retardement. Sadite Maj. fera deplus , en sorte que ceux des sujets des Seigneurs Etats Generaux , qui pourront prouver par jugement & sentence prononcée leur être dû par les sujets de sa Maj. soient expédiés sans delay incontinant après la Ratification de ce Traité ; de maniere que l'exécution de la chose ajugée , soit parfaite & accomplie , deux Mois après la premiere fois, qu'elle aura été demandée.

VIII.

Et comme sa Maj. & les Seigneurs Etats Generaux reconnoissent les puissans offices, que le Roy de la Grande Bretagne a contribués incessamment par ses conseils & bons avertissemens au salut & au repos public : Il a été convenu de part &

d'autre, que sa Majesté Britannique avec ses Royaumes soit comprise dans ce present Traité, dans la meilleure forme que faire se peut. Et pour mieux assurer l'observation & l'execution dudit Traité par une speciale garantie de sa part.

I X.

Et ce present Traité de Paix & d'Alliance seront compris de la part dudit Seigneur Roy de Suede, le Roy Tres-Chrestien; & le Duc de Holstein-Gottorp. Deplus y seront compris, l'Empereur & les Electeurs de l'Empire: Et tous & chacun des Princes & Etats compris dans la Paix qui a été faite avec Eux, & deplus les Villes Hanseatiques, particulièrement Lubec & Hambourg. Et enfin y seront compris, si compris y veulent être, le Roy & la Republique de Pologne; & tous les autres Rois, Princes, Etats, Villes & Personnes particulieres, à qui sa Majesté Suedoise, sur la requisition qu'ils lui en feront dans le temps de six Mois, accordera de sa part d'être compris dans ce Traité.

X.

Et de la part des Seigneurs Etats Generaux l'Empereur, le Roy Tres-Chrestien, les Electeurs de Mayence, de Trèves, de Brandebourg: le Duc de Lorraine, l'Evêque de Paderborn & de Munster; le Duc de Neubourg, les Ducs de Bronsvic-Lunebourg, d'Osnabrug, de Cell, de Wolfenbuttel, & tous les autres Roys, Electeurs & Princes Alliés des Etats Generaux, qui souhaiteront être compris dans ce present Traité de Paix concluë avec le Roy de Suede. Comme aussi la République des Suisses & leurs Alliés, le Prince de la Frise Orientale; les Villes de Lubec, de Breme & d'Embsden:

Et

Et tous les autres Etats, Villes & personnes particulieres, à qui les Seigneurs Etats Generaux, sur la requisition qui leur en sera faite dans le temps de six Mois, accorderont de leur part d'y être compris.

X I.

Le present Traité sera ratifié & approuvé par ledit Seigneur Roy, & lesdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies: Et les Lettres de Ratification seront delivrées de l'un & de l'autre à Stockholm en bonne & due forme dans le temps de six Semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature, & les échanges dûment faits de part & d'autre. La publication de cette Paix se fera au-plutôt selon la distance des lieux, dans toutes les Terres, Appartenances & Dependances de l'un & de l'autre: Et aura son plein & entier effet en tout & par tout depuis le jour de la signature.

En foi dequoi, nous Ambassadeurs susdits de sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons esdits Noms signé ces Presentes de nos Seings ordinaires, & à iceux fait apposer les Cachets de nos armes. A Nimegue le $\frac{2}{12}$ Octobre mil six cens soixante & dix-neuf.

Estoit signé,

Benoît Oxenstiern.
(L.S.)

Hierôme van Beverning.
(L.S.)

J. Paulin Olyvenkrans.
(L.S.)

Guillaume van Haren.
(L.S.)

PLENAPOTENTIA

D. D. Legatorum Serenissimi Regis Succiae.

Nos Carolus Dei Gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex; Magnus Princeps Finlandiae; Dux Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stettini, Pomeraniae, Cassubiae, & Vandaliae; Princeps Rugiae; Dominus Ingriae & Wismariae; nec non Comes Palatinus Rheni; Bavariae, Juliaci, Cliviae & Montium Dux, &c. Notum testatumque facimus omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, quod cum nihil ardentius exoptemus, quàm ut praesens bellum quo Christianus orbis affligitur in equam & honestam Pacem quantocyus converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Serenissimi & Potentissimi Magnae Britanniae Regis laudabili curâ & Mediatione eò perventum esse, ut Partium hinc inde consensu, Tractatus & Colloquia pacis Neomagi instituerentur. Ideo quicquid in nobis est ad comparandam tranquillitatem orbi Christiano libenter conferre volentes, consisti prudentiâ, experienciâ & fide Nostri, Regnique Nostri Senatoris ac Praesidis in semmo quod Wismariae est Tribunali, ut & supremi Legiferi Ingriae & Kexholmiae, Illustris nobis sincere fidelis, Domini Benedicti Oxenstierna, Comitis in Korsholm & Wasa, Liberi Baronis in Möhrby & Lindholm, Domini in Kapuria & Kattila; sicut & nostri Consiliarii Cancellariae, Secretarii Status & Judicis ordinarii Territorii Widboënsis, Generosi ac Nobilis, nobis sincere fidelis Johannis Paulin Olivenkrantz, Domini in Ulffhal & Hoffmansorp. Eos nominavimus, elegimus & constituimus, sicut & praesentibus hisce nominamus, eligimus & constituimus, nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, ad dictos Conventus & Tractatus Pacis

Neo-

Neomagi habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus; ut se, quamprimum fieri possit, ad dictam urbem conferant, ibique Pacis Colloquia, siue directe, siue interveniente opera respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituant, cum Celsorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, eorumque Fæderatorum Legatis Deputatis & Commissariis, sufficienti mandato ad præsens bellum terminandum, controversiasque quæ eò spectant per bonam & firmam Pacem componendas munitis; damus quoque plenam & absolutam potestatem cum omni auctoritate & mandato ad id necessariis supradictis nostris Legatis Extraordinariis & Plenipotentariis, siue duobus conjunctim, siue uni eorum soli, altero absente vel aliter impedito, Pacis Tractatum pro nobis nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi, inter nos & prædictos Dominos Ordines Generales eorumque Fæderatos, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possint, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in univèrsum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi acta, declarationes, pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertineant faciendi, æque liberè & amplè, ac ipsi præsentès id faceremus vel facere possemus, quantumvis mandato adhuc specialiori & expressiori, quàm quod hisce præsentibus continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Regio, nos acceptum & gratum, firmam quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios siue binos conjunctim, siue unum eorum solum, altero absente vel aliter impedito, acta, conclusa, signata, extradita & commutata fuerint. Nos obstringentes hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum diplomata, in decenti & solenni formâ, intraque tempus prout convenerit. In quorum omnium fidem præsentès manu nostrâ subscriptas, sigillo nostro Regio communi jussimus. Dedimus in

arce

666 *Memoires & Negotiations*
arce nostrâ Holmensi, die duodecimo mensis Aprilis, Anno
Millesimo sexcentesimo sexto.

Signatum erat.

CAROLUS.

(L.S.)

F. JOEL. ORNSTED.

TRADUCTION.

PLEIN POUVOIR

de Messieurs les Ambassadeurs du Roy de Suede.

Nous Charles, par la grace de Dieu, Roy des Suedois, des Gots & Wandales; grand Prince de Finlande; Duc de Scanie, Esthonie, Livonie, Carelie, Breme, Verde, Stettin, de la Pomeranie, de Cassubie, & Vandalie; Prince de Rugue, Seigneur d'Ingrie & de Wismar; Comte Palatin du Rhin; Duc de Baviere, de Juliers, de Cleves, de Monts, &c. A tous ceux à qui'il appartient ou peut appartenir en quelque maniere que ce soit, sçavoir faisons, que n'ayant rien plus à cœur, que de voir éteint le feu de la guerre, qui embrase l'Europe Chrétienne, par une Paix juste & honnête, nous avons appris avec plaisir, que par les soins du Serenissime & Tres-Puissant Prince le Roy de la Grande Bretagne, les Parties interessées dans la presente guerre avoient consenti, de traiter des affaires de la Paix dans la Ville de Nimegue. Ainsi ne voulans rien omettre de ce qui dépend de nous, pour la rétablir dans la Chrétienté, & ayant égard à la prudence, experience, & au zele pour nôtre service & pour le bien public, qui se rencontrent au Sieur Benoît Oxenstiern, nôtre Conseiller, & President

au Tribunal suprême de Wismar , Intendant de Justice en Ingrie & en Kexholm, Comte de Korsholm & de Wafa , libre Baron de Mörhby & de Lindholm, Seigneur de Capure & de Cattil, Conseiller de nôtre Chancellerie, Secrétaire d'Etat, & Juge ordinaire du Territoire de Widboë; Comme aussi au Sieur Jean Paulin Olivenkrans, Seigneur d'Ulffhal, & d'Hofmanstorp. Pour ces causes, nous les avons commis, ordonnés & députés, les com-mettons, ordonnons & deputons en qualité de nos Ambassad. Extraordinaires & Plenipotentiaires pour la Paix qui se doit traiter à Nimegue. Auf-quels pour cet effet nous enjoignons & comman-dons, qu'ils aient à se trouver au-plutôt au lieu de ladite Assemblée , pour y traiter & conferer, soit directement, soit par l'entremise des Ambas-sadeurs Mediateurs, avec tous Ambassadeurs & Ministres de Hauts & Puissans Seigneurs, les Sei-gneurs Etats Generaux des Provinces Unies, tous munis de pouvoirs suffisans , & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens, qui causent aujourd'hui la guerre. Et pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous deux ensemble, ou l'un des deux, en cas de l'ab-sence de l'autre ou autre empêchement, en con-venir avec une pleine autorité & puissance abso-luë; & en nôtre nom sur iceux conclure & signer entre nous & lesdits Etats Generaux des Provinces Unies; & generalement faire, negocier, accorder, promettre, stipuler, conclure actes, declarations, échanges de Conventions, & tout ce qu'ils estime-ront necessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la mesme autorité, que nous ferions & pourrions faire, si nous y étions presens en personne: encore qu'il y eût quelque chose, qui requît un mande-ment plus special non contenu dans ces presentes. Promettant de plus en foi & parole de Roy, de te-
nir

nir. ferme & d'accomplir, tout ce que par lesdits Sieurs nos Ambass. Extraord. & Plenipotentiaires, soit tous deux ensemble, ou l'un des deux, en cas d'absence ou autre empêchement, aura esté stipulé, promis & accordé: Et d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le temps qu'ils auront promis en nostre Nom de les fournir. En foi dequoi nous avons fait mettre nostre Scel à cesdites presentes. Donné dans nostre Forteresse de Stockholm, le douxième d'Avril, Mil six cens soixente & seize.

étoit Signé

CHARLES.

(L.S.)

F. JOEL ORNSTED.

PLENAPOTENTIA

D. D. Legatorum Præpotentium Ordinum
Generalium.

ORdines Generales Unitarum Belgii Provincia-
rum omnibus præsentis literas visuris salutem.
Notum testatumque facimus, quòd cum nihil ardentius
exoptemus, quàm ut præsens bellum, quo Christianus
orbis affligitur, in æquam & honestam Pacem quanto-
cùs converti queat, atque propterea grato acceperimus
animo, Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Re-
gis laudabili curâ & Mediatione, eò perventum esse, ut
Partium. hinc inde consensu Tractatus & Colloquia Pa-
cis Neomagi instituerentur. Ideo quicquid in nobis est,
ad comparandam tranquillitatem orbi Christiano luben-
ter conferre volentes, confisi prudentiâ, experienciâ &
fide Dominorum Hieronymi van Beverningk, Teylingæ
Domini, Lycæi in Lugduno-Batavo Curatoris, quon-
dam Consiliarii Status, nec non Unitarum Belgii Pro-
vin-

vinciarum Thesaurarii generalis; Guillelmi de Nassau, Domini d'Odijske & Cortgenæ, Primarii Nobilis, Ordinemque Nobilium in Confessu & Consilio Comitatus Zelandiæ representantis; & Guillelmi van Haaren, Biltiæ Frisorum Grietmanni, in Confessu nostro à parte Dominorum Ordinem Hollandiæ, Zelandiæ & Frisiæ Deputatorum, eos nominavimus, elegimus & constituimus, sicut & præsentibus hisce nominamus, eligimus & constituimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se quamprimum fieri possit ad dictam urbem conferant, ibique Pacis Colloquia sive directè, sive interveniente operâ respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituant, cum Serenissimi & Potentissimi Domini, Domini Caroli, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, &c. &c. Ejusque Fæderatorum Legatis, Deputatis & Commissariis, sufficienti mandato ad præsens bellum terminandum, controversiasque, quæ eo spectant, per bonam & firmam pacem componendas, munitis. Damus quoque plenam & absolutam potestatem, cum omni autoritate & mandato ad id necessariis supradictis nostris Legatis Extraordinariis & Plenipotentariis, sive tribus conjunctim, sive duobus ex illis, tertio absente vel aliter impedito, aut etiam uni eorum soli, duobus reliquis similiter absentibus vel impeditis, Pacis Tractatum pro nobis nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi, inter nos & prædictum Serenissimum Regem ejusque Fæderatos, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possint, consiciendi, expediendi, extradendi, adeoque in unumversum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi, acta, declarationes, pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negocium pertineant, faciendi, equè liberè ac ample, ac ipsi præsentibus id faceremus vel facere possemus. Quantumvis mandato adhuc speciali & expressiori, quàm quod hisce

hisce præsentibus continetur opus esse visum fuerit. Pro-
mittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro,
nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum ha-
bituros, quæcunque per dictos Legatos nostros Extraor-
dinarios & Plenipotentiarios, trinos conjunctim vel bi-
nos ex illis, tertio absente vel aliter impedito, unum
etiam eorum solum, similiter absentibus vel impeditis
duobus reliquis, acta, conclusa, signata, extradita &
commutata fuerint. Nos obstringentes hisce præsentibus,
ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata,
in decenti & solennii formâ, intraque tempus prout con-
venerit. In quorum fidem & robur hasce per nostri Con-
sessus Præsidentem signari, à primario Graphiario subscri-
bi, & majori sigillo nostro muniri fecimus. Dabantur
Hagæ Comitum diè quartâ Januarii Anni Mille simi
sexcentissimi septuagesimi sexti.

BOOTSMA. *ut.*

Ad mandatum altermemoratorum Dominorum
 Ordinum Generalium.

Signation

H. F A G E L.

T R A D U C T I O N.

P L E I N P O U V O I R

de Messieurs les Ambassadeurs de Messieurs les
Etats Generaux.

L Es Etats Generaux des Provinces Unies des
 Pais-Bas, à tous ceux qui ces presentes Let-
 tres verront, Salut. Pour témoigner que nous de-
 sions de voir la Paix rétablie dans la Chrétienté,
 & ne voulons rien omettre de ce qui pourroit ser-
 vir à l'avancement d'un si grand bien, Nous avons
 agréablement reçu les offres de Mediation, que le
 Serenissime & tres-puissant Prince le Roy de la
 Grande

Grande Bretagne nous a fait faire, & pareillement acquiescé à la Proposition que sa Majesté nous a fait faire, touchant le lieu où les Parties interessées pourroient envoyer leurs Ambassadeurs, & d'autant que la Ville de Nimegue a été nommée & choisie de part & d'autre pour y traiter la Paix, Nous avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de nous, & député pour cet effet à ladite Assemblée des personnes, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont dans les affaires publiques, sçavoir les Sieurs Hierôme de Beverning, Seigneur de Teilingen, Curateur de l'Universitè de Leiden, ci-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces Unies; Guillaume de Nassau, Seigneur d'Odyck, de Cortgene, &c. premier Noble, & representant l'Ordre de la Noblesse dans les Etats, & au Conseil du Comté de Zelande; Et Guillaume de Haren, Grietman du Bildt, Deputés en nôtre Assemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande, & Frise, lesquels nous avons nommés, choisis & ordonnés, nommons, choisissons & ordonnons par ces presentes, & leur avons donné & donnons plein pouvoir, commission & mandement special, d'aller dans la Ville de Nimegue, en qualité de nos Ambassadeurs Extraord. & Plenipotentiaires pour la Paix, & d'y conferer, soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs, avec les Ambassad. & Ministres du Serenissime & Trespuissant Prince Charles Roy de Suede, des Gots, Wandales, &c. & de ses Alliés, tous munis de pouvoirs suffisans, & d'y traiter des moyens de terminer, & pacifier les differens, qui causent aujourd'hui la guerre. Et pourront nos susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre ou autre empêchement, ou un seul en
l'ab-

l'absence des deux autres, en pareil cas d'absence ou d'autre empêchement, en convenir pour nous & en nôtre Nom; & sur iceux conclure & signer, entre nous & le Serenissime Roy susdit & ses Alliés, une bonne & seure Paix; & generalement faire, negocier, promettre, & accorder tout ce qu'ils croient necessaire pour le susdit effet de la Paix; avec la même autorité, que nous ferions & pourrions faire, si nous y étions en personne. Encore qu'il y eût quelque chose, qui requît un mandement plus special, non contenu dans ces presentes. Promettans sincerement & de bonne foi, d'avoir pour agreable, ferme & stable, tout ce que par lesdits Sieurs nos Ambass. Extraordinaires & Plenipotentaires, ou bien par deux d'iceux en cas d'absence ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas d'absence ou d'empêchement, aura été ainsi arresté, promis, accordé, negocié, & signé en ladite qualité; & d'en faire expedier nos Lettres de Ratifications, dans le temps qu'ils auront promis en nôtre Nom de les fournir. En foi & assurance de quoi, Nous avons fait signer les Presentes par le President de nôtre Assemblée, & par nôtre premier Greffier au dessous de nostre Grand Sceau. Donnée à la Haye, le quatrième Janvier Mil six cens soixente & seize.

BOOTSMA, *ut.*

Par l'Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.

Signé

H. FAGEL.

A R T I C U L I

separati ad præcedentem Tractatum Pacis
pertinentes.

A R T I C. I.

QUandoquidem libertas Navigationis & Commer-
ciorum, speciali conventionione inter Sacram Re-
giam Majestatem Sueciæ, & Celsos & Præpotentes
Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, etiam du-
rante hoc, quod nunc Deo volente feliciter sopitum est,
bello, stabilita fuit; neque tamen ejusdem executio adeo
exactè servari potuit, quin ab utrâque parte ex necessi-
tatis bellicæ ratione, aliquod damnum, per navium
merciunque abductionem datum acceptumque esse possit:
Quod ut sine morâ resarciatur, ipsa Juris æquitas po-
stulat. Idcirco hoc Articulo, inter utriusque Partis Le-
gatos Extraordinarios & Plenipotentiarios conventum
est, ut quævis naves, mercesque taliter abductæ, si re-
stitui possint, quantociùs restituantur: Sin minùs, ut
justum earum pretium cum usurâ solitâ, intra spatium
duorum vel trium mensium, à die Ratificationis nume-
randorum, paratâ pecuniâ, solvatur.

I I.

Cùm verò nominatim restitutionem postulaverint
D.D. Ordines Generales, septem navium, quarum no-
mina aut inscriptiones sunt de Mouthaan, de Buys, de
Hoop, de St. Jacob, de witte Roos, de Annnientatie
Mariæ, ende het nieuw Heeren Logement, quarum
tres priores ab Armatoribus Suecicis, sub Diplo-
mate aut Commissione sue Regiæ Majestatis Sue-
ciæ interceptæ, & unâ cum mercibus suis per latas
Sententias Captoribus addictæ sunt. Posteriores qua-
tuor, ab aliis sub diplomate Gallico captæ, in Por-
tum Calmar invectæ, ibidemque receptæ, & tan-

dem ex Mandato sue Regiæ Majestatis Sueciæ, in commodum Gallorum, unâ cum mercibus, dimissæ & diuenditæ sunt: specialiter super iis conventum est, ut de prioribus supradictis tribus navibus, latas sententias sua Regiæ Majestas Sueciæ, ad requisitionem eorum quorum interest, in Senatu suo revideri, & ad examen revocari jubeat, & id prætereâ curet, ut super probationibus & documentis exhibendis, jus reddatur intra bimestre spatium, à die requisitionis factæ numerandum. Quod autem quatuor posteriores attinet, cum ea res dubia sit, & de eo facto non satis liquido constet, placuit quæstionem illam arbitrio aliorum discutiendam aut dijudicandam dare. Ideoque conventum est, ut intra spatium sex septimanarum, à die Ratificationis hujus Tractatûs numerandum, tam à parte Regiæ Sue. Majestatis, quàm Dominorum Ordinum Generalium, unus vel plures arbitri nominentur, qui auditis partibus, intra duos menses à die nominationis supputandos, negotium hoc aut amicabili viâ componere; vel si hoc minùs procedat, ex juris & equitatis ratione decidere in se recipiat vel recipiant; ita nimirum, ut illud, de quo vel amicabiliter conventum est, vel quod per modum decisionis dijudicatum fuerit, statim & sine ullâ exceptione vel morâ effectum suum sortiatur.

Possent hæc inseri Catalogus fusior earum Prætensionum, quarum satisfactionem à Suecis petunt Subditi aliqui Ordinum Belgii Fœderati, ex Autographo horum Tractatuum.

Hi separati Articuli eandem vim eundemque vigorem obtinebunt, ac si Tractatui principali inserti fuissent, eodemque modo, tempore & loco ratihabebuntur. In quorum fidem majusque robur utriusque partis Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, virtute suarum Plenipotentiarum, eos Articulos separatos manibus sigillisque propriis muniverunt & firman-
rant.

Quod

Quod factum Neomagi, die $\frac{2}{12}$ Octobris anni millesimi sexcentessimi septuagesimi noni.

Signatum erat,

(L.S.) *Benedictus Oxenstiern.* (L.S.) *H.v. Beverning.*

(L.S.) *Joh. Paulin Olivenkranz.* (L.S.) *W.v. Haren.*

T R A D U C T I O N.

A R T I C L E S

Séparés pour le Traité de Paix.

I.

LA liberté de Navigation & de Commerce entre sa Majesté Suedoise, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies, ayant esté affermie par un Accord particulier, passé même durant la guerre, qui par la grace de Dieu vient d'être heureusement assoupi: & cet Accord n'ayant pû être observé si exactement que le sort de la guerre n'ait causé quelque dommage; des Navires & Marchandises ayant esté pris de part & d'autre: Ce qu'il est du droit & de l'équité de reparer promptement. Pour cet effet, les Ambassadeurs de l'un & de l'autre sont convenus, que les Navires & Marchandises pris & emmenés de la sorte seront restitués au plutôt, s'il est possible; si non qu'on en payera la juste valeur en argent comptant avec l'interest ordinaire dans le temps de deux ou de trois Mois, à compter depuis le jour de la Ratification.

II.

Et comme lesdits Seigneurs Etats Generaux, ont expressément requis, que les sept Vaisseaux suivans fussent rendus, sçavoir, les nommés le

Mouthaan, le Buys, l'Esperance, le St. Jacques, la Rose blanche, l'Annonciation de la Vierge, & le nieuwe Heeren Logement; dont les trois premiers ont été pris par des Armateurs ayans Commission de sa Majesté Suedoise, & ájugés par sentences à ceux qui les ont pris; & les quatre autres ont esté pris par l'ordre de France, & emmenés au Port de Calmar, où ils ont esté reçus, envoyés & vendus avec leurs marchandises au profit des François: on est convenu sur cela, que sa Majesté Suedoise fera évoquer à son Conseil, à la requisition de ceux qui y ont interest, les jugemens donnés, touchant les trois premiers vaisseaux, & qu'on en fera revision, avec ordre de faire justice sur les preuves & instructions, que l'on produira de nouveau dans le temps de deux Mois, à compter du jour de la requisition que les Demandeurs en auront faite. Et pour ce qui est des quatre autres, le fait n'étant pas si evident qu'on n'en puisse douter, on a jugé à propos de remettre ce different à ce que d'autres Jugés en ordonneront. Et pour cet effet on est convenu, que dans l'espace de sept semaines, à compter du jour de la Ratification de ce Traité, il sera nommé un ou plusieurs Arbitres, tant de la part de sadite Majesté, que desdits Seigneurs Etats Generaux: lesquels Arbitres ayant entendu les parties, auront soin de vuider l'affaire dans le temps de deux Mois, à compter depuis le jour de la nomination, soit à l'amiable, ou dans les formes de Justice: De telle sorte, que ce qui aura été conclu de l'une de ces deux manieres, sorte son effet sans reserve ni retardement.

La Liste des prétensions de quelques particuliers Hollandois sur les Suedois, pour le sujet de quelques navires & marchandises interceptés, est plus amplement spécifiée dans les Originaux de ces Traites.

Ces Articles séparés auront la même force & vigueur, que s'ils avoient esté insérés au Traité même, & seront ratifiés de la même manière, au même temps & au même lieu. En foi de quoi & pour plus-grande sûreté, les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de l'un & de l'autre, en vertu de leurs Pleinpouvoirs, ont signé & scellé du cachet de leurs Armes, les presens Articles séparés.

A Nimegue, le $\frac{2}{12}$ Octobre, mil six cens soixente & dix-neuf.

estoit signé,

(L.S.) Benoit Oxenstiern. (L.S.) H. v. Beverning.

(L.S.) Johan Paulin Olivekrans. (L.S.) W.v. Haren.

A C T U S

de Formulæ Literarum Maritimarum.

CUm circa earum literarum Maritimarum & contraſignationum Formulas, quas in Calce Tractatus Commmerciorum apponere hodie placuit, non satis instructi fuerimus, ideoque evenire possit, ut necessum sit, easdem de novo revidere, de eo ita conventum est, ut quantocyus Stockholmie dictarum Formularum revisio instituat; quæ prædictæ Formulæ, intra terminum Ratificationi Tractatus præscriptum, ad usum utriusque Nationis rite & dilucidè adaptentur. Quod factum Neomagi die $\frac{2}{12}$ Octobris. Anni millesimi sexcentessimi Septuagesimi noni.

Signatum erat,

(L.S.) Benedictus Oxenstiern. (L.S.) H. v. Beverning.

(L.S.) Joh. Paulin Olivenkranz. (L.S.) W.v. Haren.

T R A D U C T I O N .

A C T E

touchant les Formulaires des Lettres de Mer.

N'étant pas encore suffisamment instruits des Formulaires des Lettres de Mer & Contre-seings, que Nous avons fait mettre aujourd'huy à la fin du Traité des Commerces; & pouvant arriver, qu'il sera nécessaire de les revoir de nouveau; il a été convenu, qu'il sera fait au plutôt à Stockholm une revision desdits Formulaires, lesquels seront clairement & dûement appropriés à l'usage des deux Nations, dans le temps prescrit pour la Ratification du Traité.

A Nimegue le $\frac{2}{12}$ Octobre mil six cens soixente & dix-neuf.

estoit signé,

(L.S.) Benoît Oxenshiern. (L.S.) H. v. Bervetning.

(L.S.) Johan Paulin Olivekrans. (L.S.) W. v. Haren.

I N S T R U M E N T U M

Traſtatus Commenciorum inter Sereniſſimum Regem Sueciae, & Potentiſſimos Dominos Ordines Generales Fæderati Belgii, concluſum Neomagi $\frac{2}{12}$ Octobris, 1679.

„ N Otum teſtatumque ſit omnibus & ſin-
 „ gulis quorum intereſt, aut quomodoli-
 „ bet intereſſe poterit, Quandoquidem Pax ſin-
 „ cera & perpetua inter Sereniſſimum ac Poten-
 „ tiſſimum Principem ac Dominum, Dominum
 „ Caro-

,, Carolum Suecorum , Gothorum , Vandalorumque Regem ; Magnum Principem Finlandiæ ; Ducem Scaniæ , Esthoniæ , Livoniæ , Caræliæ , Bremæ , Verdæ , Stettini , Pomeraniæ , Cassubix & Vandalix ; Principem Rugiæ ; Dominum Ingriæ , & Wismarix ; nec non Comitem Palatinum Rheni ; Bavarix , Juliaci , Clivix , & Montium Ducem , &c. Ejusque Regiæ Majestatis Successores ac Posteriores Reges Suecorum Regnumque Sueciæ atque Subjectas illis intra vel extra Imperium Ditiones ac Provincias ab unâ ; atque Celsos ac Præpotentes Dominos , Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab alterâ parte , hodie facta signataque est , imò vera & fida amicitia utrimque de novo stabilita , sublatâ penitus omni inimicitiarum hætenus gestarum memoriâ , ita ut posthac pars altera alterius utilitatem , honorem ac commodum omni meliore modo promovere teneatur : idcirco Sua Regia Majestas hanc pacem amicitiamque maxime firmare cupiens , & Domini Ordines Generales existimantes id certiore modo fieri non posse , quàm si utriusque Partis subditi mutuâ Commerciorum necessitudine jungantur , & in eum finem navigatio & Mercatura hinc inde Legibus , ad utriusque partis commoda maxime facientibus , ordinentur , ut ex istâ mutuarum utilitatum consuetudine , etiam melior firmiorque animorum unio conjunctioque ; existere possit , decreverunt de dictis mercaturæ & navigationis Legibus invicem convenire , idque utrinque in Mandatis dederunt suis Legatis Extraordinariis & ad hunc Pacis Tractatum Plenipotentariis à Parte Sacræ Regiæ Majestatis Illustriissimis & Excellentissimis Dominis , Domino Benedicto Oxenstierna , Comiti in Korsholm & Wasa , Libero Baroni in Möhrby &

„ Lindholm, Domino in Kapuria & Kattila, Sa-
 „ cræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senato-
 „ ri ac Præsidi in summo, quod Wismaria est,
 „ Tribunali, ut & Supremo Legifero Ingriæ &
 „ Kexholmia; & Domino Johanni Paulino
 „ Olivenkrans Domino in Ulffhal & Hoffmans-
 „ torp, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Consilia-
 „ rio Cancellaria, Secretario Status & Judici Or-
 „ dinario Territorii Widboënsis; à parte Domi-
 „ norum Ordinum Generalium Illustrissimis &
 „ Excellentissimis Dominis, Domino Hierony-
 „ mo van Beverningk, Theylingæ Toparchæ,
 „ Lycæi in Lugduno Batavo-Curatori, quondam
 „ Consiliario Status, nec non Unitatum Belgii
 „ Provinciarum Thesaurario Generali; & Domi-
 „ no Wilhelmo van Haaren, Biltiæ Frisiorum
 „ Grietman, in Confessu Dominorum Ordinum
 „ Generalium à parte Dominorum Ordinum
 „ Hollandiæ & Frisiæ Deputatis, qui Commutatis
 „ hinc inde Plenipotentiarum Tabulis, & habitis
 „ colloquiis in Articulos mutui Commercii &
 „ navigationis consenserunt & convenerunt te-
 „ nore sequenti. •

I.

„ Pro fundamento & firmâ basi sit reciproca &
 „ omnibus modis absoluta Navigationis & Com-
 „ merciorum libertas, per omnia & quævis Sacræ
 „ Regiæ Majestatis Sueciæ, & Celsorum Præpo-
 „ tentiumque Dominorum Ordinum Genera-
 „ lium Uniti Belgii Regna, Status, Ditiones &
 „ Provincias in Europâ, circa omnia & singula
 „ mercium genera observanda, quatenus absolu-
 „ ta ista & reciproca libertas in sequentibus Arti-
 „ culis limitata vel restricta non est.

I I.

„ Ut verò inter altememoratarum Partium
„ Subditos & Incolas commercium & amicitia
„ secunda dehinc, & ab omni perturbatione, & mo-
„ lestia tuta sit, conventum & conclusum est, ut si
„ quando inter Sacram Regiam Majestatem, Re-
„ gnumque Sueciæ & Prædictos Ordines Genera-
„ les Uniti Belgii, mala aliqua intelligentia &
„ amicitia interruptio rupturave suboriantur,
„ (quod Deus avertat,) tum terminus novem
„ Mensium post dictam rupturam utriusque Par-
„ tis Subditis & Incolis dabitur, quò recipere sese
„ unà cum rebus & bonis suis eaque asportare li-
„ cebit, quoquo versum ipsis placuerit, sicut & eis
„ permessa tunc erit venditio & alienatio bono-
„ rum suorum mobilium immobiliumque rerum
„ liberè & absque ullâ interturbatione; nec eorum
„ bona, res & facultates, nedum ipsimet arresto
„ vel manus injectione, interea temporis detinen-
„ di nec infestandi sunt.

I I I.

„ Quòd prædictæ Sux Majestatis prædicto-
„ rumque Ordinum Generalium Subditi & Inco-
„ læ nullos imposterum inter se exercent hostili-
„ tatum actus aut violentias, nec mari nec terrâ,
„ nec in fluviis, fluminibus aut stationibus, sub
„ quocunque nomine aut prætextu, ita ut subditi
„ Sux Regiæ Majestatis nullum Diploma, Com-
„ missionem vel Instructionem, pro privatis Ar-
„ maturis navalibus exercendis, neque Literas Re-
„ pressaliarum (ut vulgò vocant) aliquorum
„ Principum vel Statuum, qui Præfatorum Do-
„ minorum Ordinum Generalium hostes sunt re-
„ cipiant, neque vi aut prætextu eorundem Di-

„ plomatum, Commissionumque vel Reppressa-
 „ liarum prædictos Dominorum Ordinum Ge-
 „ neralium Subditos & Incolas turbent, infestent
 „ vel incommodo damnove aliquo afficiant, ne-
 „ que ejusmodi vel Armaturam exercent, vel eâ
 „ in altum procedant: qui secùs fecerint ut Pira-
 „ tæ prosequendi sunt & plectendi. Id quod re-
 „ ciprocè respectu & ratione Suæ Majestatis Sub-
 „ ditorum & Incolarum ab Unitarum Belgii Pro-
 „ vinciarum Subditis & Incolis observandum sit.

„ In quem finem toties, quoties requiritur ab
 „ utrâque Parte in omnibus utriusque partis Re-
 „ gionibus, Dominiis & Ditionibus quibuscun-
 „ que prohibitiones strictæ & perexpressæ reno-
 „ ventur & publicentur, ne quis hujusmodi
 „ Commissionibus sive Literis Repressaliæ ullo
 „ modo utatur sub pœnâ supra definitâ, quæ se-
 „ verè contra violatores executioni mandabitur,
 „ præter restitutionem & plenam satisfactionem
 „ iis præstandam, quibus damnum aliquod intu-
 „ lerint.

IV.

„ Omnes & quæcunque Literæ Repressalia-
 „ rum, quæ antehac quâcunque causâ concessæ
 „ sunt, pro nullis abolitisque declarentur, neque
 „ novæ ab alterâ dictorum Fœderatorum parte
 „ concedantur in alterius subditorum detrimen-
 „ tum aut incommodum, nisi eo duntaxat casu,
 „ quo Justitia denegata sit, cui denegationi fides
 „ non habebitur, nisi libellus supplex ejus, qui
 „ prædictas Repressaliæ Literas postulaverit,
 „ communicatus sit Ministro, qui à parte Status
 „ ejus contra cujus subditos illæ dandæ sunt, eo
 „ loci residebit, ut intra quatuor Mensium tem-
 „ pus (aut priùs si fieri possit) contrarium docere
 „ aut complementum quoddam debeatur Justitiæ
 „ procurare possit.

V.

„ Suæ Majestatis Subditis particularibus actio
„ nulla intendatur, nec personis rebusve eorum
„ manus injiciatur, ratione debitorum quæ Sa-
„ cra Majestas contraxerit. Nec vice versâ Subdi-
„ tis particularibus Dominorum Ordinum Gene-
„ ralium ulla talis actio moveatur vel manus in-
„ jiciantur ratione debiti publici quod contraxe-
„ rint Domini Ordines Generales.

V I.

„ Regionum Dominiorumque Sacræ Majesta-
„ tis & Dominorum Ordinum Generalium Sub-
„ diti & Incolæ amicè se erga invicem gerant &
„ pacatè vivant & conversentur inter se, omni
„ bonâ intelligentiâ concordiam mutuam alant
„ eâdemque porrò commercii navigationisque in
„ Europâ & omnibus utriusque Partis Regnis,
„ Dominiis & Locis quibuscunque libertate re-
„ ciprocâ fruantur, circa quarumvis generum
„ merces & mercimonia. Commercia autem, aut
„ asportationi eorum, interdicare eaque vetare
„ non liceat, nisi generatim omnibus tam Subdi-
„ tis quàm Peregrinis vetita & interdicta sint.

V I I.

„ Subditis idcirco Suæ Regiæ Majestatis &
„ Dominorum Ordinum Generalium Libertas sit
„ & Potestas cum navibus & mercibus, rebusque
„ suis ad utriusque Partis Terras, Regiones, Ur-
„ bes, Portus, Loca & Fluvios appellendi, eoque
„ adeundi, ibique frequentandi & Commercia
„ exercendi, quibuscunq; in mercibus, rebusque,
„ & mercimoniis, quorum commercium aut
F f 6 „ appro-

„ apportatio generatim tenore præcedentis Arti-
 „ culi prohibita non sunt, observatis Legibus &
 „ Statutis cujusvis loci, five mercaturam, five
 „ jus aliud respicientibus, ita ut alterius subditi
 „ in alterius Regnis, Provinciis ac Ditionibus, eâ-
 „ dem libertate, Privilegiis, exemptionibus ac
 „ commoditatibus utantur, fruantur, quâ proprii
 „ & naturales subditi, in quantum æqualis ista li-
 „ bertas observari poterit, sine præjudicio Privi-
 „ legiorum, Civitatibus & Portibus concessorum.
 „ Cessent itaque omnia onerum & inæqualitatum
 „ Genera, quæ in dictæ mutuæ istius libertatis
 „ imminutionem vel restrictionem post annum
 „ millesimum sexcentesium quinquagesimum
 „ sextum constitutione, statuto vel consuetudine
 „ introducta esse reperiuntur. In specie autem
 „ semper, & ubique in omnibus Sacræ Majestatis
 „ Sueciæ Regnis, Dominiis, Regionibus & Pro-
 „ vinciis, liberum sit Subditis Uniti Belgii, salia,
 „ lupulum & haleces, non secus ac quasvis alias
 „ merces, in ædificiis vel cellis repositoriis (vulgò
 „ *Paikkhuys* dictis) asservare, indeque venum ex-
 „ ponere. Solvent utriusque Partis subditi tel-
 „ nia, vectigalia & introitus exitusve jura, quæ à
 „ Sacrà Regiâ Majestate ejusve Successoribus, vel
 „ à Dominis Ordinibus Generalibus in suis res-
 „ pectivè Dominiis imposita sunt, vel in posterum
 „ imponi poterunt. Ut autem in eorum solu-
 „ tione certa utrinque sit regula, conventum &
 „ cautum est; ne utriusque Partis subditi, in
 „ omnibus Terris, Regionibus, Ditionibus, Lo-
 „ cisque, utriusque Partis Imperio vel Dominio
 „ subiectis, teneantur plura vel alia jura, imposi-
 „ tiones aut vectigalia quæcunque personarum,
 „ mercium; mercimoniorumq; navium vel nau-
 „ lorum, five in accessu, five in reditu, per diffe-
 „ rentiam solutionis in mercibus, certâ monetæ
 „ specie

„specie, vel quocunque modo, sub quocunque
„prætextu, nomine aut titulo, directè vel indire-
„ctè solvere quàm ea, quæ ab alterutrius Partis
„propriis & naturalibus subditis solvuntur, ne-
„que in præjudicium hujus reciprocæ libertatis,
„alicui Partium permissum sit, subditis propriis
„præ alterutrius subditis beneficia, immunitates,
„dona gratuita aut prærogativas aliquas concede-
„re, ideoque in specie cessent omnia & singula
„ejusmodi vectigalia aliaque onera, quæ in Portu-
„bus Rigæ, Revaliæ, Wiburgi, aliisque Ditionibus
„Sueciæ in Mari Balthico navibus Uniti Belgii,
„quamvis saburratistantum & nullo mercium
„genere oneratis, præ navibus Suecicis post annum
„millesimum sexcentesium quinquagesimum
„sextum imposita sunt. Quandoquidem autem
„in Sueciâ per constitutionem die octavâ Decem-
„bris, Anni millesimi sexcentesimi quadragesi-
„mi quinti promulgatam, circa vectigalia intro-
„ducta usuque recepta est quædam inæqualitas ra-
„tione navium, quibus merces vehuntur, discri-
„mine scilicet facto inter naves subditorum Sue-
„ciæ armatas & non armatas, vel onerarias & Ex-
„teriorum proprias. Conventum idcirco est, ut
„in Esthoniâ, Livoniâ, Ingriâ, Portubusque Po-
„meraniæ & Megapoleos, cæterisque omnibus
„Dominiiis, Regionibus & Provinciis præter Re-
„gnum Sueciæ & Finlandiam Sacræ Regiæ Maje-
„statis subiectis aut in posterum fortè subjicien-
„dis, cesset omne discrimen, inter naves subdito-
„rum Sacræ Regiæ Majestatis & naves Incola-
„rum Uniti Belgii, ita ut nemo pro mercibus &
„mercimoniis, quæ navibus Incolarum Uniti
„Belgii in dictas Provincias ditionis Sueciæ
„transportantur, vel inde efferuntur, ad solutio-
„nem majorum aut plurium vectigalium adiga-
„tur, quàm quæ à subditis Sux Regiæ Maje-

„statis pro mercibus & mercimoniis, quæ suis
 „navibus illuc transportant vel inde evehunt, per-
 „solvuntur. Per totum verò Regnum Sueciæ
 „atque Magnum Ducatum Finlandiæ dictum
 „navium discrimen, circa solutionem vectiga-
 „lium pro mercibus & mercimoniis adhuc ma-
 „neat vigeatque, ad eum omninò modum quem
 „taxa Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo
 „octavo Typis publicis excusa exprimit, exceptis
 „tantum sequentibus quatuor mercium generi-
 „bus, uti lignis, frumentis, pice concretâ & li-
 „quidâ & cinere: in quibus scilicet mercibus, id
 „discrimen vectigalis, respectu navium oneraria-
 „rum subditorum Sux Regiæ Majestatis Sueciæ
 „& Incolarum Uniti Belgii servandum erit, quod
 „Anni millesimi sexcentesimi quinquagesimi
 „noni taxâ expressum extat. Ita ut cessante
 „omni discrimine mercium, utrum subditorum
 „Sux Regiæ Majestatis an Dominorum Ordini-
 „um Generalium propriæ sint, illud vectiga-
 „lium discrimen solas naves concernat, neque ul-
 „tra prædictas annorum taxas in supra specifica-
 „tis quidem quatuor mercium generibus ultra
 „taxam Anni millesimi sexcentesimi quinquage-
 „simi noni, in omnibus verò reliquis ultra taxam
 „Anni millesimi sexcentesimi sexagesimi octavi
 „se extendere debeat: verum si aliqua majora
 „onera navibus mercibusve postea imposita sint,
 „vel abhinc imponentur, ea semper observetur
 „æqualitas, ut prænominatum discrimen majus
 „non fiat, & omnistalis mutatio merces & mer-
 „cimoniam, quæ tam Suecicis quàm Uniti Belgii
 „navibus, vel inferri vel evehi contigerit, æqua-
 „liter contingat, utque constare possit, quan-
 „tum unusquisque pro mercibus & mercimo-
 „niis, vel invehendis, vel exportandis tam in
 „Sueciâ & Finlandiâ, juxta prædictum navium
 „discrimen,

„ discrimen , quàm in reliquis Sueciæ subiectis
„ Provinciis , ut & Dominorum Ordinum Gene-
„ raliū Dominiis nomine telonii aut vectiga-
„ lium pendere debeat , curabunt Sua Regia Maje-
„ stas & Domini Ordines Generales , quisque à
„ suâ parte , ut tabulæ propterea confectæ & Ty-
„ pis excusæ existant , quò quid pro quâvis merce
„ cuius pendendum sit publicè & omnibus no-
„ tum esse possit ; pro navibus armatis
„ habebuntur illæ quæ viginti-quatuor tormen-
„ tis instructæ sunt , & eo modo ædificatæ atque
„ exstructæ , prout naves ad bellum armatæ
„ viginti-quatuor tormenta bellica ferentes
„ construi solent , & quòd tormenta talia ra-
„ tione ponderis & magnitudinis esse debeant ,
„ qualia navibus ad bellum armatis in usu esse
„ solent.

„ Præterea conventum & statutum est pro Re-
„ gulâ generali , ut subditi Sux Regiæ Majestatis
„ in omnibus terris , locisque Dominorum Ordi-
„ num Generalium Imperio & Dominio subje-
„ ctis , circa omnia jura , impositiones aut vecti-
„ galia quæcunque personas , merces & mercimo-
„ nia , naves , naula , navigationem & commercia
„ concernentia , iisdem ad minimum Privilegiis ,
„ Libertatibus , Immunitatibus & Concessioni-
„ bus utantur , fruantur , parique favore in omni-
„ bus gaudeant , quibus amicissima quævis gens
„ extera utitur , fruitur , gaudetque aut in posterum
„ uti , frui aut gaudere possit.

VIII.

„ Navibus bellicis utriusque partis semper
„ stationes , fluvii portusque pateant ; appulsus
„ etiam , introitus & stationes libera sunt , quam-
„ diu necesse habeant , eâ verò lege , ut hac in re
„ omni versentur cum discretione , ne commo-
„ „ ratione

„ratione longâ nimis & affectatâ, aut alio quo-
 „cunque modo ullam offensionis vel suspicionis
 „occasionem præbeant; Gubernatoribus item
 „dictorum Locorum, Portuumque dictarum
 „navium Præfecti accessus & mansionis suæ cau-
 „sam denuncient.

I X.

„Suæ Majestatis & Ordinum Generalium Na-
 „vibus, tam bellicis quàm iis quæ sumptibus pri-
 „vatis ad bellum instructæ sunt, licitum esto na-
 „ves mercesque ab hostibus captas liberè condu-
 „cere, quoquo versum ipsis placuerit, nec quic-
 „quam rei maritimæ Præfectis aut Judicibus
 „aliis quibusvis solvere teneantur, neque etiam
 „antedictæ prædæ ubi ad Majestatis Suæ aut Do-
 „minorum Ordinum Generalium portus appul-
 „lerint & intraverint, arresto ullo detineantur,
 „nec Scrutatores, aliive locorum Officiales in eas
 „aut de earum validitate inquirent, quin vela
 „quovis tempore explicare, discedere & prædas
 „eò loci deducere liceat, qui in Commissionum
 „Literis aut Diplomate expressus sit, quas Lite-
 „ras Præfecti hujusmodi navium bellicarum
 „monstrare tenebuntur: è contra autem in eo-
 „rum Portibus azylum aut refugium non dabi-
 „tur iis, qui prædâ fecerint in Suæ Majestatis
 „aut Dominorum Ordinum Generalium subdi-
 „tos. Quod sicubi tales necessitate tempestatis
 „aut maris periculo coactæ intrarint, enixè cu-
 „randum est ut exeant, & quamprimùm fieri
 „possit inde se recipiant, exceptis tamen utrîn-
 „que navibus Regnorum aut Statuum, quibus
 „per anteriora Fœdera appulsus & introitus in
 „cujusque Partis Portus concessus est.

X.

„ Quòd si quispiam subditus aut Civis Fœde-
„ rati Belgii in Regnis aut Provinciis Sux Regiæ
„ Majestatis, quæ Jure Suecano utuntur, sine li-
„ beris, hærede instituto, aut executore ultimæ
„ voluntatis certo intra Regnum, & dictas Pro-
„ vincias moriatur, tenebitur Magistratus illius
„ loci relictas merces, pecuniam, debita atque li-
„ bros rationum cum scriptis & documentis rela-
„ ta in indicem sub manu & sigillo Notarii Pu-
„ blici & testium asservare, atque illicò obitum
„ hominis literis suis bis significare Magistratui
„ Urbis illius aut loci, in quâ vel quo defunctus
„ Domicilium aut Civis jus obtinuit, ut per
„ ipsum Magistratum indicetur legitimo heredi
„ necessitas veniendi intra annum & diem repeti-
„ tum hæreditatem in regno Sueciæ dictisque
„ ejus Provinciis relictam, factò initio numeran-
„ di à die scientiæ sive notitiæ mortis, Magistra-
„ tui illius Urbis per literas intimatæ; si venerit
„ intra præscriptum tempus licitum erit ei, post-
„ quam se legitimum heredem indubitatis docu-
„ mentis probaverit, coram Magistratu Urbis aut
„ Loci illius, in quâ vel quo Domicilium defun-
„ ctus habuit antequam in Sueciam profectus est,
„ adire & repetere hæreditatem, ita tamen ut si
„ Civis subditusque Sux Regiæ Majest. extiterit,
„ qui mortuus est, hæres jus statutarium (modò
„ non excedat trientem hæreditatis) persolvat
„ civitati illi in quâ alter moriebatur, antequam
„ bona illa hæreditaria Urbe aut Regno evexerit,
„ aut in Regno distraxerit, omnibus aliis caduci
„ Juribus, quæ ex tali hæreditate Sux Regiæ Ma-
„ jestati aut Regno Sueciæ solebant competere
„ aut accrescere, deinceps aut in posterum remis-
„ sis

„ sis & cessantibus. Quòd si verò Institor tantum
 „ fuerit , qui alterius Civis subditique Domino-
 „ rum Ordinum Generalium bona in se receperat
 „ distrahenda , tenebitur similiter Magistratus
 „ illius Loci, in quo is mortuus fuerit, obitum In-
 „ stitoris hujus bis significare literis Magistratui
 „ illius Urbis in quâ is habitat , cujus bona ea esse
 „ aut Institor manifestaverit , aut aliàs ex relictis
 „ Condicillis aliisque Documentis certis , vel alio
 „ quovis modo constiterit, ut indicetur vero Pos-
 „ sessori necessitas veniendi repetitum bona sua.
 „ Si ipse venerit vel per Procuratores sufficienter
 „ probaverit , relictorum bonorum se possesso-
 „ rem esse , liberum ipsi erit repetere ac recolli-
 „ gere bona sua integra , eaque omnia sine defal-
 „ catione distrahere aut exportare. Eâdem hu-
 „ manitate tractabuntur subditi Regiæ Majesta-
 „ tis Sueciæ in Provinciis Confoederati Belgii,
 „ eodemque jure & libertate utentur ac fruuntur
 „ dicti Sux Regiæ Majestatis Regniq[ue] Sueciæ
 „ subditi in prædictis Provinciis Fœderati Belgii,
 „ tam ratione hæreditatum , quæ ibi iisdem ob-
 „ tingere possunt , quàm ratione mercium ac bo-
 „ norum Institori concreditorum , ac tenebuntur
 „ Magistratus cujusque loci , ubi Possessorem aut
 „ Institorem mors præoccupaverit , obitum ho-
 „ minis bis perscribere ad Magistratum ejus loci
 „ ubi hæres sit, aut qui sua Institori crediderit , ut
 „ sua ab Institore relictâ sine defalcatione recupe-
 „ rare hæreditatemque sine impedimento ex præ-
 „ scripto juris aut statuto loci adire queat , atque
 „ tenebitur Magistratus loci manum auxiliarem
 „ petenti exhibere.

X I.

„ Naves utriusque Partis oneratæ oras vel lit-
 „ tora alterutrius præternavigantes atque ad Sta-
 „ tiones

„ tiones aut portus tempestate coactæ aut alio
„ modo appellentes, non cogantur ibidem mer-
„ ces suas aut aliquam harum partem exonerare,
„ nec aliqua jura persolvere teneantur, nisi mer-
„ cimonia suapte sponte ibidem exonerent; lici-
„ tum tamen sit, particulam aliquam oneris im-
„ petratâ ad hoc veniâ eorum, qui rebus mariti-
„ mis præsumunt, cum tantum in finem è navi sol-
„ vere & divendere, ut necessaria vel refecti-
„ onis navis vel victui emanant, eoque casu non inte-
„ grum navis onus vectigale fiet, sed ea tantum
„ particula quæ exonerata & divendita fuerit.

X I I.

„ Navarchi eorumque Naucleri, Officiales,
„ Nautæ, Milites, cæteraque Gens nautica, naves
„ itidem, mercesque aut mercimonia, quibus
„ oneratae fuerint, arresto non detineantur, ne-
„ que manus injectione infestentur, vigore alicu-
„ jus mandati, siue generale siue particulare sit, cu-
„ juscunque personæ, & ob causas & rationes quas-
„ cunque, vel quocunque sub prætextu. Porro
„ utriusque partis subditis quidquam aut capere,
„ aut vi extorquere nefas esto, nisi consentiat ille
„ cui competit, ac paratâ pecuniâ persolvatur.
„ Quod tamen intelligendum non sit de ea de-
„ tentione & manus injectione, quæ mandato &
„ auctoritate Justitiæ, viisque ordinariis facta
„ erit justî debiti vel delicti causâ, quorum re-
„ spectu viâ juris secundum formam Justitiæ
„ agendum sit.

X I I I.

„ Subditis suæ Regiæ Majest. Sueciæ & Incolis
„ Provinciarum Unitarum omnibus & singu-
„ lis licitum erit, cum navibus & mercibus suis
„ omni

„ omni cum libertate & securitate, nullâque di-
 „ stinctione habitâ, quinam earum mercium sint
 „ proprietarii, navigare & negotiari à portubus
 „ regnis & Provinciis suis, sicut & ab aliorum
 „ Principum & Statuum Regnis & Portubus ad
 „ loca eorum, qui jam tam Sueciæ, quam Provin-
 „ ciarum Unitarum vel alterutrius hostes sint vel
 „ fient; licitum itidem subditis & Incolis prædi-
 „ ctis erit cum præfatis navibus & mercibus, abs-
 „ que distinctione supradictâ, navigare & nego-
 „ tiari, eâdem cum libertate & securitate à locis,
 „ portubus & stationibus eorum, qui utriusque
 „ partis vel alterutrius particulariter hostes sint,
 „ absque contradictione aut perturbatione quali-
 „ cumque, non tantùm directè ab illis præmemo-
 „ ratis locis hostilibus ad locum neutralem, ve-
 „ rùm etiam ab uno loco hostili ad locum hosti-
 „ lem alium, sive illi sub jurisdictione ejusdem
 „ Principis sint, sive sub diversis; licitum porrò
 „ erit præmemoratis subditis & Incolis, pari cum
 „ libertate & securitate, res & merces suas neu-
 „ tralibus credere, navibus à loco hostili ad lo-
 „ cum neutralem, vel à loco neutrali ad locum
 „ hostilem, vel ab hostili ad hostilem transve-
 „ hendas, sine distinctione utrum loci illi sub
 „ ejusdem Principis an diversorum jurisdictione
 „ siti sint.

X I V.

„ Illa navigandi & Commercandi libertas ad
 „ omnia mercimoniorum genera se extendet,
 „ exceptis solùm iis, quæ articulo proximo se-
 „ quuntur, & Contrabandæ nomine indigabun-
 „ tur.

X V.

„ Sub isto nomine Contrabandæ seu Mercimo-
 „ niorum

„ niorum prohibitorum solummodò compre-
„ hendantur arma, sclopeta aut tormenta majora,
„ bombardæ cum suis igniariis & aliis ad ea perti-
„ nentibus, ignes missiles, pulvis tormentarius,
„ fomites, globi, cuspides, lanceæ, hastæ, bipen-
„ nes, tubi catapultarii (vulgo mortarii,) indu-
„ ctilis sclopi (vulgo Petardæ,) glandes cynarii
„ missiles (vulgo Granadæ,) furcæ sclopetariæ,
„ baltei sclopetarii, sal petræ, sclopeti, globuli, seu
„ pilæ quæ sclopetis jaculantur, cassides, galeæ,
„ thoraces loricati (vulgo Cuirasses,) enses eo-
„ rumque Balthei, & similia armorum genera,
„ atque omnia ad Instruendos equos necessaria,
„ sclopethecæ & quæcunque alia instrumenta
„ bellica.

X. V I.

„ Inter bona prohibita nequaquam censebun-
„ tur hæc quæ sequuntur mercimonia, triticum,
„ hordeum & aliud quodcunque frumenti vel le-
„ guminis genus, olea, vina, & omne genus salis,
„ nec non omnis generatim annona, quæ ad vi-
„ ctum hominis & vitæ sustentationem facit, sed
„ nec ferrum, cuprum, æs, nec quicquid ad con-
„ struendas instruendasve naves necessarium, cu-
„ jus notæ sunt cannabis, linteamen velis nauticis
„ aptum, picis tam liquidæ quàm aridæ omne ge-
„ nus, mali, trabes, lignum incurvum, tabulæ na-
„ vales, rudentes, anchoræ vel anchorarum partes
„ quælibet, nec aliæ quæcunque merces quæ pro
„ terrestri vel maritimo bello formam non acce-
„ perunt, multò minùs hæ quæ ad alium quem-
„ vis usum jam apparatus aut conformatus sunt,
„ quæ planè inter mercimonia libera censebun-
„ tur, juxta atque aliæ quælibet merces & res
„ quæ in articulo proximè præcedenti non com-
„ pre-

„prehenduntur, ita ut à subditis utriusque Partis
 „etiam ad loca inimica liberrimè transportari &
 „invehi possint, exceptis duntaxat oppidis locis-
 „que obsidione cinctis, circumseptis & inve-
 „stitis.

XVII.

„Ut autem hæc supradicta exactiùs observari
 „& executioni mandari possint, conventum est
 „quòd naves & navigia cum mercibus ad suæ
 „Majestatis subditos spectantia, quæ portum vel
 „stationem aliquam Dominorum Ordinum Ge-
 „neralium ingressa sunt, indeque ad loca inimica
 „abire velint, teneantur solummodò monstrare
 „portuum, unde discessura sunt, Officialibus lite-
 „ras salvi conductus, quæ contineant species
 „oneris suarum navium, certificatas & signatas
 „signo & sigillo ordinario & recognito Magistra-
 „tus vel Officialium, ad id constitutorum iis in-
 „locis à quibus primum discesserunt, cum ex-
 „pressionem loci ad quem destinantur, eaque
 „omnia in formâ ordinariâ & cuique loco solitâ.
 „Postquam salvorum conductuum, formâ quâ
 „dictum est, exhibitionem, non poterunt am-
 „plius molestari, visitari, detineri aut retardari in
 „suo itinere sub prætextu quocunque.

XVIII.

„Naves Subditorum & Incolarum Regiæ Ma-
 „jestatis Sueciæ, venientes ad aliquas oras mariti-
 „mas, intra dictorum Dominorum Ordinum
 „Generalium ditionem, non tamen portum in-
 „trare volentes, aut ingressæ nolentes exponere
 „aut distrahere onera suarum navium, non te-
 „neantur onerum suorum reddere rationem, nisi
 „su-

„ suspectæ fuerint , transferendarum ad hostes
„ Dictorum Dominorum Ordinum Generalium
„ mercium prohibitarum, ut antea dictum est.

X I X.

„ Et casu dictæ suspicionis manifestæ dicti Sub-
„ diti & Incolæ Suecici obligati sunt , exhibere in
„ portibus salvos conductus suos, modo ante de-
„ clarato.

X X.

„ Quòd si dictæ naves Suecicæ ad oras mariti-
„ mas progressæ aut in pleno mari obviam factæ
„ fuerint navibus dictorum Dominorum Ordi-
„ num Generalium, aut armatorum privatorum
„ eorum subditorum, tum dictæ naves bellicæ, ad
„ quævis evitanda incommoda, maneant extra ja-
„ ctum tormenti bellici , mittantque scapham ad
„ navem subditorum aut Incolarum Suecicorum,
„ & cum duobus aut tribus solummodò homini-
„ bus intrent, quibus monstrentur salviconductus
„ à Magistro vel Patrono dictæ navis Suecicæ,
„ modo uti Articulis præcedentibus expressum
„ est, ut & literæ maritimæ, conceptæ juxta for-
„ mam præsentis Tractatui appositam ; ex quibus
„ constare possit, ex salvoconductu quidem de-
„ onere, ex literis maritimis verò de habitationis
„ in Ditionibus Suecicis loco , & de nomine tam
„ Magistri vel Patroni, quam navis ; ut iis duobus
„ mediis cognoscatur , an merx interdicta aliqua
„ insit, & appareat sufficienter qualitas navis &
„ Magistri vel Patroni ejus : quibus salvo condu-
„ ctui & literis maritimis fides adhibeatur plena,
„ eoque magis, quia tam à parte suæ Regiæ Maje-
„ statis, quàm Dominorum Ordinum Genera-
„ lium.

„lium dabuntur certificationes contraſignatæ,
 „ut melius agnoſcatur valor, ne ullatenùs falſæ
 „fiant.

X X I.

„Et caſu quo in dictis navibus ſubditorum Re-
 „giæ Majestatis Sueciæ,deſtinatis ad portus perti-
 „nentes ad hoſtes Dominorum Ordinum Gene-
 „ralium, dicto modo reperiantur merces aliquæ
 „juxta præmemorataſ designationem prohibi-
 „tæ, eadem exonerabuntur, accuſabuntur &
 „fiſco addicentur coram judice Amiralitatis Pro-
 „vinciarum Uniti Belgii aut alio competente;
 „nec tamen propterea navis, aut alia bona & mer-
 „ces, quæ liberæ & permiſſæ ſunt, in præfatâ na-
 „vi reliquæ manentes, quovis modo occupentur
 „vel fiſco addicantur.

X X I I.

„Conventum præterea eſt, ut quicquid com-
 „pertum fuerit oneratum à dictis ſubditis & In-
 „colis Succicis in navibus hoſtium Dominorum
 „Ordinum Generalium, quamvis mercimonia
 „non ſint prohibita, fiſco addicatur cum omnibus
 „cæteris, quæ in præfatâ navi invenientur, ſine
 „ullâ exceptione vel reſervatione, & vice verſâ
 „liberum & relaxatum ſit quicquid vehetur in
 „navibus ſubditorum ſuæ Regiæ Majest. quam-
 „vis onus aut pars ejus ſit hoſtium Dominorum
 „Ordinum Generalium, exceptis mercibus inter-
 „dictis, quarum intuitu obſervetur id quod Arti-
 „culis anterioribus cautum eſt. Ad majorem hu-
 „jus Articuli elucidationem conventum præte-
 „rea eſt, caſu quo pars utraque aut altera bello ali-
 „quo involvantur, merces tamen quæ ad ſubdi-
 „tos Partis alterius ſpectant, repertas in navi-
 „„tertiis.

„ tertii, qui aut utriusque aut alterius Partis hostis
 „ factus est, ullo modo confiscare nefas esse eâ ra-
 „ tione eoque prætextu, quod in navi inimicâ im-
 „ positæ aut repertæ sint, illudque observetur non
 „ eo duntaxat casu, quo merces illæ ante belli de-
 „ nunciationem impositæ fuerant, sed etiam si id
 „ post dictam denunciationem acciderit, modò id
 „ intra tempus aut terminos sequentes actum sit;
 „ nimirum si impositæ isti navi fuerint in aliquo
 „ portu vel loco maris Balthici aut Borealis intra
 „ terminum vel locum *the Soundings* vocatum, &
 „ terminum qui Terneuse dicitur in Norwegiâ,
 „ intra spacium sex Septimanarum post talem De-
 „ clarationem; duorum Mensium intra dictum
 „ terminum *the Soundings*, & Fretum quod Gibraltar
 „ nuncupatur; decem Hebdomadam in Me-
 „ diterraneo & usque ad Lineam Æquinoctialem;
 „ sed intra spatium octo Mensium ultra dictam
 „ Lineam in quâvis aliâ Orbis regione vel loco,
 „ adeò ut bona subditorum Regiæ Majestatis Sue-
 „ ciciæ in quâcunque navi vel navigio cujuscun-
 „ que, qui Dominorum Ordinum Generalium
 „ hostis fuerit capta aut deprehensa, dicto spatio
 „ terminorum & temporis, eoque sub prætextu
 „ quod navis fuerit hostilis, confiscare non liceat;
 „ verùm sine dilatione proprietariis restituentur,
 „ nisi imposita fuerint post dictorum terminor-
 „ rum temporisque respectivè expirationem; ita
 „ tamen ut licitum non sit talia mercimonia, quæ
 „ Contrabandæ dicuntur (licet ob dictam causam
 „ confiscationi obnoxia non sunt) ad portus ini-
 „ micos advehere, & sicut jam circa navigia &
 „ merces stipulatum est, ut naves liberæ liberta-
 „ tem quoque mercimoniis vindicent; ita ulte-
 „ rius conventum est, eandem libertatem ad
 „ personas extendi debere, quæ navi liberæ ve-
 „ huntur eo cum effectu, ut quamvis utriusque

„ Partis aut alterius hostes sint, ex navi istâ liberâ
 „ non extrahantur, nisi milites sint & hostibus
 „ effectivè ministeria sua præstent.

„ Licitum porrò erit subditis vel incolis utrius-
 „ que Partis, cum iis qui utriusque aut alterius
 „ Partis hostes sunt, commercium literarum
 „ exercere, eousque nisi in eum finem per terri-
 „ torium illorum hostium transferendæ sint,
 „ transitus ille liber & absque aliquo impedimen-
 „ to tutus, nec ullo modo interdicens aut im-
 „ pediendus sit: ita tamen ut cum hujusmodi ca-
 „ sus extiterit de modo literas transferendi con-
 „ veniendum sit.

XXIII.

„ Subditi & Incolæ Dominorum Ordinum
 „ Generalium reciprocè fruuntur iisdem juribus,
 „ libertate & exemptione, in eorum Navigatione
 „ & Commercio, tam in portibus & oris mariti-
 „ mis quàm in mari & ditionibus suæ Majestatis,
 „ quibus modò dictum est subditos ejusdem frui
 „ ratione Dominorum Ordinum Generalium &
 „ in mari aperto; intelligatur autem reciproca
 „ æqualitas hæc in omnibus ab utrâque parte,
 „ etiam eo casu quo Domini Ordines Generales
 „ habeant postea amicitiam & neutralitatem
 „ cum aliquo Rege, Principe aut Statu, qui in-
 „ cidant in bellum cum suâ Majestate Regnoque
 „ Sueciæ, fruaturque Pars utraque iisdem condi-
 „ tionibus & limitationibus, quæ Articulis ante-
 „ cedentibus expressæ sunt.

XXIV.

„ Quò Subditorum & Incolarum Dominorum
 „ Ordinum Generalium securitati abundantius
 „ cautum sit, quòd nullâ injuriâ per Regiæ Ma-
 „ jestatis Naves bellicas iis inferatur omnibus Re-
 „ gia-

„giarum navium Præfectis, omnibusque & sin-
„gulis Majestatis suæ subditis, omni injuriâ &
„damno quocunque interdicetur; si secus fece-
„rint pœnas luent, & præterea obstricti erunt,
„de damnorum omni causâ & eo quod interest,
„satisfacere per reparationem & restitutionem
„sub obligatione & nexu personæ bonorumque;
„idemque à parte Dominorum Ordinum Gene-
„ralium pariter observabitur.

XXV.

„Ob eandem causam singuli Navium sumti-
„bus privatis ad bellum instructarum Præfecti,
„antequam Diplomata sive Commissiones suas
„speciales recipiant, satisfacientem fiduciarium
„cautionem, per viros idoneos qui solvendo sint
„& singuli in solidum obligati, coram judice
„competente interponere in posterum tenebun-
„tur, ad summam quindecim millium floreno-
„rum aut sex millium Thalerorum Imperia-
„lium, se damnis & injuriis quibuscunque,
„quas suo cursu navali ipsi, vel sui officiales,
„aliive sibi inservientes contra præsentem hunc
„Tractatum, & edicta Majestatis suæ Sueciæ,
„quæ vigore & secundum dispositionem ejus-
„dem promulganda sunt, committant in soli-
„dum satisfacturos, sub pœnâ etiam revocatio-
„nis & cassationis literarum Commissionarium
„specialium ac Diplomatum; quod etiam à par-
„te Dominorum Ordinum Generalium obser-
„vandum sit.

XXVI.

„Si prædictorum Præfectorum aliquis, alter-
„utri Parti inserviens, navem interceperit prohi-
„bitis ejusmodi mercibus ut supra oneratam, fo-

„ros illius navis, in qua ea reperiri contigerit, re-
 „signare, cistas, capfas, sarcinas, aut vasa in eadem
 „referare vel disrumpere, vel partem licet mini-
 „mam mercimoniorum distrahere, transportare,
 „immutare aut modo aliquo abalienare, nisi toto
 „prius onere præsentibus Tribunalis maritimi
 „Officialibus in terram exposito, & in Inventa-
 „rium redacto nefas esto: sin autem non totum,
 „sed pars oneris duntaxat in mercibus prohibitis
 „vel contrabandis constiterit, casque Præfectus
 „navis Captori, qui eas deprehenderit extradere
 „se promptum & paratum præstet, in eo casu ca-
 „ptor navem, ut ad portum sibi commodum de-
 „flectat haud coget, quin illicò dimittet, neque
 „ullâ ratione impediet, quò minùs cursum quem
 „instituerat prosequatur.

XXVII.

„Majestas sua Suecica subditos Dominorum
 „Ordinum Generalium, ac si proprii sui subditi
 „essent, eodem favore in omnibus suis Ditioni-
 „bus prosequi volens, quæ necessaria fuerint si-
 „mul & efficacia dabit mandata, ut jus super præ-
 „dis captis administretur secundum justitiæ &
 „æquitatis normam à Judicibus omni suspitione
 „majoribus, & quorum in causâ, quæ discepta-
 „tur, nullatenus intersit. Majestas etiam sua
 „strictè dabit in mandatis, ut sententiæ jam latæ,
 „& in futurum ferendæ, executioni, prout earun-
 „dem tenor exigit, debitè mandentur, suumque
 „sortiantur effectum.

XXVIII.

„Quandocunque Dominorum Ordinum Ge-
 „neralium Legati, aliive Ministri publicâ aucto-
 „ritate muniti, in Aulâ suæ Majestatis commo-

„ rantes, querentur de iniquitate sententiarum,
„ quæ latæ fuerint, Majestas sua easdem in Confi-
„ lio suo revideri & ad examen revocari curabit,
„ ut constet, utrùm ordinationes & cautelæ in hoc
„ Tractatu præscriptæ servatæ, & debitum effe-
„ ctum sortitæ sint; curabit itidem ut huic rei
„ omninò provideatur, jusque suum cuique que-
„ relanti intra trimestre spatium reddatur, nihilo-
„ minùs ante vel post sententiam latam, pendente
„ ejusdem revisione, bona controversa vendere
„ vel exonerare nisi ex consensu eorum quorum
„ interest, quò damnum omne evitetur nullate-
„ nùs licebit.

XXIX.

„ Lite motâ inter Prædarum Captores ex unâ
„ & earundem Reclamatores ex alterâ parte, la-
„ tâque sententiâ vel decreto pro parte Recla-
„ mantis, eadem sententiâ sive decretum inter-
„ positâ cautione executioni mandabitur, Capto-
„ ris ad superiorem Judicem provocatione nulla-
„ tenus obstante; quod quidem non observabi-
„ tur ubi sententia lata fuerit contra Reclama-
„ tores. Quicquid autem præsentî & anteceden-
„ tibus Articulis de sincerâ & succinctâ justitiæ
„ expeditione Subditis & Incolis Unitarum Pro-
„ vinciarum reddendâ circa prædas à subditis Ma-
„ jestatis suæ factas, declaratum fuit, idem & à
„ Dominis Ordinibus Generalibus circa prædas à
„ suis subditis factas observabitur.

XXX.

„ Majestati suæ itidemque Dominis Ordinibus
„ Generalibus, quovis tempore liberum licitum-
„ que sit, navium tam bellicarum quàm oneraria-

„ rum constructionem & conductionem jubere ;
 „ in ditionibus locisque Partis alterius ; & pro eo
 „ numero quo ipsis visum fuerit ; emere itidem
 „ omnem & quemvis apparatus quo ad bellum
 „ opus habeant, auctoritatemque suam utrinque
 „ interponent, quò dictarum navium mercium-
 „ que & apparatus emtio & extraditio fiat justo
 „ & conveniente pretio bonæque fide, eandem
 „ autem constructionis, conductionis aut emtio-
 „ nis libertatem & facultatem concedere iis, qui
 „ alterutrius hostes sunt ; casu quo ii aggressores
 „ sint, nefas esto.

XXXI.

„ Casu quo naves sive bellicæ sive onerariæ ;
 „ tempestate aliove infortunio coactæ in rupes
 „ aut scopulos incidant, circa oras unius alteriusve
 „ Partis, ibique disrumpantur & pereant, quic-
 „ quid aut navium apparatusque earum, itidem
 „ bonorum & mercimoniorum servatum fuerit,
 „ aut pretium quod ex iis provenerit, proprieta-
 „ riis reclamatoribus aut eorum negotiorum ge-
 „ storibus intra Anni dieique spacium, absque for-
 „ mâ ullâ litis restituatur, solvendis duntaxat im-
 „ pensis quæ servandis iis factæ sunt, prout ab
 „ utrâque parte circa rei servatæ mercedem statu-
 „ tum fuerit : sin minùs Majestas sua, Dominique
 „ Ordines Generales auctoritatem suam inter-
 „ ponent, quò puniantur severè eorum subditi,
 „ qui ejusmodi inhumanitatis rei reperientur.

XXXII.

„ Majestas sua Dominiq; Ordines Generales nec
 „ in portus suos, urbes aut oppida recipiant aut si-
 „ nant, ut ullus ex Subditis aut Incolis recipiat pi-
 „ ratas aut prædones qualescunque sint, sed inve-
 „ stigent.

„stigentur, capiantur & merito supplicio pun-
„niantur & extra portus ejiciantur, omnesque
„naves, bona, & merces piraticè ab iis captæ, quæ
„existent, justis Dominis illico & absque formâ
„litis aut impensis restituantur.

XXXIII.

„Subditis & Incolis utriusque Partis, ubique in
„terris obedientiæ suæ Majestatis & Dominorum
„Ordinum Generalium, liberum sit uti Advocata-
„tis, Procuratoribus, Notariis & Sollicitatoribus
„qualibus visum ipsis fuerit, curandumque erit,
„ut intra spacium duorum Mensium post latis-
„sententias executio illarum plenissimum for-
„tiatur effectum, quo fine iidem committantur
„ab ordinariis Judicibus, si opus, & Judices ad
„illud requisiti fuerint; licitum itidem iis sit in
„locis Domicilii sui libros rationum & negotio-
„rum suorum, literarum etiam commercium ha-
„bere, eo idiomate quo ipsis visum fuerit, absque
„ullâ molestiâ aut indagatione qualicunque.

XXXIV.

„Regiæ itidem Majestati Dominisque Ordini-
„bus Generalibus liberum sit, subitorum suo-
„rum commodo, in Regno & Ditionibus utrin-
„que suis mercaturam exercentibus, Consules
„nationales ex subjectis suis instituere, qui gau-
„deant eo jure, libertate & immunitate, quæ ipsis
„ratione exercitii & functionis suæ competit, de
„loco autem constituendorum ejusmodi Consu-
„lum conveniendum sit.

XXXV.

„Majestas sua Dominique Ordines Generales

„ nequaquam permittent ut in oris , portubus &
 „ fluminibus ditionum suarum naves mercesve
 „ subditorum alterutrius capiantur à navibus bel-
 „ licis aut aliis , quæ Diplomate cujusvis Princi-
 „ pis, Reipublicæ, aut Oppidi qualiscunque, & in
 „ commodum eorum instructæ sunt , & casu quo
 „ id acciderit, Pars utraque auctoritatem suam vi-
 „ resque unitas interponent, quò damnum datum
 „ resarciatur.

XXXVI.

„ Si dehinc per inadvertentiam vel aliter conti-
 „ gerit, contraventiones vel inconvenientias ali-
 „ quas circa observantiam hujus Tractatus, à par-
 „ te siue suæ Regiæ Majestatis ejusque Successo-
 „ rum, siue Celsissimorum & Præpotentium Do-
 „ minorum Ordinum Generalium oboriri, tunc
 „ non statim propterea amicitia & bona intelli-
 „ gentia interrumpetur; sed subsistet hoc foedus
 „ omni cum effectû, procurabiturque reparatio
 „ contraventionum, & si subditi unius vel alte-
 „ rius deprehendantur in culpâ, illi soli severè
 „ punientur & castigabuntur.

XXXVII.

„ Durabit hoc foedus Navigationum & Com-
 „ merciorum annis viginti quatuor à signatura
 „ præsentium; & exhibebuntur utrinque Ratifi-
 „ cationes in debitâ formâ Stockholmiæ, intra
 „ spatium trium Mensium à die subscriptionis
 „ numerandorum, vel citiùs si fieri possit.

„ In quorum omnium & singulorum fidem
 „ majusque robur utriusque Partis Legati Extra-
 „ ordinarii & Plenipotentarii, virtute suarum
 „ Ple-

„ Plenipotentiarum, hosce mutui commercii &
„ navigationis Articulos manibus sigillisque pro-
„ priis muniverunt ac firmarunt. Quodd factum
„ Neomagi die $\frac{2}{12}$ Octobris Anni millesimi sex-
„ centesimi septuagesimi noni.

Signatum & sigillatum erat.

Benedictus Oxenstierna.

(L. S.)

H. van Beverning.

(L. S.)

Johannes Paulin Olivenkrans.

(L. S.)

W. van Haaren.

(L. S.)

T R A D U C T I O N.

T R A I T E

*de Commerce, de Navigation & de Marine, fait & con-
clu à Nimegue le $\frac{2}{12}$ Octobre 1679. entre les Ambas-
sadeurs & Plenipotentiaires de sa Majesté Suedoise
d'une part; & les Ambassadeurs & Plenipotentiai-
res des Seigneurs Etats Generaux des Provinces
Unies des Pais-Bas, de l'autre.*

Soit notoire à tous & à chacun à qui il appar-
tient ou pourra appartenir, qu'entre le Sere-
nissime & tres-Puissant Prince & Seigneur, le Sei-
gneur Charles Roy des Suedois, Gots & Wan-
dales; grand Prince de Finlande; Duc de Sca-
nie, d'Esthonie, de Livonie, de Carlie, de Bre-
men, de Verden, & Stettin, de la Poméranie, de
Cassubie & de Wandalie; Prince de Ruge; Sei-
gneur d'Ingrie & de Wismar; Comté Palatin du
Rhin; Duc de Baviere, de Juliers, de Cleves &
de Berg; & les enfans & Successeurs de sa Royale

Majesté & le Royaume de Suede, & leurs Provinces & domaines situés dedans ou dehors l'Empire, d'une part : Et les Hauts & Puissans Seigneurs, les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas, de l'autre ; une Paix sincere & perpetuelle a été faite & signée aujourd'hui ; & qu'une veritable & fidelle amitié a été rétablie entre eux, toute haine & inimitié, en vûe de ce qui s'est passé jusques-ici, étant bannie de part & d'autre : De telle sorte que chacun d'Eux sera desormais obligé d'avancer, autant qu'il pourra, l'interêt, l'honneur, & la commodité de l'autre. C'est pourquoi, sa Royale Majesté ayant fort à cœur d'affermir cette Paix & amitié, & M. M. les Etats Generaux estimans, que cela ne se peut faire plus surement, qu'en liant les sujets de l'une & de l'autre Partie par la liberté du commerce, & par des reglemens, qui entretiennent entre eux le negoce tant par Mer, que par Terre ; Afin que ce commerce extérieur & mutuel serve à augmenter le nœud & la liaison de leurs esprits, ils ont arrêté de convenir desdits reglemens necessaires, pour entretenir ensemble le negoce & la navigation. En cette consideration, l'une & l'autre Partie a commandé à ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour ce Traité de Paix : Sçavoir du côté de sa Royale M. de Suede, à L. L. E. E. M. M. Benoît Oxenstiern Comte de Korsholm & de Wasa, libre Baron de Möhrby & de Lindholm, Seigneur de Kapurie & de Kattila, Conseiller de sa Sacrée Royale Majesté, Président au grand Tribunal de Wismar, & Souverain Legislatteur d'Ingrie & de Kexholm ; & au Sieur Jean Paulin Olivenkrans, Seigneur d'Ulffhall & de Hoffmanstorp, Conseiller de S. S. Royale Majesté de Suede, Secretaire de la Chancellerie & d'Etat, & Juge ordinaire du Territoire de Widboë. Et du costé de Messieurs,

gneurs les Etats Generaux, L.L. E.E. M.M. Hierôme van Beverning, Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université de Leiden, ci-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces Unies; & à Guillaume van Haren, Grietman du Bild, Députés en l'Assemblée Generale de la part de M. M. les Etats de Hollande & de Frise. Lesquels s'étant communiqués de part & d'autre leurs Pleinpouvoirs: & ayant conféré ensemble touchant la Navigation & le Negoce, sont convenus unanimement des Articles suivans.

I.

Que le fondement & la base de ce Traité soit une entiere liberté au fait du Commerce & de la Navigation par tous les Royaumes, Etats, Domaines & Provinces, qu'ont en Europe sa Sacrée Royale Maj. Suédoise & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies: Et ce à l'égard de toutes sortes des marchandises, entant que cette liberté reciproque & absoluë, ne fera ni limitée ni bornée dans les Articles suivans.

II.

Et afin que le commerce & l'amitié soit désormais seure & libre de tout trouble & empêchement entre les sujets & habitans des susdites Parties: Il a été conclu & arrêté; Qu'en cas qu'il arrivât quelque mauvaise intelligence, rupture, ou interruption d'amitié entre sa S. R. Majesté, le Royaume de Suede; & lesdits Etats Generaux des Provinces Unies, (ce que le Ciel ne permette,) il sera permis neuf Mois après ladite rupture ausdits sujets & habitans de part & d'autre, de se retirer avec leurs biens & moyens où il leur plaira: com-

me aussi de vendre & d'aliener leurs biens meubles & immeubles avec toute sorte de liberté : sans qu'on puisse arrester ni leurs personnes ni leurs biens durant tout ce temps-là.

I I I.

Que les sujets & habitans de sadite S. Majesté & des susdits Etats Generaux n'exerceront desormais entre eux, sous quelque nom & prétexte que ce soit, ni violences, ni hostilités, ni sur Mer ni sur Terre, dans les Rivières, Rades & Eaux douces : De telle sorte que les sujets de sa Royale Majesté ne pourront prendre aucune commission ou instruction pour des armemens particuliers, ou Lettres nommées de Represailles, des Princes & Etats ennemis desdits Seigneurs Etats Generaux : ni troubler & endommager lesdits sujets & habitans des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de telles Commissions ou Lettres de Represailles, ni aller en course avec elles, sous peine d'être poursuivis & châtiés comme Pirates. Ce qui sera reciproquement observé par les sujets des Provinces Unies, à l'égard des sujets de sa Majesté.

Et seront à cette fin toutes & quantes fois, que cela sera requis de part & d'autre dans les Terres de l'obeissance de sadite Majesté, & dans les Provinces Unies, publiées & renouvelées deffenses tres-expresses & tres-précises, de se servir en aucune maniere de telles Commissions ou Lettres de Represailles, sous la peine susmentionnée, qui sera exécutée severement contre les Contrevenans, outre la restitution pleine & entiere, ausquelles ils seront tenus envers ceux auxquels ils auront causé aucun dommage.

I V.

Toutes Lettres de Represailles , qui pourroient avoir été ci-devant accordées pour quelque cause que ce soit , sont declarées nulles : & n'en pourra être ci-après donné par l'un desdits Alliés, au préjudice des sujets de l'autre ; si ce n'est seulement en cas de manifeste déni de justice, lequel ne pourra être tenu pour verifié, si la Requête de celui qui demande lesdites Represailles, n'est communiquée au Ministre, qui se trouvera sur les lieux, de la part de l'Etat, contre les sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre Mois, ou plutôt s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de justice qui sera dû.

V.

Ne pourront aussi les particuliers Sujets de sa Majesté estre mis en action ou arrest, en leurs personnes & biens, pour aucune chose que sa Majesté peut devoir ; Ni les particuliers sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, pour les debtes publiques desdits Etats.

V I.

Les Sujets, & Habitans des Pais de l'obeïssance de sa Majesté, & des Seigneurs Etats Generaux, vivront, converseront, & frequenteront les uns avec les autres en toute bonne amitié & correspondance ; & jouiront entre eux de la liberté du Commerce & Navigation dans l'Europe, dans toutes les limites des Pais de l'un & de l'autre, de toutes sortes de marchandises & denrées, dont le commerce & le transport n'est deffendu generalement & universellement à tous, tant sujets qu'étrangers, par les loix & ordonnances des Etats de l'un & de l'autre,

V I I.

Et pour cet effet, les sujets de sa Majesté & ceux desdits Etats Generaux pourront franchement & librement frequenter avec leurs marchandises & navires les Pais, Terres, Villes, Ports, Places & Rivieres de l'un & de l'autre Etat, y porter & trafiquer de toutes sortes de marchandises, dont l'entrée, sortie & transport ne sera deffendu en vertu du precedent Article; sans que cette liberté reciproque puisse être deffenduë, limitée ou rétreinte par aucun Privilege, Océtoy, ou aucune concession particuliere: Et sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de concéder, ou de faire à leurs sujets des immunités, benefices, dons gratuits, au autres avantages par dessus ceux de l'autre, ou à leur préjudice; le tout sauf les droits & privileges des Villes & des Ports. Et par ce moyen cesseront toutes sortes de charges & d'inégalités, qui se trouveront être introduites par constitutions, arrest ou coûtume, depuis l'an mil six cens cinquante-six, pour diminuer ou rétreindre cette liberté reciproque. Et spécialement, il sera permis en tout temps & à toute heure aux sujets des Provinces Unies, qui se trouveront sur les Terres de S. R. M. de Suede, de garder du sel, du houbelon, des harans, & toutes autres sortes de denrées, dans des celiers, ou endrois vulgairement nommez *Pack-huys*, & de les exposer en vente: Les sujets de l'un & de l'autre Etat étant obligés de payer les peages & impositions, entrées, sorties & autres droits, qui ont été imposés, par S. R. M. ou par les Seigneurs Etats Generaux, chacun dans ses Terres & Pais, ou qui le seront à l'avenir. Et afin que le payement desdits peages & impositions se fasse d'une maniere fixe & arrestée de part & d'autre,

il a

il a été conclu & arrêté, que lesdits sujets de part & d'autre ne seront point tenus de payer, sur les Terres l'un de l'autre, plus grands, ou autres droits, cliarges, gabelles ou impositions quelconques sur les personnes, biens, denrées, navires ou frets d'iceux, soit à l'entrée ou à la sortie, ni avec distinction de monnoie, directement ni indirectement, sous quelque nom, titre, ou prétexte que ce puisse être, que ceux qui seront payés par les propres & naturels sujets de l'un & de l'autre: Ni ne fera non plus licite à l'une & l'autre des Parties, d'octroyer à ses sujets au préjudice de cette liberté mutuelle, & des sujets de l'autre Etat, des benefices, immunités, dons gratuits, ou prérogatives: Et pour cet effet cesseront tous & chacun de ces peages & imposts, établis depuis l'année mil six cens cinquante-six dans les ports de Riga, de Revalie, & autres dépendances de Suede, dans la Mer Balthique, sur les navires Hollandois, quoy qu'ils n'eussent aucun fret, & ne portassent nulle marchandise: à quoy les navires Suedois n'étoient nullement obligés. Et parce qu'on a introduit en Suede, par l'Ordonnance du 8 Decembre 1645. à l'égard des peages, quelque inégalité entre les navires chargés de marchandises, en faisant difference des navires de guerre & de charge des sujets de Suede, & de ceux des étrangers; on est convenu que dans l'Esthonie, la Livonie, l'Ingrie, & dans les ports de la Pomeranie, de Meklebourg, & dans tous les Pais, Terres & Provinces (excepté le Royaume de Suede & la Finlande) qui sont sous la domination de S. R. M. ou qui pourront y être à l'avenir, il n'y aura plus de difference entre les navires des sujets de S. R. M. & les habitans des Provinces Unies: de telle sorte que nul des habitans des Provinces Unies ne soit obligé de payer autres ou plus grands droits pour les

les marchandises ou denrées qu'ils transportent dans leurs navires sur les Terres de Suede, ou pour celles qu'ils en remportent, que ceux que paient les propres & naturels sujets de Suede. Que pour le Royaume de Suede & le grand Duché de Finlande, la difference entre lesdits navires, à l'égard du payement des peages pour les marchandises & denrées, subsistera & sera telle que porte la taxe, qui fut imprimée & publiée l'an 1668. excepté seulement ces quatre sortes de marchandises, sçavoir le bois, le blé, la poix dure & liquide, & la cendre; dans le debit desquelles on gardera entre les sujets de sa Majesté Suedoise & les habitans des Provinces Unies, à l'égard des navires de charge, ce que porte la taxe de l'année mil six cens cinquante-neuf. De telle sorte qu'on ne regarde nullement, si les marchandises sont aux sujets de Sa Majesté, ou aux Seigneurs Etats Generaux: cette difference ne subsistant que pour les navires seulement; encore ne pourra-t-elle s'étendre au de-là des taxes susdites, sçavoir sur les quatre sortes de marchandises, dont on vient de parler, au de-là de la taxe de l'année mil six cens cinquante neuf: & sur tout le reste au delà de la taxe de l'année mil six cens soixante-huit. Que si l'on avoit mis depuis sur les navires ou marchandises de nouvelles impositions, ou si l'on en mettoit à l'avenir, on y gardera telle égalité, que la difference susdite n'en devienne jamais plus grande; & que tous les changemens, qui se feront à l'égard des marchandises & navires, soient égaux entre les Suedois & ceux des Provinces Unies. Et afin qu'il conste, combien chacun devra donner pour ses marchandises & denrées, soit pour celles qu'il portera tant en Suede & en Finlande, ou qu'il en enlevera, suivant la difference susdite touchant les navires, qu'aux autres Provinces de Suede, & aux
Pays

Pays des Seigneurs Etats Generaux ; Et afin que l'on sçache la taxe & l'impôt que doit chaque chose : S. M. & les Seigneurs Etats Generaux auront soin de part & d'autre de faire imprimer des placats, où tout le monde puisse voir ce qu'on est obligé de payer pour chaque marchandise. Quant aux navires de guerre, ceux-là seront estimés tels, lesquels seront munis de vingt-quatre pièces de canon : & qui seront faits & construits de la manière qu'ont accoutumé d'être faits les navires de guerre du port de vingt-quatre pièces de canon : & dont les canons seront du poids & de la grandeur, dont on a coutume de se servir dans les navires de guerre.

Davantage, il a été convenu & arrêté pour règle generale, que les sujets de Sa Majesté jouiront sur les lieux & terres, qui relevent des Seigneurs Etats Generaux, à l'égard de tous droits, touchant les peages & impositions, les personnes, marchandises, denrées & navires le paiement des passages, la navigation & le commerce, au moins des mêmes privileges, libertés, immunités, concessions : & qu'il leur sera fait à l'avenir la même grace & faveur en tout & par tout, dont ont coutume de jouir les plus singuliers amis étrangers.

VIII.

Les navires de guerre de l'un & de l'autre trouveront toujours les rades, ports & rivières libres & ouverts, pour entrer & demeurer à l'ancre tant qu'il leur sera nécessaire ; à la charge néanmoins d'en user avec discretion, & de ne donner aucun sujet de jalousie par un trop long & affecté séjour, ni autrement aux Gouverneurs desdits ports & Places ; auxquels les Capitaines desdits navires feront sçavoir la cause de leur arrivée & de leur séjour.

IX.

Les navires de guerre de sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, & ceux de leurs sujets, qui auront été armés en guerre, pourront en toute liberté conduire les prises, qu'ils auront faites sur leurs ennemis, où bon leur semblera, sans être obligés à aucuns droits, soit des Sieurs Amiraux ou d'aucuns autres : sans qu'aussi lesdits navires, ou lesdites prises entrans dans les havres ou ports de sa Majesté, ou des Seigneurs Etats Generaux puissent être arrêtés ou saisis ; ni que les Officiers des lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites prises ; lesquelles pourront sortir, & être conduites franchement & en toute liberté aux lieux portés par les commissions, dont les Capitaines desdits navires de guerre seront obligés de faire apparoir : Et au-contraire ne sera donné asile ni retraite dans leurs ports ou havres à ceux, qui auront fait des prises sur les sujets de sa Majesté ou des Seigneurs Etats Generaux, mais y estans entrés par necessité de tempête, ou peril de la Mer, on les fera sortir le plutôt qu'il sera possible ; excepté néanmoins les navires de part & d'autre, auxquels les Alliances précédentes avoient permis l'entrée dans les ports de l'un & de l'autre.

X.

Les sujets ou habitans des Provinces Unies, qui viendront à mourir dans les Royaumes & Provinces de sa Majesté, jouissans des droits & prérogatives de Suede, sans hoirs de leurs corps & sans heritiers, ou sans avoir nommé un executeur de leurs dernières volontés ; les Magistrats des lieux, où ils seront decedés, seront obligés de tenir registre de leurs marchandises, argent, debtes, & de gar-

garder leurs livres de comptes avec leurs écrits & documens signés & scellés par un Notaire & ses témoins, & incontinent après la mort du défunct, d'en donner avis par deux fois au Magistrat de la Ville ou du lieu où le defunct faisoit son domicile, & où il avoit droit de bourgeoisie ; Afin que ledit Magistrat fasse sçavoir à l'heritier legitime la necessité de venir dans l'an & jour, recueillir l'heritage qui lui est écheu dans le Royaume de Suede, & dans sesdites Provinces ; à commencer du jour qu'il aura appris cette mort, dont il donnera aussi-tôt avis au Magistrat de cette Ville ; où s'il arrive dans le temps prescrit, après avoir montré par bonnes & infaillibles preuves, qu'il est le legitime heritier, devant le Magistrat de la Ville ou du lieu que le defunct habitoit, avant qu'il allât en Suede, il pourra aller recueillir ladite succession ; De telle sorte neanmoins, que si le défunct étoit bourgeois & sujet de S. M. l'heritier sera tenu de payer le droit ordonné, (pourvû que ce paiement n'excede pas la troisième Partie de l'heritage,) à la Ville où le défunct est decedé, avant que d'avoir transporté ses biens hors de la Ville & du Royaume, ou de les avoir debités dans le Royaume ; tous autres droits qui avoient contume de resulter de tels heritages à S. M. & à son Royaume cessans & étans de nul effet. Que si le défunct n'étoit que facteur ou commis de quelqu'un des sujets ou habitans des Seigneurs Etats Generaux ; le Magistrat du lieu où il est decedé sera pareillement tenu, d'en donner avis par deux ordinaires au Magistrat de la Ville, où le facteur decedé avoit notifié demeurer le propriétaire des marchandises qu'il debitoit ; ou pourvû qu'on l'apprenne par les moyen des livres ou papiers du défunct, ou par autres instructions certaines ; de maniere qu'on puisse avertir le veritable propriétaire de
quelle

quelle necessité il est , qu'il aille recouvrer ses biens & effets. Que s'il y va en personne ou par procureur, après avoir montré par bonnes & suffisantes preuves, qu'il est le propriétaire des biens trouvés après la mort dudit facteur; Il luy sera permis de redemander & recueillir tous ses effets, & de les debiter ou emporter sans perte ny dommage. Les sujets de Sa Maj. auront le même privilege dans les Etats des Provinces Unies, & jouiront des mêmes droits & privileges, tant à l'égard des successions qui leur y peuvent survenir, que des marchandises & biens, qu'on auroit fiés aux commis. Les Magistrats du lieu, où le propriétaire ou son Facteur seront decedés, étans tenus de faire sçavoir par deux diverses lettres au Magistrat du lieu, où l'heritier ou le propriétaire font leur séjour, qu'il leur est necessaire d'aller recueillir ce qui s'est trouvé chés le Facteur; ce qu'ils pourront faire sans détourbier suivant les lois & les coutumes du Pais; & à quoy il sera obligé de tenir main forte.

XI.

Les navires chargés de l'un des Alliés, passans devant les côtes de l'autre, & relâchans dans les rades ou ports par tempête ou autrement, ne seront contraints d'y décharger ou debiter leurs marchandises, ou partie d'icelles, ni tenus d'y payer aucuns droits; sinon lors qu'ils y déchargeront des marchandises volontairement & de leur gré. Etant néanmoins licite, avec la permission des Officiers de l'Amirauté, de payer & de vendre telle quantité de ces marchandises, qu'il est nécessaire pour radoubier & ravitailler le navire. Et en tel cas, toute la charge dudit navire ne sera pas sujette au peage, mais cctte seule portion qui aura esté déchargée & vendüe.

XII. Les

XII.

Les Maîtres des navires, leurs Pilotes, Officiers & Soldats, Matelots, & autres gens de Mer; les navires mêmes, ni les denrées & marchandises dont ils seront chargés, ne pourront estre saisis ni arrestés, en vertu d'aucun ordre general ou particulier de qui que ce soit, ou pour quelque cause ou occasion que ce puisse être. Et generalement rien ne pourra être pris ni extorqué par violence aux sujets de part & d'autre, que du consentement de ceux à qui il appartiendra, & en payant les choses qu'on desirera d'eux. En quoy toutefois n'est entendu de comprendre les saisies & arrests faits par ordre & autorité de la Justice, & par les voyes ordinaires & pour loyales debtes ou delicts; pour raison desquels il sera procedé par voye de droit selon la forme de la Justice.

XIII.

Tous les sujets & habitans de Suede & des Provinces Unies pourront en toute seureté & liberté naviger avec leurs vaisseaux, & trafiquer avec leurs marchandises, sans distinction de qui puissent être les propriétaires d'icelles, de leurs ports, Royaumes & Provinces, & même des Ports & Royaumes des autres Etats ou Princes, vers les places de ceux qui sont déjà ennemis declarés, tant de la Suede que des Provinces Unies, ou de l'un des deux, ou qui pourroient le devenir. Comme aussi les mêmes sujets & habitans pourront avec la même seureté & liberté naviger avec leurs vaisseaux, & trafiquer avec leurs marchandises, sans distinction de qui puissent être les propriétaires d'icelles, des Lieux, Ports & Rades, de ceux qui sont ennemis de l'un & de l'autre desdites Parties,

ou

ou de l'un des deux en particulier, sans contradiction ou détournement de qui que ce soit ; non seulement à droiture desdites Places ennemies vers un lieu neutre ; mais aussi d'une Place ennemie à l'autre : soit qu'elles se trouvent situées sous la juridiction d'un même Souverain, soit qu'elles le soient sous divers. Et généralement il sera permis auxdits sujets & habitans, de confier avec la même liberté & seureté aux navires allans d'un lieu ennemi à un lieu neutre, ou de les transporter d'un lieu ennemi à un autre, soit que ces lieux soient situés sous la juridiction d'un même Souverain ou qu'elles le soient sous divers.

X I V.

Ce transport & ce trafic s'étendront à toutes sortes de marchandises, à la réserve de celles qui sont exprimées dans l'Article suivant, & qu'on nomme de Contrebande.

X V.

En ce genre de marchandises de Contrebande s'entendent seulement être comprises toutes sortes d'armes à feu & autres assortimens d'icelles, comme canons, mousquets, mortiers, petards, bombes, grenades, faucilles, cercles poissés, affûts, fourchettes, bandolieres, poudre, méche, salpêtre, bales, piques, épées, morions, casques, cuirasses, hallebardes, javelines, chevaux, sellés de cheval, tourreaux de pistolets, baudriers, & autres assortimens servans à l'usage de la guerre.

X V I.

Ne seront compris dans ce genre de marchandises de Contrebande ; les fromens, blés & autres grains.

grains, legumes, huiles, vins, sel, ni generalement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie; ni pareillement le fer, le cuivre, l'airain, & ce qui s'emploie necessairement à la construction des navires, comme le chanvre, la toile dont on fait les voiles; toute sorte de poix sèche & liquide, mats & autre bois mis en œuvre, aix ou planches de navires, cables, ancrs ou partie d'iceux: ni aucunes des marchandises, qui n'ont point la forme des instrumens propres pour se battre par Mer ou par tetre. Beaucoup moins celles qui sont faites & destinées à un autre usage, lesquelles seront reputées entre les marchandises libres, tout de même que celles, non comprises dans l'Article qui precede immediatement celui-ci; estant permis aux sujets de part & d'autre de les transporter en toute liberté, même aux lieux ennemis, sauf aux Villes & Places assiegées, bloquées & investies.

XVII.

Pour l'execution de ce que dessus, il a été accordé qu'elle se fera en la maniere suivante: sçavoir, que les navires & barques, avec les marchandises des sujets de sa Majesté, étans entrés dans quelques havres des Seigneurs Etats Generaux, & voulans de-là passer à ceux des ennemis, seront seulement obligés de montrer aux Officiers des havres, d'où ils partiront, leurs Passeports, contenant la specification de la charghe de leurs navires, attestés & marqués du Scel & Seing ordinaires & reconnus des Officiers des lieux, d'où ils seront premierement partis, avec la Declaration du lieu où ils seront destinés. Le tout en forme ordinaire & accoutumée. Après laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne
pour-

pourront être inquiétés, ni recherchés, detenus, ni retardés en leur voyage, sous quelque prétexte que ce soit.

X V I I I.

Il en fera usé de même à l'égard des navires & barques Suedoises, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obeissance desdits Seigneurs Etats, sans vouloir entrer dans les havres, ou y entrans, sans toutefois vouloir débarquer, ou rompre leurs charges, lesquels ne pourront être obligés de rendre compte de leur cargaison : qu'en cas qu'il y eût soupçon qu'ils portaient aux ennemis desdits Seigneurs Etats des marchandises de Contrebande, comme il a été dit ci-dessus.

X I X.

Et audit cas de soupçon apparent lesdits sujets & habitans de Suede seront obligés de montrer dans les Ports leurs Passeports en la forme ci-dessus spécifiée.

X X.

Que si lesdits navires Suedois étoient entrés dans les Rades, ou étoient rencontrés en pleine Mer par quelques navires desdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers leurs sujets ; lesdits navires des Provinces Unies, pour éviter tout desordre, n'approcheront pas plus près de Suedois que de la portée du Canon ; & pourront envoyer leur petite barque ou chaloupe au bord des navires Suedois, & faire entrer dedans deux ou trois hommes seulement, à qui seront montrés les Passeports, par le Maître ou Patron desdits navires Suedois, en la maniere spécifiée dans les Articles pré-

cedens ; selon le Formulaire des Lettres de Mer, qui sera inseré à ce Traité. Par lesquels Passeports & Lettres de Mer, il puisse apparoir non seulement de sa charge, mais aussi du lieu, de la demeure & residence, tant du Maître & du Patron, que du navire mesme. Afin que par ces deux moyens on puisse connoître, s'ils portent des marchandises de Contrebande ; & qu'il apparaisse suffisamment, tant de la qualité dudit navire, que de son Maître & Patron. Ausquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entiere foy & creance. Et afin que l'on en connoisse d'autant mieux la validité, & qu'elles ne puissent estre contrefaites, seront donnés certificats & contreseings de sadite Majesté, & desdits Seigneurs Etats Generaux.

X X I.

Et en cas que dans lesdits vaisseaux Suedois, destinés vers les havres des ennemis desdits Seigneurs Etats, se trouvent par les moyens susdits quelques marchandises, de celles qui sont ci-dessus déclarées de contrebande & deffenduës : Elles seront déchargées, dénoncées & confisquées par devant les Juges de l'Amirauté des Provinces Unies, ou autres competens ; sans que pour cela le navire, ou autres biens & marchandises libres & permises, retrouvées au même navire, puissent être en aucune façon saisies, ni confisquées.

XXII.

Il a été aussi convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les sujets de sa Majesté dans les navires des ennemis desdits Seigneurs Etats Generaux ; bienque ce ne fût marchandises de contrebande, sera confisqué, avec tout ce qui se trou-

véra audit navire, sans exception ni réserve. Mais d'ailleurs aussi sera libre, tout ce qui sera & se trouvera dans les navires appartenans aux sujets de sa Majesté Suedoise: Encore que le charge ou partie d'icelle fût aux ennemis desdits Seigneurs États; sauf les marchandises de Contrebande, à l'égard desquelles on se reglera, selon ce qui en a été dit dans les Articles précédens. Et pour éclaircir plus particulièrement cet Article, il est accordé & convenu, que s'il arrivoit, que les deux Parties, ou l'une d'icelles fussent engagées en guerre: les effets, appartenans aux sujets de l'autre Partie, étans trouvés dans les navires de ceux qui sont devenus ennemis de tous les deux, ou de l'une des Parties, ne pourront nullement être confisqués, à raison ou sous prétexte de cet embarquement dans le navire ennemi. Et cela s'observera, non seulement quand lesdites marchandises y auront été chargées avant la Declaration de la guerre, mais même quand cela sera fait après ladite Declaration: pourvu que ç'ait été dans le temps & les termes qui s'ensuivent: Sçavoir si elles ont été chargées dans la Mer Balthique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norwegue, jusques au bout de la Manche dans l'espace de six Semaines après cette Declaration: & de deux Mois depuis ladite Manche, jusqu'au détroit de Gibraltar. Et de là dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne, dans l'espace de dix Semaines. Et au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde, dans l'espace de huit Mois: Tellement que les marchandises & biens des sujets & habitans de sa Majesté Suedoise, chargés dans les navires des ennemis desdits États, ne pourront nullement être confisqués, durant les termes & dans les étendues susnommées, à raison du navire qui est ennemi; mais seront restitués aux propriétaires

sans

sans aucun delay: si ce n'est qu'elles aient été chargées après l'expiration desdits termes. De telle sorte néanmoins, qu'il ne soit nullement permis de porter vers les Ports ennemis telles marchandises de Contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel navire ennemi; quoy-quelles fussent renduës par la susdite raison. Et comme il a esté stipulé ci-dessus, que les navires libres affranchiront les marchandises, dont ils seront chargés: Il a esté deplus convenu & accordé, que cette liberté s'estendra aussi aux personnes, qui se trouveront en un navire libre; à tel effet, que quoy-qu'elles fussent ennemies de l'une ou de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, se trouvant néanmoins dans un navire libre, elles n'en pourront estre tirées: si ce n'est que ce fussent Gens de Guerre, & effectivement dans le service desdits ennemis.

Deplus les sujets & habitans de l'une & de l'autre Partie pourront avoir la liberté du commerce des Lettres, avec les ennemis de l'une ou de l'autre Partie, ou de l'une d'icelles, de maniere que si cela ne se peut, qu'en passant sur les Terres de ces ennemis, le passage leur soit libre & exempt de tout détournier, nul ne pouvant le deffendre ni l'empêcher: De telle sorte néanmoins qu'en tel cas, il soit permis de convenir du moyen de transporter ces Lettres.

XXIII.

Tous les sujets & habitans des Provinces Unies, jouiront reciproquement des mêmes droits, libertés & exemptions dans leur négoces & commerces, tant dans les Ports & Rades, que dans les Mers & Etats de sadite Majesté; Ce qui vient d'estre dit, que les sujets de sa Majesté jouiront

en ceux desdits Seigneurs Etats & en haute Mer, se devant entendre, que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre. Et mesme en cas que ci-après lesdits Seigneurs Etats fussent en Paix, amitié & neutralité avec aucuns Roys, Princes & Etats, qui devinssent ennemis de sadite Majesté & du Royaume de Suede, chacune des deux Parties devant user reciproquement des mesmes conditions & restrictions exprimées aux Articles precedens.

XXIV.

Et pour assurer davantage les sujets desdits Seigneurs Etats, qu'il ne leur sera fait aucune injure par les vaisseaux de guerre de sadite Majesté; sera fait deffense à tous Capitaines des vaisseaux du Roy & autres sujets de sa Majesté, de ne les molester ni endommager en aucune chose que ce soit, sur peine d'être tenus en leurs personnes & biens des dommages & interets soufferts, & à souffrir jusqu'à la due restitution & reparation. Ce qui sera reciproquement observé du costé des Seigneurs Etats.

XXV.

Et pour cette cause seront d'oresnavant tous Capitaines & Armateurs obligés, avant que de recevoir leurs Patentes & Commissions, de bailler caution bonne & solvable, par devant Juges competans, de la somme de quinze mille florins, ou de six mille écus, pour répondre chacun d'eux solidairement, des mal-versations qu'ils pourroient commettre en leurs courses: & pour la contravention de leurs Capitaines & Officiers au present Traité, & aux Ordonnances & Edits de sa Majesté

Suc.

Suedoise, qui seront publiés en vertu & en conformité de la disposition d'iceluy ; sur peine de décheance & de nullité desdites Commissions & congés. Ce qui sera pareillement pratique par les sujets desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXVI.

S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines de l'une & de l'autre Partie, fit prise d'un vaisseau chargé desdites marchandises de Contrebande, comme dit est; ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir, ni rompre les coffres, malettes, bales, bougettes, tonneaux & autres caisses, ou en transporter quoyque ce soit, vendre ou échanger, on autrement aliener, qu'elles n'aient été descenduës à terre en présence des Juges de l'Amirauté; & après Inventaire par eux fait desdites marchandises. Si ce n'est que lesdites marchandises de Contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Maître ou Patron du navire trouvaît bon & agréast de livrer lesdites marchandises à celuy qui les auroit prises, & de poursuivre son voyage. Auquel cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché, de poursuivre sa route & le dessein de son voyage.

XXVII.

Sadite Maj. voulant, que les sujets des Seigneurs Etats Generaux soient traités dans tout le Pais de son obeïssance aussi favorablement que ses propres sujets, donnera tous les ordres nécessaires, pour faire que les jugemens & arrests, qui seront rendus sur les prises, qui auront été faites sur Mer, soient donnés avec toute justice & équité, par personnes non suspectes ni interessées au fait dont sera question. Et donnera sa Majesté des ordres precis

& efficaces, afin que les ordres de Justice, déjà donnés & à donner, soient promptement & dûement exécutés selon leurs formes.

XXVIII.

Et lors que les Ambassadeurs des Seigneurs Etats Generaux, ou quelque autre de leurs Ministres publics, qui seront à la Cour de sa Majesté, feront plainte desdits jugemens qui auront été rendus : Sa Majesté fera revoir lesdits jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & précautions contenuës au présent Traité, auront été suivies & observées, Et pour y faire pourvoir selon la raison ; ce qui sera fait dans le temps de trois Mois au plus. Et neanmoins avant le premier jugement ni après iceluy, pendant la revision, les biens & effers, qui seront réclamés, ne pourront estre vendus ni déchargés, que du consentement des Parties interessées, pour éviter le déperissement desdites marchandises.

XXIX.

Quand procès sera mû contre ceux, qui auront fait des prises en Mer & les interessés en icelles, & que lesdits interessés viendront à obtenir un jugement ou arrest favorable, ledit jugement ou arrest aura son execution sous caution, non obstant l'appel de celuy qui aura fait la prise ; ce qui neanmoins n'aura point de lieu, quand tel jugement sera donné contre les interessés. Et ce qui est dit au present Article & aux précédens, pour faire rendre bonne & briève Justice aux sujets des Provinces Unies sur les prises faites en Mer, par les sujets de S. M. sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Generaux, à l'égard des prises faites par leurs sujets sur ceux de sa Majesté.

XXX. Sa

XXX.

Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux, pourront en tout temps faire construire & freter dans les Pais l'un de l'autre, tel nombre de navires, soit pour la guerre, ou pour le Commerce, que bon leur semblera. Comme aussi acheter telle quantité de munitions de guerre, qu'ils auront besoin : & emploieront leur autorité, à ce que lesdits marchés de navires & achats de munitions se fassent de bonne foy & à prix raisonnables ; sans que Sa Majesté ni les Seigneurs Etats Generaux puissent donner la mesme permission aux ennemis de l'un ou de l'autre ; en cas que lesdits ennemis fussent attaquans ou agreffeurs.

XXXI.

En cas que des navires de guerre ou de Marchands échoüent par tempeste ou autre accident aux côtes de l'un ou de l'autre Allié ; lesdits navires, appareils, biens & marchandises, & ce qui sera sauvé, ou le provenant, si les marchandises peries ont esté vendues. Le tout estant reclamé par les propriétaires, ou autres ayant charge & pouvoir d'eux ; dans l'an & jour sera restitué sans forme de procès, en payant seulement les frais raisonnables, & ce qui sera réglé entre lesdits Alliés pour le droit de sauvement. Et en cas de contravention au present Article, Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux promettent d'employer leur autorité, pour faire severement punir ceux de leurs sujets, qui seront trouvez coupables de telles inhumanités.

XXXII.

Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux

ne recevront, & ne souffriront, que leurs sujets reçoivent dans nul des Païs de leurs obeïssance aucuns pirates & forbans, quels qu'ils puissent estre; mais il les feront poursuivre, punir & chasser de leurs Ports. Et les Navires depredés, comme les biens pris par lesdits pirates & forbans, qui se trouveront en estre, seront incontinent & sans forme de procès restitués franchement aux propriétaires qui les reclameront.

XXXIII.

Les sujets & habitans de part & d'autre, pourront par tout dans les Terres de l'obeïssance dudit Seigneur Roy & desdits Seigneurs Etats Generaux, se servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires & Solliciteurs, que bon leur semblera; les uns & les autres ayant soin, que deux Mois après les jugemens & arrests donnés ayent leur plein & entier effet. A quoy aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & que lesdits Juges en seront requis. Et sera permis auxdits sujets & habitans de part & d'autre, de tenir, dans les lieux où ils feront leur demeure, les livres de leur trafic & correspondance, en telle langue que bon leur semblera, sans que pour ce sujet, ils puissent estre inquietés ni recherchés.

XXXIV.

Ledit Seigneur Roy, comme aussi lesdits Seigneurs Etats Generaux, pourront établir pour la commodité de leurs sujets trafiquans, dans le Royaume & dans les Etats l'un de l'autre, des Consuls de la Nation de leursdits sujets: Lesquels jouiront des droits, libertés & franchises, qui leur appartiennent par leur exercice & employ. Et l'établissement en sera fait aux lieux & endroits, où de commun consentement il sera jugé nécessaire.

XXXV.

Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux ne permettront en nulle maniere, qu'aucun vaisseau de guerre, ni autre équipé pour la commission, & pour le service d'aucun Prince, Republique ou Ville que ce soit, vienne faire aucune prise dans les Ports, Havres, ou aucunes rivières qui leurs appartiennent sur les sujets de l'un & de l'autre ; & en cas que cela arrive, sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, emploieront leur autorité & leurs forces, afin d'en faire la restitution ou reparation.

XXXVI.

S'il survenoit, par inadvertence ou autrement, quelques inobservations ou contraventions au present Traité, de la part de sadite Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux & leurs Successeurs ; il ne laissera pas de subsister en toute sa force ; sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confederation, amitié & bonne correspondance ; mais on reparera promptement lesdites contraventions. Et si elles procedent de la faute de quelques particuliers sujets, ils seront seuls punis & châtiés.

XXXVII.

Le present Traité de Commerce, de Navigation & de Marine durera vingt & quatre ans, à commencer du jour de la signature des Presentes, & les Ratifications en seront données en bonne forme à Stockholm dans l'espace de trois Mois ; à commencer du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut.

Et pour plus grande assurance & observation

730 *Memoires & Negotiations*
infallible de tout ce que dessus, les Ambassadeurs
Extraordinaires & Plenipotentiaires de part &
d'autre, ont signé les presens Articles & y ont ap-
pliqué leurs sceaux.

Fait & passé à Nimégue ²/₁₂ Octobre, 1679.

(L.S.) Benoit Oxerstiern. (L.S.) H. van Beverning.

(L.S.) Johan Paulin Olivvenkrans. (L.S.) W.v. Haren.

F O R M V L A

Litterarum Maritimarum à parte Sueciæ,
juxta Articulum vigesimum præce-
dentis Commerciorum Tractatus.

U Niuersis & singulis hæc nostras Patentes
Literas visuris, lecturis vel legi audituris,
Serenissimis ac Potentissimis, Celsissimis, Illustrissi-
mis, Illustribus, Generosis, Nobilibus, Strenuis, Spe-
ctabilibus, Honestis, & Prudentibus, Imperatoribus,
Regibus, Rebuspublicis, Principibus, Ducibus, Co-
mitibus, Baronibus, Nobilibus, Consulibus & Scabi-
nis Civitatum, ut & omnibus Gubernatoribus, Judi-
cibus & Officialibus, Provinciarum & Locorum Mu-
nitorum & non Munitorum, Portuumque Custodibus,
Nos Consules & Senatus Civitatis N. N. notum
testatumque facimus, quod in confesso nostro com-
paruerit Navarchus N. N. ex Civitate N. &
solemni juramento suo declaraverit, navem nomine
..... circiter lastarum capacem,
cui jam præest, pertinere ad Sacræ Regiæ Majestatis
Sueciæ Regis & Domini nostri Clementissimi, Regna
& Provincias ita verè illum Deus adjuvet. Et cum
dictum Navarchum libenter promotum cupiamus in
justis suis rebus & negotiis, ideò Univerſim ab om-
nibus prænominatis & speciatim ab eorum singulis,
quocum-

quocunque dictus Navarchus cum navis & onere suo accesserit & pervenerit, habitâ ratione status, honoris & conditionis cujusque, decenter requirimus; ut hunc Navarchum benigne suscipere, & meliore, quo par est, modò tractare velint, permittentes ipsi, consuetâ jurâ & vectigaliâ solventi, in itinere, transitu & reditu illorum Portus, Fluvios & Ditiones invisere & frequentare, ibique sua negotia & mercaturam agere & exercere, prout ei commodum & conveniens visum fuerit, quod erga unumquemque pro merito gratè retribuire parati erimus. In cujus fidem hæc Civitatis nostræ sigillo & Notarii ejusdem propriâ subscriptione muniri & firmari curavimus. Quod actum die Mense
Anno post natum Salvatorem.

TRANSLATION.
FORMULAIRE

Des Lettres, qui se doivent donner dans les Ports de
Mer de Suede, aux Navires & Barques qui
en sortiront, suivant l'Article xx.
du present Traité.

AUX Serenissimes, Tres-Illustres, Tres-Puissans, Honorables & Prudens Seigneurs Empereurs, Roys, Republiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Consuls, Echevins, Juges, Officiers & Regens de toutes bonnes Villes & Places fortifiées & non fortifiées; comme aussi aux Gardes des Ports, lesquels ces presentes Lettres verront ou liront, Nous Consuls & le Senat de la Ville de sçavoir faisons, que
Maître du navire compa-
roissant devant nous, a déclaré par serment so-
lemnel, que ledit Navire, grand environ de
Lastes, sur lequel il est maintenant le
Maître, appartient aux inhabitants des Royaumes
H h 6 & Pro-

& Provinces de Sa S. R. M. de Suede, nostre bon Maître & Seigneur! Ainsi Dieu le veuille aider. Et comme Nous verrions volontiers ledit Maître de navire aidé dans ses justes affaires, Nous vous requérons tous en general & en particulier, en quelque endroit, que le susdit Maître arrive avec son navire & sa charge, qu'il vous plaise le recevoir benignement, & traiter duëment selon son rang & sa condition, le souffrant suivant les droits accoutumés des peages & frais, dans, par, & auprès de vos Ports, Rivieres & Domaines, & le laissant naviger, passer, frequenter & negotier où il trouvera à propos; ce que volontiers Nous reconnoissons. En foi de quoi Nous y avons fait apposer le Sceau de nostre Ville, & le Seing d'un Notaire y approuvé, à le jour de *le Mois de* l'an mil six cens

F O R M U L A

Contrasignationis Suecicæ.

NOs *certificamus hisce, quòd hæ præsentès Litæ Maritimæ sint verè & certò concessæ & extraditæ à competentibus Consulibus & Senatu Civitatis & quòd ut genuinæ, respectuque sigilli & subscriptionis suæ Authenticæ, apud omnes & singulos, ad quos quovis modo pertinere poterit, plenum suum vigorem & effectum obtinere merito debeant. Datum loco* *die* *Mense* *anno.*

TRADUCTION.
F O R M U L A I R E

Du Contreseing de Suede.

NOus certifions à quiconque
il appartiendra, que ces présentes Lettres
touchant la Marine, ont esté véritablement &
certainement accordées & baillées par Consuls
competens, & par le Senat de la Ville de
qu'elles sont naturelles & Authentiques
tant à l'égard du sceau que de l'inscription, &
comme telles, qu'elles meritent d'obtenir leur
plein & entier effet. Donné à le jour
de le Mois de l'an mil six cens

Alia F O R M U L A

Literarum Maritimarum à parte Dominorum
Ordinum Generalium Uniti Belgii, juxta Ar-
ticulum vigesimum præcedentis Commercio-
rum Tractatus.

UNiversis & singulis hæc Nostras Patentes
Litteras visuris, lecturis vel legi audituris,
Serenissimis, ac Potentissimis, Celsissimis, Illustrissi-
mis, Illustribus, Generosis, Nobilibus, Strenuis, Specta-
bilibus, Honestis & Prudentibus, Imperatoribus, Regi-
bus, Rebus publicis, Principibus, Ducibus, Comitibus,
Baronibus, Nobilibus, Consulibus & Scabinis Civita-
tum, ut & omnibus Gubernatoribus, Judicibus, &
Officialibus Provinciarum & Locorum munitorum &
non munitorum tam Ecclesiasticis quam Secularibus,
item Portuum Custodibus, Nos Consules & Sena-
tus Civitatis notum testatumque
facimus quòd in Confessu nostro comparuerit Navar-
chus ex Civitate & so-
lemni

lemni juramento suo declaraverit, navem nomine

circiter

Lastarum, capacem, cui

jam præest, pertinere ad hasce Unitas Belgii Provincias, ita vere illum Deus adjuvet. Et cum dictum Navarchum libenter promotum capiamus in justis suis rebus & negotiis; ideo universim ab omnibus prænomminatis & speciatim ab eorum singulis, quocunque dictus Navarchus cum navì & onere suo accesserit & pervenerit, decenter requirimus, ut hunc Navarchum benigne suscipere & meliore, quo par est, modo tractare velint, permittentes ipsi consueta jura & vectigalia solvendi, in itu, transitu, & reditu illorum Portus, Fluvios & Ditiones invisere & frequentare, ibique sua negotia & mercaturam agere & exercere, prout ei commodum & conveniens visum fuerit. Quod erga unumquemque pro merito grate retribuere parati erimus. In cujus fidem hasce Civitatis nostræ sigillo muniri & firmari curavimus, quod actum die
Mense Anno post natum Salvatorem.

TRADUCTION.

Autre FORMULAIRE

des Lettres qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces Unies aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article susdit.

AUX Serenissimes, Tres-puissans, Tres-Hauts Tres-Illustres, Honorables & Prudens Seigneurs Empereurs, Rois, Republiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Nobles, Consuls & Echevins, Juges, Officiers & Regens de Provinces, Villes & Places fortifiées & non fortifiées, tant Ecclesiastiques que Seculiers; comme aussi aux Gardes des Ports, Nous Consuls & le Senat de la Ville de

scavoir faisons, que
Maître du Navire,

de la Ville
de

de comparoissant devant Nous, a
 déclaré par serment solennel, que ledit Navire
 grand environ Lastes,
 sur lequel il est maintenant Maître, appartient
 aux inhabitans des Provinces Unies. Ainsi Dieu
 le veuille aider. Et comme Nous verrions volon-
 tiers ledit Maître de Navire aidé dans ses justes af-
 faires; Nous vous requerrons tous en general & en
 particulier, en quelque lieu que le susdit Maître
 arrive avec son navire & ses marchandises, qu'il
 vous plaise le traiter benignement, & recevoir
 dûement, le souffrant suivant les droits accoutu-
 més des peages & frais, dans, par, & auprès de vos
 Ports, Rivieres & Domaines, le laissant naviger
 passer, frequenter & negotier, où il trouvera à
 propos: ce que volontiers Nous reconnoissons.
 En foi dequoi Nous y avons fait apposer le Sceau
 de nostre Ville. Le jour au Mois de
 l'an mil six cens

F O R M U L A

Contraſignationis à parte Ordinum Generalium.

NOs, &c. *certificamus hiſce, quòd*
hæ præſentes Literæ Maritimæ ſint verè &
certò conſeſſæ & extraditæ à competentibus Conſulibus
& Senatu Civitatis & quòd, ut ge-
nuiinæ, reſpectuque ſigilli & ſubſcriptionis ſuæ Au-
thenticæ, apud omnes & ſingulos, ad quos quovis modo
pertinere poterit, plenum ſuum vigorem & effectum
obtinere meritò debeant. Datum loco
 die Menſe Anno

T R A D U C T I O N .
F O R M U L A I R E

Du Contrefeign des Provinces Unies.

Nous, &c. certifions à quiconque il appartiendra, que ces presentes Lettres, touchant la Navigation & Marine, sont veritables, & ont esté baillées & accordées par des Consuls competens, & par le Senat de la Ville de
& afin qu'elles sortent leur plein & entier effet, que le Sceau & l'Inscription en sont fideles & Autentiques. Donné à le jour de
au Mois de l'an

ARTICULUS SEPARATUS

ad Tractatum Commerciorum.

CUm Articulo septimo Tractatus Commerciorum inserta sit clausula, quòd utriusque partis subditi & incolæ iisdem Privilegiis & Libertatibus in alterutris terris & locis circa omnia jura, impositiones & vectigalia, Navigationem & Commercium concernentia, frui utrinque debeant: quibus amicissima quæque Gens extera fruitur, vel in posterum fruetur. Et tamen expressè à parte Dominorum Ordinum Generalium renuntiatum non sit isti impositioni, quâ merces vel naves per Fretum Oresundicum & Balthicum eantes vel redeuntes, pluris onerari solent, quàm quæ ad alias Orbis partes eunt, vel inde veniunt. Idcirco hoc Articulus declaratum, & conventum est, quòd super dicto negotio de cassandâ & abolendâ dictâ impositione, ultteriores conventiones Hagæ quamprimum instituendæ sint, in eum finem, ut etiam ista differentia ante primum Maji
Anni

Anni millesimi sexcentessimi octogessimi primi è medio tollatur, & quòd nihil præjudicii afferatur suæ Regiæ Majestati ex eo, quòd vi supradictæ reciprocæ clausulæ de fruitione Privilegiorum amicissimæ Gentis, dicta impositio in præsens expresse sublata non sit. Caterùm si præter expectationem acciderit, ut intra præfatum diem ea impositio abolita non fuerit, eo casu prædicta clausula de Gente amicissimâ absque aliquâ ulteriore conventionem vim & vigorem amittat, ac si prædicto Articulo nunquam fuisset comprehensa: Interea autem temporis nulla fiat ab unâ parte vel ab alterâ innovatio in præjudicium supradictæ clausulæ, circa fruitionem Privilegiorum amicissimæ Gentis.

Cùm etiam supradicto Articulo septimo itidem alia inserta sit clausula, quòd cessare debeant omnia onerum & inæqualitatum genera, quæ in dicta mutue libertatis imminutionem vel restrictionem post annum millesimum sexcentessimum quinquagesimum sextum, constitutione, statuto, vel consuetudine introducta esse reperiuntur: Domini autem Ord. Gener. institerint, ut prædicta cassatio & abolitio usque ad annum millesimum sexcentessimum quadragesimum retrò referatur, saltem in iis Provinciis, Ditionibus & Locis, quæ Suæ Regiæ Majestati extra Sueciæ Regnum subjectæ sunt; Domini autem Suæ Regiæ Majestatis Legati Extraordinarii & Plenipotentarii ex defectu Mandati ad requisitionem illam Dominorum Ordinum Generalium condescendere recusaverint: Ita tandem conventum est, ut itidem conventiones posteriores instituantur, quibus ad altiore indagine & discussionem negotiûm illud remittatur, & antè primam diem Maji anni millesimi sexcentessimi octogessimi primi differentia ista è medio tollatur.

Hic Articulus separatus eandem vim, eundemque vigorem obtinebit, ac si Tractatui Commerciorum principali insertus fuisset, eodemque modo, tempore & loco ratihabebitur. In quorum fidem majusque robur, utrius-

utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, virtute suarum Plenipotentiarum, hinc Articulum separatum manibus sigillisque propriis muniverunt ac firmarunt. Quod factum Neomagi die 2^o Octobris anni millesimi sexcentissimi Septuagesimi noni.

Signatum erat,

<i>Bened. Oxenstierna.</i>	<i>Hier. van Beverningk.</i>
(L. S.)	(L. S.)
<i>J. Paul. Olyvenkrantz.</i>	<i>Guil. van Haaren.</i>
(L. S.)	(L. S.)

TRADUCTION.

ARTICLE SEPARÉ

Pour le Traité des Commerces.

AYant été inséré au septième Article du Traité des Commerces, que les sujets & habitans de l'un & de l'autre Partie jouiront des mêmes Libertés & Privileges dans les Païs & Terres l'un de l'autre à l'égard de tous droits, peages, impositions, de la Navigation & du Commerce, dont ont coûtume de jouir les Amis étrangers. Et non-obstant cela, les Seigneurs Etats Generaux n'ayans pas renoncé expressement à l'imposition due pour les marchandises ou navires, qui ont plus de charge à l'entrée & à la sortie du Stralsunt & de la Mer Balthique, qu'on n'a coûtume d'en avoir dans les autres Navigations; il a esté déclaré & convenu par le présent Article, qu'on s'assemblera au plutôt à la Haye touchant cette affaire, & pour convenir de nouveau touchant la cassation & l'abolition dudit Impost, & afin d'oster cette difference avant le premier de Mai de l'an mil six cens quatre vingt-

vingt-un; & qu'il ne soit causé aucun dommage à sa Majesté pour n'avoir ôté expressément par cette clause susdite & reciproque, touchant les Privileges dont doivent jouir les Amis estrangers les plus intimes, ladite Imposition. Au reste, s'il arrivoit contre toute esperance, que dans ledit jour cet Impost ne fût pas ôté: en ce cas-là, ladite clause touchant les nations les plus grandes amies, sera de nul effet, & sans vigueur, de la mesme façon que s'il n'en avoit esté nullement parlé dans le susdit Article. Cependant il ne sera fait nulle innovation de part & d'autre au préjudice de ladite clause, touchant les Privileges dont doivent jouir les Amis estrangers les plus intimes.

De plus y ayant au mesme Article une autre Clause inserée, par laquelle il est porté, que doivent cesser toutes charges & inégalités, tendantes à la diminution ou restriction de ladite liberté mutuelle, & introduites depuis l'année mil six cens cinquante-six par ordonnance, statut ou coûtume. Sur quoi lesdits Etats Generaux ayans insisté, que ladite cassation & abolition s'étendit jusqu'à l'année mil six cens quarante, du moins dans les Provinces, Terres & Lieux appartenans à sadite Majesté hors le Royaume de Suede: Ce que M. M. les Ambassadeurs de sadite Majesté n'ont voulu accorder à la requisition des Seigneurs Etats Generaux, faute d'ordre pour cet effet. Il a esté aussi arresté, qu'on s'assemblera de nouveau pour traiter à fond de cette affaire, & pour ôter cette difference avant le premier jour de Mai de l'an mil six cens quatre vingts-un,

Cet Article separé aura la mesme force & vigueur que s'il avoit esté inseré au Traité mesme des Commerces; & sera ratifié de la mesme maniere, au mesme temps & au mesme lieu. En foi de quoi, & pour plus grande assurance, les Ambassadeurs

bassadeurs Extra. & Plenip. de l'un & de l'autre, en vertu de leurs Pleinpouvoirs, ont signé & scellé du cachet de leurs armes le présent Article séparé.

A Nimègue, le 2^e Octobre, mil six cens soixante & dix-neuf.

étoit Signé

Benoît Oxenstiern.

(L.S.)

H. van Beverning.

(L.S.)

Johan Paul. Olivekrans.

(L.S.)

W. van Haren.

(L.S.)

A V E R T I S S E M E N T.

LE Blocus de la Ville de Hambourg, fait par le Roy de Dannemarck en conséquence des pretensions de sa Majesté sur ladite Ville, a donné lieu au Traité suivant.

I N T E R I M S R E C E S Z

*Zwischen I. K. Maj. von Dennemarck und Stadt
Hamburg, geschlossen Anno 1679.
den 11 November.*

„ **Z**U wissen, demnach der Durchleuchtigste,
„ Großmächtigste König und Herr, Herr
„ Christian der Fünfte, König zu Dennemarck,
„ Norwegen, der Wenden und Gothen, Her-
„ tzog zu Schleszwig, Holstein, Stormarn, und
„ der Ditmarschen, Graff zu Oldenburg und
„ Delmenhorst, &c. nach numehr durch Gottes
„ Gnaden erfolgten allgemeinen Frieden Aller-
„ gnädigst nöhtig befunden, dasz zugleich die
„ von Ih. Königl. Maytt. allerlöblichsten Vor-
„ fahren auff die Stadt Hamburg gehabte, und
„ auff die verstammete *Jura* und *Prætensiones in*
„ *specie*

„*Specie* der Huldigung halber , bey diesen Con-
 „juncturen zugleich abgethan , und auff einen
 „gewissen Fuß gesetzt werden möchten , zu
 „dem Ende dann vor Allerhöchstged. I. Königl.
 „Maj. Bürgermeister und Rahts der Stadt Ham-
 „burg Deputirten letzthin am 26 Sept. alhie zu
 „Pinnenberg durch Dero 'höchstansehnliche
 „Hn. Geheimbte Rähte und *Ministros* eine in
 „dreyen Punkten bestehende Proposition , und
 „deszwegen bey der Stadt verschiedene erinne-
 „rungen , und ernstliche Anmahnungen thun
 „lassen , dasz demnach Allerhöchstgemeldte
 „I. Königl. Majest. in Ansehung des Durchleuch-
 „tigsten , Großmächtigsten Königs und Herrn,
 „Herrn Ludovici XIV. Aller-Christlichsten Kö-
 „nig zu Franckreich und Navarre , auch des
 „Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn , Herrn
 „Friederich Wilhelm, Marggraffen zu Branden-
 „burg, des H. R. Reichs Ertz-Cämmerern, und
 „Churfürsten ; zu Magdeburg , in Preussen,
 „Güllich , Cleve , Berg , Stettin , Pommern,
 „der Cassuben und Wenden , auch in Schlesien
 „zu Crossen und Jägerndorff Hertzogen ; Burg-
 „graffen zu Nürnberg ; Fürsten zu Halberstadt,
 „Minden und Cammin ; Graffen zu der Marck
 „und Ravensberg ; Herrn zu Ravenstein , und
 „dero Lande Lauenburg und Bütow , &c. und
 „der Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn, Hn.
 „Georg Wilhelm , Hn. Johan Friederich , und
 „Herrn Rudolph Augustus , Hertzogen zu
 „Braunsch. und Lüneb. hierunter angewandter
 „*Officiorum* und mithin verspürter Submis-
 „sion Burgermeister und Rahts , auch gemei-
 „ner Bürgerschafft der Stadt Hamburg , die ge-
 „gen dieselbe gefaste Ungnade fallen lassen , dero
 „der Stadt angedrohte Waffen zurück und von
 „der-

„derselben abgezogen, und nachfolgende Pun-
 „cten Allergnädigst beliebt.

I.

„Werden zuvörderst Höchsternanten Ihro
 „Kön. Maj. alle ihre habende *Jura* und *Præten-*
 „*siones*, wie auch der Stadt Hamburg ihre Gerech-
 „tigkeiten und Jura, bis zu anderwärtiger en-
 „tweder gütlicher Abhandlung, oder Recht-
 „licher Entscheidung des Homagial-Puncts
 „und andere Streitigkeiten ungekränckt und un-
 „geschmälert vorbehalten, also, daß denenselben
 „durch gegenwärtige Interims-Recessz so weing
 „als Ihr Käyserliche Mäjesteyt und des Heiligen
 „Römischen Reichs deßfalls habenden gerecht-
 „samen einiger massen präjudiciret, noch im ge-
 „ringsten derogiret seyn soll. Worbey I Kön.
 „Majest. sich auch allergnädigst dahin erklären,
 „daß die Stadt bey der Neutralität und ihren
 „Commerciën, auch hergebrachten Rechten,
 „Privilegien und Freyheiten ruhig und unge-
 „kränckt lassen wollen.

I I.

„Dahingegen zweitens Burgermeister und
 „Raht, auch die Bürgerschaft der Stadt Ham-
 „burg mit unterthänigster und dankbahrer An-
 „nehmung solchen Allergnädigsten Königl.
 „Anerbietens, festiglich zugesagt und verspro-
 „chen, daß sie Ihres theils Ihro Königl. Maj. in
 „unterthänigster geziemender Devotion zugethan
 „seyn und bleiben, dero Bestes fodern, und Scha-
 „den, so viel an Ihnen, abwenden, und bey I. K.
 „M. gebührlich halten, und im übrigen I. K. M.
 „Gnade sich fähig zu machen, sich allerdings
 „angelegen seyn lassen wollen, wogegen auch
 „Ihr. Majest. der Stadt ihre behörliche Königl.
 „Gnade zugesagt.

I I I.

„ Dieselbe erklären sich ferner und drittens
 „ zu destomehrer Bezeigung ihrer unterthänig-
 „ sten Devotion gegen I. K. M. deroselben durch
 „ einer Deputation aus ihren Mitteln, solche ihre
 „ unterthänigste Intention in Ihrem und der
 „ gantzen Bürgerschaft Nahmen, nach dem
 „ defzfalls beliebtem und hiebey gefügtem For-
 „ mular, selbst demüthig eröffnen und vortragen
 „ zu lassen.

I V.

„ Annebenst auch zum vierdten, weiln Ih.
 „ Kön. Maj. durch der Hn. Hn. Hn. Hertzogen von
 „ Lüneburg F. F. F. Dl. Dl. Dl. sich dahin bewegen
 „ lassen, daß Sie Dero wieder die Stadt gefassten
 „ unwillen und ungnade schwinden und fallen
 „ lassen, deroselben zur unterthänigsten Erkent-
 „ lichkeit innerhalb zwey Jahren, à dato an
 „ zurechnen, in 5. Termin 220000. Rth. bahr
 „ erlegen zu lassen, derogestalt daß strax bey er-
 „ folgender Kön. Ratification 70000. Rth. halb
 „ in specie, und halb in Crohnen, 6. Monat dar-
 „ nach als den 1. Maji. Anno 1680. 40000. Rthl.
 „ in Dähnischen Crohnen, und wiederumb 6.
 „ Monat hernach 40000. Rth. in Crohnen, und
 „ denn noch abermahlen in 6. Monat 40000. Rth.
 „ in Crohnen, und der Rest, als 30000. Rthl.
 „ 6. Monat hernach auch in Dänischen Crohnen
 „ abgetragen werden soll. Jedoch daß dagegen
 „ alle von Ihrer Königl. Majest. wieder die Stadt,
 „ auch uns denen mit der Stadt Lübeck in *Com-*
 „ *munion*e besitzenden 4. Landen prätendirte
 „ Foderungen, gantzlich auffgehoben und ab-
 „ gethan,

„gethan, alle der Stadt auch dero Bürger und
 „Einwohnere angehaltene und arrestirte Schiffe,
 „Wahren, und Effecten, und zwar auff der Elbe
 „*immediatè*, bey erfolgender Ratification und
 „Genehmhaltung; Im übrigen aber so bald an
 „jedem Ohrte die. deszwegen nöthige Befehle
 „werden einlangen können, relaxiret und resti-
 „tuiret werden.

V.

„Sind Ihro Königliche Majest. des Allergnädigsten
 „Erbietens diesen *Interims-Recesz* binnen 8. Tagen
 „allergnädigst zu bestättigen, und darüber Ihro
 „Königliche Genehmhaltung allergnädigst extradi-
 „ren zu lassen, wohingegen Bürgermeister, Rath
 „und Bürgerschaft der Stadt, solchen ebenmäszig
 „innerhalb besagter zeit zu confirmiren, und denselben
 „in allen geträulich nachzukommen gehalten seyn
 „sollen.

„Zu dessen Uhrkund haben die zu Ends gemeldte
 „Königliche *Ministri*, und der Stadt Deputirte bis zu
 „folgender Ratification, und der Stadt und sämtlicher
 „Bürgerschaft Confirmation, diesen *Interims-Recesz*
 „eigenhändig untergezeichnet, und mit ihren Petschafften
 „versiegelt.

So geschehen zu Pimenberg den 1. Novemb.
 1679.

F O R M V L A R

Der unterthänigsten Declaration, wovon in obigem
Interims-Recess Meldung geschehen.

Durchleutigster, Großmächtigster
König, Gnädigster Herr:

„ **N** Achdem Ew. Königl. Majest. durch
 „ Gottes Gnade in hiesigern dero Für-
 „ stenthümern, und folgend in der Nähe der
 „ Stadt Hamburg, glücklich angelanget, und
 „ deren Deputirten eine gewisse in dreyen Pun-
 „ cten bestehende Proposition thun, auch der
 „ Stadt Resolution darüber begehren lassen, so
 „ viel dem ersten Punkt aber betrifft, derselbe
 „ anitzo wegen Kürtze der Zeit, und anderer
 „ Umstände halber seyne völlige Abhelfung
 „ nicht erlangen könne, und Ew. Königl.
 „ Maytt. sich dahero gnädigst gefallen lassen,
 „ selbigen zu anderwertigen entweder gütlicher
 „ Abhandlung oder Gerichtlicher Entschei-
 „ dung aufzustellen, und inzwischen dero
 „ wieder die Stadt gefasste Ungnade schwinden
 „ und fallen lassen, auch deszwegen in einem
 „ gewissen Interims-Recess, Krafft dessen Ew.
 „ Königl. Majest. auff die Stadt habende *Jura*
 „ und *Pratensiones*, wie auch der Stadt die
 „ Ihrige ungekränckt und ungeschmälert vor-
 „ behalten werden, gnädigst zu willigen. So
 „ erscheinen vor Ew. Königl. Majest. Bürger-
 „ meister und Rahts-Deputirte in deren und der
 „ sämptlichen Bürgerschaft Nahmen, und
 „ versprechen solchen Interims-Recess in allen
 „ seinen Punkten und Clausulen getreulich
 „ Tom. IV. Ii „ nach-

„nachzukommen, und absonderlich Ew. Kö-
 „nigl. Maytt. mit unterthänigster geziemen-
 „der Devotion zugethan zu seyn, dero Besten
 „zu befodern, Schaden und Nachtheil aber
 „von Ihr, so viel an der Stadt ist, abzuwen-
 „den, und bey Ew. König. Majest. gebühr-
 „lich zu halten, auch sonst alles ander, so
 „in besagtem *Interims-Recesz* enthalten, vol-
 „lenkömlich zu erfüllen, vermittelst daz die
 „Stadt bey der Neutralität und ihren Commer-
 „cien, auch hergebrachten Rechten, Privilegien
 „und Freyheiten geruhig und ungekränckt
 „bleiben und gelassen, auch der Röm. Käyserl.
 „Maytt. und dem Reiche dero gerechtsahme vor-
 „behalten werden.

T R A D U C T I O N.

T R A I T E'

*fait par provision, entre le Roy de Danne-
 marc, & les Habitans de la Ville de Hambourg.*

S Cavoir faisons, que le Tres-Haut & Tres-
 Puissant Prince Christian V. Roy de Danne-
 marc & Norwegue, &c. S'estant avisé, après
 la Paix faite par la grace de Dieu, de s'assu-
 rer les droits & prétensions qu'il a receus de ses
 Ancestres, comme hereditaires sur la Ville de
 Hambourg, & specialement touchant l'Hon-
 mage que sa Majest. prétend sur cette Ville; A
 cette fin sa Majest. a fait faire icy à Pinneberg
 par ses Ministres & Deputés aux Bourguemai-
 tres & au Senat de la Ville de Hambourg une Pro-
 position, consistant en trois Articles: par les-
 quels il leur donne avis de ses intentions tou-
 chant lesdits droits, qu'enfin en consideration

&c par

& par l'entremise du Roy Tres-Chrestien , & de S.A.S. l'Electeur de Brandebourg, &c. Comme aussi de Tres-Hauts Princes, George Guillaume, Jean Frederik, & Rodolphe Auguste, Ducs de Brunswyck & Lunebourg, &c. Sa Maj. ayant en même temps remarqué la soumission des Bourguemaistres, & du Senat de ladite Ville, leur a bien voulu rendre son amitié, & parce qu'ils ont accepté les Articles suivans, éloigner ses armes de leur Pais, qui en estoit menacé.

I.

Tous les droits & toutes les pretensions de sa Majesté aussi bien que tous les Privileges & droits de la Ville de Hambourg seront réservés à l'un & à l'autre & demeureront en leur entier sans aucune infraction, jusqu'à ce que le point d'Hommage & d'autres differents soient vuidés à l'amiable ou décidés par la Justice, en sorte que ce Traité provisionel ne leur porte aucun prejudice, ny à sa Majesté Imperiale, ny aux droits d'Empire, & ne leur deroge en quoy que ce soit: Sa Majesté declarant de vouloir laisser la Ville paisiblement jouir de la Neutralité & de ses Commerces, comme aussi de ses Droits, Privileges & franchises sans l'y troubler.

II.

En second lieu, les Bourguemaistres & le Senat avec les Bourgeois de la Ville de Hambourg ayant accepté avec toute reconnoissance les tres-garcieuses offres de Sa Maj. Luy ont promis, de témoigner à Sa Majesté leur Tres-humble & convenable respect & devotion, de chercher en tout son avantage, de détourner autant, qu'ils

Li 2

pour

pourront, son dommage; & demeurer fermes du coste de sa Maj. en s'appliquant en toute rencontre à ce qui pourra contribuer à se maintenir dans la bienveillance de sa Maj. En reconnoissance de quoy, sa Maj. a promis à la Ville ses bonnes graces & sa bienveillance.

III.

Les mesmes s'expliquent outre cela & en troisieme lieu, pour plus grand témoignage de sa devotion envers sa Maj. & promettent d'envoyer à sa Maj. des Deputés de leur part, qui apprendront à sa Majesté l'intention sincere du Senat & des Bourgeois en forme, ainsi qu'il est dit cy-dessous.

IV.

En quatrieme lieu, sa Majesté s'estant, par l'entremise de Messieurs les Ducs de Lunebourg, déportée de son indignation contre la Ville, elle luy en fera reconnoissance de 220000. Escus, payables en cinq termes en deux ans: en sorte qu'aussi-tost après la Ratification du Roy soient payés 70000. Escus, six Mois après comme le 1. de May 1680. 40000. Escus, & encore six Mois après 40000. Escus, & encore de plus en six Mois 40000. Escus, & le reste c'est à dire 30000. Escus, six Mois après. Moyennant quoy toutes les prétensions de sa Majesté contre la Ville & les Terres, qu'elle possède conjointement avec la ville de Lubeck, seront entierement abolies, & tous les vaisseaux de la Ville & de ses habitans, qui auront été arrêtés, comme aussi tous ses biens marchandises, & effets seront relachés & rendus après la Ratification: à sçavoir sur la reviere de l'Elbe

l'Elbe immédiatement, & ailleurs aussi-tost que les lettres, qu'on y envoyera, y seront arrivées.

V.

Sa Majesté promet de confirmer ce Traité Provisionel dans le temps de huit jours, & de faire rendre sa Ratification; & de leur costé les Bourguemaîtres & le Senat de la Ville seront obligés de le confirmer en mesme temps, & de l'observer en tout ponctuellement.

Pour plus-grande preuve de tout-cccy les Ministres du Roy & les Deputés de la Ville, en attendant la Ratification & la Confirmation de la Ville, ont signé le present Traité, & y ont mis leurs cachets.

Fait à Pimberg le 1. Novembre, 1679.

F O R M V L A I R E

de la Tres-humble Declaration, dont il est fait mention dans ce Traité Provisionel.

Tres-haut, & Tres-Puissant

R O Y,

Vostre Maj. estant par la grace de Dieu heureusement arrivée dans ses Duchés icy proches & dans le voisinage de la Ville de Hambourg, & ayant fait faire aux Deputés du Magistrat de ladite Ville une certaine Proposition, qui consiste en trois Articles, demandant la Resolution de la Ville sur iceux: Mais quant au premier Article, la brieveté du temps & d'autres circonstances ne

permettant pas de le vuider entierement, & pour cette raison ayant plu à Vostre Majesté de le remettre à un autre accommodement amiable, ou decision de Justice, en oubliant l'indignation qu'elle avoit conceuë contre la Ville, & de consentir gracieusement à un certain Traité provisionel, par lequel à Vostre Majesté les droits & pretensions sur la Ville sont réservés, aussi-bien qu'à la Ville les siens dans leur entier & sans infraction, Nous Deputés des Bourguemaistres & du Magistrat comparoissions devant vostre Majesté au nom dudit Senat & de toute la Bourgeoisie, promettants d'observer fidellement ledit Traité provisionel en tous ses points & clauses, & specialement de témoigner à Vostre Majesté nostre tres-humble & convenable respect, de chercher son avantage, de détourner autant qu'il dépend de la Ville ce qu'il luy pourroit estre dommageable, d'estre portés pour vostre Majesté & d'accomplir tout ce qui est compris dans ledit Traité, moyennant que la Ville soit laissée & demeure paisiblement & sans infraction dans sa Neutralité & ses Commerces, comme aussi dans ses Droits, Privileges & liberté, & que les Droits appartenants à Sa Majesté Imperiale & à l'Empire leur soient réservés.

F I N.

du quatriéme & dernier Tome.

TABLE.

T A B L E.

Des Matieres , fuivant l'ordre
& la situation , qu'elles
ont dans ce dernier
Volume.

A.

A cte de sureté pour le Pays de Cleves au de-là du Rhin & du Wal , fait par M.M. les Am- bassadeurs de Hollande & de France , le 13. Mars, 1679.	320
Acte passé entre M. M. les Ambassadeurs de France & de Brandebourg , pour faire cesser les hosti- lités en l'Amerique , passé à Nimégue le 16. May, 1679.	477
Acte touchant les formulieres des Lettres de Mer.	678
Acceptation du Formulaire de la Declaration de Paix entre l'Espagne & la Suede.	541
Affaires particulieres dont le jugement à esté renvoyé aux Traités de Paix à Nimégue.	477
Arrêt de la Diète de l'Empire , prononcé à Ratisbonne le 16. Mars, 1654.	121
Arrêt de la Diète de l'Empire , prononcé à Ratisbonne le 8 Juîn, l'an 1672.	125
Articles & Conditions de la Suspension d'armes , pro- posés par les Ambassadeurs de Dannemarc.	305
Articles & Conditions d'Armistice , dont les Ambas- sadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France	114

T A B L E.

<i>France sont convenus, tant au nom de sa Majesté Tres-Chrestienne que du Roy de Suede, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Dannemarc & de Brandebourg.</i>	323
<i>Articles & Conditions de l'Armistice, dont les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Sacrée Majesté le Roy de Dannemarc & de Noruegue, &c. & de sa Serenité Electorale de Brandebourg, sont convenus avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Sacrée Majesté le Roy Tres-Chrestien, tant au nom du susdit Roy Tres-Chrestien, que du Roy de Suede, dont la teneur suit.</i>	327
<i>Articles & Conditions d'une prorogation d'Armistice, entre Sa Majesté Tres-Chrestienne & M. l'Electeur de Brandebourg, conclu & signé à Sante, le 3. May, 1679.</i>	468
<i>Articles separés pour le Traité de Paix entre les Suedois & les Hollandois.</i>	675
<i>Article separé pour le Traité de Commerce entre les Suedois & les Hollandois.</i>	738
<i>Advertissement de L. H. P. Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies, touchant la deffense aux Habitans d'arrester les Ambassadeurs & Ministres estrangers ou leurs meubles pour quelque dette que ce soit.</i>	640
<i>Advertissement touchant le Blocus de Hambourg.</i>	753
<i>Autres griefs des sujets du Duché de Juliers, avec ce qui y a esté ajouté, marqué 1. 2. 3. présenté aux Ambassadeurs Plenipotentiaires de S. S. M. I. le 8 May, 1679.</i>	156

T A B L E.

C.

- C**ertificat de Monsieur Jenkins, touchant l'acceptation du Formulaire de la publication de la Paix entre les Couronnes de Suede & d'Espagne, de la part des Ambassadeurs de Suede. 539
- Certificat de M. le Mediateur, declarant que les Lettres, &c. sont conformes à leur Original. 540
- Certificat de la Paix faite entre la Suede & l'Espagne, donnée par le Mediateur aux Ambassadeurs de Suede. 541
- Commission de l'Empereur, donnée aux Directeurs du Cercle de la Basse Saxe touchant le peage de Warnemunde. 128
- Commission renouvelée de l'Empereur, pour M. M. les Directeurs, Auguste Duc de Saxe Administrateur de Magdebourg, & Auguste Duc de Bronsvic. 131
- Commission d'exécution réitérée par l'Empereur, pour les Directeurs du Cercle de la Basse-Saxe, les Princes Auguste Duc de Saxe, Administrateur de Magdebourg, & Auguste Duc de Bronsvic. Ecrite à Vienne le 20. Juin, l'an 1661. 138
- Commission du Secretaire de l'Ambassade de Brandebourg. 313
- Conclusion de sa Sacrée Majesté le Roy de la Grande Bretagne, concernant les interets de Meklenbourg, & delivrée à l'Envoyé de Gustrow le 30. Janvier, 1678. 40

D.

- D**claration de M. M. les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, à l'Ambassade de Dannemarc, pour la continuation de l'Armistice conclu à Nimegue, le 31. Mars, 1679. 472

T A B L E.

Declaration de S. E. M. l' Ambassadeur de Dannemarc, touchant la continuation de l' Armistice arresté à Nimegue le 31. Mars. 474

Declaration de l' Ambassadeur de Brandebourg, signifiée aux Mediateurs d' Angleterre à l' occasion de l' échange des Ratifications de la Paix, conclüe entre le Roy Tres - Chrestien , & sa S. E. de Brandebourg. 502

Declaration des Ambassadeurs de l' Empereur en faveur des Envoyés de Meklebourg, faite le 12. Fevrier, 1679. 92

Declaration des Ambassadeurs de Suede, faite en faveur du Duc de Holstein-Gottorp, & présentée à la Mediation d' Angleterre. 200

Declaration de M. M. les Ambassadeurs Extraordinaires, Plenipotentiaires & Ministres des Serenissimes Seigneurs le Roy de Dannemarc, l' Electeur de Brandebourg, & le Reverendissime Evêque de Munster, touchant l' Armistice. 273

Declaration de M. M. les Ambassadeurs de France, du 26. Mars, 1679. 291

Declaration du Secretaire de l' Ambassade de Brandebourg, à la Réplique de M. M. les Ambassadeurs de France, donnée le $\frac{12}{29}$ Mars. 315

Declaration par laquelle M. M. les Ambassadeurs de Suede donnent leur consentement à l' Armistice, fait & conclu entre M. M. les Ambassadeurs de Dannemarc & de Brandebourg. 318

Declaration de LL. EE. MM. les Ambassadeurs de Dannemarc, touchant la liberté des Lettres & des Courriers de LL. EE. MM. les Ambassadeurs de Suede. 467

Declaration de Messieurs les Ambassadeurs de France sur le sujet de la Paix qui reste à faire entre les Roys de Suede, de Dannemarc, & l' Electeur de Brandebourg. 245

Dupli-

T A B L E.

- Duplique des Ambassadeurs de Dannemarc & de Brandebourg.* 243
Duplique de Monsieur l'Ambassadeur de Brandebourg, à la Replique de Messieurs les Ambassadeurs de France, du 14 de Mars, 1679. 269

E.

- E**crit des Envoyés de Meklebourg, présenté pour servir de Memoire à S. E. M. l'Ambassadeur Mediateur. 80
 Edit de S. A. S. Monseigneur le Duc de Gottorp, dont le Memoire &c. fait mention. 212
 Extrait du Registre des Resolutions de Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, servant de responce au Memoire de M. l'Ambassadeur de Brandebourg, du 26. Fev. le 2. Mars, 1679. 154
 Extrait d'une Lettre écrite à M. du Mouceau par Monseigneur de Louvoy. A.S. Germain, 21. Avril, 1679. 152
 Extrait du Registre des Resolutions de tres-Hauts & tres-Puissans Seigneurs, Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies. 49
 Extrait du Registre des Resolutions de Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas. 476

F.

- F**ormulaire de la Declaration de la Paix faite entre l'Espagne & la Suede. 545
 Formulires des Lettre de Mer & du contreseing de Suede & de Hollande. 731 & suiv.

G.

- G**arantie de Brandebourg pour le passage des Troupes de Koningsmarc. 368
 Lettre

T A B L E.

L.

- L**ettre de Piccolomini-Duc di Amalfi à S. A. R. de
Suede, le Palatin Charles Gustave. 177
- Lettre du Comte de Montecuculli, écrite à la Regence
de Mecklebourg-Suerin, du Camp de Parchem, le
21 Mars l'an 1660. 134
- Lettre érite par ordre du Conseil de Cleves à l'Ambassadeur de Brandebourg à Nimegue, touchant la
Ville de Lipstad. 349
- Lettre de Sa Majesté Tres-Chrétienne à Monsieur l'Ele-
cteur de Brandebourg, du 5 de Mars, 1679. 373
- Lettre de l'Electeur de Brandebourg aux Etats Gene-
raux des Provinces Unies, du ^{28 Mars}_{7 Avril} 1679. 374
- Lettre d'un Ministre d'Etat de la Serenissime Maison
de Bronsvic & Lunebourg, à un Conseiller d'Etat
de S. A. E. de Brandebourg, écrite au sujet du Me-
moire présenté par sa le Sieur Blaspiel, le 6 Avril.
422
- Lettre d'un sujet de la Serenissime Maison de Lunebourg,
écrite à l'Auteur de l'écrit fait au sujet de la lettre
d'un Ministre de ladite Maison à un Conseiller de
S. A. E. de Brandebourg. 442
- Lettre de M. Colbert à M. l'Ambassadeur son Frere, du
18 Juin, 1679. 487
- Lettre de M. de Pomponne à M. Colbert Ambassadeur du
Roy de France à Nimegue, du 8 May, 1679. 483
- Lettre du Roy de France à M. le Comte d'Etrée, du
18 Juin, 1679. 485
- Lettre de M. Colbert à M. le Comte d'Etrée, du
18 Juin, 1679. 486
- Lettre de Sa Serenité Electorale de Brandebourg à Sa
Majesté Tres-Chrestienne, par laquelle Elle luy remet
la meilleure partie de ses Conquestes, du ¹⁶₂₆ May,
1679. 488
- Lettre

T A B L E.

*Lettre de S. A. E. de Brandebourg, écrite à L. H. P.
les Etats Generaux des Provinces Unies le $\frac{1}{11}$ Juillet
1679.* 510

*Lettre de Sa Serenité Electorale de Brandebourg, à
L. H. P. Messieurs les Etats Generaux des Pro-
vinces Unies, du 24 Août, 1679.* 525

*Lettre du Mediateur aux Ambassadeurs de Suede pro-
posant un expedient pour faire la Paix avec l'Es-
pagne.* 529

*Lettre de M. M. les Ambassadeurs de Suede à M. Jen-
kins, par laquelle ils declarent d'accepter le Formu-
laire de la publication de la Paix entre les Couron-
nes de Suede & d'Espagne.* 537

*Lettre de Monsieur de Feuquieres à Monsieur le grand
Chancelier de sa Majesté Danoise, de Christianstadt
le 1 de May, 1679. &c. pour traiter la Paix du
Nord en Scanie.* 551

*Lettre de M. de Feuquieres au Chancelier de Danne-
marc, touchant la Negociation de la Paix du Nord
en Scanie: de Christianstadt le 25 May, 1679.* 552

M.

Memoire présenté aux Mediateurs. 68 & suiv.
*Memoire de l'Envoyé de la Ville de Hambourg,
présenté au Mediateur d'Angleterre le 28 Septem-
bre, 1678.* 21

*Memoires des Villes Hanseatiques, présenté aux Media-
teurs d'Angleterre le 4 Novembre, 1678.* 12

*Memoire de M. l'Envoyé de Mecklebourg-Suerin tou-
chant l'impôt de Warnemund.* 44

*Memoire du Duc de Mecklebourg-Suerin, touchant la
satisfaction qu'il prétend.* 54

*Memoire pour la Maison de Mecklebourg-Gustrouw,
touchant la satisfaction qu'elle prétend, présenté à
Messieurs les Mediateurs d'Angleterre.* 62

T A B L E.

<i>Memoire pour la Maison de Mecklebourg touchant la doüane de Warnemund.</i>	66
<i>Memoire pour la Maison de Mecklebourg-Suerin, con- cernant sa reception & participation à la Paix de l'Empire.</i>	69
<i>Memoire des Envoyés de Mecklebourg, présenté à Mes- sieurs les Mediateurs, tendant à ce que les prèten- tions des Ducs de Mecklebourg soient inserées dans le Traité de la Paix preste à conclure.</i>	73
<i>Memoire des Envoyés de Mecklebourg présenté à Mon- sieur Jenkins, afin que l'interest des Ducs leurs Mai- stres soit appuyé par S. E. & compris dans la Paix à faire entre l'Empereur & la Suede.</i>	87
<i>Memoire pour la Maison de Mecklebourg, présenté au Mediateur d'Angleterre, à ce que les desirs & de- mandes de Mecklebourg soient touchés & inserez dans les Traités de la Paix, qui va estre faite entre l'Em- pereur & le Roy de Suede, en rejetant l'amiable composition & accord prétendus, offerts par les Am- bassadeurs de Suede.</i>	97
<i>Memoire de l'Envoye de Mecklebourg-Suerin, présenté à M. Colbert Ambassadeur de sa M. Tres-Chre- stienne le ^{22 May} 1679.</i>	140
<i>Memoire des Ministres de S. A. S. le Duc de Neubourg, présenté à M. le Nonce Mediatéur le 27. Decembre, 1678.</i>	143
<i>Memoire des Ministres de S. A. S. le Duc de Neubourg, présenté à Messieurs les Ambassadeurs de Hollande, le 31. Decembre, 1678.</i>	144
<i>Memoire du Duc de Neubourg, présenté aux Ambas- sadeurs de sa Sacrée Majesté Imperiale, à Nimegue, le 12. Fevrier, 1679.</i>	146
<i>Memoires des Ministres de S. A. S. le Duc de Neubourg, présenté à Messieurs les Ambassadeurs de France, le 11. Mars, 1679.</i>	147
<i>Memoire des Ministres du Duc de Neubourg, présenté à Mes-</i>	

T A B L E.

<i>Messieurs les Ambassadeurs Plenipotentiaires de l'Empereur ; avec un autre Memoire François, ajouté pour Messieurs les Ambassadeurs de France, à Nimegue le 2. May, 1679.</i>	149
<i>Memoire des Ministres de S. A. S. le Duc de Neubourg, présenté à M. M. les Ambassadeurs de sa Majesté T. C. le 3 de May, 1679.</i>	150
<i>Memoire des Ministres de L. A. A. S. S. de Liege & de Neubourg, présenté à M. le Nonce le 13 de May, 1679.</i>	167
<i>Memoire des Envoyés du Duc de Gottorp, présenté au Mediateur d'Angleterre, avec la Proposition de la Paix, pour estre delivrée aux Ambassadeurs de Dannemarc: du 28. Decemb. 1677.</i>	170
<i>Memoire de M. M. les Envoyés de S. A. S. le Duc de Holstein-Gottorp, touchant l'admission, présentée aux Ambassadeurs de Messieurs les Etats Generaux le Fevrier, 1678.</i>	174
<i>Memoire pour la Maison de Gottorp, afin d'obtenir une Déclaration, portant que les Ambassadeurs de Sa Sacrée Majesté le Roy de Suede ne continueront point leur Negotiation de la Paix avec les Ambassadeurs de Dannemarc ; à moins que ceux-ci n'admettent aussi au Traité de Paix les Ministres de Gottorp.</i>	197
<i>Memoire des Envoyés des Ducs de Holstein-Gottorp, présenté aux Ambassadeurs de France, à l'occasion de l'Armistice, proposé entre les Couronnes du Nord.</i>	201
<i>Memoire des Envoyés de Holstein, présenté aux Ambassadeurs de Suede, à l'occasion de l'Armistice proposé entre les Couronnes du Nord.</i>	202
<i>Memoire de l'Envoyé de Holstein-Gottorp, pour M. M. les Ambassadeurs de Suede, pour l'inclusion dans la Paix à faire avec Sa Majesté Imperiale & Suedoise, présenté le ²³ Octobre ² Novembre 1678.</i>	203
	<i>Memoire</i>

T A B L E.

<i>Memoire des Envoyés de la Maison de Gottorp, donné à la Mediation d'Angleterre le 29 Octobre, ensuite de la Proposition de Paix, qui doit estre présentée pour la deuxième fois aux Ambassadeurs de Dannemarc.</i>	206
<i>Memoire des Ministres du Duc de Gottorp, présenté à M. M. les Ambass. &c. touchant l'affaire d'Oldenbourg, le 12 Novembre, 1678.</i>	209
<i>Memoire des Envoyés du Duc de Gottorp contre les Danois.</i>	216
<i>Memoire des Envoyés du Duc de Holstein-Gottorp, pour les Ambassadeurs de France, sur l'inclusion dans la Paix à faire avec Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté Tres-Chrestienne présenté le 23 Decembre, 1678.</i>	218
<i>Memoire du Duc de Gottorp, présenté à l'Ambassade Imperiale, à l'occasion des Quartiers, que quelques Troupes du Roy de Dannemarc avoient pris dans le Duché de Holstein.</i>	223
<i>Memoire présenté aux Ambassadeurs de Sa Majesté Imperiale par les Envoyés du Duc de Gottorp, afin que le Duché de Holstein jouisse de la protection de l'Empereur, promise par la Paix faite entre S. M. I. & les Couronnes de France & Suede.</i>	227
<i>Memoire de l'Envoyé du Duc de Gottorp, présenté aux Ambassadeurs Imperiaux, afin que les Provinces dudit Duc soient delivrées au plutôt des exactions du Dannemarc.</i>	230
<i>Memoire de l'Ambassadeur de S. S. E. de Brandebourg, présenté aux Ambassadeurs du Roy d'Espagne le ¹⁶/₂₆ Fevrier, 1679.</i>	246
<i>Memoire en forme de Réponse des Ambassadeurs de Dannemarc, par lequel ils declarent vouloir accepter la suspension d'Armes qui leur est offerte.</i>	298
<i>Memoire de l'Ambassadeur de Brandebourg, présenté à M.</i>	

T A B L E.

à M. le Mediateur d'Angleterre, & delivré le 1 ^{er} d'Avril, 1679.	365
Memoire de Mons. le Comte d'Avaux Ambassadeur de France, présenté à Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies, pour leur faire connoître que le Roy son Maître avoit refusé de mettre garnison dans le Fort de Schenck, du 7 May, 1679.	475
Motifs pour lesquels pour l'avancement de la Paix ge- nerale la France doit procurer à l'Eleveur de Brandebourg plus de satisfaction, que les Ducs de Bronsvic-Lunebourg n'en ont reçu, & pourquoy la partie de la Pomeranie, qu'il a recouvrée par les armes, luy doit demeurer, & comment on peut con- tenter la Suede.	417

N.

N egotiations des Villes Hanséatiques.	21
Negotiation de Messieurs les Envoyés des Ducs de Mecklebourg-Suerin & Gustrom.	33

O.

O rdre de sa Serenité Eleveurale de Brandebourg, aux Capitaines de ses Fregates, de ne rien en- treprendre contre les Vaisseaux & Sujets de sa Ma- jesté Tres-Christienne.	487
--	-----

P.

P asseport de Dannemarc pour le passage des Troupes de Koningsmarc.	371
Pleinpouvoir de M. l'Evêque de Munster pour traiter avec les Ambassadeurs de France.	385
Pleinpouvoir des Ambassadeurs de Suede.	404
Pleinpouvoir de M. M. les Ambass. du Roy de Suede.	666
Pleinpouvoir de Messieurs les Ambassadeurs de Messei- gneurs les Etats Generaux.	670
	Pre-

T A B L E.

<i>Prétension juste & raisonnable, jusques à présent generale, mais qui dans la suite sera plus amplement spécifiée, en vertu de cette Clause favorable qui la va preceder, présentée à LL. EE. MM. les Ambassadeurs Plenipotentiaires de Sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne, faisant l'office de Mediateurs d'une constance digne de louange immortelle, entre les Couronnes qui sont presentement en guerre, au nom du Serenissime Prince Monsieur le Duc de Mecklebourg Christian Louis, Prince des Wandalles, par son Envoyé, lequel par l'ordre qu'il en a reçu a suffisamment déclaré son nom.</i>	36
<i>Projet des Conditions de l'Armistice, proposees par l'Ambassadeur de Brandebourg.</i>	310
<i>Projet de Paix entre la France & le Brandebourg.</i>	353
<i>Projet de Paix entre la Suede & le Brandebourg.</i>	360
<i>Projet des Articles & Conditions d'Armistice, dont les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France sont convenus, tant au nom de sa Majesté Tres-Chrestienne que de ses Alliés, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Dannemarc & de Brandebourg, ainsi qu'il suit. Du 27. Mars.</i>	294
<i>Projet de la Declaration de la Paix entre l'Espagne & la Suede, Envoyé le 16 d'Août, 1679. par le Mediateur d'Angleterre aux Ambassadeurs d'Espagne & de Suede.</i>	534
<i>Proposition des Ambassadeurs de Suede, pour obtenir la correspondance des Lettres, présentée à la Mediation d'Angleterre.</i>	220
<i>Proposition des Ambassadeurs de Suede, pour obtenir la correspondance des Lettres, présentée à la Mediation d'Angleterre, pour estre delivréee à Monsieur l'Ambassadeurs de Dannemarc.</i>	233
<i>Proposition d'accommodement avec Sa Sacrée Majesté</i>	le

T A B L E.

<i>le Roy de Dannemarc, au Nom du Serenissime Duc de Holstein-Gottorp, faite par ses Envoyés, & présentée à la Mediation d'Angleterre le 30. Decembre, 1677.</i>	172
<i>Protestation faite entre les mains de M. le Nonce.</i>	16

R.

R <i>Ecit de ce qui se passa pendant la Negotiation de la Paix, entre Sa Maj. Suedoise, & Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies.</i>	649
<i>Relation de l'Ambassadeur de l'Empereur, Jean Crano à Sa Majesté Imperiale.</i>	111
<i>Remontrance contre le Peage de Warnemund, présentée par M. le Nonce à M. l'Ambassadeur Colbert le 29. Mars, 1679.</i>	99
<i>Réplique ou Memoire de M. de Lira Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté Catholique, présentée à Messieurs les Etats Generaux le 15 d'Août 1679, sur la Réponse, qu'ils luy ont donnée sur ses instances, touchant la cession de la Ville de Mastricht.</i>	614
<i>Réplique des Ambassadeurs de Suede.</i>	241
<i>Réplique à la Réponse donnée seulement de bouche au Secretaire de l'Ambassade de la Mediation, par M. M. les Ambassadeurs du Roy Tres-Chrestien.</i>	283
<i>Réplique à la Réponse de M. M. les Ambassadeurs de Suede.</i>	288
<i>Réponse des Ambassadeurs de Dannemarc & de l'Eleveur de Brandebourg à la Proposition de la Suede.</i>	237
<i>Réponse de M. l'Ambassadeur de Brandebourg, à la Declaration de M. M. les Ambassadeurs de France, sur le sujet de la Paix, qui reste à faire avec la Suede.</i>	260
<i>Réponse ou Réplique de Messieurs les Ambassadeurs de</i>	de

T A B L E.

de France , au Memoire de Monsieur l'Ambassadeur de S. A. E. de Brandebourg , le 11. Mars , 1679. 264

Réponse de Messieurs les Ambassadeurs de Suede , à la Declaration de Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires Plenipotentiaires & Ministres des Serenissimes Princes le Roy de Dannemarc , de l'Electeur de Brandebourg , & du Reverendissime Evêque de Munster, touchant l'Armistice ou Suspension d'armes, écrite à Nimegue le 22. Fevrier , présentée & communiquée le 24. du même Mois , par le Secretaire de la Mediation d'Angleterre. 278

Réponse de Monsieur l'Ambassadeur de Brandebourg , à la derniere Declaration de Messieurs les Ambassadeurs de France, publiée le 14 Fevrier. 336

Réponse de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces Unies , à Son Alt. S. l'Electeur de Brandebourg. 518

Réponse de Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies , à Don Emanuel de Lira Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Catholique , touchant la reddition de la Ville de Mastricht. 610

Réponse de Hauts & Puissans Seigneurs , Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies , aux Memoires du Sieur Don Emanuel de Lira , Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté Catholique. 638

S.

Sentence prononcée à Nimegue le 14. May , 1677. 481

T.

Traité de Marine, fait entre Sa Majesté & C. Louis XIV, & les Villes Hanseatiques en l'année 1655. 24

Traité

T A B L E.

Traité fait le 26 d'Août 1678, entre Monsieur du Mouceau, Intendant pour sa Majesté Tres-Chrestienne à Mastricht, & les Etats du Pays de Cleves au deçà du Rhin, touchant la Contribution des années 1677. & 1678. 344

Traité fait le 3. Decembre, 1678, entre Monsieur du Mouceau Intendant de l'Armée du Roy dans les Pays de Juliers, Liege, &c. Monsieur le Baron de Quael de Wickraes, de Kruysbergen, & le Sieur Jean Theodore Schmitz, Docteur. en Droit, & Echervin de la Ville de Cleves, Députés des Etats du Pays de Cleves, touchant la demande qui a esté faite par Mondit Sieur l'Intendant aux habitans dudit Pays le 26 Oâob. dernier de cent quatre-vingt dix mille Rations de foin, paille & avoine: Et de quatre mille vaches, ainsi qu'il suit. 347

Traité de Paix entre sa Majesté Tres-Chrestienne, & Monsieur l'Evêque de Munster & de Paderborn, conclu & signé à Nimegue le 29. Mars, 1679. 379

Traité de Paix entre le Roy de Suede & Monsieur l'Evêque de Munster, conclu & signé à Nimegue le 12 Mars, 1679. 395

Traité de Paix entre sa Majesté Tres-Chrestienne & le Roy de Suede d'une part, & son A. E. de Brandebourg de l'autre, conclu & signé à S. Germain en Laye le 29. Juin, 1679. 490

Traité de Paix entre les Serenissimes Roys de France, de Suede, & de Dannemarc. 565

Traité de Paix entre le Roy de Dannemarc, de Norwegue, &c. d'une part, & le Roy de Suede, &c. de l'autre, conclu & signé à Lunden le 26 Septembre de l'an 1679. 592

Traité de Paix entre le Roy de Suede, & les Etats Generaux des Provinces Unies. Fait & conclu le 2. Oâobre, 1679. 657

Traité

T A B L E.

*Traité de Commerce entre le Roy de Suede & les Etats
Generaux des Provinces Unies, conclu à Nimugne le
²/₁₂ Octobre, 1679.* 705

*Traité de Paix, fait par Provision entre le Roy de Dan-
nemarc & les Habitans de Hambourg.* 733

F I N.



ANT 1317618



















XVII
B42

